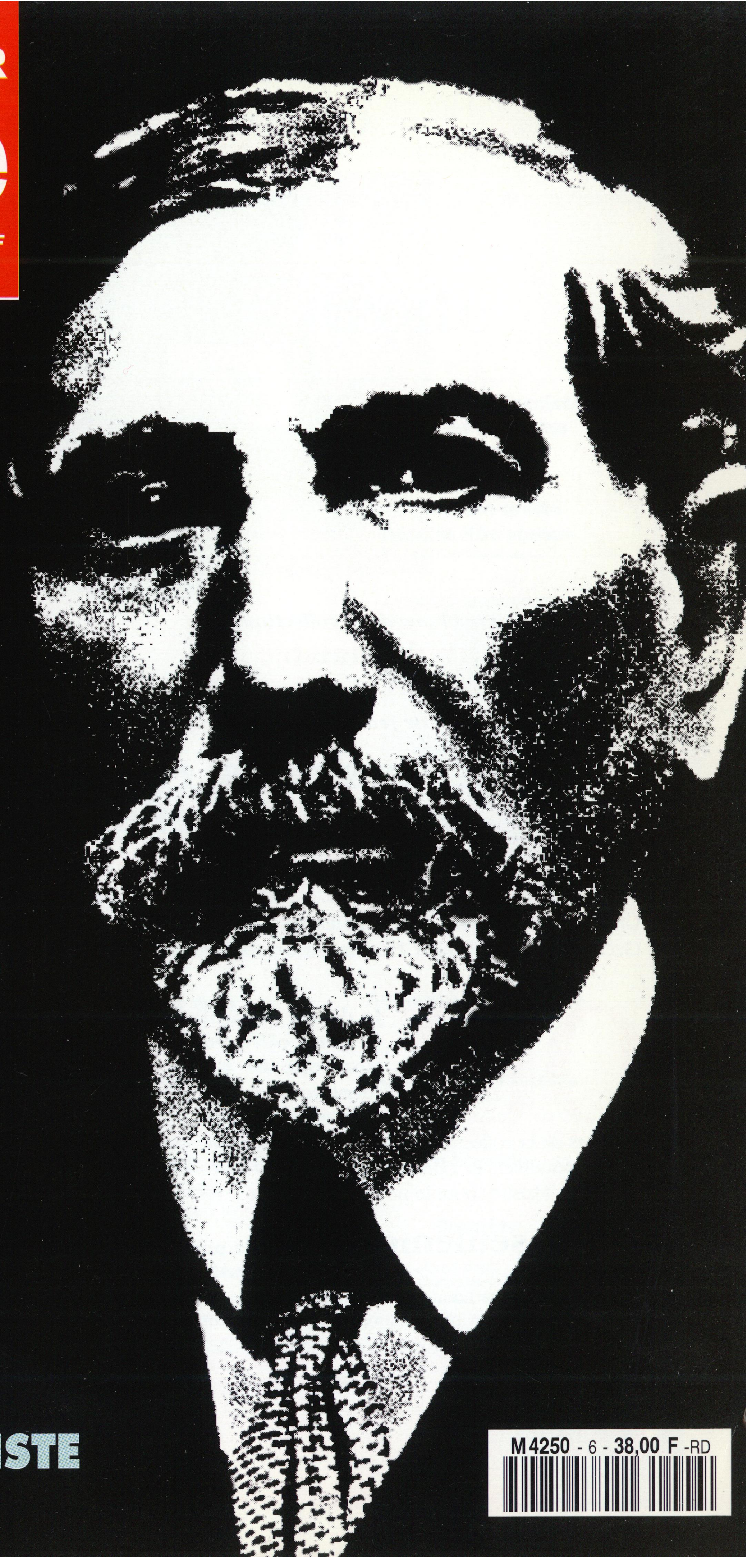
ENQUÊTE SUR
l'histoire
Trimestriel ▲ Printemps 93 ▲ N° 6 ▲ 38 F



L'ÂGE D'OR DE LA DROITE
1870-1940

PORTRAIT DE L'HOMME DE DROITE
GENEVIÈVE DORMANN

LE BRÉVIAIRE NIETZSCHÉEN
DU GÉNÉRAL DE GAULLE

LES SECRETS DE LA CAGOULE
PAR LE DERNIER TÉMOIN

LA TENTATION FASCISTE
CHEZ LES ÉCRIVAINS

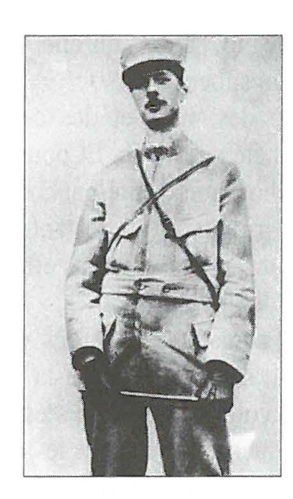
M 4250 - 6 - 38,00 F -RD

S O M M A I R E

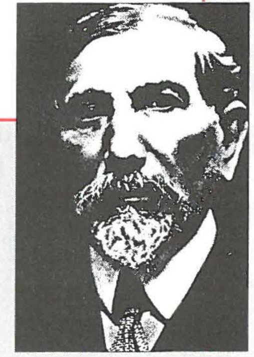
1870-1940 : L'âge d'or de la droite







En couverture :
Charles Maurras
(1868-1952)



Directeur de la Rédaction : Dominique Venner
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud

Ont collaboré à ce numéro :
Jean-Paul Angelelli, Emmanuel Berl, Charles Berrias, Thierry Buron, Guy Chambarlac, Henry Charbonneau, Bruno Chossat, Éric Coutances, Geneviève Dormann, Jean Mabire, Hélène Montel, Jean-Jacques Mourreau, Alain Sanders, Paul Sérant, Jérôme et Jean Tharaud, Michel Toda, Frédéric Valloire, Eric Vatré, Charles Vaugeois, Pierre Vial, Philippe Vilgier.

Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél.: (1) 47.03.91.68.
Imprimerie Berger-Levrault, Toul.
N° de commission paritaire 80171. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement et Bon de commande encartés
non numérotés entre les pages 66 et 67.

Les idées au fil de l'épée

La droite est-elle un mythe au sens sorélien du mot ? Une idée force ? Bizarrement, elle ne le fut sans doute jamais autant qu'aujourd'hui, alors qu'elle ne dit plus rien ou si peu.

L'usure des mots et des concepts n'a jamais été si criante. Et pourtant la vieille dichotomie droite-gauche résiste, carne ringarde et irritante. Elle résistera tant que ne sera pas effacée la cause de son apparition.

Droite et gauche sont des catégories bien françaises nées de la grande fracture révolutionnaire qui s'est poursuivie de façon larvée tout le long du XIXe siècle. Nulle part ailleurs dans le monde l'empoignade droite-gauche n'a enfanté de telles passions et de tels débats. Elle a culminé sous la IIIe République, entre 1870 et 1940, âge d'or de la droite.

En ce temps-là, la droite participait rarement au pouvoir, mais elle bruissait d'idées vigoureuses, fortes ou folles. Pour tout dire, elle vivait. Elle n'était pas devenu ce gros souriceau terrorisé par les couleuvres de la bonne conscience et de la pensée orthodoxe. Elle n'était pas pour autant exempte d'erreurs ni de fautes. La pire, sans doute, fut son ralliement, avant 1914, à l'hystérie nationaliste et jacobine de la « Revanche », étrangère à sa nature.

Mais qu'est-ce donc que la droite ? C'est paraît-il le contraire de la gauche. Et qu'est-ce que la gauche ? L'inverse de la droite. Nous voilà bien avancés, d'autant que la frontière entre les deux pôles est beaucoup moins étanche qu'on ne le dit. Nombreux sont les hommes de gauche passés à droite et, bien qu'en proportion moindre, les hommes de droite gagnés à la gauche.



Roger-Viollet

Les idées au bout de l'épée. Une époque où le polémiste signait ses écrits de son sang. Duel Maurras-Landau le 7 décembre 1909.

Aucun thème, aucun mot n'est spécifiquement lié à la droite ni à la gauche. En 1815, le nationalisme, *la Marseillaise* et le drapeau tricolore étaient les symboles de l'extrême gauche. En 1900, ils sont devenus ceux de l'extrême droite. Tour à tour, la gauche et la droite ont été bellicistes, pacifistes, nationalistes, anticapitalistes, antisémites, colonialistes, libérales ou autoritaires. Il y eut une droite chrétienne (Drumont, de Mun) et une autre volontiers païenne ou positiviste (Barrès, Renan, Maurras), une droite antisémite (Bernanos) et une autre qui ne l'était pas (Bonnard, Halévy), une droite germanophobe (Daudet, Bainville), et une droite européenne (Drieu, Maulnier).

Devant les grandes crises de la fin du XIXe et du XXe siècles, la droite s'est divisée autant que la gauche. Le boulangisme, les ébauches de fascisme, Vichy, la Collaboration, la Résistance et plus tard l'OAS ne furent, quoi qu'on en ait dit, ni de gauche ni de droite, mais à la fois de gauche et de droite.

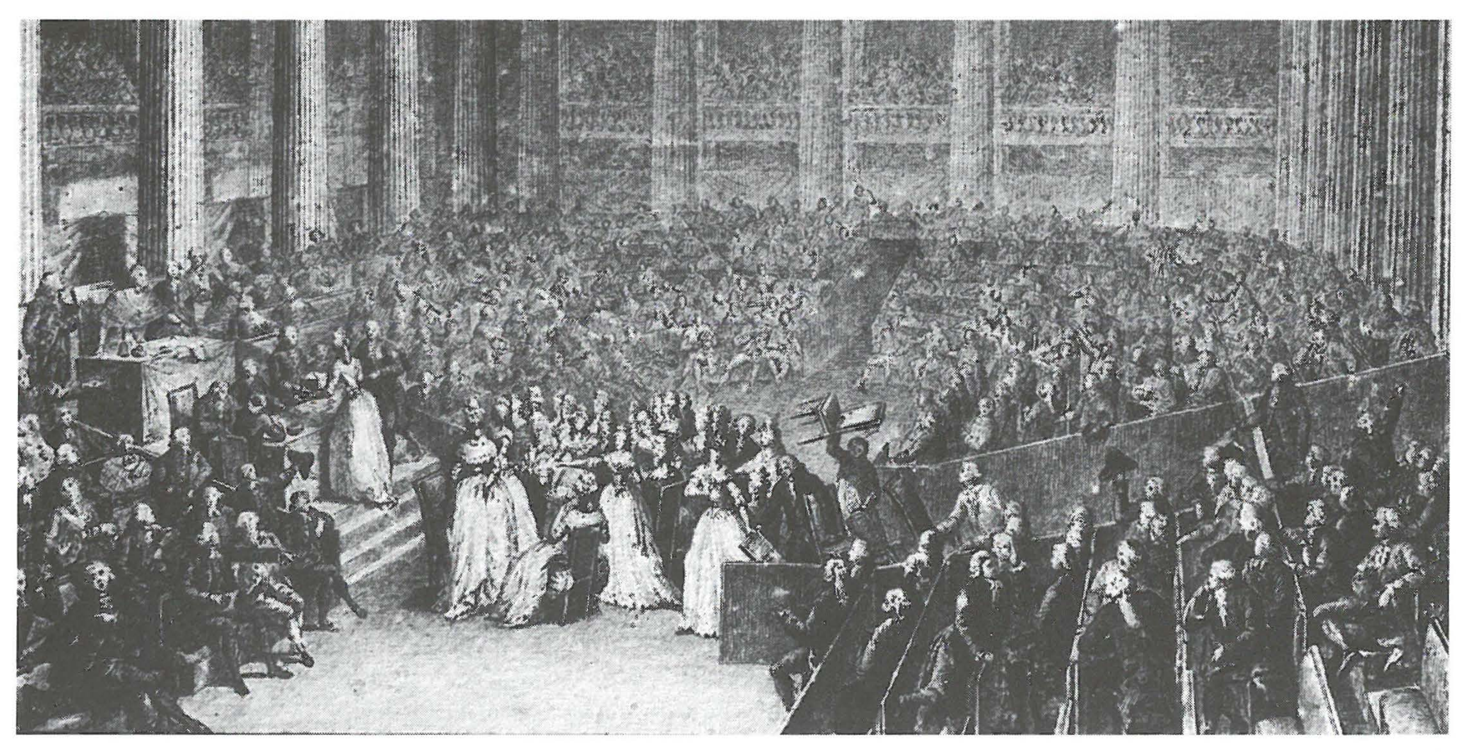
Voici la réalité que nous nous sommes efforcés de restituer, sans complaisance ni parti pris, en donnant souvent la parole aux témoins et aux voix que l'on n'entend plus.

DOMINIQUE VENNER

La droite, cette inconnue

PAR FRÉDÉRIC VALLOIRE

Le patriotisme, le nationalisme, le culte de l'armée, le colonialisme, *la Marseillaise*, le drapeau tricolore, avant d'être des attributs de droite ont été ceux de la gauche. Depuis 1789 ou 1899, ils ont lentement dérivé de gauche à droite, sans que la gauche et la droite cessent pour autant d'exister et de s'affronter. Qu'est-ce donc que la droite ? Un gros ouvrage collectif tente d'y répondre. Écrit le plus souvent par des gens de gauche, parfois ouverts, souvent fermés. On y trouve le pire mais aussi le meilleur.



Le 28 août 1789, lors du vote sur le veto royal, les députés à l'Assemblée nationale constituante se répartissent du « côté droit » du président de séance ou du « côté gauche », selon qu'ils soutiennent le pouvoir royal ou s'y opposent. De ce jour date la fracture bien française entre droite et gauche.

Le vendredi 28 août 1789, l'Assemblée nationale constituante entame, à Versailles, la discussion sur le droit de *veto* du roi. En balance, derrière les pouvoirs du souverain (le roi aura-t-il la possibilité de rejeter les décisions des représentants du peuple ?) s'affrontent deux conceptions de la souveraineté : souveraineté de droit divin incarnée par un monarque, souveraineté nationale concrétisée par une assemblée de représentants élus. Aux partisans d'un exécutif fort où le roi disposerait d'un *veto* absolu – le parti « aristocratique » – s'opposent les « patriotes », hostiles par principe à l'idée d'un *veto* royal. Entre les deux, les « monarchiens », héritiers de la très ancienne opposition de la noblesse à l'absolutisme royal, qui aimeraient un *veto* limité et une Chambre haute analogue à la Chambre des Lords britannique.

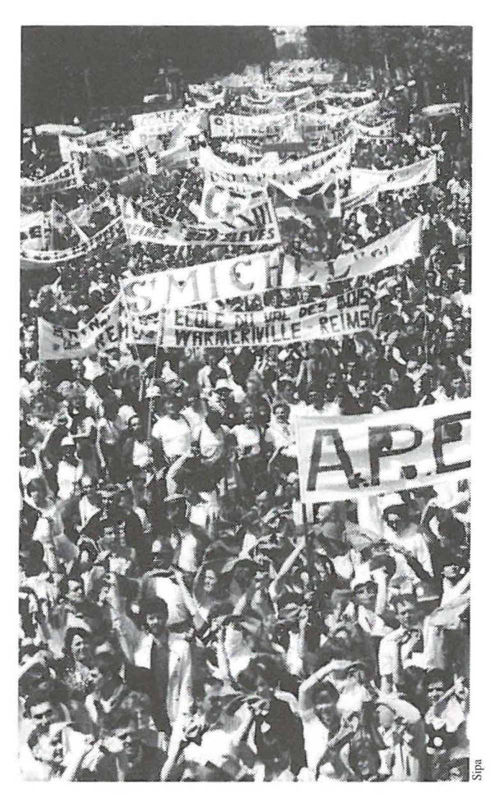
Au cours des débats et lors des votes, les députés prirent l'habitude de se grouper par affinité d'idées. Du « côté droit » du président de séance se rangèrent les partisans du *veto* absolu, bientôt rejoints par les monarchiens. Du « côté gauche », ceux qui n'en voulaient pas. Le couple politique droite-gauche était né. Un texte de *L'Ami des Patriotes* daté du 27 août 1791 parle de « droite » et de « gauche » au sein de la Constituante, et le *Mercure de France* du 1er octobre de la même année situe, au moment du passage de la Constituante à la Législative, les différents groupes de l'Assemblée par rapport à une échelle droite-gauche.

Trois droites et quelques autres

D'emblée, quatre remarques s'imposent.

Cette réorganisation parlementaire bipolaire entérine la disparition des États généraux comme reflet d'une société structurée en trois ordres, clergé, noblesse, Tiers état.

La scission entre « aristocrates » et « patriotes » n'est pas totalement nouvelle. Dès l'automne de 1788, les « nationaux » (ou « patriotes ») étaient entrés en campagne pour obtenir le doublement du tiers et le vote par tête. Cela afin de combattre les « aristocrates ». En revanche, si l'on remonte plus en amont, si l'on fait la *« préhistoire des forces politiques françaises »* (Pierre Lévêque, *Histoire des forces politiques en France, 1789-1880*, Colin, 1992), il est difficile, voire impossible de repérer des groupements analogues. Tout au plus, pourrait-on discerner deux tendances : l'une qui, depuis les légistes de Philippe le Bel, donne au pouvoir monarchique une extension maximale ; l'autre qui, s'appuyant sur la tradition et la coutume, et regroupant une grande partie de l'aristocratie, reste attachée, au nom des libertés, à une monarchie mixte fondée sur le « commun consentement », c'est-à-dire l'accord entre le roi et ses sujets, entre le roi et son Conseil (1).



Sipa

De Montparnasse à la Bastille, le 24 juin 1984 : gigantesque manifestation en faveur de l'enseignement libre. La droite reprend à la gauche le drapeau de la liberté.

Du côté droit se distinguent déjà deux familles. De l'une, celle qui tient pour l'ordre ancien, naîtra la droite contre-révolutionnaire, légitimiste si l'on veut. De l'autre, celle qui avait de l'admiration pour la monarchie anglaise et qui était convaincue de la nécessité des réformes, dérivera en partie la droite libérale, orléaniste avant la lettre. À la jonction des deux, apparaîtra plus tard le courant du catholicisme social.

Cette division spatiale et sémantique restera parlementaire pendant une bonne partie du XIXe siècle. En fait, ce n'est qu'aux premières décennies de la IIIe République, et peut-être même plus tard, que les notions de droite et de gauche, prendront leur sens actuel. Entre-temps était née une troisième famille de droite, originale, qui réconciliait pouvoir fort et héritage de la Révolution, qui alliait union nationale, grandeur française et despotisme, le bonapartisme.

Ainsi de la Révolution ont surgi les droites en France, du moins dans leurs grandes lignes, celles que définissait en 1954 René Rémond dans *La Droite en France*, un livre qui allait marquer durablement et profondément l'historiographie de la question. Au demeurant, une historiographie rachitique, ainsi que le relève Jean-François Sirinelli dans son introduction à une monumentale *Histoire des droites en France* (2) : *« Malgré la portée et la postérité de* La Droite en France *de René Rémond, et en dépit de thèses ou d'ouvrages plus ponctuels qui ont été autant d'apports importants, il existe bien, très probablement, un déficit historiographique global entre les droites et les gauches. »* Les trois tomes qu'il dirige veulent combler ce déficit et faire *« la somme des acquis récents de l'école historique française»*.

Une analyse foisonnante

Pour ce faire, 2 500 pages environ, trois volumes, une cinquantaine d'universitaires et de chercheurs. Avec pour chaque volume, un index des noms propres mais pas des thèmes abordés, une bibliographie (plusieurs, même) et des notes à foison. L'ambition affichée est claire : devenir l'ouvrage de référence, l'outil de travail pour tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, s'intéressent aux droites, qu'ils soient historiens ou hommes politiques, militants ou simples citoyens. Comme à la Samaritaine, on trouve tout, ou presque tout, dans ces gros pavés : la liste des associations de droite entre 1891 et 1914, les journaux légitimistes sous le Second Empire, une analyse de la revue *Commentaire*, l'impact de la Deuxième Guerre mondiale dans la mémoire des droites, l'image de Dieu dans le discours lepéniste, la place du sport dans la tradition aristocratique de l'Ouest parisien au cours du XIXe siècle, les valses-hésitations des droites sur la nature des rapports entre les régions et la nation, le manque d'intérêt de ces mêmes droites devant les questions pédagogiques, etc.

On aura compris que les auteurs ont voulu restituer l'identité des droites françaises de façon globale à partir de trois points de vue (politique, tome I ; culturel, tome II ; éthique – « Sensibilités » –, tome III) tout en multipliant les plans à l'intérieur de chacune de ces perspectives. Ainsi pour le délicat tome III « Sensibilités » sont examinés tour à tour *« la présence au monde »* (famille, terre, région, patrie, colonisation, épreuve de l'étranger), *« l'organisation de la cité »* (Dieu, suffrage universel, le parlementaire, le fonctionnaire, l'économie de marché), *« la vie dans la cité »* (pluralisme ethnique et préjugés, la classe ouvrière, l'hygiène et le corps, les arts, la

science), *« le moule de l'individu »* (religion, éducation, patrimoine) avant de répondre à la question *« qu'est-ce qu'être de droite ? »* pour les gauches… et pour les droites.

De 1815 à nos jours, voici un ensemble de thèses, d'hypothèses, de connaissances (et parfois de méconnaissances) et d'érudition concernant les droites françaises. Un ensemble qui, malgré les intentions de son maître d'œuvre, Jean-François Sirinelli, auteur d'une brillante thèse sur les khâgneux et les normaliens de l'entre-deux-guerres et d'un essai pertinent sur les intellectuels signataires de tracts et de pétitions (Fayard, 1988 et 1990), n'est pas toujours très cohérent : l'étude tire souvent à hue et à dia. Un exemple, celui du ton adopté. En règle générale, le mode suivi est universitaire, neutre, sans complaisance, comme sans hostilité. Il s'accompagne de raisonnements honnêtes dont on peut discuter une information ou une appréciation, mais qui, tout compte fait, restent dans le registre normal de l'historien. Avec des jugements perspicaces, telle cette observation sur la Seconde Guerre mondiale dans la mémoire de l'extrême droite : *« une ambivalence permanente* [...] *: d'un côté le refus d'en parler, le désir d'esquiver toute allusion aux années 1940* [...] *; de l'autre, l'obsession de cette époque qui revient sans cesse dans* [ses] *discours et publications* [...] *.»*

Simplifications, amalgames et fantasmes

Pourtant des dérapages subsistent. Surtout sensibles pour la période contemporaine, celle que les historiens nomment maintenant *« l'histoire du temps présent »*, ils s'expriment dans deux domaines. D'une part dans le vocabulaire, où l'humeur l'emporte sur la rigueur. D'autre part, c'est plus grave mais heureusement rare, existent quelques dérapages intellectuels caractérisés par des amalgames, des simplifications abusives, des généralisations grossières. Ainsi (tome II, p. 383), un habile sophisme permet de glisser des Indo-Européens aux thèses négationnistes, l'un et l'autre étant *« les deux versants du même mythe »* dans la pensée de l'extrême droite universitaire ! Autre effet grossissant et déformant, la place accordée à l'extrême droite, au Front national en particulier. Un observateur qui évaluerait le poids politique et l'aura médiatique de ce parti au nombre de pages qui lui sont consacrées, en ferait, et de très loin, le premier parti de la droite actuelle. Cette distorsion traduit plus les fantasmes et les hantises des collaborateurs de l'ouvrage que la réalité politique ou que l'originalité du parti de Jean-Marie Le Pen. En tout cas, elle est révélatrice de la couleur politique de l'ensemble, plus rose que blanche.

A priori, rien de rédhibitoire à cela. Il n'est pas nécessaire d'être auvergnat pour parler de l'Auvergne et de ses habitants. Ce peut même être un avantage de ne point l'être, à condition de préciser la position d'où l'on parle. Que la plupart des collaborateurs de Sirinelli soient de gauche ou du centre n'est donc pas gênant tant que le militant ne perce pas sous l'historien et tant que les sources sur lesquelles ils travaillent sont bonnes. Regretter l'absence de Tulard, de Bluche (François et Frédéric), de Girardet, de Rials, d'X ou d'Y n'aurait eu de sens que si des historiens classés à droite (à tort ou à raison) avaient entrepris une telle histoire. Avec les conflits de toute sorte qu'elle n'aurait pas manqué de créer.

Aussi contentons-nous de ce qui nous est proposé.

Après tout, la droite l'a mérité. Si elle avait occupé l'Université et le CNRS plutôt que de s'en moquer, si elle avait eu plus d'historiens que de polémistes, plus de chercheurs que d'essayistes, elle aurait pu tenir les rênes d'une telle entreprise, remédier à certains oublis (qu'est devenue l'étude des revues, *Item*, *L'Esprit public* ?), rectifier certaines approximations (Evola, fasciste ? Voir l'étude de Christophe Boutin, *Politique et Tradition*, Éditions Kimé). Il n'empêche, ces trois volumes ont le mérite d'exister. Et s'ils occupent le terrain, autant en connaître les défauts et les qualités.

Les frontières imprécises entre gauche et droite

Défaut principal, l'ouvrage reste parfois à la surface des choses, effleurant un sujet, mettant en appétit sans répondre à l'attente suscitée.

Quelques exemples. À plusieurs reprises sont signalés des thèmes qui, selon les époques, sont revendiqués par la gauche, puis par la droite, et des moments historiques où se brouille le clivage droite/gauche : *« Ainsi la guerre d'Algérie contribua-t-elle à ancrer à droite certains hommes de gauche, de même que le nationalisme était passé de gauche à droite avec Déroulède au temps du boulangisme »* (tome II, p. 646). Ces thèmes et ces moments auraient mérité une attention plus soutenue. Il aurait été utile également de répertorier les valeurs qu'ont partagées parfois droite et gauche. La remarque faite dans l'introduction du chapitre sur la Première Guerre mondiale, « guerre nationale » par excellence – *« dans cette nation de patriotes, ce n'est pas le patriotisme qui peut être la démarcation entre les droites et les gauches »* – pourrait être étendue à d'autres concepts, et pourquoi pas encore à des lieux, des hommes, des moments historiques que droite et gauche revendiquent (Vercingétorix et Alésia).


Keystone

Les institutions de la république gaullienne tirent directement leur source du programme de Barrès et des autres doctrinaires du boulangisme (1889) : fin du règne des partis, pouvoir réduit du parlement, exécutif fort, président de la République élu au suffrage universel, appel au peuple par voie de référendum, intervention de l'État dans tous les domaines relevant de l'intérêt public…

Trop allusifs sont les chapitres sur la presse, l'éducation, l'art. Peut-être n'y a-t-il pas de cinéma de droite, mais la présence de valeurs de droite au cinéma eût été un thème intéressant à étudier.

On ne peut que regretter l'impasse quasi totale sur l'Europe. Cela est d'autant plus surprenant qu'un référendum récent a montré la fragilité des clivages politiques traditionnels sur cette question.

Même inattention aux attitudes des droites envers les États-Unis, hâtivement évoquées en quelques pages. Or les jugements que les différentes familles de droite portent sur ce pays sont divers, contradictoires mêmes : pour les unes, il s'agit d'un modèle, pour les autres d'un repoussoir. De plus cette variété n'est pas sans signification. Elle ne tient pas à de simples cir-


Kipa

Il n'y a peut-être pas de cinéma « de droite ». Et pourtant quand un film est tiré d'un roman d'Antoine Blondin, dialogues de Michel Audiard, mise en scène d'Henri Verneuil, avec Jean Gabin et Jean-Paul Belmondo dans les rôles principaux, on se dit que ce **Singe en hiver**, *avec sa complicité masculine, son irrespect et son apothéose en cuite fantastique, n'est pas vraiment de gauche.*

constances de politique étrangère, mais révèlent des cassures plus profondes, sur lesquelles se fondent des conceptions du monde antagonistes. De La Fayette à de Gaulle, en passant par Tocqueville, Lecanuet et Alain de Benoist, il y avait là matière fort intéressante !

Lacunes et facilités

Le parti pris de privilégier l'histoire politique au détriment de la sociologie politique est un choix. Trop systématique, il conduit cependant à négliger les apports de cette dernière. Deux exemples parmi d'autres.

L'attachement à la terre et au monde paysan sont apparemment deux valeurs de droite. Un court chapitre nous l'assure. Pour la droite, y lit-on, *« la terre est porteuse des valeurs morales les moins entachées – soumission, obéissance, respect – déterminant ainsi les caractères d'un peuple particulier que d'aucuns pensent en termes de race singulière ».* Soit (même si l'on peut discuter la pertinence du choix de ces *« valeurs morales »*), mais de larges zones rurales (Allier, Nièvre, Saône-et-Loire, Midi « rouge », etc.) ont une vieille tradition de gauche, beaucoup plus puissante qu'un ancrage à droite. On attend en vain des explications...

On sait et on nous rappelle que les artisans et les petits commerçants ont formé le gros des troupes poujadistes et des droites qui descendent dans la rue. On oublie qu'ils constituaient également les forces vives des sans-culottes révolutionnaires. Y a-t-il des liens, une continuité dans leurs revendications, dans leurs violences, dans leurs visions des « gros », parlementaires et privilégiés ? Ont-ils transposé leur amertume envers les aristocrates aux « lobbies cosmopolites » ?

Ces critiques et ces réserves ayant été faites, il est évident que cet ouvrage a de belles années devant lui, même si *Les Lieux de mémoire* de Pierre Nora (Gallimard) qui se terminent en fanfare avec trois volumes sur *Les France* peuvent le concurrencer.

Le premier volume de Sirinelli, *Politique*, le plus classique, est aussi le plus équilibré, le plus complet. Il présente les droites et le monde politique, définit les diverses références idéologiques, montre la conquête du pouvoir et son exercice par la droite, expose à travers trois familles droitières (fascisme, gaullisme, populisme) les héritages, les rémanences et les nouveautés. À noter le remarquable chapitre de François Bourricaud (*« La crise des référents »*) sur les nouveaux défis idéologiques que le monde post-moderne pose à la droite comme à la gauche.



Dessin de Jack Marchal pour **Alternative**, *« journal différent », des années soixante-dix. Rigolard, sulfureux et provocateur en diable. Un aspect de l'anarchisme de droite que les savantes études de la gauche universitaire n'ont pas pris en compte, mais qui a fait l'objet d'une étude complète dans* **Les BD de l'extrême droite**, *ouvrage illustré de 290 pages édité par Bédésup (BP 14, 13234 Marseille Cédex 4).*

Culture, deuxième volume, étudie comment la droite se représente le monde qui l'entoure, comment elle met en place des relais et comment elle s'y organise. C'est là que l'on rencontre ce qui rassemble (parti, ligue, salon), ce qui propage (presse, revues, édition, cinéma), ce que l'on cultive (l'histoire, le mythe). Un volume qui déçoit, tant les exemples pourraient souvent s'appliquer à la gauche, aux gauches.

Le sujet du dernier volume, *Sensibilités*, est plus neuf. Sous ce vocable sont rassemblés les liens que les droites établissent dans la cité. Des chapitres remarquables : celui d'Alain-Gérard Slama (*« Portrait de l'homme de droite »*) et la conclusion générale que tire Jean-François Sirinelli. Deux caractères principaux sont mis en relief. Le tempérament de droite vise à faire disparaître le conflit, à le contourner au moyen de codes, de traditions, de recours à l'ironie, alors que le tempérament de gauche engendre et recherche le conflit. D'autre part, l'homme de droite est l'homme de l'enracinement, celui qui croit au passé pour mieux tenir sa place dans la réalité présente : *« à l'inverse des fractures et des ruptures qui souvent fondent la vision historique des gauches,* note Sirinelli, *à droite la continuité prime, par la terre et les morts. »* Ce que l'on pourrait traduire par une boutade : l'homme de droite est un pessimiste heureux de vivre ; l'homme de gauche, un optimiste malheureux de vivre.

FRÉDÉRIC VALLOIRE

***Frédéric Valloire est agrégé d'histoire.**

---

(1) Sur cette opposition de l'aristocratie à l'absolutisme royal, voir le résumé d'*Enquête sur l'Histoire* n° 5, pp 6 et 7. On se reportera naturellement à la thèse célèbre de Tocqueville *L'Ancien Régime et la Révolution* (Folio). On pourra également consulter Jacques de Saint-Victor, *La Chute des aristocrates, 1789-1792, la naissance de la droite* (Perrin 1992).

(2) *Histoire des droites en France*, sous la direction de Jean-François Sirinelli, trois volumes de 270 F chacun.

Tiens-toi droite !

PAR GENEVIÈVE DORMANN

Nous savons que la désignation politique de *droite* et de *gauche* date de l'époque révolutionnaire, mais à en croire l'étymologie, ce n'est pas un hasard si les députés conservateurs d'alors choisirent de siéger à la droite du président de l'Assemblée et les autres, à sa gauche.

Droite, venu du latin *directus*, évoque ce qui est direct, sans détour, juste, exact, vrai. Avec une nuance de rapidité et d'efficacité : la droite va d'un point à un autre par le plus court chemin. *Droite* évoque aussi la position verticale (debout), opposée à l'horizontale, la couchée, et nous ajouterons, la vautrée. D'où l'injonction entendue pendant toute notre enfance : « *Tiens-toi droite !* », ce qui concernait une position physique et morale à la fois.

La boxe, à la fin du XIXe siècle, inséra le mot *droite* dans son vocabulaire pour désigner le coup le plus efficace, celui du poing droit : une droite foudroyante.

Le mot *gauche* est d'origine incertaine, selon les étymologistes (1). Mais au XVe siècle, *gaulche* désignait un infirme : celui qui a les jambes tournées en dehors. C'est à cette époque que *gauche* succède à *senestre*, du latin *sinister* d'où vient aussi l'adjectif sinistre qui qualifie une personne inquiétante, au pire une chose dangereuse et malfaisante, au mieux, ce qui est triste et ennuyeux.

Gauche, au contraire de *droite*, a une notion tout à fait négative qui évoque la déviation, le manque d'habileté, le malheur.

D'une personne maladroite, on dit qu'elle est gauche. On peut donc en déduire, avec la plus joyeuse mauvaise foi, qu'une personne de gauche est forcément mal-à-droite, c'est-à-dire, empotée.

Au XVIIe siècle, « *se marier de la main gauche* » signifiait une mésalliance. Depuis le XIXe siècle, « *passer l'arme à gauche* », c'est mourir, et l'outil tordu est dit : *gauchi*.

Quand nous étions enfants, on nous priait dès l'âge des blédines, de dire bonjour avec notre « *belle main* » qui était la droite. Plus tard, le code de la route nous enseigna que, de la droite venait la priorité. Notons que la perfide Albion, de son côté, a choisi de rouler à gauche. Même l'histoire romaine ajoutait à cette orientation manichéiste très simple à retenir pour marcher dans la vie, son poids d'antiquité : il était évident pour n'importe quel augure pratiquant le rite grec de divination, que lorsque les oies sauvages volaient en venant de la gauche, c'était signe de malheur.



Gamma

Journaliste et romancière de talent, Geneviève Dormann ne met pas son drapeau dans sa poche. Deux qualités qui donnent de l'agrément à ce qu'elle écrit. Étude de vocabulaire et survol nostalgique d'un univers en miettes où la droite était la droite, et la gauche ressemblait encore à la gauche.

Du temps de nos grands-parents, les gens de droite étaient facilement identifiables : des sortes d'aristocrates, pas forcément nobles et même issus parfois de milieux modestes ; plutôt chrétiens, mais pas forcément bons catholiques. Ils ne croyaient pas à l'égalité des êtres humains ni à la démocratie, si bien définie par Oscar Wilde : « *le matraquage du peuple par le peuple, au nom du peuple* » (2). Ils méprisaient l'argent et le profit, si aimés des bourgeois et des mercantis. Le mot patrie, le mot drapeau, le mot honneur, n'étaient pas considérés par eux comme des vocables ridicules, imprononçables. Ils étaient nationalistes et prêts à donner leur vie pour défendre leur territoire. Ils ne crachaient pas forcément sur la famille et préféraient le coup de pied au cul à la psychanalyse quand leurs enfants se tenaient mal. Volontiers monarchistes, ils se méfiaient du parlementarisme, des magouilles de partis politiques, bref préféraient obéir à un pouvoir de droit divin qu'à celui de l'audimat, comme on dit aujourd'hui. Ils aimaient la nature, défendaient les paysans et plantaient des arbres. Les femmes n'étaient pas leurs égales. Ils leur écrivaient des vers, les couvraient de peaux de bêtes en hiver et se battaient pour elles à l'épée ou au pistolet. Ils avaient un franc-parler, de l'humour parfois corrosif, le sens des mots et des phrases étincelantes ; ils traitaient l'adversité avec une pudique désinvolture. Ils étaient pessimistes, gais et actifs. Ils manifestaient souvent un anticonformisme

qui agaçait les conformistes et comme ils réagissaient vivement à ce qui leur déplaisait, on les appelait : réactionnaires.

Après la Deuxième Guerre mondiale, la gauche venue au pouvoir les désigna sous le vocable de *fascistes*, terme impropre, venu d'Italie (Mussolini, 1919), pour les accabler et les rendre responsables de toutes les horreurs commises entre 1939 et 1945.

Depuis, tout ce qu'ils aimaient : l'ordre, l'indépendance d'esprit, le sens de la repartie, le point-virgule, le champagne, l'honneur, la France, les familles nombreuses, le quant-à-soi, la courtoisie, la chasse au sanglier, le rugby, la protection des dames et des demoiselles, l'orthographe et la messe en latin, tout cela fut déclaré *fasciste* (ou *facho*) et vilipendé. D'où la fière réponse qu'un jeune homme de droite, Roger Nimier, inscrivit dans l'un de ses romans : *« Quand les habitants de cette planète seront plus difficiles, je me ferai naturaliser humain. En attendant, je préfère demeurer fasciste, bien que ce soit baroque et fatigant. »*

Déroutés, écrasés par une haine massive et vigilante, la plupart des héritiers de cette vieille droite idéaliste se déguisent aujourd'hui en gauchos, dont ils adoptent craintivement le langage et les manières. Ceux d'entre eux qui ont choisi d'entrer en politique brandissent le mot *démocratie* dans tous leurs discours, par crainte d'être suspectés de fascisme. Finis les foucades et les héros ! Finies l'affirmation d'une foi, l'insolence, la désinvolture et la réaction ! C'est le règne de l'alignement et de la démagogie. La droite se veut progressiste, égalitaire et crache aujourd'hui sur ce qu'elle respectait hier. On a vu un président de la République, catholique, de droite, légaliser l'avortement. Le clergé lui-même, autrefois réputé de droite, est devenu gaucho et pusillanime ; l'archevêque de Paris se permet de refuser qu'une messe soit dite à Notre-Dame pour le repos de l'âme d'un roi, tué il y a deux cents ans, tandis que le citoyen Gaillot, évêque d'Évreux, tient des propos à faire rougir un vieux communiste.

La gauche, cependant, n'a pas repris que ses curés à la droite mais aussi ses idées. Elle est devenue moralisatrice, écolo, culturelle (à outrance), réactionnaire et nostalgique. On voit un président de la République, chef du parti socialiste – mais il est vrai apparenté autrefois à l'Action française et titulaire de la Francisque maréchaliste – on le voit manifester une autocratie et un goût du faste (Grands Travaux, Grande Arche, Très Grande Bibliothèque, etc.) qui l'ont fait surnommer « le Roi », même par les siens. On peut dire qu'aujourd'hui, M. Mitterrand est le seul homme politique français qui réponde aux critères de la droite traditionnelle. Nous entendons d'ici les aboiements de l'opposition de gauche si Giscard ou Pompidou, en leur temps, s'étaient mêlés d'aller mater les indigènes qui se bagarrent entre eux en Somalie !

De ce chassé-croisé idéologique résulte une bouillie pour les chats, et une âme honnête ne sait plus où se poser.

Comment retrouver le chemin qui mène à la belle main droite de notre enfance, sous le regard de Dieu et les drapeaux de nos pères ?

Nous ne reconnaissons plus notre droite de notre gauche, ce qui est mortel aux carrefours. Voilà pourquoi nous n'aspirons plus qu'à la plage, à la lande, au désert. Là, droit devant soi, on ne se cogne nulle part.

GENEVIÈVE DORMANN

PS : Le texte d'Emmanuel Berl que vous publiez ici n'est pas, il s'en faut, ce qu'il a écrit de meilleur ! Les deux discours qu'il a rédigés pour le maréchal Pétain, les 23 et 25 juin 1940 sont d'un autre style. *« Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal »* et *« La terre, elle, ne ment pas »*, ce n'est pas mal du tout !

***Le Bal du Dodo*, dernier roman paru de Geneviève Dormann (Albin-Michel et Livre de Poche) a obtenu le Grand prix du roman de l'Académie française.**

---

(1) Voir *Le Dictionnaire historique de la langue française* (Robert).

(2) Oscar Wilde, *L'Âme de l'homme sous le socialisme*, Éditions Avatar, 8, rue du Delta, 75009 Paris.

P O R T R A I T   P E U   F L A T T E U R

L'homme de droite

PAR EMMANUEL BERL

Ecrivain de gauche, ancien combattant de 1914-1918, fier de ses origines juives, Emmanuel Berl fut par excellence un esprit indépendant. Partisan du Front populaire en 1936, pacifiste en 1938, « nègre » du maréchal Pétain en 1940, il fut un témoin privilégié des déchirements du siècle. Tout cela donne du prix à son portrait peu flatteur de l'homme de droite. Document.

Définir l'homme de gauche ou l'homme de droite est devenu un jeu de société. Il faut le jouer d'ailleurs : à tous moments, il faut faire ce qu'on peut pour démystifier le langage.

Le jeu s'est compliqué. À certains moments, il semble que le caractère principal de l'homme de droite soit de nier qu'il en est un. Si, cessant de le contester, il le proclame, par conviction, ou par courage, ou par esprit de contradiction, de provocation, il déconcerte

et la droite et la gauche : on ne sait plus trop où le placer. J'ai peine à regarder Marcel Aymé comme « de droite », ni Paul Sérant. Sans doute ils le disent : mais est-ce vrai ?

Autre complication : les extrêmes ; l'extrême droite est fort peu la droite, l'extrême gauche, fort peu la gauche. Jadis, on pouvait sans doute voir en Jaurès un Gambetta qui aurait avancé plus que Gambetta, dans sa propre voie ; mais quand on prolongeait Jaurès à l'infini, on ne trouvait pas Staline.

Je ne pense pas comme Simone de Beauvoir que l'homme de droite se définisse par la peur. Tous les hommes sont susceptibles d'avoir peur : c'est question de lieu, de moment, de fait.

À mon estime, l'homme de droite est plutôt celui qui, « victime de l'illusion choisiste », croit trop ce qui est. Cette conviction le mène généralement à l'erreur. *« Un sou et un sou font deux sous »* – phrase typiquement de droite.

Assuré que les choses sont comme elles sont, l'homme de droite dédaigne de persuader. Il ne le fait qu'avec dégoût. À quoi bon prendre de la peine pour expliquer aux paysans, qu'on ne peut pas récolter si on n'a pas semé, semer si on a pas labouré. Qu'ils le contestent ou qu'ils en conviennent n'y change rien. D'où la difficulté parfois surprenante de la droite à faire un journal.

Le nationalisme est de droite, dans la mesure où il regarde la nation comme une donnée physique. *« La France sera toujours la France, l'Est est l'Est, l'Ouest est l'Ouest. »* Michelet aimait la France comme une personne, Maurras l'aimait comme une maison.

Le cléricalisme est de droite, dans la mesure où il aime l'Église en tant qu'établie – parce qu'établie. Comme *« le dévot est celui qui sous un prince athée serait athée »*, l'homme de droite est celui qui, respectueux de l'Église du XXe siècle, l'eût persécutée aux premiers siècles.

L'antisémitisme des hommes de droite tient à ce qu'ils posent le judaïsme comme objet.

Les savants sont de gauche, en général : ils sont moins certains que d'autres que deux et deux fassent vraiment quatre.

La gauche enseigne le marxisme, le marxisme enseigne le matérialisme historique ; mais en fait, j'ai toujours vu la foi au matérialisme historique beaucoup plus forte chez l'homme de droite que chez l'homme de gauche. Un esprit de droite se sent satisfait dès qu'il pense : *« Il fallait bien... à cause du charbon, à cause du pétrole... »*. Un homme de gauche


Roger-Viollet

Emmanuel Berl

pense : *« Bien sûr, c'est vrai. On aurait quand même dû... on aurait quand même pu... »*.

Le tempérament de Bergson, autant qu'il me paraisse, l'inclinait plus à droite qu'à gauche : l'horreur du débraillé... Mais il a suffit qu'un jour, il se dise : après tout, on ne sait pas ce qui va arriver, pour que sa pensée se déporte vers la gauche, fût-ce à regret.

Quand on écrit : il n'est pas impossible que la mort même soit surmontée, on ne peut plus être de droite.

Croyant que les choses sont comme elles sont, l'homme de droite croit aux nations, aux races, aux castes. Un camarade m'a dit un jour (il y a longtemps) *« il faut coucher avec les femmes de son milieu »*. Cela m'a beaucoup choqué. J'ai senti que je pensais exactement le contraire. Et que j'étais de gauche, comme lui de droite.

Une des meilleures définitions de l'homme de droite, à mon estime, se trouve dans Dostoïevski : « *Pioti Stepanovitch* (je cite de mémoire) *se fait la vie facile ; il pense que quelqu'un qui est un imbécile le lundi, le sera aussi le mercredi. Il oublie que, le mercredi, ce quelqu'un peut se révéler plus intelligent que Pioti Stepanovitch lui-même. »*

L'homme de droite est de plus en plus mal à l'aise dans l'univers, se conforme de moins en moins à l'idée qu'il s'en fait. L'invention le déroute, elle le déjoue.

L'homme de droite devient méchant ; il croit obéir à la nécessité quand il suit la pente de sa hargne.

L'homme de droite préfère son jugement à ses amitiés ; quand il manque à le faire, c'est faute de courage, et il en est puni aussitôt par une mauvaise conscience.

Pour avoir dit *« J'aime Platon, mais j'aime mieux la vérité »*, il fallait qu'Aristote fût de droite. Nous nous en doutions d'ailleurs.

L'homme de gauche va n'importe où, mais sans quitter ses amis.

Qui se cramponne à quoi que ce soit, tourne à droite, ou le risque. Plusieurs de mes camarades et moi-même avons subi cette fatalité. À partir de 1916, j'ai été tout à fait sûr que je détestais la guerre et que je l'estimais mauvaise. Cela m'a beaucoup rapproché de la gauche. Mais, en 1938, je me suis aperçu que, sans avoir bougé, je me trouvais loin d'elle, et entouré d'hommes de droite. Cela m'a été très pénible. Heureusement je doute qu'aucune expérience soit jamais aussi décisive pour moi que celle des tranchées en 1915.

L'homme de droite cherche sans cesse querelle à l'homme de gauche, sur la doctrine : *« Puisque vous avez dit que... vous ne devriez pas dire que... »*. Il a souvent raison. Cela ne lui sert à rien. Il oublie que l'homme de gauche est d'abord : celui qui préfère les hommes de gauche.

Il ne se remet pas d'avoir vu des maurrassiens arriver par haine de l'Allemagne, à collaborer avec l'Allemagne, à pousser le nationalisme au point d'acquiescer à l'occupation de la France coupable de ne s'être pas suffisamment aimée. La gauche n'est pas exempte de semblables contradictions ; mais elle les supporte mieux. Comme elle croit moins à la Raison, elle est moins stupéfaite d'avoir déraisonné.

La droite reprend son pouvoir quand la nécessité reprend ses droits. Ce moment revient toujours ; mais il est difficile de le désirer.

EMMANUEL BERL

***Ce texte d'Emmanuel Berl a été publié par *La Parisienne* d'octobre 1956, revue fondée et dirigée par Jacques Laurent.**

L E S   É V É N E M E N T S   1 8 7 1 - 1 9 3 8

Histoire des droites

PAR CHARLES BERRIAS ET MICHEL TODA

L'opposition droite-gauche naît dès 1789, lorsque les partisans du veto royal se placent à droite de l'assemblée et ses adversaires à gauche. Mais c'est sous la IIIe République, entre 1871 et 1938, que droite et gauche trouvent leur identité et prennent le visage qui nous est toujours familier. La droite vit son âge d'or : l'effondrement des trônes (royaux ou impériaux) et les bouleversements de la société industrielle l'obligent à se doter de nouveaux modes de pensée et d'action. Avec Renan, Taine, Le Play, Drumont, Barrès, Péguy, Maurras, Daudet, puis Bernanos, Brasillach ou Drieu La Rochelle, elle est alors synonyme d'audace et de talent.



Roger-Viollet

Défilé des « Croix-de-Feu », rue de Rivoli, à Paris, pour la fête de Jeanne d'Arc.

1871

8 février : élections législatives. Sur les 675 sièges pourvus, plus de 400 reviennent à la droite monarchiste (orléanistes partisans du petit-fils de Louis-Philippe et légitimistes partisans du petit-fils de Charles X). Le clivage droite-gauche se résume alors à la forme du régime et aux questions religieuses.

20-28 mai : écrasement de la Commune de Paris. Née de l'amertume des Parisiens face à la capitulation et de leurs souffrances pendant le siège des Prussiens, la Commune fut d'inspiration patriotique, socialiste et républicaine.

10 mai : Traité de Francfort. La France perd l'Alsace et une partie de la Lorraine et doit payer une indemnité de 5 milliards de francs-or à l'Allemagne.

5 juillet : dans un manifeste aux Français, le comte de Chambord expose son programme de rétablissement de la monarchie et revendique le drapeau blanc.

LE COMTE DE CHAMBORD

Nos pères ont vu la duchesse de Berry essayer de soulever à elle toute seule la Vendée, parcourant la campagne en habit d'homme, et ils se sont dit : « *Palsambleu ! je ne sais pas si le fils de cette gaillarde mourra dans son lit, mais, quand il aura seulement dix-huit ans, il faut s'attendre à le voir débarquer quelque part et devenir un rude embarras pour le gouvernement quel qu'il soit.* » Le fils de cette vaillante, le descendant du Béarnais, a consacré quarante ans de sa vie à écrire des lettres pastorales à ses sujets et les médecins nous ont dit qu'il était mort d'indigestion parce qu'il avait mangé des fraises trop mûres...

Et, au vrai, le comte de Chambord fut une espèce de pape, *papa* : un père. Il envoyait de temps en temps des lettres qui ressemblaient à des encycliques ; et cela faisait du bien. Pendant les années qui suivirent la guerre, il maintint vraiment les classes dirigeantes à une certaine hauteur ; et, plus que toutes les turlutaines des journaux, cela affirme la puissance d'un principe, quand il est personnifié par un honnête homme.

ÉDOUARD DRUMONT
***La Fin d'un monde*, 1888.**

23 décembre : Maurice Maignen, Albert de Mun et René de La Tour du Pin créent l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers. Ils souhaitent l'instauration d'une monarchie forte et traditionnelle et une organisation corporative du travail.

Livres : *Les Chants du soldat* (Paul Déroulède), *La Réforme intellectuelle et morale de la France* (Ernest Renan).

1872

Février : Rouher, député de la Corse, fonde l'Appel au peuple, mouvement bonapartiste.

27 juillet : retrait du droit de vote aux militaires. L'armée devient la « Grande Muette ».

1873

7 janvier : mort de Napoléon III.

janvier : naissance de la Réunion de la République conservatrice, groupe parlementaire de centre-gauche, dirigé par Auguste Casimir-Perier.

24 mai : coalition des droites à l'Assemblée menée par le duc de Broglie pour refuser la confiance au gouvernement Thiers rallié à la République. Le maréchal de Mac-Mahon, brave militaire de tradition légitimiste, sans aucune compétence politique, est appelé à la présidence de la République. Il se pose en défenseur de « l'ordre moral ».

5 août : le comte de Paris reconnaît le comte de Chambord comme « représentant du principe monarchique en France ».

1874

16 mai : le gouvernement Broglie est renversé par un vote de l'Assemblée où légitimistes et bonapartistes ont mêlé leurs voix à celle des républicains.

1875

24 et 25 février : vote des lois constitutionnelles sur le Sénat (assemblée de notables, élus au suffrage restreint) et sur l'organisation des pouvoirs publics.

16 juillet : vote de la loi sur les rapport des pouvoirs publics.

1876

20 février et 5 mars : victoire des candidats républicains (340 élus) aux élections

UNE DROITE SOCIALE

Il est une idée préconçue vieille d'au moins un siècle et qui survit encore de nos jours : la droite aurait toujours été du côté des puissances d'argent et du patronat. Or, sous la IIIe République, les principales propositions de lois dans le domaine de la protection sociale sont venues de la droite, essentiellement des catholiques sociaux. Et nombre d'entre elles frurent rejetées par une Chambre où la gauche était majoritaire. Citons, avant la Première Guerre mondiale :

1882 : proposition de loi de Mgr Freppel en faveur des retraites ouvrières (réitérée en 1888 et 1910).

1884 : intervention d'Albert de Mun en faveur d'une législation internationale du travail (réitérée en 1889).

1886 : proposition de loi d'Albert de Mun en vue de limiter à 10 heures la durée de la journée de travail (réitérée en 1888 et 1889).

1887 : proposition de loi d'Albert de Mun en vue de créer des conseils de conciliation et d'arbitrage (réitérée en 1889, la loi sera votée le 27 décembre 1892).

1888 : proposition de loi d'Albert de Mun pour le repos dominical (votée le 13 juillet 1906).

1891 : proposition de loi de Le Cour Grandmaison, de Ramel et de Mun en vue de créer des caisses de retraite et de secours contre les conséquences de la maladie et de la vieillesse; proposition de loi d'Albert de Mun en vue de limiter le travail des femmes et des enfants.

1893 : proposition de loi d'Albert de Mun limitant la saisie-arrêt relative au salaire.

1894 : propositon de loi de l'abbé Lemire limitant l'insaisissabilité du bien de famille.

1895 : intervention de l'abbé Lemire en vue de créer un ministère du Travail; intervention d'Albert de Mun en vue de reconnaître aux syndicats la capacité de posséder (votée le 12 mars 1920).

1900 : proposition de loi de Fernand de Ramel sur les retraites ouvrières; proposition de loi de l'abbé Lemire sur l'assurance obligatoire contre les maladies et la vieillesse.

1911 : proposition de loi d'Albert de Mun sur la réglementation du travail des employés.

1913 : intervention de Jean Lerolle en vue d'assurer un salaire minimum aux ouvrières travaillant à domicile.

1815-1871
NAISSANCE DE LA RÉPUBLIQUE ET FIN DE LA MONARCHIE

En 1814 et en 1815, lors de l'effondrement de l'Empire, personne, même parmi les anciens jacobins, n'ose prononcer le mot de République, tant les crimes de la Terreur et les scandales du Directoire sont encore présents. Pourtant, l'idée républicaine, plus ou moins confondue avec le bonapartisme, reste vive parmi les soldats de l'ancienne armée. De là elle irradie tout au long de la Restauration grâce à des sociétés secrètes (carbonari).

Les républicains ne sont encore qu'une petite minorité lors de la révolution de juillet 1830 qui est aisément confisquée par les orléanistes en faveur de Louis-Philippe.

Sous le règne du « roi bourgeois », tandis qu'avorte le complot légitimiste de la duchesse de Berry, l'opposition républicaine peut paraître au grand jour appuyée par ses journaux (*La Réforme* et *Le National*). Après l'attentat de Fieschi (1835), la réprobation générale bannit le mot républicain remplacé par « radical ».

Lorsque Louis-Philippe est renversé en février 1848, la République s'impose spontanément, mais dans l'équivoque. Une nouvelle extrême-gauche socialiste greffée sur la misère ouvrière (Blanqui) s'oppose aux républicains assagis (Lamartine, Ledru-Rollin). Aux émeutes de juin 1848, ces derniers répliquent par une répression impitoyable qui ne leur profitera pas. Un mouvement de panique s'empare de l'opinion. Aux élections de 1849, les républicains sont balayés. Une vague conservatrice envoie à la Chambre une majorité monarchiste et catholique qui vote le retour de lois cléricales. La religion et l'armée apparaissent comme les seuls remparts de la civilisation. L'armée, foyer de républicanisme sous la Restauration, est devenue conservatrice sous la monarchie de juillet.

Lors du coup d'État de Louis-Napoléon (2 décembre 1851), la République est déjà morte et les faubourgs ouvriers se soucient peu de défendre un régime qui les a mitraillés.

Tout d'abord réduite au silence, l'opposition républicaine renaît sous le Second Empire. Une nouvelle génération positiviste et scientiste remplace les vieux idéalistes de 1848. La condamnation du scientisme par Pie IX en 1864 (*Syllabus*) réveille un violent courant anticlérical chez les instituteurs acquis aux idées républicaines, dans le corps professoral et dans la franc-maçonnerie jusqu'alors apolitiques. Pourtant, au plébiscite du 8 mai 1870, le « non »



Adolphe Thiers (1797-1877). Orléaniste rallié au Second Empire puis chef de l'opposition libérale. Antilégitimiste en 1830, républicain de raison en 1870, Thiers incarne jusqu'à la caricature les sinuosités et l'opportunisme du centre. Fusilleur des Communards (1871), il fut sa vie durant le serviteur des intérêts de la classe bourgeoise.

préconisé par les républicains n'obtient que 14,8 % des suffrages. Quelques mois plus tard, ils vont triompher grâce à la défaite.

Appuyé par l'opinion, le Second Empire s'est lancé follement dans l'aventure de la guerre contre la Prusse. L'affaire tourne vite au désastre. Napoléon III, malade, capitule à Sedan (2 septembre 1870). Deux jours plus tard, à Paris, les chefs républicains (Favre, Ferry, Gambetta) proclament la République. Pour éviter l'accusation de profiter de la défaite, ils constituent à Bordeaux un gouvernement de Défense nationale. Mais les armées formées en province pour dégager Paris assiégée sont tour à tour battues. Un armistice est accordé par Bismarck en février 1871 pour permettre des élections. Celles-ci donnent la victoire à une majorité monarchiste (légitimistes et orléanistes).

Dès la réunion de l'Assemblée nationale, une fraction des orléanistes (Thiers, Casimir-Perier) se rallie à la République. Le comte de Chambord doute lui-même d'une restauration et recherche dans sa fidélité au drapeau blanc (refus du tricolore) un prétexte pour s'esquiver. L'évolution de Thiers trouvera son équivalent à gauche avec Gambetta et les républicains opportunistes. Ces derniers comprennent que la République ne pourra s'installer qu'en faisant des concessions.

Devenu chef de l'exécutif provisoire (17 février 1871), Thiers signe avec l'Allemagne le traité de Francfort (10 mai 1871), obtenant des concessions importantes, mais sans pouvoir éviter l'annexion de l'Alsace et une partie de la Lorraine. Acte funeste qui ruinera les relations franco-allemandes et suscitera à partir de 1880 l'éveil d'un violent nationalisme autour de l'idée de « Revanche ».

Conduite par Thiers, l'impitoyable répression de la Commune de Paris (21/28 mai 1871), que dénoncera bientôt Édouard Drumont, scelle pour un temps l'entente de la république bourgeoise et des anciens monarchistes modérés.

Thiers, qui a conduit par ailleurs une œuvre de redressement incontestable, tombe le 24 mai 1873, victime d'une coalition des droites qui lui reproche de sacrifier la restauration monarchique. Le maréchal de Mac Mahon, soldat valeureux mais piètre politique, est élu président de la République. Le duc de Broglie (monarchiste) assure la direction effective du gouvernement. Cette république de l'ordre moral, fortement teintée de cléricalisme, laisse perdurer l'équivoque sur la restauration ouverte par Thiers.

Le 16 mai 1874, de Broglie est renversé par la coalition des extrêmes : légitimistes, bonapartistes et républicains. Tandis que la Chambre vote à la sauvette les lois constitutionnelles de 1875 conçues pour une restauration de plus en plus compromise, les élections partielles révèlent la lassitude de l'opinion et le succès grandissant des républicains. Les élections législatives de 1876 donnent la victoire à la gauche républicaine, confirmée par les élections municipales de 1878. Mac Mahon est contraint de se démettre (30 janvier 1879). La droite monarchiste ne retrouvera plus jamais le pouvoir. Le ralliement des catholiques (1892) scelle le sort de la restauration. Une nouvelle droite républicaine, qui entend corriger les faiblesses du système parlementaire, est apparu entre temps avec le boulangisme, autour de Déroulède et du jeune Maurice Barrès.

CHARLES VAUGEOIS.

législatives. Les bonapartistes sont 75, les orléanistes 60, et les légitimistes 24. La droite trouve ses premiers grands tribuns (Mackau, Cassagnac, de Mun) et s'enracine dans une position contestataire.

« Les peuples acceptent assez bien d'être conduits, mais c'est à condition qu'on les conduise quelque part. Rien ne les fâche comme d'avoir la bouche agacée par une main indécise », écrivait Daniel Halévy (*La Fin des notables*). Cette indécision, fille de l'arrivisme des uns et de l'attentisme des autres, fut fatale au rétablissement du trône.

1877

14 et 28 octobre : nouvelles élections législatives. 323 républicains, 105 bonapartistes, 50 orléanistes et 44 légitimistes. L'implantation républicaine dans le pays paraît irréversible.

1878

6 janvier : le renouvellement des conseils municipaux donne 20 000 mairies aux républicains et 9 500 aux conservateurs. C'est « la fin des notables » (Daniel Halévy). La République s'installe.

1879

4 février : Jules Ferry ministre de l'Instruction. Début de la politique anticléricale : fermeture de 261 couvents et expulsion de 5 643 religieux. Mais les maîtres d'école enseignent la religion de la patrie.

21 juin : mort du Prince impérial au Zoulouland.

1880

29 mars : décret portant l'expulsion des Jésuites et soumettant les congrégations au régime de l'autorisation législative. Les républicains de gauche confirment leur volonté d'une nouvelle guerre religieuse.

14 juillet : premier numéro de *L'Intransigeant*, le journal d'Henri Rochefort.

1882

11 mars : conférence d'Ernest Renan à la Sorbonne : « Qu'est-ce qu'une nation ? ».

18 mai : fondation de la Ligue des patriotes, organisation républicaine destinée à entretenir dans les esprits et dans les cœurs l'idée de la « Revanche ». L'historien Henri Martin en est président d'honneur. Waldeck-Rousseau, Ferdinand Buisson et Félix Faure sont adhérents. Paul Déroulède en prendra la direction en mars 1885 et donnera à la Ligue une dimension plus politique : le renforcement de la République dans un sens autoritaire comme préalable indispensable à la Revanche.

Livre : *Philosophie naturelle* (Jules Soury).

1883

16 juin : le RP Vincent-de-Paul Bailly et le comte Henri de L'Epinois font paraître le premier numéro du quotidien *La Croix*, journal catholique, antisémite et antiparlementaire.

24 août : mort du comte de Chambord.

PAUL DÉROULÈDE (1846-1914)



Roger-Viollet

De conviction républicaine, combattant de 1870, Déroulède se destine corps et âme à la Revanche dès la défaite consommée. La publication des *Chants du soldat* (1872) lui vaut une grande popularité. Admirateur de Gambetta, il participe sous son ministère (1881) à la commission d'éducation militaire. Dans le même esprit, il prend la direction de la Ligue des patriotes (1885). Mais la République parlementaire lui semble vite impuissante à organiser le réveil national. Souhaitant la réviser dans un sens plébiscitaire et autoritaire, il s'engage dans le boulangisme. Défenseur acharné de l'honneur de l'armée au moment de l'affaire Dreyfus, il tente un coup de force lors des obsèques de Félix Faure en 1899, qui lui vaut d'être condamné à dix ans de bannissement. Gracié en 1905, il défendra la cause patriotique jusqu'à sa mort, peu avant le début des hostilités.

1885

12 mars : Valentin Simond lance *L'Écho de Paris*. Ce quotidien évoluera vers la droite, devenant en 1899 l'organe officieux de la Ligue de la patrie française.

4 et 18 octobre : élections législatives. 383 sièges pour le Front républicain, 201 pour l'Union des droites (menée par le baron de Mackau).

4 novembre : Mgr Di Rende, représentant du nonce, dissuade Albert de Mun de créer un parti catholique.

Livre : *Les Contemporains* (Jules Lemaître).

1886

7 janvier : le général Boulanger, connu pour son républicanisme et recommandé par Clemenceau, est nommé ministre de la Guerre dans le troisième cabinet Freycinet.

29 mars : naissance de l'Association catholique de la jeunesse française, patronnée par Albert de Mun.

22 juin : loi d'exil contre les chefs des anciennes familles régnantes.

Livre : *La France juive* (Edouard Drumont). L'ouvrage connaît un énorme succès de librairie.

1887

11 janvier : dans un discours au Reichstag, Bismarck désigne le général Boulanger comme le principal obstacle aux bonnes relations entre la France et l'Allemagne. Ce qui vaut à l'intéressé une immense popularité.

21 avril : les Allemands arrêtent en territoire français le commissaire Schnœbelé, accusé par eux d'espionnage. Boulanger incite à la fermeté ses collègues du gouvernement. Finalement, les Allemands libèrent Schnœbelé. La gloire du « brav'général » est à son comble.

4 décembre : sur interpellation de Clemenceau, le gouvernement Rouvier – soutenu par la droite modérée – tombe, victime du scandale des décorations. Wilson, gendre du président de la République Jules Grévy, usait de sa situation pour faire attribuer, contre rétribution, la Légion d'Honneur.

1888

13 mars : lancement de *La Cocarde*, organe boulangiste, par Georges de Labruyère. Le célèbre slogan-programme *« dissolution, révi-*

L'IMPOSTURE DU BOULANGISME : DE LA NAÏVETÉ DE LA DROITE

Les gens de droite qui avaient cru flairer un dompteur, tendaient déjà leurs croupes. Seulement, alors qu'ils attendaient une bastonnade voluptueuse, ils ne reçurent qu'une douche. Elle leur glaça les reins pour cent ans.

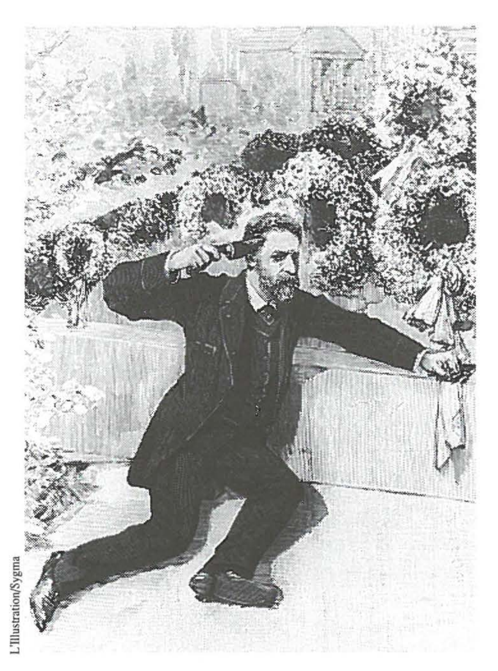
Carrière fulgurante ! Colonel en 1874, général en 1880, directeur de l'infanterie en 1882, divisionnaire en 1884, ministre en 1886, puis trouvant sur son chemin ce bonhomme épique et cocasse du nom de Déroulède, le traînant dès lors dans son sillage ainsi qu'un croquemitaine noir au nez de polichinelle, tout à coup disgracié par les parlementaires, témoin bénévole, ahuri, de la création du boulangisme, spectateur de sa propre légende, imposée à l'opinion par Rochefort, financée par Thiébaud et Dillon selon les meilleures méthodes américaines, maître un moment des destinées françaises, maître de la France, et la laissant échapper comme une jolie maîtresse capricieuse... enfin l'effondrement, l'exil, le suicide... Ô chef-d'œuvre balzacien !

[...] Le marquis de Beauvoir, chef de cabinet du comte de Paris, Albert de Mun, le baron de Mackau, le comte de Breteuil, la duchesse d'Uzès se disputaient *« cette force populaire »* qu'il importait de ne pas laisser confisquer par les bonapartistes et les plébiscitaires. Tous ces professionnels de l'intrigue politique, avec leurs informateurs, leurs clients, leur boîte à fiches, attentifs à n'être pas dupes de leur grand homme, l'étaient les uns des autres. Ils ne voulaient qu'un instrument. La force de Drumont est de haïr le régime qu'il veut abattre. Du premier coup, au contraire, il devine que, derrière ce bel uniforme posé sur le dossier de la chaise, il y a Cornelius Herz et le syndicat juif. Rien de plus.

GEORGES BERNANOS

La Grande Peur des bien-pensants.

Grasset, 1931.


L'Illustration/Sygma

Suicide du général Boulanger sur la tombe de sa maîtresse, le 30 septembre 1891. Clemenceau dira, en guise d'épitaphe : « Il mourut comme il avait vécu, en sous-lieutenant. »

sion, constituante » est lancé. Il s'inscrit dans la tradition radicale.

15 mars : le général Boulanger est mis en non-activité par retrait d'emploi. Dès le 15 avril, il est triomphalement élu député du Nord. Sa campagne est financée par la duchesse d'Uzès et les milieux monarchistes qui voient dans le « brave » général l'espoir d'une restauration. Les blanquistes et certains guesdistes ainsi que de nombreuses personnalités d'extrême gauche (Rochefort et *L'Intransigeant*, Mayer et *La Lanterne*), soutiennent aussi la cause boulangiste.

25 novembre : Déroulède annonce l'engagement de la Ligue des patriotes aux côtés du général Boulanger.

Livre : *La Fin d'un monde* (Edouard Drumont).

1889

27 janvier : élection triomphale du général Boulanger à Paris. Ses partisans attendent qu'il marche sur l'Élysée. Mais le général refuse. La médiocrité de ses ambitions ne le désigne pas pour le pouvoir.

Août : la Haute Cour condamne le général Boulanger à la déportation pour complot contre la République.

22 septembre et 6 octobre : élections législatives. 210 sièges pour les droites, dont 42 boulangistes (le jeune écrivain lorrain Maurice Barrès est élu député de Nancy).

Septembre : lancement de la Ligue antisémitique de France (Jacques de Biez, Dru-

LE BONAPARTISME

Au sortir de la guerre, en 1871, les bonapartistes sont relativement disqualifiés dans l'opinion. Le nom de Napoléon III est associé à Sedan. Il ne se trouve que six voix, le 1er mars, pour s'opposer à l'ordre du jour confirmant la déchéance de l'Empereur et de sa dynastie.

En février 1872 se constitue néanmoins le groupe parlementaire de l'Appel au peuple, bientôt dirigé par Eugène Rouher, élu député de la Corse en septembre de la même année. Le bonapartisme va alors connaître un regain de vitalité : le mouvement compte 75 élus dans la Chambre de 1876, 104 dans celle de 1877. Les incertitudes de la République naissante, le déchirement de la famille monarchiste, la défiance de l'électorat populaire vis-à-vis du camp conservateur favorisent le report des voix de droite sur les candidats bonapartistes. Mais la mort de Napoléon III (7 janvier 1873) et surtout celle du Prince impérial (21 juin 1879) voient naître et prospérer les divisions du camp bonapartiste. Le prince Jérôme, prétendant légitime au trône impérial, affiche des sentiments républicains et anticléricaux. Jusqu'à sa mort (1891), le parti sera déchiré entre la fidélité à sa personne et l'allégeance à son fils, le prince Victor. En 1886, naît le journal *L'Autorité*, fondé par Paul de Cassagnac, député du Gers, et repris par ses deux fils, Paul-Julien et Guy. Après la crise boulangiste, qui attire et finalement déçoit les espoirs de la droite autoritaire, le bonapartisme connaît un reflux et se fond dans la nébuleuse plébiscitaire. Au cours de l'hiver 1903, le marquis Albert de Dion crée un outil de coordination où les bonapartistes se trouvent majoritaires, le Comité central de l'Appel au peuple. Sont alors fondés le Comité des conférences plébiscitaires, les Jeunesses impérialistes et la Fédération des jeunesses plébiscitaires. Pierre Taittinger y fait ses premières armes.

La Grande Guerre, si elle vit naître un jeune prince (Louis-Napoléon, en 1914), ne fut pas pour autant favorable au mouvement. Guy de Cassagnac est tué au front. Son frère ne relancera pas *l'Autorité.*

Mais avec la fin de la Chambre bleu horizon (1919-1924) et la renaissance des scandales à partir de l'avènement du Cartel des gauches, l'antiparlementarisme reprend vigueur. Les bonapartistes lancent le Parti de l'appel au peuple (1923), dont les organes seront *la Volonté nationale* puis *Brumaire*. Ils se présentent aux élections sous le label du Parti républicain plébiscitaire.

LE SCANDALE DU PANAMA

En 1888, la Compagnie du canal de Panama, dirigée par Ferdinand de Lesseps, connaissait de sérieuses difficultés financières. Plutôt que d'abandonner un projet que l'élite républicaine avait présenté comme l'une des grandes entreprises du régime, les dirigeants de la Compagnie décident d'émettre des obligations à lots. Le vote d'une loi étant nécessaire, des parlementaires influents reçurent des pots-de-vin en échange de leur bienveillance. Le baron Jacques de Reinach, agent financier gambettiste, naturalisé en 1871, et le louche Cornelius Herz, commanditaire du journal *La Justice* de Clemenceau, furent les entremetteurs. Mais en janvier 1889, la Compagnie de Panama déposa son bilan. Un grand nombre de petits épargnants furent ruinés. Le 11 mai 1891, une instruction était ouverte contre les administrateurs.

L'affaire surgit au grand jour à la rentrée parlementaire de septembre 1892 grâce à Édouard Drumont, qui avait obtenu des documents confidentiels du baron de Reinach. De sa prison de Sainte-Pélagie, où il purge une peine de trois mois, Drumont distille un à un les noms des politiciens et des journalistes corrompus et révèle le mécanisme de l'escroquerie. Le 19 novembre, le baron de Reinach est retrouvé mort chez lui. Le scandale est à son comble. Clemenceau, pour ses relations avec Herz, se voit dénoncé par Déroulède en pleine Chambre. Il lui faudra attendre l'affaire Dreyfus pour se remettre en selle. Le procès en cour d'assises aboutit, le 21 mars 1893, à la seule condamnation de Baïhaut, ministre des Travaux publics, qui avait eu la naïveté de passer des aveux. Tous les parlementaires sont acquittés. La campagne d'attentats des anarchistes (Vaillant) et le ralliement d'une partie de la droite catholique au régime surviennent au bon moment pour distraire les esprits et conforter le régime ébranlé.

Le scandale du Panama, qui avait révélé la collusion de la presse, de la politique et des milieux d'affaires les plus louches, laissa une marque profonde dans les esprits. La génération fondatrice de la République, ceux que l'on appelait les opportunistes, ne s'en remit jamais.

mont).

Livre : *La Dernière Bataille* (Edouard Drumont).

1890

7 décembre : lancement de *La Concorde*, journal catholique rallié à la République.

1891

11 mai : ouverture de l'instruction contre les administrateurs de la Compagnie du canal de Panama. En septembre 1892, Drumont fera éclater au grand jour le scandale dans *La Libre Parole*.

15 mai : encyclique *Rerum novarum*, dénonçant les excès du capitalisme, les illusions du socialisme et posant les principes chrétiens de justice sociale.

30 septembre : suicide à Bruxelles du général Boulanger.

4 novembre : Léon Harmel fonde l'Union fraternelle du commerce et de l'industrie, à la charnière du catholicisme social et de la démocratie chrétienne.

1892

20 février : encyclique « Au milieu des sollicitudes ». Léon XIII y affirme que l'Église n'est liée à aucune forme particulière de gouvernement. Chacun y voit l'invitation au Ralliement (des catholiques à la République). Un centre-droit – républicains modérés, progressistes, ralliés, libéraux-catholiques, etc. – va alors émerger entre les républicains de gauche et la droite contestataire. C'est « l'esprit nouveau ».

20 avril : premier numéro de *La Libre Parole*, quotidien dirigé par Edouard Drumont. Jules Delahaye, Gaston Méry et Gyp l'assistent. Le journal allait jouer un grand rôle dans l'agitation nationaliste de la fin du siècle.

1893

Mars : création de la Droite républicaine par Jacques Piou, qui espère rassembler un bloc conservateur rallié à la République face aux radicaux et aux socialistes.

20 août-3 septembre : élections législatives. 49 socialistes, 122 radicaux, 311 républicains de gouvernement, 58 monarchistes, 30 « ralliés » (républicains de droite).

Livre : *Les Origines de la France contemporaine* (Hippolyte Taine, commencé en 1875).

LE MARQUIS DE MORÈS ET LA LIGUE ANTISÉMITIQUE

Un grand seigneur resté par miracle une sorte d'aventurier, orgueilleux, presque bravache, avec un goût magnifique de la canaille, du gros vin, des rixes, né pour de grandes choses, accordé à un grand destin. D'ailleurs hors de la mesure commune, indisciplinable, dont personne au monde n'eût su tirer parti, sinon peut-être quelque prince aux yeux d'aigle, dompteur de femmes, de chevaux, chasseur de tigres...

Fils du duc de Vallombrosa et de Mademoiselle des Cars, ancien sous-lieutenant au 1er régiment de cuirassiers, démissionnaire en 1881, le maquis de Morès avait épousé en 1882 la fille unique d'un riche banquier américain, Mademoiselle Médora de Hoffmann. Quittant la France pour l'Amérique, il s'était fait éleveur de bétail et rencontrant [...] la coalition des éleveurs et des banques juives, il avait englouti dans une lutte furieuse, insensée, des sommes immenses. Aux trois quarts ruiné, il revenait en France vers 1887, repartait pour les Indes, visitait le Tibet, le Tonkin, [...] Il forme le projet d'ouvrir au Tonkin une voie vers la Chine, de construire une ligne de chemin de fer allant de la mer à Tien-Yen, jusqu'à Lang-son et Bin-Hi.

Mais le sort du Tonkin n'intéresse personne. L'infatigable coureur de routes rentre au pays natal, et, déjà oublieux de la gloire, retrouve le théâtre, le monde, les cercles, tout ce qu'il faut pour distraire, sinon rassasier, une admirable vanité d'enfant, qu'aucune expérience ne saurait vieillir. Soudain, il rencontre Drumont...

L'être d'instinct, de pressentiment, qu'était Drumont ne pourrait guère s'y tromper : ce n'était pas là, sûrement, le compagnon de sa vie, de toute sa vie, jusqu'à la victoire – c'était l'homme qu'on emmène au petit jour, par un triomphal matin de printemps, pour un coup de main hasardeux, pour un duel à mort. – En avant !...

GEORGES BERNANOS

La Grande Peur des bien-pensants, Grasset, 1931.

HENRI ROCHEFORT



Collection Philippe Vilgier

Le marquis de Rochefort-Luçay, dit Henri Rochefort (1830-1913) fut l'une des grandes plumes pamphlétaires du XIXe siècle. Il commença par s'exercer, dès 1868, lorsque l'Empire eut libéralisé le régime de la presse, en publiant un brûlot, *la Lanterne*. Condamné dès le dixième numéro à un an d'emprisonnement, il s'enfuit en Belgique et ne revint qu'un an plus tard (1869), après avoir été élu député de Paris. Au lendemain de la défaite de Sedan, il participe au gouvernement de la Défense nationale. Puis sa sympathie se porte vers la Commune. Ce qui lui vaut de goûter du bagne en Nouvelle-Calédonie. Rentré en France, il crée *l'Intransigeant,* d'inspiration radicale et socialiste. Le journal soutiendra parmi les premiers la cause boulangiste, à laquelle il rallie une bonne partie de l'extrême gauche. Cet engagement ne fut pas pour Rochefort plus heureux que les précédents : en 1889, s'étant enfui en Belgique avec Boulanger, la Haute Cour le condamne pour complot contre la sûreté de l'État. En 1895, il revient en France et dénonce avec un égal bonheur panamistes et dreyfusards. Il soutiendra encore, avant sa mort survenue en 1913, la Ligue de la patrie française.

1894

10 janvier : Paul Renaudin lance *Le Sillon*, organe d'un catholicisme social, que rejoindra bientôt Marc Sangnier.

22 décembre : condamnation pour trahison du capitaine Alfred Dreyfus.

1895

Livres : *La Psychologie des foules* (Gustave Le Bon), *Les Sélections sociales* (Georges Vacher de Lapouge), *La Crise de l'État moderne* (Charles Benoist).

1896

Juin : mort du marquis de Morès.

1897

Mai-août : Maurice Barrès publie *Les Déracinés* en feuilleton, dans *La Revue de Paris*.

1898

13 janvier : Émile Zola publie dans *L'Aurore* une lettre au président de la République, « J'accuse ». L'affaire Dreyfus commence.

8 avril : lancement d'un Comité d'Action française par Henri Vaugeois et Maurice Pujo.

22 juin : après la démission de Méline, consécutive à une vive campagne radicale contre son gouvernement, Waldeck-Rousseau forme le nouveau ministère. S'appuyant sur une majorité de « Défense républicaine », il se lance dans une politique anticléricale et néo-jacobine.

21 août : lancement de *L'Antijuif* de Jules Guérin, hebdomadaire de la Ligue antisémitique de France. Paraît jusqu'au 27 décembre 1902.

6 septembre : dans un article retentissant publié dans *La Gazette de France*, le jeune Charles Maurras prend la défense du lieutenant-colonel Henry, l'accusateur de Dreyfus, retrouvé mort dans sa cellule du Mont-Valérien.

1899

12 janvier : fondation de la Ligue de la patrie française, à l'appel de Jules Lemaître, François Coppée et Louis Dausset. Né dans les

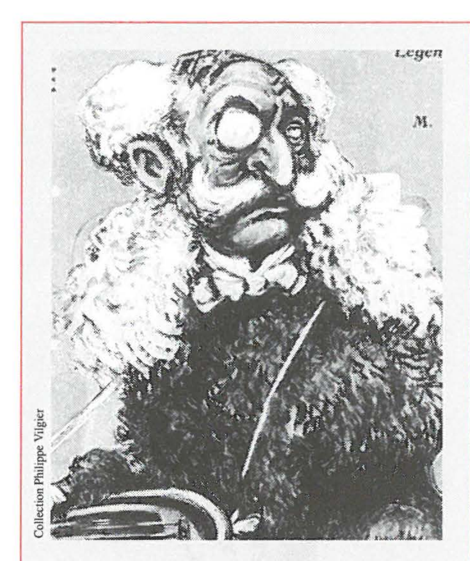
L'ANTICLÉRICALISME

Dans les premières décennies de la République, un ciment unit les trois gauches – opportunisme, radicalisme et socialisme – en un grand « parti républicain » : l'anticléricalisme.

La politique anticléricale fut menée en deux périodes : l'une opportuniste, de 1879 à 1887, l'autre radicale, de 1898 à 1906. En 1879, la République supprime le repos dominical. En 1880, les congrégations enseignantes sont soumises à l'autorisation préalable et les facultés catholiques se voient retirer le droit de délivrer des grades universitaires. En 1884, le divorce est de nouveau autorisé. En 1887, laïcisation des hôpitaux, des prétoires et des cimetières.

Cette première salve anticléricale se fit avec l'empirisme prudent propre aux opportunistes. La République était encore trop fragile pour envisager une déchristianisation complète et brutale. Mais quand survint l'affaire Dreyfus, et que les gauches, un moment hésitantes, se furent lancées dans le combat révisionniste, les choses changèrent du tout au tout. Le 22 juin 1899, le « progressiste » Waldeck-Rousseau prend la tête d'un gouvernement de « Défense républicaine », et bientôt déclare la guerre aux « moines ligueurs » et aux « moines d'affaires » personnifiés notamment par les Assomptionnistes, maîtres de *La Croix* et du groupe de la Bonne Presse. En juillet 1901 est votée la loi sur les associations, loi qui va fonctionner comme un piège contre les congrégations religieuses. En 1902, le Bloc des gauches, où les radicaux étaient majoritaires, l'emporta. Sur les conseils de Waldeck-Rousseau, le président Loubet appela l'un d'entre eux, Emile Combes, à la tête du gouvernement. Un vaste réseau de « délégués » est mis en place. Composé de francs-maçons et autres comitards, il a pour fonction de surveiller l'application de la législation anticléricale. La proscription des congrégations, au titre de la loi de 1901, donna lieu à de violents affrontements. Il en sera de même lors de l'inventaire des biens du clergé consécutif au vote de la loi de séparation de l'Église et de l'État (9 décembre 1905).

Le gouvernement Combes tomba le 18 janvier 1905, sur l'affaire des fiches : la « fidélité républicaine » était devenue pour certains synonyme d'« affiliation maçonnique ».



Collection Philippe Vigier

Avec ses favoris à la François-Joseph et son caniche chocolat, Arthur Meyer (1844-1924) était le régal des caricaturistes. Mais il était aussi un maître journaliste qui fit du *Gaulois* beaucoup mieux que le moniteur du royalisme mondain : un quotidien de grande qualité aux collaborateurs triés sur le volet. Juif converti au catholicisme, boulangiste, antidreyfusard, il eut avec Drumont un duel retentissant... qui n'empêcha pas, plus tard, leur réconciliation. Après la mort de l'écrivain, il devait servir, sa vie durant, une petite rente à sa veuve.

remous de l'affaire Dreyfus, ce mouvement nationaliste conservateur (mais respectueux de la légalité républicaine) échouera à se transformer en force politique aux élections de 1902.

23 février : tentative de coup de force mené par Paul Déroulède lors des funérailles de Félix Faure. En janvier 1900, le ligueur sera condamné à dix ans de bannissement.

10 juillet : parution du *Bulletin d'Action française*. Le *Bulletin,* qui deviendra bientôt une *Revue,* est bimensuel. L'article-manifeste d'Henri Vaugeois s'intitule « Réaction d'abord ! ». L'Action française se ralliera à la cause royaliste sous l'influence de Charles Maurras. Quelques grands noms des lettres, comme Paul Bourget puis Jules Lemaître, soutiennent le futur « parti de l'intelligence ». Seront ensuite créés : la Ligue d'Action française (1905), l'Institut d'Action française (1906), les Camelots du roi (1908).

12 août-21 septembre : épisode du Fort Chabrol. Trente-huit jours durant, la police fait le siège de la permanence du Grand Occident de France où Jules Guérin, poursuivi par la justice, s'est enfermé avec quelques fidèles.

Novembre : création du Syndicat n°2 (premier syndicat jaune), à Montceau-les-Mines.

Livres : *L'Aryen, son rôle social* (Georges Vacher de Lapouge), *Trois idées politiques* (Charles Maurras).

1900

15 septembre : création de la Bourse du travail indépendante de Paris, regroupant les syndicats jaunes (Pierre Biétry).

Livres : *L'Appel au soldat* (Maurice Barrès), *Les Démocraties anglo-saxonnes* (Paul Leroy-Beaulieu), *L'Organisation du travail* (Charles Benoist), *Enquête sur la monarchie* (Charles Maurras, achevée en 1909).

1901

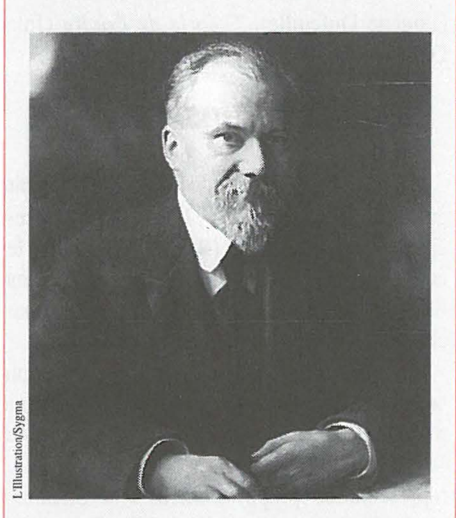
ALBERT DE MUN (1841-1914)



Roger-Viollet

Officier de cavalerie de tradition monarchiste, le comte Albert de Mun est une des grandes figures du catholicisme social. Il est cofondateur de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers (1871) et de l'Association catholique de la jeunesse française (1886). Élu député du Morbihan en 1876, Albert de Mun s'affirme comme un orateur talentueux. Il dépose à la Chambre de nombreuses propositions de loi visant à améliorer la condition ouvrière. En 1893, Albert de Mun, docile aux instructions de Léon XIII, se ralliera à la République, et siègera au Parlement presque sans interruption jusqu'à sa mort, comme représentant du Finistère.

RAYMOND POINCARÉ (1860-1934)



L'Illustration/Sygma

Figure de la deuxième génération républicaine, cet avocat lorrain débuta en politique dans le camps anticlérical et « progressiste », c'est-à-dire au centre-gauche. L'hostilité des radicaux puis celle des socialistes le poussera au centre-droit. Ministre des Finances en 1894 et 1906, sénateur en 1903, académicien en 1909, ce laïc modéré doublé d'un patriote exigeant s'est toujours voulu « l'homme de la situation », mais aussi celui de la « Revanche ». Il devient président du Conseil en 1912, puis président de la République de 1913 à 1920. Son rôle ne sera pas négligeable durant l'été 1914, dans le climat de tension qui conduira à la guerre. Clemenceau éclipsera sa gloire au sortir du conflit. Mais Poincaré, passé du Bloc des gauches au Bloc national, retrouve la présidence du Conseil de 1922 à 1924 (occupation de la Ruhr), puis de 1926 à 1929 (rétablissement du franc). Il fallut un grave accident de santé (1929) pour l'écarter d'un pouvoir où sa réputation l'avait mené et où son sérieux le maintenait.

3 février : inauguration à Paris de l'Institut populaire du Sillon, sous la présidence d'honneur de Melchior de Vogüé. Marc Sangnier assure la direction de ce mouvement d'éducation populaire d'inspiration catholique sociale.

28 juin : vote, à l'initiative du gouvernement Waldeck-Rousseau, de la loi sur les associations. À partir de juin 1902, le gouvernement Combes utilisera cette loi pour mener une politique violemment anticléricale. En mars 1903, une cinquantaine de congrégations enseignantes sont interdites. Durant l'été 1904, 2 000 écoles catholiques sont fermées.

Livres : *Réflexions d'un monarchiste*

(Eugène Dufeuille), *Théorie de l'ordre* (Jules Delafosse).

1902

Mai : élections législatives. La droite emporte 250 sièges : 127 pour les progressistes du centre-droit (Ribot) ; 35 pour les conservateurs ralliés ; 43 pour les nationalistes ; 41 pour les conservateurs monarchistes.

17 mai : création de l'Action libérale populaire par Jacques Piou, membre de la Droite républicaine. Défenseur de la liberté religieuse, ce mouvement réclame les trois « RP » : représentation proportionnelle à la Chambre, répartition proportionnelle à l'École (soutien aux parents envoyant leurs enfants à l'école libre), représentation professionnelle. L'ALP demande également l'élargissement du collège électoral du président de la République, la création d'une Cour suprême et le recours au référendum. Une partie de son programme influencera les institutions de la Ve République.

26 mars : ouverture du Premier congrès national des « Jaunes de France ».

1er avril : Pierre Biétry fonde la Fédération nationale des Jaunes de France.

Livres : *Leurs Figures* (Maurice Barrès), *Scènes et doctrines du nationalisme* (Maurice Barrès), *La Réforme parlementaire* (Charles Benoist).

1903

Novembre : création de la Fédération républicaine à l'initiative de l'industriel Eugène Motte. Ce regroupement de notables coalise des aspirations libérales, nationales et catholiques, et attire les transfuges du radicalisme qui, à la suite de Méline et Ribot, ont quitté le Bloc républicain.

Livre : *Les Amitiés françaises* (Maurice Barrès).

1904

28 octobre : le scandale des fiches éclate à la Chambre. Depuis 1901, un proche collaborateur du général André (ministre de la Guerre) soumettait toutes les nominations d'officiers à l'approbation du Grand Orient, la plus importante des obédiences maçonniques. Le 15 novembre, André, que le député nationaliste Syveton avait giflé en plein hémicycle, démissionne. En janvier 1905, le gouvernement Combes finit par tomber sous la pression du scandale.

1er novembre : premier numéro de l'hebdomadaire *Le Jaune*.

1905

8 décembre : Gabriel Syveton est retrouvé « suicidé » à son domicile. La presse nationaliste accusera la police d'avoir ainsi maquillé un meurtre politique.

9 décembre : séparation de l'Église et de l'État.

Livres : *Notre Patrie* (Charles Péguy), *L'Avenir de l'intelligence* (Charles Maurras).

1906

18 janvier : Barrès est élu à l'Académie française. Le 6 mai, il devient député de Paris.

Livre : *Le Voyage de Sparte* (Maurice Barrès).

1908

21 mars : premier numéro de *L'Action française*, journal quotidien.

23 mai : Pierre Biétry lance le Parti propriétiste et la Fédération des Jaunes de France. Au moment où la lutte des classes devenait la principale formule du catéchisme révolutionnaire, Biétry eut l'audace de la contredire et d'affronter les marxistes sur leur terrain. L'action des « Jaunes » aura décliné à la veille de la guerre.

16 octobre : naissance des Camelots du roi, groupe d'intervention de l'Action française qui entretient l'agitation de rue (affaires Thalamas, Bernstein...).

Livre : *Réflexions sur la violence* (Georges Sorel).

1909

16 mai : premier défilé parisien en l'honneur de Jeanne d'Arc organisé par l'Action française.

15 novembre : premier numéro de *Terre libre*, bimensuel syndicaliste dirigé par Émile Janvion. Tribune ouverte aux socialistes et aux nationalistes.

1910

17 août : Marc Sangnier lance *La Démocratie* (Henri du Roure, Francisque Gay, Georges Hoog), organe démocrate-chrétien. Dernier numéro le 2 août 1914.

25 août : lettre de Pie X condamnant les thèses du Sillon, qui se dissout.

1911

Juin : le comte de Larègle, chef de file de la tendance hostile à l'Action française, cesse ses fonctions de chef du bureau politique du duc d'Orléans. L'AF a mis au pas l'ensemble de l'appareil royaliste.

1er juillet : crise d'Agadir. La convention franco-allemande (4 novembre) arbitrée par Caillaux portant cession d'une partie du Congo à l'Allemagne en échange d'une conservation pacifique du protectorat français sur le Maroc, soulève les protestations de la droite. Renaissance du sentiment national face au « défi allemand ».

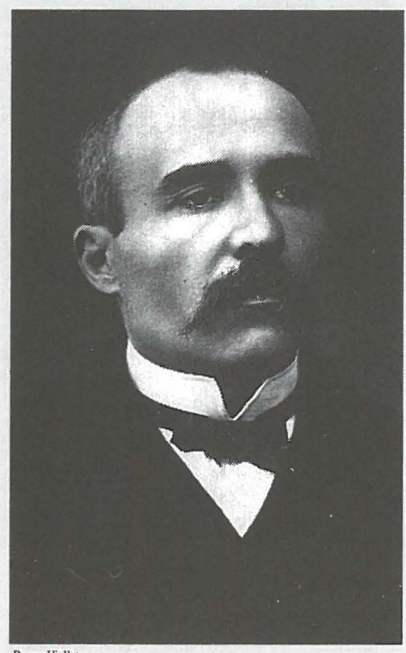
16 décembre : conférence d'ouverture du Cercle Proudhon. Créé par Georges Valois,

LE COLONEL DRIANT (1855-1916)


DR

Officier et écrivain. Partisan du général Boulanger, dont il deviendra le gendre, il quitte l'armée en 1905 après avoir protesté hautement contre le scandale des fiches. Il se fait élire député nationaliste de Nancy (1910). Dès 1914, il reprend volontairement du service. Il s'illustre à la tête des 56e et 59e bataillons de chasseurs et trouve une mort glorieuse au Bois des Caures, pendant la bataille de Verdun, le 22 février 1916. Sous le pseudonyme du capitaine Danrit, il était l'auteur de romans militaires d'anticipation souvent prophétiques (*La Guerre de demain*, 1889) qui connurent un grand succès.

GEORGES CLEMENCEAU (1841-1929)



Roger-Viollet

« Tombeur de ministère », « premier flic de France », « démocrate à coups de botte »... ces surnoms disent assez la forte personnalité qu'ils désignent. Né dans une famille vendéenne où l'on cultive la tradition des « bleus », médecin, député de Paris en 1871, Clemenceau siège à l'extrême gauche de l'Assemblée. Radical, opposé aux opportunistes, il provoque la chute de Jules Ferry à la suite de l'annonce d'un revers de nos troupes à Lang Son, au Tonkin (mars 1885). Mais le procureur se retrouvera en posture d'accusé lors du scandale du Panama. Provisoirement discrédité, battu aux élections dans le Var, il fera sa traversée du désert mais reviendra sur la scène politique à la tête du camp dreyfusard. Elu sénateur en 1902, il allait apporter un soutien critique à la politique de Combes. Après les élections législatives de 1906, qui voient un nouveau succès du Bloc des gauches, il accède à la présidence du Conseil où il se signale notamment par la répression des grèves ouvrières. De nouveau écarté des affaires, le « Tigre » doit à la guerre un dernier retour de fortune : il est appelé à la tête du gouvernement par son vieil ennemi Poincaré, en novembre 1917. Sa politique à poigne (*« Je fais la guerre !»*) lui vaudra la sympathie de la droite. Sa candidature à la présidence de la République (1920) sera cependant un échec cuisant.

alors membre de l'Action française, le Cercle se veut un lieu de rassemblement des antilibéraux de droite et de gauche (maurassiens, syndicalistes révolutionnaires). *Les Cahiers du Cercle Proudhon* paraîtront de janvier 1912 à janvier 1914.

Livre : *Kiel et Tanger* (Charles Maurras), sur le « péril allemand ».

1913

18 février : Raymond Poincaré, partisan de la « Revanche » et soutenu par la droite républicaine, est élu président de la République.

Livres : *Les Jeunes Gens d'aujourd'hui* (Agathon : Henri Massis et Alfred de Tarde); *L'Avant-guerre* (Léon Daudet), *L'Argent* (Charles Péguy)

1914

3 février : mort de Paul Déroulède.

16 mars : meurtre de Gaston Calmette par l'épouse de Joseph Caillaux, à la suite d'une campagne du *Figaro* contre le chef radical, dont les espérances de retour au pouvoir se trouvent brisées par cet assassinat.

28 juin : attentat perpétré à Sarajevo, par des extrémistes serbes, contre l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie. Début de la course à la guerre.

31 juillet : assassinat de Jaurès.

2 août : mobilisation générale.

5 septembre : mort au combat de Charles Péguy.

6 octobre : mort d'Albert de Mun.

1915

25 novembre : mort de Léon Harmel. Proche d'Albert de Mun, créateur des Cercles chrétiens d'études sociales.

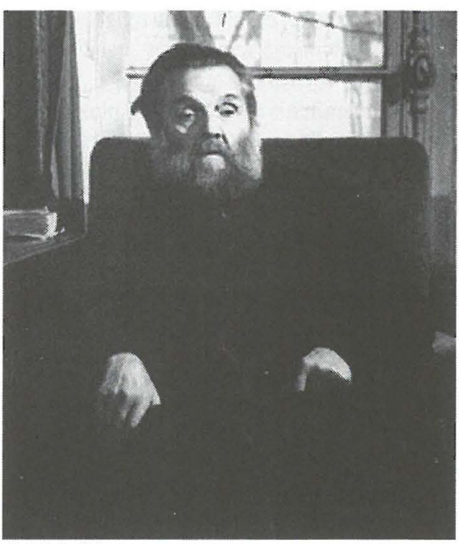
1916

22 février : le lieutenant-colonel Driant est tué à Verdun.

3 avril : Naguère prophète d'un antipatriotisme outrancier, Gustave Hervé débaptise son journal, *La Guerre sociale*, qui devient *La Victoire*. Il abjure avec fracas la lutte des classes et l'internationalisme prolétarien, et demande aux socialistes qui l'approuvent de former un socialisme national.

Juillet-août : l'Action française entreprend une campagne contre *Le Bonnet rouge,* journal d'extrême gauche. Un an plus tard, Barrès réclame à la Chambre une enquête sur le financement du journal, qui permettra de révéler des apports de fonds allemands. Malvy, ministre de l'Intérieur, est contraint de démissionner. Il sera ultérieurement disculpé, ainsi que Caillaux, de l'accusation d'« intelligences avec l'ennemi ».

12 septembre : Denys Cochin, représentant de la droite catholique, entre au gouvernement comme ministre du Blocus. Il en démissionnera le 2 août 1917.



Kàroly Forgàcs-Budapress

D'une grande curiosité d'esprit, passionnément attentif à la vie de son temps, Daniel Halévy fut aussi le sagace historien des débuts de la III[e] République. Ce dreyfusard militant, membre de la toute première équipe de L'Humanité, nouvellement fondée par Jaurès, allait emprunter un chemin qui le conduirait, dès avant les années trente, dans les parages de l'Action française. En 1937, il s'interrogera en ces termes sur les accointances maçonniques du régime : « Les historiens ne s'y hasardent guère. Ils ont appris de leurs maîtres que rien ne doit être écrit que sur document. Or, les forces occultes, par définition, refusent le document. Elles n'impriment ni n'écrivent : les voilà sauves. Leurs agissements ne pourront être que soupçonnés, devinés, hasardeusement dénoncés. Quel ennui ! À toute hypothèse proposée, on exigera du téméraire qu'il aligne ses preuves, et, tout document manquant, on lui dira qu'il est un calomniateur. Ainsi tout protège nos puissances occultes, les bonnes méthodes comme les bonnes manières. » (Pour l'étude de la III[e] République, Grasset).

1917

5 février : mort d'Edouard Drumont.

25 octobre : Lénine et les bolcheviks prennent le pouvoir à Petrograd. La révolution

russe commence et le « péril rouge » est né. L'anticommunisme sera un des grands thèmes de la droite à partir des années vingt.

14 novembre : au moment le plus critique de la guerre, Georges Clemenceau est appelé à diriger le gouvernement par le président Poincaré (bien qu'ils soient ennemis). Clemenceau institue une dictature de salut public avec le soutien de la droite.

1919

22 octobre : accord entre l'Alliance démocratique (Adophe Carnot), l'Action libérale populaire (Jacques Piou), la Fédération républicaine, et diverses autres formations en vue de la constitution d'un « Bloc national ».

1er-2 novembre : création de la Confédération française des travailleurs chrétiens.

16 novembre : premières élections législatives depuis l'Armistice. Victoire du Bloc national (215 députés du centre et 229 de droite). 59 % des élus n'ont jamais été parlementaires et beaucoup reviennent du front : c'est « la Chambre bleu horizon ». La droite modérée découvre une nouvelle génération d'orateurs : André Tardieu, Louis Marin, André Maginot, Paul Reynaud. La droite intransigeante compte 29 élus (dont Léon Daudet).

Décembre : naissance du Parti républicain de réorganisation nationale (Joseph Bartélémy, Jacques Bardoux, Louis Madelin).

1920

16 mai : cérémonie de canonisation de Jeanne d'Arc par Benoît XV.

11 novembre : les restes d'un soldat inconnu sont déposés sous l'Arc de triomphe. Le gouvernement fête l'armistice et le cinquantenaire de la République le même jour, cédant aux remontrances de l'Action française qui avait protesté contre les cérémonies républicaines prévues pour le 4 septembre.

1921

Livre : *Vers le Roi* (Léon Daudet).

1922

15 janvier : Poincaré revient au pouvoir comme président du Conseil avec l'appui de la droite pour régler la question des réparations de guerre allemandes. Il décidera d'occuper la Ruhr un an plus tard (11 janvier 1923).

27-28 octobre : Benito Mussolini et les squadristes marchent sur Rome. Le chef du *Fascio* est nommé premier ministre par le roi Victor-Emmanuel.

Livres : *Le Stupide XIXe Siècle* (Léon Daudet) ; *Mesure de la France* (Drieu La Rochelle).

1923

5 décembre : mort de Maurice Barrès.

1924

28 février : lancement par des dissidents d'Action française de *La Gazette française* (Amédée d'Yvignac, Henri d'Astier de La Vigerie), mensuel, puis hebdomadaire. Fin de parution en décembre 1930.

11 mai : élections législatives. Victoire du Cartel des gauches. Alexandre Millerand, qui s'était engagé en faveur du Bloc national, est contraint de quitter la présidence de la République. La droite a 226 élus. Louis Marin prend la tête de la vieille Fédération républicaine.

17 juin : le gouvernement décide de rappeler son ambassade au Vatican et d'appliquer la législation « républicaine » à l'Alsace-Lorraine. La Fédération nationale catholique se constitue à l'automne sous la houlette du général de Castelnau, assisté de l'abbé Bergey, de Philippe Henriot et de Xavier Vallat.

Juillet : dévaluation du franc. Poincaré est rappelé le 22 à la tête du gouvernement.

28 octobre : transfert des cendres de Jaurès au Panthéon.

16 novembre : création du Parti démocrate populaire (Champetier de Ribes, Georges Bidault, Robert Schuman).

Novembre : Millerand crée la Ligue républicaine nationale.

Décembre : le comité central de la Ligue des patriotes décide de créer les Jeunesses patriotes. La direction du mouvement est confiée à Pierre Taittinger.

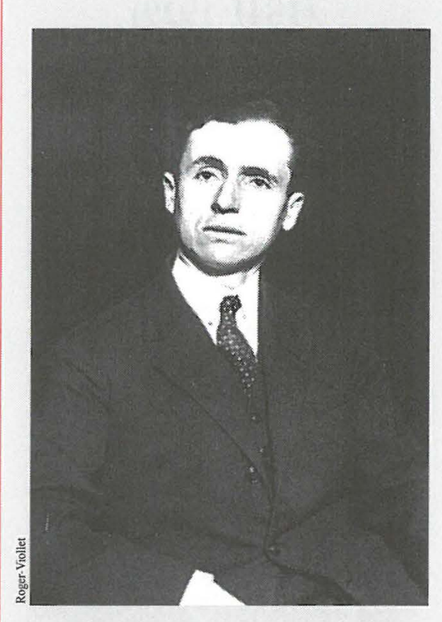
Livres : *Orient et Occident* (René Guénon) ; *La Révolution nationale* (Georges Valois).

1925

Février : lancement de l'hebdomadaire *Le Nouveau Siècle*, par Georges Valois. Devenu provisoirement quotidien à partir du 1er décembre, le journal paraîtra jusqu'au 31 mars 1928.

23 avril : assassinat par les communistes de quatre membres des Jeunesses patriotes, rue Damrémont, à Paris.

HENRI DE KERILLIS (1889-1958)



Combattant de la Première Guerre mondiale (six citations et la Légion d'honneur à vingt-neuf ans), Henri de Kerillis rejoint en 1924 le cabinet de Paul Reynaud sous l'étiquette de Républicain indépendant. En 1926, il fonde le Centre de propagande des républicains nationaux, destinés à fournir à tous les candidats de droite tracts, brochures et affiches contre leurs adversaires (surtout communistes). Après un passage à l'*Écho de Paris*, il lance l'*Époque* (1937), quotidien conservateur partisan de la force contre l'Allemagne. Kerillis vote contre l'approbation des accords de Munich (1938). Il s'exile en 1940 aux États-Unis (qu'il ne quittera plus), se montrant aussi qu'antigaulliste.

11 novembre : fondation du Faisceau par Georges Valois (Jacques Arthuys, Jacques Debû-Bridel, Philippe Lamour). Après l'échec de ce premier mouvement fasciste français, Valois lance le Parti républicain syndicaliste (10 juin 1928) dont René Capitant fut adhérent.

1926

Juillet : après l'échec du Cartel, Poincaré forme un gouvernement d'union nationale. dans lequel Louis Marin est ministre des Pensions. Henri de Kérillis, catholique conservateur, crée le Centre de propagande des républicains nationaux. Jusqu'à la veille de la guerre, le Centre, soutenu par *L'Écho de Paris*, fournira affiches, tracts et cours de formation aux

candidats de la droite nationale, enrôlant d'excellents dessinateurs (Sennep, Soupault...). On lui doit la célèbre caricature anti-bolchéviste de l'« homme au couteau entre les dents ».

29 décembre : sept livres de Maurras et le journal *L'Action française* sont mis à l'Index.

1927

1er février : Pierre Drieu La Rochelle et Emmanuel Berl lancent *Les Derniers Jours*, périodique politique et littéraire (6 numéros jusqu'au 8 juillet 1927).

20 juin : premier numéro de *Notre temps*, revue mensuelle (qui deviendra bi-mensuelle puis hebdomadaire) dirigée par Jean Luchaire, ancien dirigeant des Jeunesses radicales et partisan d'un rapprochement franco-allemand. Parmi les collaborateurs : Jacques Chabannes, Georges Suarez, Bertrand de Jouvenel.

Novembre : création de l'Association nationale des combattants de l'avant et des blessés de guerre cités pour action d'éclat ou « Croix-de-Feu » par Maurice Harnot (dit d'Hartoy). François de La Rocque en devient président en 1931. Ce mouvement devient rapidement la plus importante des ligues par le nombre d'adhérents.

Livres : *La Crise du monde moderne* (René Guénon) ; *Primauté du spirituel* (Jacques Maritain) ; *Le Jeune Européen* (Drieu La Rochelle).

1928

Février : lancement des *Cahiers* par Jean-Pierre Maxence et quelques dissidents d'Action française. Fin de parution en juin 1931.

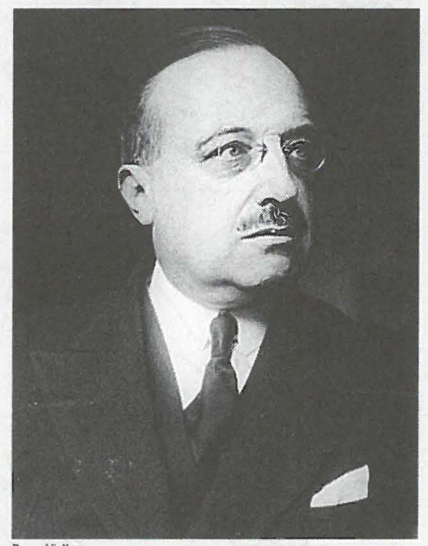
2 mai : premier numéro de *L'Ami du peuple*, journal quotidien populaire lancé par le parfumeur François Coty, qui subventionne la ligue de la Solidarité française. Les cinq plus grands quotidiens parisiens, soutenus par les messageries Hachette et l'agence Havas, tentent, sans succès, de couler le journal.

9 novembre : premier numéro de *Gringoire*. Fondé par Horace de Carbuccia, cet hebdomadaire politique et littéraire, dont le tirage atteint 650 000 exemplaires en 1938, rallie la droite contestataire après le 6 février 1934. Y collaborent : Henri Béraud, Philippe Henriot, André Tardieu.

Décembre : Henri d'Alluin, dit Dorgères, ancien d'Action française (et de la Confédération de l'intelligence et de la production françaises de Valois), fonde les Comités de défense paysanne, qui organisent des actions d'éclat dans les campagnes. En 1939, le mouvement alignait 400 000 adhérents regroupés en 60 fédérations. Ses troupes de choc, les Chemises vertes, comptèrent jusqu'à 30 000 militants.

Livre : *Genève ou Moscou* (Drieu La Rochelle).

ANDRÉ TARDIEU (1876-1945)



Roger-Viollet

Fils de la bonne bourgeoisie parisienne, reçu premier à l'Ecole normale supérieure, André Tardieu est chef de cabinet de Waldeck-Rousseau en 1899. Brillant collaborateur diplomatique du journal *Le Temps* (1903-1914), député en 1914, il sert sur le front comme officier de chasseurs. Ministre des régions libérées en 1919-1920, il est solidaire de Clemenceau dont il approuve la politique de force vis-à-vis de l'Allemagne. Ministre de Poincaré (1926/1928), il devient président du Conseil en 1929, 1930 et 1932. Victime des incessantes crises ministérielles de l'époque, il évolue vers des positions ouvertement autoritaires et antiparlementaires qu'il développe dans ses articles et ses livres. Frappé d'une grave maladie, il se trouve définitivement écarté de la vie publique à partir de 1939.

1929

17 mars : création des Jeunesses agricoles chrétiennes.

1er novembre : premier numéro du *Flambeau*, journal des Croix-de-Feu et des Volontaires nationaux. Paraît jusqu'en août 1937.

1930

Avril : lancement de la revue *Réaction pour l'Ordre* par Jean de Fabrègues (ancien secrétaire de Maurras). 12 numéros d'avril à juillet 1932.

Novembre : Jean-Pierre Maxence prend la direction de *La Revue française* et y recrute Thierry Maulnier, Robert Brasillach et Maurice Bardèche.

1931

Janvier : premier numéro de la revue *Plans*, dirigée par Philippe Lamour (Hubert Lagardelle, Le Corbusier, Pierre Winter, Honneger, Picard Le Doux, Fernand Léger). Deux séries (mensuel puis bimensuel) jusqu'en août 1932.

Novembre : naissance du Centre d'étude de l'ordre nouveau, dont les animateurs – Daniel-Rops, Arnaud Dandieu, Robert Aron, Alexandre Marc, Denis de Rougemont – lanceront, en mai 1933, la plus importante des revues non conformistes de l'époque : *L'Ordre nouveau* (48 numéros jusqu'en septembre 1938).

Livres : *Décadence de la nation française* (Robert Aron et Arnaud Dandieu), *Le Cancer américain* (Robert Aron et Arnaud Dandieu), *La Grande Peur des bien-pensants* (Georges Bernanos).

1932

16-23 août : Emmanuel Mounier, André Déléage, Georges Izard, Louis-Emile Galey fondent le Mouvement Esprit. Le premier numéro de la revue *Esprit* paraît en octobre 1932.

Livres : *la Crise est dans l'homme* (Thierry Maulnier), *Voyage au bout de la nuit* (Céline).

1933

Janvier : François Coty lance Solidarité française.

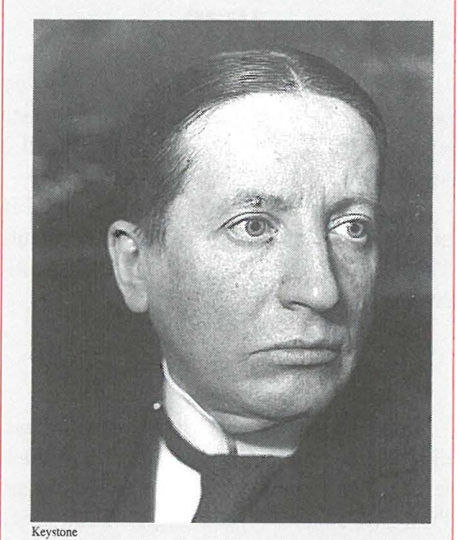
29 septembre : fondation du Francisme par Marcel Bucard. D'inspiration fasciste, le mouvement se contenta surtout d'en copier les apparences (uniformes, parades, culte du chef). Dissous en 1936.

Livre : *la Révolution nécessaire* (Robert Aron, Arnaud Dandieu).

1934

Janvier : premier numéro des revues

GEORGES MANDEL (1885-1944)



Keystone

Le destin de Georges Mandel témoigne des ambiguïtés et des déchirements de la droite. Honni par l'extrême gauche, il le fut tout autant par une partie de la droite, sa famille politique. Proche collaborateur de Clemenceau en 1917/1918, on le craint pour son autoritarisme et ses méthodes policières. Député modéré de la Gironde en 1919, réélu de 1928 à 1936, au début des années trente, il prit l'initiative de rencontres personnelles avec Charles Maurras. « *Nous ne lui disions rien*, a confié celui-ci. *Il nous parlait de toutes choses, surtout de la mort de la République et du meilleur moyen de nous y prendre pour en venir à bout.* » Il est ministre des PTT dans tous les gouvernements de 1935 à 1936. On l'accuse de faire écouter les conversations téléphoniques des hommes politiques en vue. Il est ministre de l'Intérieur de Paul Reynaud le 5 juin 1940. Il poursuit alors de sa vindicte des journalistes qui l'ont étrillé ou qu'il soupçonne de sympathies pour l'Allemagne. Adversaire de l'armistice, il est arrêté par le gouvernement de Vichy. Après le meurtre de Philippe Henriot par la Résistance, en 1944, il est assassiné à titre de représailles par des miliciens.

Collection Philippe Vilgier

« La garde ! espoir suprême et suprême pensée... » Dessin de Sennep au lendemain du 6 février 1934.

L'Homme nouveau (d'inspiration planiste et dirigée par Georges Roditi) et *L'Homme réel* (synthèse d'anarcho-syndicalisme et de traditionalisme, dirigée par Pierre Ganivet).

6 février : après le « suicide » de l'escroc Stavisky, lié aux milieux radicaux-socialistes, manifestation de la droite nationaliste et des anciens combattants (mais aussi de sections du Parti communiste) devant le Palais-Bourbon. L'affrontement avec les forces de l'ordre fit 16 morts parmi les manifestants et près d'un millier de blessés.

11 mai : Thorez (secrétaire général du PC) est informé à Moscou de la décision du Komintern de former des « fronts uniques » contre la montée du fascisme. Rapprochement avec la SFIO en vue de former le Front populaire.

27 juin : Doriot, figure dominante des Jeunesses communistes et député-maire de Saint-Denis, est exclu du Parti communiste. Dès novembre, il entreprend de créer une nouvelle formation.

Livres : *Politique de la personne* (Denis de Rougemont), *Réforme de l'État* (André Tardieu), *Socialisme fasciste* (Drieu La Rochelle).

1935

4 octobre : manifeste des intellectuels « pour la défense de l'Occident et la paix en Europe » s'opposant aux sanctions contre l'Italie dans l'affaire éthiopienne de crainte que celles-ci ne jettent Mussolini dans les bras d'Hitler.

1er novembre : partisan frénétique des sanctions, *Le Populaire*, organe de la SFIO, menace : « *Que sonne l'heure de la mobilisation et, avant de partir sur la route glorieuse de leur destinée, les mobilisés abattront MM. Béraud et Maurras comme des chiens.* »

11 novembre : création du Parti national populaire par Pierre Taittinger.

1936

10 janvier : lancement de *Combat,* revue mensuelle dirigée par Thierry Maulnier et Jean de Fabrègues (Maurice Blanchot, Georges Blond, Robert Brasillach, Jean-Pierre Maxence). Paraît jusqu'en juillet 1939.

13 février : dissolution de la Ligue d'Action française, de la Fédération nationale des Camelots du roi et de la Fédération nationale des étudiants d'Action française.

26 avril-2 mai : élections législatives. Victoire du Front populaire (380 élus contre 220 pour la droite). Léon Blum prend la tête du gouvernement.

18 juin : décrets du ministre de l'Intérieur Roger Salengro portant dissolution des ligues. Les Croix-de-Feu, les Jeunesses patriotes, la Solidarité française et le Parti franciste sont dissous.

28 juin : à l'occasion d'une conférence du rayon Saint-Denis, Doriot crée le Parti populaire français. Les premiers membres viennent aussi bien du Parti communiste (Paul Marion) que de l'Action française (Claude Jeantet) ou des ligues (Pierre Pucheu, Claude Popelin). Des intellectuels comme Drieu La Rochelle, Ramon Fernandez, Alfred Fabre-Luce ou Bertrand de Jouvenel rejoindront le PPF.

11 juillet : La Rocque lance le Parti social français. La dissolution des ligues lui vaut un immense mouvement d'adhésions. Le PSF abandonne le style ligueur et reconnaît le jeu parlementaire.

18 novembre : suicide de Roger Salengro à la suite d'une campagne de presse menée contre lui par *Gringoire.*

Livre : *Mort à crédit* (Céline).

LES NON CONFORMISTES DES ANNÉES TRENTE

« Les années 30 apparaissent donc au premier abord comme une de ces époques de syncrétisme où les oppositions politiques et idéologiques s'effacent, où l'esprit de l'époque est plus important que les distinctions traditionnelles entre les courants de pensée. Il existe un esprit de 1930 comme il a existé un esprit de 1848, un esprit de 1936 (très différent de l'esprit de 1930), un esprit de la Résistance et un esprit de la Libération », écrivait Jean Tulard dans un article célèbre (« l'Esprit des années 30, une tentative de renouvellement de la pensée politique française », in *Tendances de la vie politique française de 1789 à nos jours,* Paris, 1960). Jean-Louis Loubet Del Bayle devait baptiser définitivement cette génération : les non conformistes. Ils ont pour nom Jean de Fabrègues, Jean-Pierre Maxence, Thierry Maulnier, Arnaud Dandieu, Robert Aron, Daniel-Rops, Philippe Lamour, Alexandre Marc, Denis de Rougemont, Emmanuel Mounier et quelques autres encore. Leurs tribunes éclosent (et, pour la plupart, meurent) à un rythme vertigineux : *les Cahiers, Réaction pour l'Ordre, la Revue française, l'Ordre nouveau, l'Homme nouveau, l'Homme réel, Plans, Mouvements,* etc.

L'esprit des années 30 fut d'abord une communauté d'âge, une génération : la plupart des protagonistes sont nés entre 1895 et 1905. Mais il fut aussi et surtout une communauté d'esprit. Les non conformistes sont avant tout des « anti » : antiparlemantaires, anticommunistes, antifascistes, anticapitalistes, antimatérialistes et antirationalistes, anticentralisateurs, etc. Cependant, cette critique convergente du monde moderne (qui connaît des modulations et des nuances et que l'on retrouve à gauche, avec les néosocialistes, le groupe Révolution constructive, *la Critique Sociale* ou le Collège de Sociologie) ne montre pas une si remarquable unité dans les propositions. Si l'on y retrouve un faisceau programmatique commun (apologie des communautés d'appartenance — profession, région —, fédéralisme et décentralisation, contrôle de l'économie, restauration du rôle de la France, etc.), on chercherait en vain une unité d'action, une théorie de la révolution ou une logique de parti — en bref, une praxis. Ce qui explique le destin très divergent des non conformistes lorsqu'ils furent dispersés par la guerre.

Peut-on enfin inscrire ces non conformistes dans une tradition de droite ? Dans leur préface à *la Révolution nécessaire,* Aron et Dandieu précisaient : « *Nous ne sommes ni de droite, ni de gauche, mais, s'il faut absolument nous situer en termes parlementaires, nous répétons que nous sommes à mi-chemin entre l'extrême droite et l'extrême gauche, par derrière le Président, tournant le dos à l'Assemblée.* » Néanmoins, à l'exception sans doute des planistes et des personnalistes — réellement inclassables —, la plupart des non conformistes s'inscrivent dans une ligne de pensée droitière : défiance vis-a-vis des principes de 1789 et du jacobinisme, primauté du spirituel, éloge de l'enracinement, sympathies pour le régime corporatif, refus du marxisme et surtout du libéralisme sont autant de thèmes empruntés à l'héritage contre-révolutionnaire d'une part, au courant « socialiste national » et syndicaliste révolutionnaire du début du siècle d'autre part.

1937

13 janvier : Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence lancent l'hebdomadaire *L'Insurgé.* Fin de parution le 27 octobre.

22 mars : Doriot appelle à la création du Front de la liberté contre le communisme. Localement, des alliances se noueront entre le PPF, la Fédération républicaine, le Parti républicain national et social (Taittinger) et le Parti agraire.

16 septembre : premières arrestations des membres de la « Cagoule » (Comité secret d'action révolutionnaire).

Livres : *L'Impossible Antisémitisme* (Jacques Maritain) ; *Les Cadets de l'Alcazar* (Robert Brasillach, Henri Massis), *La Gerbe des forces* (Alphonse de Châteaubriant), *Bagatelles pour un massacre* (Céline), *Mes Idées politiques* (Charles Maurras), *Au-delà du nationalisme* (Thierry Maulnier).

1938

4 octobre : les accords de Munich sont approuvés à la Chambre par 537 voix contre 75 (73 communistes, le socialiste Jean Bouhey et Henri de Kerillis). Crise au PPF en **novembre**, départ de Fabre-Luce, Jouvenel et Drieu La Rochelle.

Livres : *Les Grands Cimetières sous la Lune* (Georges Bernanos), *L'École des cadavre* (Céline), *Capitalisme et communauté de travail* (François Perroux), *Introduction à la philosophie de l'histoire* (Raymond Aron).

À partir de 1938, la droite comme la gauche se diviseront devant la perspective angoissante d'une nouvelle guerre européenne. Une époque différente commence.

Quand surviendra la défaite, durant l'été 1940, la Chambre du Front populaire accordera à une majorité écrasante les pleins pouvoirs à Pétain, *« maréchal des gens de gauche »* (André Siegfried). La gauche sera présente à Vichy autant que la droite à Londres autour de celui qui sera bientôt le plus illustre des siens.

**CHARLES BERRIAS
ET MICHEL TODA**

DRUMONT, BARRÈS, PÉGUY

La trilogie fondatrice

PAR MICHEL TODA

La pensée de droite est multiple et se nourrit de plusieurs traditions. Trois noms dominent le bouillonnement du siècle finissant et les premières années de la III[e] République : Édouard Drumont, Maurice Barrès, Charles Péguy. Trois destinées et trois œuvres parfois opposées, unies cependant par l'aversion de l'Argent, l'angoisse du déclin et le recours aux sources.

Lorsqu'en septembre 1870, à l'annonce du désastre de Sedan, la République s'établit en France pour la troisième fois depuis la fin de l'Ancien Régime, ce fut, aux yeux d'une foule de braves gens, comme si l'histoire, tout d'un coup, revenait en arrière, et que, par la seule vertu de ce mot magique, on allait revivre les temps héroïques de la levée en masse et du défi victorieux lancé à la vieille Europe. Quoique les choses, en réalité, eussent continué à se détériorer pour nous jusqu'à une complète défaite militaire face à la coalition des princes allemands, la République, signataire de l'humiliant traité de Francfort, sut mettre, à l'intérieur, ses adversaires en déroute, et, après le vote des lois constitutionnelles de 1875, parvint à s'enraciner durablement tout en revendiquant bien haut sa filiation révolutionnaire (proclamation de *la Marseillaise* comme hymne officiel, du Quatorze-Juillet comme fête nationale, etc.)



Tallandier

Formule célèbre de Maurice Barrès dans* Scènes et doctrine du nationalisme *(1902) : « À la racine de tout, il y a un état de sensibilité. On s'efforcerait vainement d'établir la vérité par la raison seule, puisque l'intelligence peut toujours trouver un nouveau motif de remettre les choses en question. »

Les « gentilshommes sociaux »

Pour tout un courant de pensée imprégné de catholicisme traditionaliste et ultramontain, c'était là persévérer sur une voie fatale et ajouter l'erreur à l'erreur. *« Nous mourons de la Révolution,* diagnostiquait alors Louis Veuillot, *et tous plus ou moins nous avons voulu retenir ce* mal *dans nos veines. »* Héritier légitime du trône de France, le comte de Chambord, qui aurait dû régner sous le nom de Henri V, incarnait avec éclat un tel refus, au point d'apparaître, à un jeune officier de cavalerie qui s'appelait Albert de Mun, *« non seulement comme le représentant de l'hérédité royale, mais comme l'expression vivante et couronnée de la Contre-Révolution ».*

Celle-ci, d'ailleurs, et c'est ainsi que Chambord se plaisait à l'entendre, intégrait à son programme, et même à sa philosophie, l'amélioration du sort des classes laborieuses par la réorganisation corporative de la société. Définissant, plus tard, cette réorganisation, René de La Tour du Pin, lui-même fervent monarchiste et promoteur, avec son ami de Mun, de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers, pourra écrire : *« Voilà l'idée maîtresse de la réforme sociale chrétienne, qui nous guérira de la Révolution sans nous ramener à l'ancien régime, mais au contraire en inaugurant un ordre nouveau sur le principe ancien, en conformité avec ce que Le Play nommait si bien* la constitution essentielle de l'humanité. *»* Toutefois, pour atteindre un aussi ambitieux objectif, il aurait fallu convaincre le

PAUL BOURGET (1852-1935)


Roger-Viollet

Paul Bourget était de dix ans l'aîné de Maurice Barrès. Il avait reçu une formation scientifique, ayant suivi, à l'Hôtel-Dieu, le service du fameux chirurgien Maisonneuve, et s'était également intéressé à la philosophie.

Il n'est d'abord qu'un romancier mondain, analyste scrupuleux des conflits sentimentaux de la bonne société de son temps : doué d'un style vigoureux, d'une grande puissance d'analyse, il atteint tout de suite le succès.

Mais l'année même (1889) où Maurice Barrès publie *Un Homme libre* et « suspend » sa conclusion, Bourget, lui, a conclu. Il publie *Le Disciple.*

C'est une date capitale dans l'œuvre de Bourget. Il y condamne le scientisme, le matérialisme et le naturalisme. C'est une des phases les plus importantes de sa conversion au catholicisme et au traditionalisme. Une autre sera marquée par *L'Étape,* où il défendra la thèse de la lente ascension des familles dans l'échelle sociale. Une famille ne grandit que grâce à la durée. On ne peut *« brûler l'étape »*, fût-ce par mérite personnel, car celui-ci *« n'est fécond et bienfaisant que lorsqu'il devient le mérite familial »*.

L'apport propre de Bourget, c'est le développement de la méthode qu'il a reçue de Taine : l'utilisation du mécanisme austère de la recherche scientifique dans le domaine de la pensée politique. Pour lui, la politique n'est pas autre chose que *« la recherche des lois naturelles de la Cité par voie d'observation »*.

JACQUES PLONCARD D'ASSAC
***Doctrines du nationalisme*, Diffusion de la pensée française (Chiré-en-Montreuil, 86190 Vouillé), 1978.**

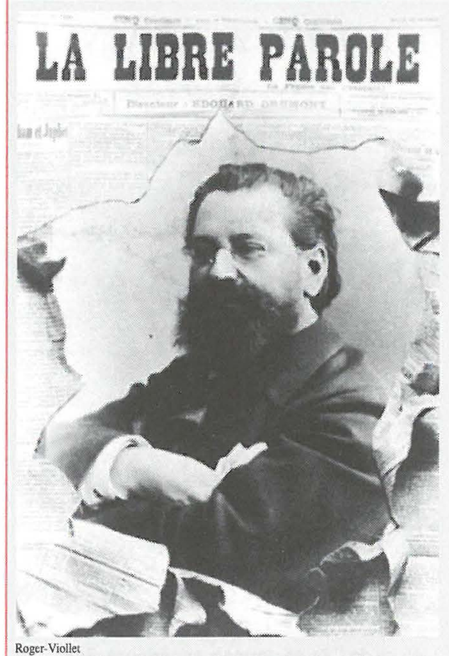
peuple, méfiant ou indifférent, et pareillement la bourgeoisie conservatrice, infectée d'individualisme quatre-vingt-neuvien et, au fond, beaucoup plus favorable à une république libérale sans garanties sociales qu'à une monarchie sociale sans garanties libérales…

Édouard Drumont ou la Libre Parole

Comme le petit groupe des « gentilshommes sociaux », mais à sa manière, plus plébéienne et, pour tout dire, plus « rustique », un journaliste d'un talent vigoureux, avec des parties de méditatif et d'érudit, devait caresser ce rêve d'une société solidaire, communautaire, hiérarchisée sans être oppressive ni injuste : Édouard Drumont. À partir de 1886, dans une série de livres retentissants, puis dans sa « chère et vaillante » *Libre Parole*, fondée en 1892, il engagea le combat contre ceux qui lui semblaient compter parmi les principaux bénéficiaires du système en place, et qui, affirmait-il, étaient les Juifs. Sous leur *« honteuse domination »*, servilement acceptée par une bande de politiciens cyniques ou corrompus, les Français, *« arrachés à leurs traditions, déshabitués de tous les sentiments héréditaires qui constituent une race, un peuple, une patrie »*, ne s'apprêtaient-ils pas à se renier et à disparaître ?

Naturellement, en soulevant ce genre de questions, en se vouant sans arrière-pensée à une *« œuvre de délivrance »*, Drumont savait qu'il lui faudrait affronter bien des passions et des fureurs. Mais il avait la certitude de clamer une vérité ressentie par chacun. *« Vraiment,* notait Edmond de Goncourt, certain jour de 1888, *vraiment l'on éprouve une satisfaction à voir imprimées avec cette bravoure, en ce temps de lâcheté littéraire, des choses que tout le monde pense, et que lui seul a le courage d'écrire. »* Lui seul ? Lui presque seul. Repassant ses souvenirs de l'époque, le romancier Rosny aîné témoignera : *« Nul, je crois, n'a pu se faire une idée plus exacte de la pusillanimité humaine. Il rencontrait partout des gens qui l'approuvaient, qui le félicitaient, qui lui auraient passé leur revolver pour continuer : lorsqu'il demandait une approbation publique, lorsqu'il sollicitait une affiliation à quelque ligue antisémite, il voyait se figer les enthousiasmes. Il y était résigné… »*

Qu'advint-il de ce puissant effort ? Et quelle fut la destinée de *La Libre Parole* ? *« Après des succès inouïs, après la plus juste des vogues, après des actes de justice populaire,*



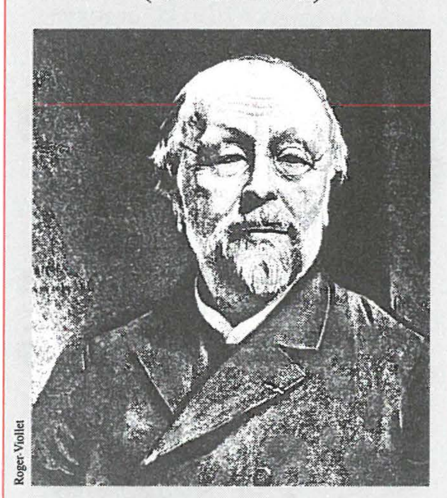
Roger-Viollet

Edouard Drumont (1844-1917)

Il y a chez lui, comme chez Péguy, du magister de village, avec ce besoin de tout expliquer, ligne à ligne, de poser son gros doigt sur le texte obscur, en levant les yeux par dessus les lunettes. Sa plus grande crainte est d'aller trop vite, de laisser en arrière le paresseux ou l'imbécile. Pour lui, il a commencé par le commencement, bravement, humblement, ainsi qu'un sage ouvrier prend ses mesures. C'est en vain qu'un Maurras lui reproche de ne pas conclure. Il voit et fait voir, rien de plus. D'autres concluront, qu'importe ? Comme à tout empirique, il lui arrive de prendre un temps l'effet pour la cause, d'avoir à bouleverser l'ordre de ses expériences. Et d'abord, il est parti d'un fait que son érudition prodigieuse a rendu évident pour tous : la conquête juive. Un petit nombre d'étrangers, d'une activité convulsive, tenus des siècles à l'écart de la vie nationale, jetés brusquement dans une société aux cadres rompus, appauvrie par la guerre, s'emparent comme à l'improviste des sources mêmes de l'argent, puis organisent aussitôt leur conquête, patiemment, silencieusement, avec un sens merveilleux de l'homme moderne, de ses préjugés, de ses tares, de ses immenses et débiles espoirs. Devenus maîtres de l'or ils s'assurent bientôt qu'en pleine démocratie égalitaire, ils peuvent être du même coup maîtres de l'opinion, c'est-à-dire des mœurs.

GEORGES BERNANOS
***La Grande Peur des bien-pensants*, Grasset, 1931. p. 425-426.**

HIPPOLYTE TAINE (1828-1893)


Roger-Viollet

Philosophe et historien français. Ancien élève de l'École normale supérieure. Son indépendance à l'égard du pouvoir lui valut, en 1851, un échec à l'agrégation de philosophie. Il fut cependant nommé professeur au lycée de Nevers mais son refus de signer une circulaire d'adhésion au coup d'État du 2 décembre l'exposa aux persécutions du ministère. À cette époque de vive réaction cléricale, ses tendances matérialistes le rendirent suspect. Il quitta l'Université après avoir passé son doctorat ès lettres en 1853 en présentant son *La Fontaine et ses fables*. Dans cette thèse célèbre, il inaugurait sa méthode déterministe en éclairant la psychologie individuelle par les circonstances de race, de milieu et d'époque. Après son départ de l'Université, la vie de Taine fut entièrement consacrée à l'étude et à la réflexion. Il venait de publier son principal ouvrage philosophique, *De l'intelligence* (1870), lorsqu'éclata la guerre franco-allemande. Bouleversé par la défaite, consterné par la Commune, il se mit à réfléchir sur les causes de l'instabilité et du déclin de la France moderne, et entreprit une vaste œuvre historique, *Les Origines de la France contemporaine* (1875-93). Il y condamnait la Révolution et le régime napoléonien mais s'y montrait également sévère pour l'esprit classique et centralisateur, de la France de Louis XIV. En 1878, il fut élu à l'Académie française. Par sa probité intellectuelle, sa recherche infatigable de la vérité, Taine laissait un grand exemple et il a exercé une profonde influence sur la génération des Bourget, des Barrès, des Maurras. Il a légué aussi à cette génération son agnosticisme et sa critique de la France révolutionnaire.

parlementaire et même judiciaire presque sans exemple dans l'histoire de la presse, a remarqué Maurras, *ce journal ne put atteindre à sa dixième année sans avoir gravement faibli.* » Dès l'aube du siècle, en effet, les échecs, les déboires, n'avaient pas été ménagés à la cause nationaliste, dont Drumont était un des chefs et des inspirateurs. L'affaire Dreyfus finissait en débâcle. Triomphalement élu député d'Alger en 1898, il ne retrouvait pas son siège dans la législature suivante.

Amer, déçu, « *déçu jusqu'à la racine de la vie, déçu jusqu'à l'os* », a souligné Bernanos, l'obstiné lutteur allait se laisser gagner par un pessimisme intérieur qui le conduirait au délaissement et à l'oubli.

On aurait pu croire, d'ailleurs, que le destin lui faisait payer ses anciens succès. En 1909,

L'ANCIENNE FRANCE

Quand on dit le peuple, aujourd'hui, on fait de la littérature, et même une des plus basses, de la littérature électorale, politique, parlementaire. Il n'y a plus de peuple. Tout le monde est bourgeois. Puisque tout le monde lit son journal. Le peu qui restait de l'ancienne ou plutôt des anciennes aristocraties, est devenu une basse bourgeoisie. L'ancienne aristocratie est devenue comme les autres une bourgeoisie d'argent. Quant aux ouvriers ils n'ont plus qu'une idée, c'est de devenir des bourgeois. C'est même ce qu'ils nomment devenir socialistes. Il n'y a guère que les paysans qui soient restés profondément paysans.

Nous avons été élevés dans un tout autre monde. On peut dire dans le sens le plus rigoureux des termes qu'un enfant élevé dans une ville comme Orléans entre 1873 et 1880 a littéralement touché l'ancienne France, l'ancien peuple, le peuple tout court, qu'il a littéralement participé de l'ancienne France, du peuple. On peut même dire qu'il en a participé entièrement, car l'ancienne France était encore toute, et intacte. La débâcle s'est faite si je puis dire d'un seul tenant, et en moins de quelques années.

Le monde a moins changé depuis Jésus-Christ qu'il n'a changé depuis trente ans. Une ferme en Beauce, encore après la guerre (1870), était infiniment plus près d'une ferme gallo-romaine, pour les mœurs, pour le statut, pour le sérieux, pour la gravité, pour la structure même et l'institution, pour la dignité, qu'aujourd'hui elle ne se ressemble à elle-même. Nous essaierons de le dire. Nous avons connu un temps où quand une bonne femme disait un mot, c'était sa race même, son être, son peuple qui parlait.

De mon temps tout le monde chantait. (Excepté moi, mais j'étais déjà indigne d'être de ce temps-là). Dans la plupart des corps de métiers on chantait. Aujourd'hui on renâcle. Dans ce temps-là on ne gagnait pour ainsi dire rien. Les salaires étaient d'une bassesse dont on n'a pas idée. Et pourtant tout le monde bouffait. Il y avait dans les plus humbles maisons une sorte d'aisance dont on a perdu le souvenir. Au fond on ne comptait pas. Et on n'avait pas à compter. Et on pouvait élever des enfants. Et on en élevait. Il n'y avait pas cette espèce d'affreuse strangulation économique qui à présent d'année en année nous donne un tour de plus. On ne gagnait rien ; on ne dépensait rien ; et tout le monde vivait.

Il n'y avait pas cet étranglement économique d'aujourd'hui, cette strangulation scientifique, froide, rectangulaire, régulière, propre, nette, sans une bavure, implacable, sage, commune, constante, commode comme une vertu, où il n'y a rien à dire, et où celui qui est étranglé a si évidemment tort.

CHARLES PÉGUY,
***L'Argent*, 1913.**


Roger-Viollet

Charles Péguy (1873-1914)

cédant aux instances de Maurice Barrès et de Paul Bourget, il se présenta à l'Académie, qui lui préféra le dreyfusard Marcel Prévost. Les atteintes de la maladie, en outre, mirent le comble à son malheur : ses yeux, ses yeux de liseur infatigable, lui manquaient. Il devenait aveugle. C'est en pleine guerre, le 3 février 1917, qu'il mourut, à soixante-treize ans, au moment où cette France qu'il continuait d'aimer manquait de succomber à l'étreinte allemande.

Maurice Barrès, le sang et le sol

Barrès, s'il éprouvait beaucoup d'admiration pour Drumont, auquel il dédia *Leurs figures*, avait néanmoins presque fini par renoncer à lire ses papiers de *La Libre Parole*, qui le jetaient, chaque matin, dans un grand énervement par leur vérité cruelle. Au reste, tout en partageant l'antisémitisme de rigueur dans les milieux nationalistes, et que devait renforcer l'influence sur lui du savant Jules Soury, il prenait soin, ont observé ses amis Jérôme et Jean Tharaud, de garder certains

GEORGES SOREL (1847-1922) THÉORICIEN DES MYTHES SOCIAUX

Georges Sorel, précurseur du socialisme français, tout en étant l'adepte de ces qualités aristocratiques et militaires qu'il nomme les *« vertus quiritaires »*, est probablement le plus grand théoricien politique français depuis la fin du XIXe siècle.

La philosophie de Sorel est plus déconcertante qu'originale : tantôt il dissocie des notions qu'on a l'habitude de rassembler, tantôt il en associe d'autres que d'ordinaire on sépare. Tour à tour il a défendu des conceptions qu'il avait rejetées, et critiqué celles qu'il avait à un moment donné approuvées. On comprend que, dans ces conditions, des courants de pensée diamétralement opposés peuvent de nos jours se réclamer de lui, aussi bien les révolutionnaires que les conservateurs.

Au fil des années, et souvent en même temps, il a allié une même admiration pour des auteurs ou des acteurs politiques aux vues nettement divergentes. Au début de sa carrière d'écrivain, il manifestait une même sympathie pour Tocqueville et Proudhon, pour Renan et Le Play. Par la suite, en même temps qu'il s'enthousiasmait pour Karl Marx, il s'engouait pour Bergson. Il aimait Taine et Nietzsche. Il préférait parmi les socialistes Guesde à Jaurès, mais également Bernstein à Kautsky. Il exaltait l'action anarcho-syndicaliste de Pelloutier, mais il avait aussi des accointances avec Georges Valois et l'Action française. À la fin de sa vie – il est mort en 1922 –, il s'est enflammé à la fois pour la révolution soviétique et Lénine, et pour le mouvement fasciste et Mussolini.

Sorel, en fait, restera dans l'histoire des idées comme le fondateur en politique de la notion de *mythe*. C'est en 1903, dans l'*Introduction à l'économie moderne*, que le mot, avec tout son sens, apparaît pour la première fois dans son œuvre. Et c'est alors que Sorel commence à énoncer sa *« théorie des mythes sociaux »*.


Roger-Viollet

Le *mythe* est une croyance créée par l'homme, souvent liée à la question des origines (il s'agit de motiver l'action par une généalogie exemplaire), qui naît d'un choc psychologique. Il ne renvoie donc pas au passé – comme l'avaient cru les « primitivistes » –, mais à l'éternel. Le mythe ne nous éclaire pas sur ce qui a eu lieu, mais sur ce qui se produira, sur ce que l'on cherche à produire. S'il est fécond, s'il répond à la demande collective, s'il est accepté par la société tout entière, ou par une fraction importante de celle-ci, alors il se renouvelle de lui-même : sa *socialisation* va de pair avec sa *sacralisation*. Le mythe se situe par-delà le vrai et le faux, le bien et le mal, le juste et l'injuste. Il est seulement fécond ou il ne l'est pas. Il a ou il n'a pas une valeur opératoire, il détermine une activité socio-psychologique ou il ne la détermine pas. Il ne saurait donc être *réfuté*, mais seulement approuvé ou réprouvé.

Si Sorel condamne la démocratie, c'est pour des raisons plus morales que politiques : elle est un facteur de dissolution des mœurs à cause de l'humanitarisme dont elle se réclame. Elle se fait le champion du pacifisme et tend ainsi à amollir les âmes, mais elle devient cruelle et brutale, au-delà de toute violence, à la manière des lâches, dès qu'elle est mise en danger. À force de dégrader le sentiment de noblesse et de courage, elle en arrive à démoraliser les êtres. L'homme ne vaut pourtant que par l'effort et la lutte. Les hautes convictions morales, écrit Sorel, *« dépendent d'un état de guerre auquel les hommes acceptent de participer et qui se traduit en mythes précis. »*

Le problème n'est pas de conquérir l'État ou de préparer cette conquête, mais de tracer une vie nouvelle pour l'avenir sous la catégorie de la « catastrophe totale » (*Réflexions sur la violence*, nouvelle éd. Rivière 1972, p. 165).

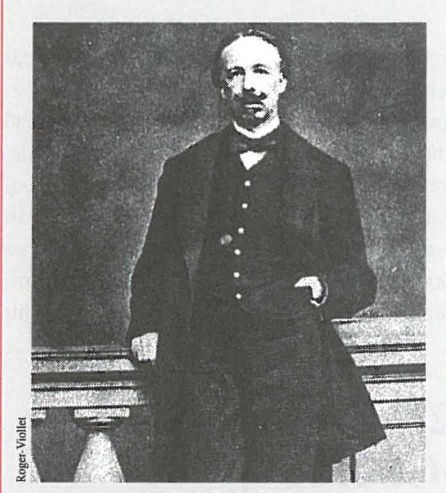
Pour Sorel, la notion de *catastrophe* a la valeur d'une idée régulatrice de l'action humaine en ce sens qu'elle doit aider à ramasser les énergies. Les collectivités sont comme attirées par la décadence, ce qui veut dire que le désordre général entraîne la dissolution des mœurs, la paresse, la veulerie et la médiocrité. La violence est l'instance chaotique qui permet à l'homme de se redresser.

Sorel conçoit donc la violence comme un instrument de l'éthique. Il ne faut pas la confondre avec la brutalité bestiale, ni avec la rage destructrice, ni avec la haine aveugle : elle est l'expression d'une volonté consciente qui traduit les idées en actes.

JULIEN FREUND

Philosophe, fondateur de la faculté des Sciences sociales de Strasbourg, Julien Freund a publié en 1986 *L'Aventure du politique* (Critérion).

MARX ET GOBINEAU



Arthur de Gobineau

Marx suppose que les classes ont un contenu qui, une fois constitué, reste en gros immuable. Pour qu'il y ait lutte de classes, il faut en effet supposer une certaine stabilité dans les groupes antagonistes. Mais son thème de la lutte de classes repose là encore sur une proposition nullement démontrée. Sur ce point comme sur d'autres, Marx a accepté les préjugés de son temps. On avait encore peu réfléchi sur cette question de la circulation sociale, et on y a, somme toute, encore peu réfléchi. Pourtant, un contemporain de Marx, Gobineau, avait soulevé la question, dans son livre d'*Ottar Jarl*. Gobineau se demande si ce sont toujours les mêmes familles qui détiennent, à travers les siècles, le haut du pavé : il tranche naturellement dans le sens de l'affirmation. Son envie de prouver qu'il descend en droite ligne d'Odin par un pirate norvégien du IXe siècle, l'amène à improviser une thèse qui a au moins le mérite de soulever des questions ignorées de plus d'un sociologue. Il s'efforce de prouver par l'exemple des siens que les familles prédestinées peuvent être victimes des révolutions économiques et tomber dans un abaissement momentané, mais que, par la force du sang, elles reprennent bientôt le dessus et reparaissent dans de nouveaux avatars. Les Gobineau, après avoir perdu leurs privilèges féodaux à Gournay-en-Bray, auraient affleuré de nouveau dans la noblesse de robe à Bordeaux. Et de la sorte toute la nouvelle classe de robe aurait été formée des surgeons de l'ancienne classe d'épée. Mais tout ceci est fort problématique et sans doute ne pourra jamais être démontré.

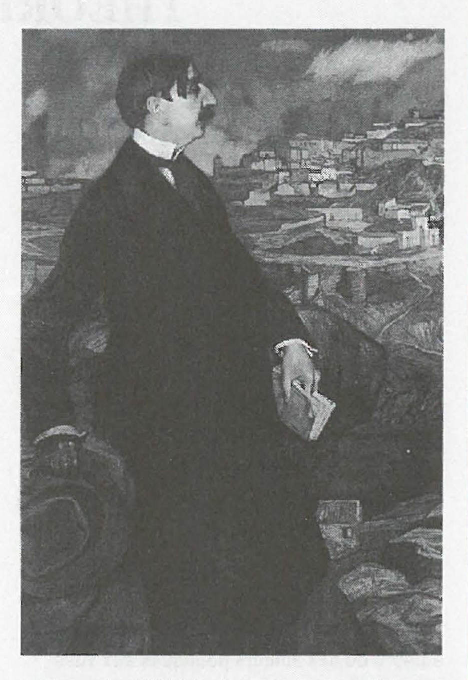
DRIEU LA ROCHELLE
Socialisme fasciste, Gallimard, 1934.

ménagements dans l'expression de sa pensée, les Juifs formant *« une clientèle naturelle pour son talent composite et fiévreux »*.

Quoi qu'il en soit, la commotion de l'affaire Dreyfus le trouva debout, prêt à la riposte. Déçus de n'avoir pu, malgré toutes sortes de cajoleries et de sollicitations, l'attirer dans leur camp, les défenseurs du capitaine condamné pour trahison le couvrirent d'injures. Il y répondit magnifiquement, forgeant au feu de cette acharnée bataille une dialectique pressante qui allait souvent embarrasser les champions du dreyfusisme. Au prince de la jeunesse, élégant et désinvolte, à l'allègre directeur de *La Cocarde*, cette *« maison ouverte aux quatre vents de l'esprit »*, succédait un écrivain qui avait resserré ses certitudes, un polémiste redoutable marquant au fer le *« syndicat*

MAURICE BARRÈS (1862-1923)

Ancien élève de Burdeau au lycée de Nancy, il affirma son individualisme sceptique et hautain dans la trilogie du *Culte du moi* : *Sous l'œil des Barbares*, *Un Homme libre*, *Le Jardin de Bérénice*, qui firent de lui un prince de la jeunesse littéraire. Très tôt pourtant, il chercha à fuir sa mélancolie dans la politique : il participa à l'agitation boulangiste et, sur un programme de « socialisme national », fut élu en 1889 député de Nancy. Battu aux élections de 1893, il approfondit et épanouit le culte du moi par une recherche de ses « racines » héréditaires et aboutit au nationalisme, qui trouva chez lui son expression littéraire dans la célébration de la Lorraine natale. Tout en reprenant *Le Roman de l'énergie nationale* – nouvelle trilogie qui comprend *Les Déracinés* (1897), *L'Appel au soldat* (1900), *Leurs Figures* (1902), évocation de la crise française à travers les épisodes du boulangisme et du scandale de Panama – Barrès s'engagea dans les luttes de son temps : il fonda un journal nationaliste, *La Cocarde* (1894), se fit le défenseur inconditionnel de l'armée durant l'affaire Dreyfus et participa en 1898 à la fondation de la Ligue de la patrie française, écrivant durant cette période de nombreux articles qui furent réunis dans *Scènes et doctrines du nationalisme* (1902). Après plusieurs échecs électoraux, il devint enfin député de Paris (1906), mais l'homme politique ne parvint heureusement pas à étouffer en lui l'artiste qui cherchait des évasions en Italie (*Amori et Dolori sacrum*, 1902), en Grèce (*Le Voyage de Sparte*, 1906), en Espagne (*Greco ou Le Secret de Tolède*, 1911), en Orient (*Une Enquête aux pays du levant*, 1923), ou encore dans une religiosité à demi-païenne (*La Colline inspirée*, 1913). En 1914, Barrès abdiqua délibérément, par patriotisme, ses délicatesses d'homme de lettres pour se faire le chantre infatigable de l'Union sacrée.



Cependant il tint toujours à ne pas se laisser réduire à son personnage officiel : en 1922 il publia un livre gratuit et voluptueux, *Un Jardin sur l'Oronte*, qui jeta la consternation chez ses amis catholiques. Après sa mort subite, la République qu'il avait combattue lui accorda des funérailles nationales. Barrès, par la diversité de sa personnalité, allait rester un centre de contradiction : attaqué par les surréalistes et par Gide, il devait continuer à exercer une profonde influence, de Mauriac à Drieu La Rochelle, de Montherlant à Aragon. Mais Barrès vaut moins par ses affirmations que par ses contradictions, par cette gageure difficile qu'il a voulu tenir de concilier la politique et l'art, la foi en la France et le scepticisme le plus désespéré, les raffinements de l'esthétisme et la sensibilité religieuse.

MICHEL MOURRE
Dictionnaire d'histoire universelle. Éditions universitaires, Paris 1968.

de la trahison » et ne craignant pas d'apostropher le grand maître du socialisme en personne : *« Qu'avez-vous à répondre, Jaurès ? Il ne s'agit pas de murmurer avec dégoût : patriotard ! patriotard !... Vous préféreriez que les faits de l'hérédité n'existassent pas, que le sang des hommes et le sol du pays n'agissent point, que les espèces s'accordassent et que les frontières disparussent. Que valent vos préférences contre les nécessités ? »*

Charles Péguy l'imprécateur

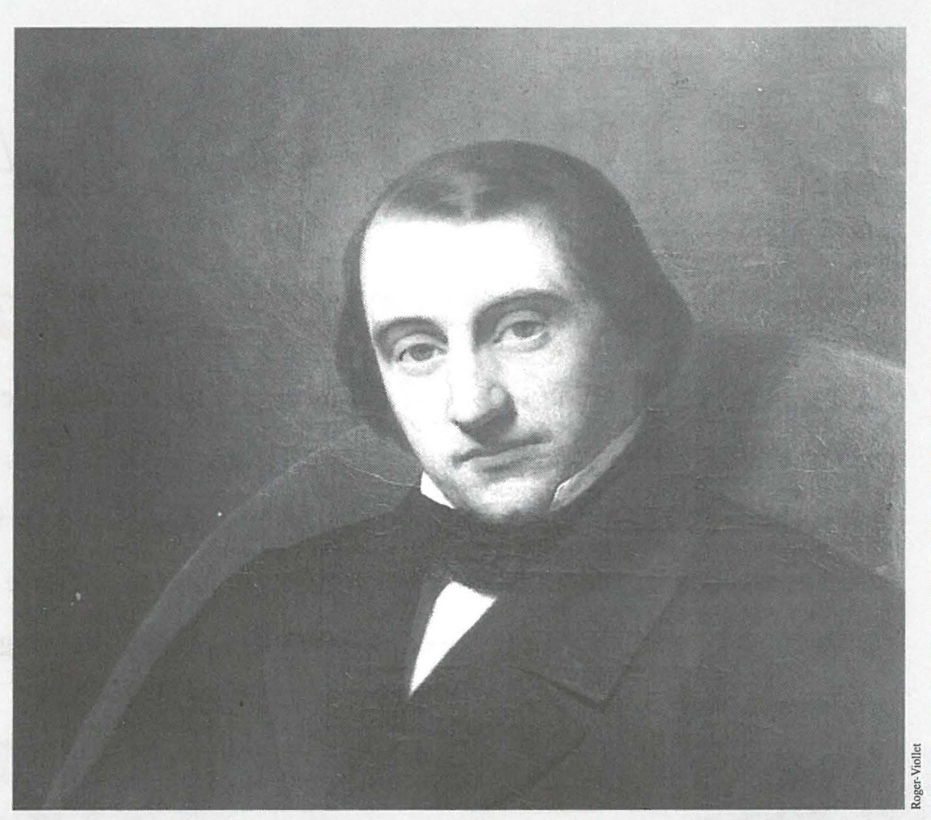
Douce remontrance comparée aux imprécations de Charles Péguy ! Ce militant socialiste engagé dans les rangs dreyfusards, ce « vieux républicain », comme il aimera toujours à se qualifier (encore qu'il se fît dans sa cervelle, selon Romain Rolland, *« une étrange confusion de République et d'Ancien Régime, voire même de royauté... »*), allait s'en prendre violemment, quand se dessina la *« tyrannie combiste »*, escortée de ses acquiescements à l'Allemagne, à tout ce qui constituait l'armature intellectuelle et politique du pouvoir établi. Dressé contre les gauches, celle de Jaurès, bien sûr, et bientôt avec quelle frémissante colère, celle de Caillaux, tout autant, mais qui ne valait pas qu'on lui fasse l'aumône de longs développements, toutes deux désarmeuses, pacifistes et mangeuses de curés, Péguy l'était plus encore contre le haut clergé laïque de Sorbonne, lequel tendait à s'instituer le souffleur de ces mêmes gauches, et au-delà, de l'idéologie de l'État.

État et idéologie démocratiques, dira-t-on. Et alors ? Au début de 1902, déjà, Péguy considérait le parlementarisme électoral comme une *« maladie »*, et le suffrage universel comme une *« prostitution »*. Au demeurant, *« d'être peuple, il n'y a encore que ça qui permette de n'être pas démocrate »*, lançait-il, en 1910, dans *Victor-Marie, comte Hugo*. Jeanne d'Arc, les cathédrales, le soldat français, voilà ce qui, désormais, lui importait. *« Il n'y a rien à faire à cela. Et il n'y a rien à dire,* répétait-il. *Le soldat mesure la quantité de terre où on parle une langue, où règnent des mœurs, un esprit, une âme, un culte, une race. Le soldat mesure la quantité de terre où une âme peut respirer. Le soldat mesure la quantité de terre où un peuple ne meurt pas. »* Il préparait son sacrifice.

MICHEL TODA

*** Michel Toda a publié à La Table Ronde, *Henri Massis, un témoin de la droite intellectuelle* (1987).**

ERNEST RENAN



Roger-Viollet

Ernest Renan naît à Tréguier (Côtes-du-Nord) le 23 février 1823 dans une famille de paysans et de marins. L'enfant a cinq ans quand son père disparaît en mer. À l'école religieuse de Tréguier, il se révèle exceptionnellement brillant. Aussi obtient-il une bourse au séminaire Saint-Nicolas-du-Chardonnet à Paris. Il apprend l'hébreu, le syriaque, le chaldéen, le latin, le grec et l'arabe. Il s'enthousiasme aussi pour la philosophie de Hegel qui le détourne peu à peu de la foi. Tirant les conséquences de cette évolution, il quitte le séminaire en 1845. Reçu premier à l'agrégation de philosophie en 1848, il écrit plusieurs ouvrages, notamment une *Histoire générale et système comparé des langues sémitiques* (1855). Dans ce livre, Renan établit un rapport étroit entre les religions et leurs racines ethnico-géographiques, thèse qu'il développera en 1862 dans son discours d'ouverture au Collège de France, opposant le « psychisme du désert » des peuples sémites (*« Le désert est monothéiste »*) au « psychisme de la forêt » des Indo-Européens, dont le polythéisme paraît modelé par une nature changeante et la diversité des saisons.

En 1860, chargé d'une mission archéologique en Phénicie, il commence à écrire sa *Vie de Jésus*, étudiée d'un point de vue purement historique. Il y montre une admiration sincère pour l'homme Jésus, mais lui dénie toute divinité. Le livre fait scandale lors de sa publication en 1863.

La notoriété littéraire de Renan et les vives attaques lancées contre lui par les milieux catholiques les plus traditionnels feront de lui l'un des monstres sacrés d'une IIIe République anticléricale. À sa mort, en octobre 1892, des funérailles officielles lui sont consacrées, tandis que la presse catholique traduit en termes violents la répulsion que n'a pas cessé de lui inspirer l'auteur de *La Vie de Jésus*.

Personne ne semble alors se souvenir des pages percutantes de *La Réforme intellectuelle et morale de la France*, ouvrage de maturité, écrit en 1871, au lendemain de la défaite et de la Commune. Ce livre est un implacable réquisitoire contre la démocratie bourgeoise à laquelle Renan oppose les valeurs de l'ancienne monarchie héréditaire et celles de la noblesse d'épée, dont la Prusse victorieuse de son temps semble être la dernière incarnation. Esprit pacifique et tolérant, Renan développe dans *La Réforme* une apologie des vertus guerrières opposées à la fatale médiocrité d'une société subordonnée à l'argent.

DU DREYFUSISME À SON CONTRAIRE

Le fond de l'Affaire

PAR JÉRÔME ET JEAN THARAUD

Tout commence à la fin de 1894. Une simple affaire d'espionnage, compliquée d'un imbroglio judiciaire, devient l'Affaire. La France se partage et se déchire en deux camps irréductibles, les dreyfusards et les antidreyfusards. Les premiers voient dans l'Affaire l'occasion de briser l'armée, citadelle de la réaction. Les seconds défendent cette même armée, symbole de la patrie et instrument de la Revanche. Récit vécu par deux témoins partagés.


Roger-Viollet

L'affaire Dreyfus : « un débat sans issue où les braves gens en étaient réduits à applaudir l'injustice et les plus avides à se réclamer de la générosité ». (Roger Nimier, Le Grand d'Espagne, *La Table Ronde, 1950).*



Les frères Tharaud à leur table de travail. Leurs dons journalistiques étaient servis par une ample culture historique. Ils écrivaient à deux mains, mais à la première personne du singulier.

Nous autres, jeunes doctrinaires, dans les couloirs de l'École normale supérieure, goûtions l'enivrement de penser en troupeau... On était en pleine affaire Dreyfus. Les articles de Jaurès nous apportaient, tous les matins, quelque raison nouvelle d'exalter nos fureurs contre les militaires. Et Barrès nous exaspérait par la fermeté froide avec laquelle il s'en tenait à un point de vue simple qui, de tous ceux qu'il aurait pu choisir, nous semblait le plus irritant. Il ne se donnait même pas la peine d'étudier le dossier. Il acceptait purement et simplement le jugement qui condamnait Dreyfus, parce que ce jugement avait été rendu dans les formes légales. Rien ne pouvait irriter davantage de jeunes intellectuels comme nous, épris de critique et d'absolu. Comment reconnaître pour valable une procédure où tout apparaissait imbécile ou criminel ? Barrès nous traitait d'animaux décervelés qui entretenions dans le pays une agitation pernicieuse. Mais pour juger si une idée était bonne ou mauvaise, fallait-il s'inquiéter de savoir si elle favorisait ou non l'unité nationale ? Il nous accusait encore d'être les dupes ou les complices de l'étranger du dehors et de l'étranger du dedans, juifs et protestants qui menaient cette affaire et qui, à ses yeux, n'étaient pas des Français de race pure. Mais qu'est-ce que c'était que la race, cette idole, ce Moloch au nom duquel on exigeait le sacrifice d'un innocent ?

Et nous autres, nous ne pensions pas être des Français inférieurs, en opposant à cette idée de race, étriquée et jalouse, celle d'un monde où la volonté finirait par avoir raison des haines ataviques et de l'instinct.

En quittant l'École normale, j'avais été nommé lecteur à l'université de Budapest, et quatre ans de séjour là-bas et de vagabondageà travers l'Europe centrale m'avaient donné à réfléchir. Il ne m'avait pas fallu quatre ans pour voir qu'à l'étranger tout le monde prenait parti pour Dreyfus, mais qu'aucun de ces peuples, qui nous reprochaient si aigrement de nous laisser conduire par notre caste militaire et de sacrifier au plus étroit chauvinisme, n'aurait laissé se développer chez lui une affaire si pernicieuse. Je restais toujours convaincu de l'innocence de Dreyfus, mais au milieu de gens qui acceptaient si facilement pour nous ce qu'ils n'auraient jamais accepté

LE RETOURNEMENT DE PÉGUY



Péguy si ardent dreyfusard, le dernier dreyfusard (il est mort emportant dans son cœur cette affaire vieille de vingt ans, comme une chose toujours actuelle et vivante), lui-même était alors très dégoûté de ses anciens amis, et de Jaurès en particulier. Le changement s'était accompli en constatant au jour le jour que les ambitions et les rancunes du dreyfusisme triomphant (ruée de nos meilleurs camarades vers les prébendes et les places, fiches et délations dans l'armée, expulsion des congrégations, socialisme de grève, de bras croisés, comme il disait, et d'horreur du travail, reniement sans vergogne des vertus de la France ancienne et de son vieux faubourg d'Orléans), en constatant au jour le jour que tout cela était à l'opposé des sentiments mystiques qu'il avait portés dans l'Affaire. Il n'en était pas encore à déclarer tout de go à Barrès, dont je me rappelle l'étonnement, et qui fut même un peu scandalisé de se voir précipité si vite, d'une main amicale, dans le camp des vieillards : *« Vous êtes notre patriarche ! »* mais déjà il lui savait gré de défendre, contre Jaurès et la démagogie, des choses que lui, Péguy, avait aimées dans son enfance, qu'il avait paru peut-être un jour cesser d'aimer, et vers lesquelles, comme moi, il se tournait avec une tendresse plus vive maintenant qu'il les sentait menacées...

JÉRÔME ET JEAN THARAUD

***Mes années chez Barrès*, Plon, 1928.**

pour eux-mêmes, comment ne pas défendre les raisons de ceux qui, en France, plaçaient au-dessus de l'innocence ou de la culpabilité d'un homme les intérêts de tout un peuple. Tandis que mes anciens camarades prenaient, avec le succès, un ton de plus en plus arrogant, et se félicitaient que l'Affaire aboutît à l'affaiblissement de beaucoup de choses qu'ils détestaient, j'éprouvais au contraire, au fond de mon exil, le sentiment qu'elle était déplorable, parce qu'elle détruisait chez nous des valeurs matérielles et morales qui, dans l'Europe que j'avais sous les yeux, si puissamment organisée sur la discipline et la force, nous étaient, à nous aussi, nécessaires.

À distance, nos discussions d'autrefois sur la race me semblaient bien superflues. Que notre race fût pure ou qu'elle fût le produit le plus composite du monde, le problème n'était pas là. Quand je me promenais en Europe, je sentais terriblement menacés cette unité ou ce mélange que je portais en moi, et que par défaillance cérébrale, comme disait Lucien Herr, orgueil stupide ou haine de ce qui était différent, je préférais à tout autre.

À mon retour à Paris, l'Affaire était finie, juridiquement du moins, mais elle continuait de développer ses effets avec une virulence qui montrait bien que Dreyfus n'avait été qu'un symbole, et que derrière son procès se débattait un tout autre procès, où la question en litige était une certaine conception de la France que les uns entendaient détruire et les autres conserver. Je ne reniais rien de moi-même. Il m'eût été bien impossible de n'avoir pas été ce que j'avais été. Mais je m'habituais à penser que ceux que leur tempérament, ou leur philosophie, avait portés du côté opposé à celui où je m'étais engagé, n'étaient pas nécessairement, comme je l'avais pensé naguère, stupides ou de mauvaise foi.

JÉRÔME ET JEAN THARAUD
Mes années chez Barrès, Plon, 1928.

*** Ernest Tharaud dit Jérôme (1874-1953) et Charles dit Jean (1877-1952) inaugurèrent leur collaboration littéraire en 1898. Jusqu'à cette date, Jérôme, ancien condisciple de Péguy, avait été lecteur à l'université de Budapest. Peu après, Jean devint secrétaire de Barrès. On leur doit une série de livres remarquables sur l'Europe centrale et le Moyen-Orient qui associent la forme du reportage journalistique à l'érudition historique. Jérôme entra à l'Académie française en 1938 et Jean en 1946.**

ERNEST PSICHARI OU L'APPEL DES ARMES



Roger-Viollet

Quand il est tué en août 1914, le lieutenant Ernest Psichari est l'un des princes de la jeunesse. Petit-fils de Renan, fils d'un fantasque professeur de grec à l'École des Hautes Études, le jeune officier a publié plusieurs romans à succès, notamment *L'Appel des armes* que Raoul Girardet apprécie comme *« l'un des premiers témoignages de ce qu'il convient d'appeler la sensibilité pré-fasciste »* (1).

La vocation militaire, chez Psichari comme chez le capitaine Nangis, héros de *L'Appel des armes*, est né du refus des idées exprimées par le milieu de la bourgeoisie intellectuelle dreyfusienne de sa jeunesse. Son engagement dans l'armée a le sens d'une rupture brutale avec ce milieu. L'armée n'a pas à se légitimer autrement qu'en demeurant dans toute son intégrité face aux bassesses et aux compromissions du monde contemporain, *« une grande force du passé* [...] *L'armée comporte en elle-même sa morale, sa loi et sa mystique. Et ce n'est ni la morale ni la mystique de la nation... »*

Dans le métier des armes, c'est bien en effet une morale et une mystique que recherche Psichari. *« Avec plus de foi,* dira Nangis, *je serais entré au cloître. Mais aujourd'hui les cloîtres servent de musées... »* La tentation du cloître viendra plus tard pour Psichari, peu avant sa mort au combat.

Son héros, lui, reste étranger à la foi. Ce qu'il demande à l'armée c'est ce que *« tant de jeunes hommes du nouveau siècle vont bientôt demander à la guerre, à la révolution, à l'aventure politique : l'engagement total, la répudiation des règles de la sécurité bourgeoise, le risque volontairement affronté, la violence intransigeante et lucide, et ce pur et dur compagnonnage d'armes, cette fraternelle amitié d'hommes qui unit entre eux les camarades d'un même combat ».*

Le destin d'Ernest Psichari illustre le brusque retournement – pour ne pas dire la conversion – qui saisit une partie des jeunes élites françaises entre 1900 et 1910. Retournement provoqué par le sectarisme dreyfusard et combiste, mais aussi préparé par un véritable renouveau intellectuel et spirituel. Au pacifisme succéda la fierté nationale, au « culte du moi » celui de la communauté enracinée, au rationalisme la ferveur des sentiments. Retournement, dont Charles Péguy, ami de Psichari, sera l'exemple achevé.

GUY CHAMBARLAC

---

(1) *La société militaire dans la France contemporaine*, Plon, 1953, p. 307.

L'AFFAIRE DREYFUS

Tout commence à la fin septembre 1894, lorsque le Service des renseignements de l'armée intercepte une lettre (le « bordereau ») adressée à l'attaché militaire allemand en poste à Paris : on y annonce l'envoi de documents confidentiels intéressant la Défense nationale. D'où, aussitôt, une enquête, qui oriente ses recherches vers les quelques officiers informés de l'État-Major. À cause d'une similitude entre les écritures, les soupçons se portent sur le capitaine Alfred Dreyfus, lequel est arrêté le 15 octobre. Traduit en Conseil de guerre, Dreyfus, reconnu coupable à l'unanimité, est condamné, le 22 décembre, à la déportation à vie dans une enceinte fortifiée.

C'est seulement en juillet 1897 qu'un important personnage, le sénateur Scheurer-Kestner, commence à proclamer l'innocence de l'ex-capitaine. De son côté, le frère de ce dernier, Mathieu Dreyfus, n'avait cessé, dès le premier jour, de travailler à la cause de la révision : consultations d'experts de tous les pays, démarches multiples, financement d'une brochure de Bernard Lazare, parue à Bruxelles le 6 novembre 1896. Cette campagne débutante va bientôt recevoir le soutien inattendu du lieutenant-colonel Picquart, nouveau chef du Service des renseignements depuis juillet 1895, mais rapidement écarté de ses fonctions, et dont les soupçons se sont portés sur une certain commandant Esterhazy, destinataire suspect d'une carte-télégramme (connue plus tard sous le nom de « petit-bleu ») émanant de l'ambassade d'Allemagne.

L'affaire, cette fois, est lancée, qui déchaîne un torrent de passions sans commune mesure avec le fond du débat. Hormis quelques naïfs, révoltés par le sentiment d'une injustice, les dreyfusards (même antisémites, tel Urbain Gohier) voient dans cette crise l'occasion d'humilier l'armée, considérée comme une citadelle de la réaction et du cléricalisme. Les antidreyfusards, eux, défendent en cette même armée le symbole de la patrie, dont l'ébranlement ne peut que servir les desseins germaniques.



Roger-Viollet

« Le capitaine Dreyfus est un bien plus grand capitaine que le capitaine Bonaparte : il a conquis la France et il l'a gardée. »
Céline, Bagatelles pour un massacre, *1937.*

Lors du procès d'Esterhazy, en janvier 1898, les trois experts commis déclarent formellement que son écriture n'est pas celle du bordereau. De plus, il paraît impossible qu'un simple chef de bataillon ait pu connaître les secrets militaires livrés. Ce qui n'empêche pas Émile Zola, dans une lettre ouverte au président de la République (« J'accuse »), publiée le 13 janvier dans *L'Aurore*, de protester véhémentement contre l'acquittement d'Esterhazy. En février, le romancier est condamné en Cour d'assises pour « allégations sans preuves », mais l'affaire est désormais entrée dans l'irrationnel médiatique...

À la suite de toutes sortes de péripéties, la tension atteint son paroxysme avec le suicide, dans sa cellule du Mont-Valérien, du lieutenant-colonel Henry, le 31 août 1898. Cet officier a avoué avoir fabriqué une fausse lettre, en novembre 1896, pour convaincre ses chefs de la culpabilité de Dreyfus, au moment où Picquart, lui, tentait de les persuader de son innocence. La presse dreyfusarde exulte. On s'achemine vers une révision du procès. Le 3 juin 1899, la Cour de cassation annule le verdict de 1894 : la cause est renvoyée devant un nouveau Conseil de guerre.

Ce deuxième procès s'ouvre à Rennes le 7 août 1899, sous le gouvernement Waldeck-Rousseau, dit de « défense républicaine », acquis à la révision. L'affaire y est déballée tout entière, et les débats sont contradictoires. Le 9 septembre, Dreyfus est à nouveau déclaré coupable par cinq voix contre deux, mais on lui reconnaît des « circonstances atténuantes »... Il sollicite alors et obtient la grâce présidentielle.

Finalement, la Cour de cassation, par un arrêt en date du 12 juillet 1906, devait révoquer le jugement du Conseil de guerre de Rennes, et affirmer que la condamnation portée contre Alfred Dreyfus avait été prononcée « à tort ». L'affaire en resterait là, sans preuve explicite d'innocence, d'autant que la Cour, dérogeant à la loi, esquivait tout renvoi à un troisième tribunal. Mais elle avait cessé depuis longtemps d'être judiciaire pour devenir politique et médiatique.

HÉLÈNE MONTEL

CHARLES MAURRAS

Le maître d'Action française

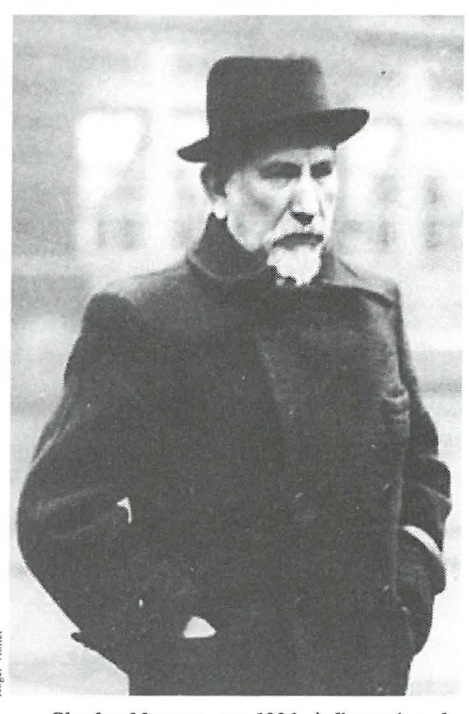
PAR ÉRIC VATRÉ

On a dit de lui qu'il fut le Karl Marx du nationalisme. Son influence intellectuelle en France et hors de France fut considérable. Proust et Malraux, Mauriac et de Gaulle, Drieu La Rochelle et Montherlant se sont un temps réclamés de lui. Épris de culture antique, marqué par le positivisme, il devint royaliste par raisonnement plus que par sentiment. Cuirassé dans ses vérités, soutenu par un tempérament intrépide et obstiné, il ne déposa jamais les armes, suscitant autant de haines que de fidélités. Découverte d'un destin d'exception.

« J'aimais que l'Action francaise même, au lieu de se vouloir homogène, eût plaisir à cultiver ses différences et que Léon Daudet prît la parole au Vel' d'Hiv' pour déclarer : *"En dehors de la question nationale nous avons à l'AF des goûts différents en art, en science, en littérature, en cuisine.* (1)" : Jacques Laurent témoigne par là que la parole, à l'Action française, fut polyphonique quand bien même le maître de chœur incontesté se nommât Charles Maurras. Lequel récapitule l'histoire du royalisme francais au XX[e] siècle. Sur fond de rébellion, de non-conformisme, de refus des valeurs établies.

De l'aventure personnelle au cheminement politique, l'imbrication est totale : Maurras affronte sa vie durant « les puissances du Mal ». D'une détresse surmontée, il déduira les principes du salut public.

Le drame se noue a treize ans et demi, en 1882. Au tableau noir du collège du Sacré-Cœur d'Aix-en-Provence, l'élève Maurras ne distingue plus les propos du maître. Surdité foudroyante. À qui concevait une carrière d'officier de marine, la fatalité réserve le sort d'un infirme. La révolte est totale ; la foi culbutée. Tentative de suicide à une espagnolette (2). Certitude d'être devenu « un monstre ». Kant, Hume, Schopenhauer confirment ce solitaire dans sa dérision.


Roger-Viollet

Charles Maurras, en 1936, à l'occasion de ses innombrables démêlés avec la justice. Vieillard intrépide et obstiné, rien ne pourra le faire dévier des choix dictés par une pensée inébranlable.

Suit une résignation agressive, un agnosticisme tenace que ne corrigent ni la lecture de Pascal ni la direction spirituelle de l'abbé Penon, ami de la famille. Dans sa quête ontologique, le jeune Maurras est aux prises avec l'anarchisme moral. La mort du père, Jean, percepteur des impôts, plonge la famille dans la gêne matérielle. Marie Maurras part pour Paris et s'établit rue Cujas.

Dans la « forêt dantesque » de la capitale, le Martégal (natif de Martigues) fréquente hammams et salles d'armes, et s'intéresse à l'occultisme. Surtout, il prend conscience de ses origines provençales et découvre la thématique de l'enracinement. Ses intercesseurs sont Mistral, auteur du *Trésor du Félibrige*, dictionnaire orthographique créant les conditions d'un renouveau culturel occitan, et Barrès qui, en publiant *Sous l'œil des barbares* plaide en faveur de la « patrie psychique ». L'un et l'autre constituent dès lors les révélateurs de la pensée maurrassienne.

En contrepoint, Maurras entreprend la cri-



Roger-Viollet

Charles Maurras, le jour de son élection à l'Académie française (9 juin 1938). Il est entouré de gauche à droite par Georges Calzant, François de Lassus, Léon Daudet, Maurice Pujo, Henri Massis et Georges Gaudy.

tique raisonnée du romantisme comme on se délivre d'une sujétion pernicieuse. Critique non pas esthétique mais métaphysique ; refus du désenchantement baudelairien et de son idéal torturant. Aux côtés de Raymond de La Tailhède et de Jean Moréas, il favorise l'École romane et classique.

Du nihilisme au royalisme

C'est au clérical *Observateur francais* qu'il porte ses premiers articles – des critiques littéraires – puis à la *Gazette de France* (légitimiste) et au *Soleil* (orléaniste).

C'est alors *« un garçon petit, brun, rapide dans ses mouvements »* qui fait grand cas d'Auguste Comte, se dit proche de Jules Lemaître et d'Anatole France, rend une mémorable visite à Taine, dénonce le naturalisme d'un Zola, moque les complications d'un Mallarmé et lance dans le salon de Mme de Caillavet : *« Je me sens nihiliste. »*

L'affaire Dreyfus éclate en 1894. Maurras, à l'instar de Barrès, Valéry, Gide, prend position contre *« les contempteurs et destructeurs de l'armée »*. Mais le capitaine Dreyfus se trouve bientôt *« absent de sa propre affaire »* selon le mot d'Arthur Meyer, directeur du *Gaulois*. Résumant la situation, Pierre Boutang note : *« Les deux* accusés *sont Dreyfus et la société francaise. »* (3) Innocence ou culpabilité, Maurras met en avant l'intérêt supérieur de l'État. Et lance l'idée d'élever Dreyfus au maréchalat tandis que l'on passerait par les armes les agitateurs de tout acabit qui se réclament de lui.

L'époque est aux bombes anarchistes, aux assassinats – le président Carnot, le nationaliste Syveton – ; aux scandales – Panama, les « fiches » concernant les officiers catholiques... Patiemment, Maurras réunit les pièces d'une doctrine. À vingt-six ans, envoyé de la *Gazette*, il part pour Athènes « couvrir » les Jeux olympiques. Une révélation. Celle de l'ordre, de l'équilibre, de l'harmonie. Du berceau de la démocratie, il revient paradoxalement et non moins logiquement royaliste : *« Car la démocratie est justement, dans la construction grecque, l'élément qui cèdera et qui en causera l'effondrement. »*

CHARLES MAURRAS UN HOMME EXPOSÉ

L'affaire Dreyfus, aussi obscure et plus lointaine que l'histoire de Port-Royal, cachait un débat sans issue où les braves gens en étaient réduits à applaudir l'injustice et les plus avides à se réclamer de la générosité. La résistance connaîtra les mêmes difficultés. On sait qu'il s'est agi, dans les deux cas, de la pureté des idées, de l'honnêteté intellectuelle, de l'honneur. On n'ignore pas que ces notions capitales n'ont été que les premiers figurants de la tragédie : un déluge d'événements, d'impostures, de retournements, les ont fait, assez vite, passer au second plan.

Un Maurras servira de mesure à l'action politique, puisqu'il a vécu les deux crises. Son attitude ne variera pas et sera plus nuancée, donc beaucoup plus exposée qu'on ne le pense généralement. Il ne sera pas pour l'emprisonnement de Dreyfus, mais contre les dreyfusards. Il ne sera pas pour les Allemands, mais contre les résistants. Il tient ferme sur cette idée qu'on ne fait pas une guerre civile quand une guerre étrangère est déjà là.

ROGER NIMIER
Le Grand d'Espagne
La Table Ronde, 1950

Vers la conquête du pouvoir médiatique

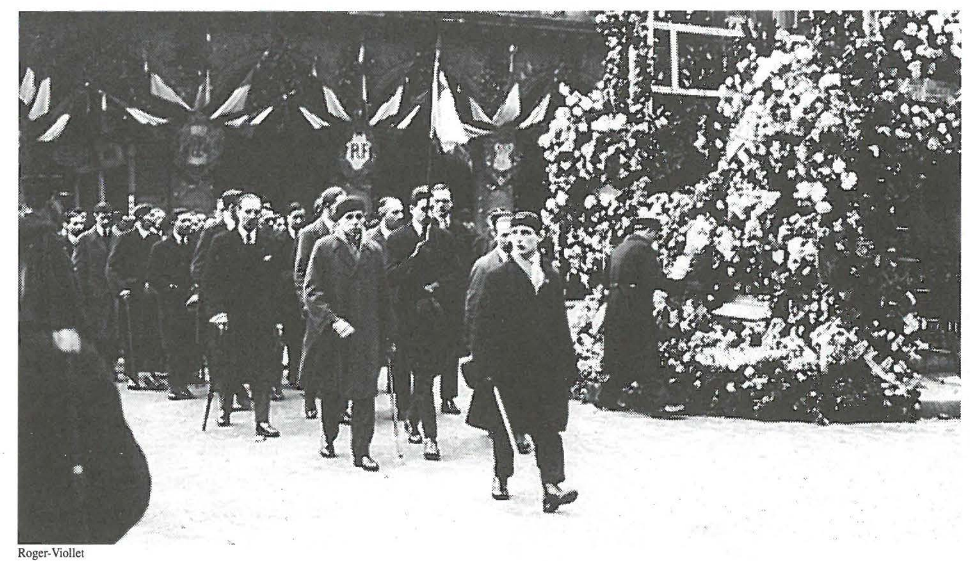
L'axe central ainsi déterminé, Maurras prend langue en 1898 avec un petit groupe animé par Henri Vaugeois et Maurice Pujo, le Comité d'Action francaise, antidreyfusard et (encore) républicain, qui se transforme l'année suivante en Ligue d'Action française.

« Mes projets sont immenses », écrit Maurras à Barrès. Ne rêve-t-il pas de rebâtir la France, celle des « quarante rois », des républiques provinciales, des corps intermédiaires, des corporations ?

Nationaliste? Il agrée le terme avec réticence et non sans méconnaître ce qu'il doit à Fichte. Mais il considère que c'est une misère de la modernité que d'avoir été contraint de *« susciter un état d'esprit nationaliste »* pour défendre la patrie, Au reste, il se veut « nationaliste intégral », opérant le mariage du jacobinisme et de la contre-révolution.

Le Martégal ouvre le siècle en publiant deux essais retentissants : *Enquête sur la monarchie* et *L'Avenir de l'intelligence*. Le premier, un sondage auprès du pays réel, fait selon le duc d'Orléans, *« ressurgir du néant »* l'idée royale. Le second, de dimension prophétique, annonce la mise en tutelle de l'opinion et son corollaire la conquête médiatique du pouvoir.

Au fil des livraisons du *Bulletin* puis de la revue de *L'Action française* (revue grise puis bleue) l'argumentaire maurrassien prend figure de méthode analytique originale. De la révolution de 1789 au sentiment romantique court une même éthique individualiste, Or l'individu n'est rien. Il n'existe que par ses liens avec la famille, le clan, la province, la



Roger-Viollet

Place des Pyramides à Paris, le 10 mai 1926, les « camelots du roi » défilent canne au poing devant la statue de Jeanne d'Arc due à Frémiet. Plusieurs autres statue de l'héroïne nationale ont été sculptées par Maxime Real del Sarte (1888-1954), lui-même « camelot du roi » et combattant héroïque de 1914-1918. Roger Nimier dira qu'avant 1914, les camelots du roi « étaient la première bande révolutionnaire d'Europe » *(*Le Grand d'Espagne*).*

MAURRAS ET LA QUESTION JUIVE

L'antisémitisme allemand procède d'autres principes. Je les définirais un antisémitisme de peau, mais comme il convient à l'esprit germain, dûment maximé, théorisé, généralisé et qui, formulé comme une doctrine absolue et pour l'éternité, est congrûment déduit de l'*Essai sur l'inégalité des races humaines* de Gobineau.

Cher Gobineau ! une de nos vieilles têtes de Turc. Vers 1900 ou 1901, M. Robert Dreyfus (je crois ne pas me tromper de prénom) s'était mis en tête de nous refiler Gobineau qui lui paraissait convenir *grosso modo* à nos idées et à nos tendances.

Nous lui dîmes : non, pas de çà. Nous ne voulons pas d'un Rousseau philosophe de la plèbe, nous voulons encore moins d'un Rousseau gentilhomme. Tenant l'égalité des races pour un triste bobard, nous n'en sommes point à tirer d'un phénomène aussi complexe les déductions simplistes des Gobineau-Verrein qui empoisonnent l'Allemagne depuis cinquante ou soixante ans. Déduire l'antisémitisme de la structure du sang juif, du nez juif, c'est intervertir purement et simplement l'ordre des facteurs historiques et sociaux : au juste c'est substituer une pseudo-science arbitraire et toute en chiqué à la ferme prudence de notre empirisme organisateur.

L'Action Française, 27 octobre 1930.

profession, l'histoire. Il est un héritier. Dans un deuxième temps, Maurras croit à la nécessaire relégation des appareils partisans afin que le souverain puisse réguler la vie publique. Enfin, la renaissance provinciale des libertés concrètes appelle la décentralisation, seulement viable sous un État fort.

Du Café de Flore rayonne une *« aura de vitalité, de volonté, de violence mal contenue »*. En sorte que le prudent Jaurès avertit les siens : *« Ne discutez jamais avec Maurras ! »* C'est alors qu'un brillant premier cercle se réunit qui comprend entre autres Léon Daudet et Jacques Bainville. Origines politiques et sensibilités distinctes, mais tous deux « convertis ». Un don providentiel de Mme de Loynes et le désintéressement de la bénéficiaire, Mme Léon Daudet, autorisent la création d'un journal royaliste quotidien. Le samedi 21 mars 1908 paraît le premier numéro de *L'Action française*, espace où Proust prendra *« une cure d'altitude mentale »*.

Le journal et les Camelots du roi

Débuts naturellement difficiles : *« Entreprise absurde,* jette Barrès. *Elle ne durera pas six mois ! »* Henri Rochefort lance en écho à Daudet qui sollicitait sa collaboration : *« Vous êtes fous, vous ne durerez pas trois mois et alors, qu'est-ce que je ferai ? »*. On ne pouvait se tromper davantage. Par sa tenue, sa richesse, l'éclat de sa rédaction, *L'AF* passe, en dépit d'un tirage modeste (4), pour le premier journal de France. Celui que le monde politique épluche fébrilement à l'heure des croissants.

LÉON DAUDET

Le dernier imprécateur ? Le mot est peut-être excessif : nous avons encore des polémistes. Mais leur voix est couverte par le fracas médiatique. En ce sens, on peut dire que Léon Daudet aura été le dernier – ou l'un des derniers – parmi les écrivains de combat à pouvoir se faire entendre par toute la société politique de son pays.

Ainsi que le rappelle François Broche, l'homme était d'une rare fécondité. Éditorialiste régulier de *L'Action française*, mais aussi auteur de plus d'une centaine de livres, et dont les essais, moins nombreux que les romans, n'avaient pas moins d'audience et peut-être plus d'intérêt. Ecrivain « engagé » autant qu'on pouvait l'être, et dont la mort dramatique de son fils Philippe – victime selon lui d'une provocation policière – ne fit que fortifier la combativité.

Ce passionné de politique s'intéressait non moins vivement à d'autres domaines. En particulier, à la littérature : s'enthousiasmant pour Proust, Morand, Bernanos et bien d'autres. Ce réactionnaire comprit aussi que Picasso, brocardé avant la dernière guerre de divers côtés, était un grand peintre.

En revanche, on regrette que l'écrivain qui sut se dégager de l'antisémitisme obsessionnel et discerner l'apparition de la race noire dans la vie politique mondiale soit resté figé dans un antigermanisme systématique qui s'est retourné contre ses partisans : le mouvement hitlérien invoqua plus d'une fois cette haine des nationalistes français contre l'Allemagne pour justifier ses propres desseins expansionnistes.

PAUL SÉRANT

François Broche, *Léon Daudet, le dernier imprécateur,* Robert Laffont, 1992.

* Parallèlement à cette biographie studieuse, on peut découvrir avec délectation le vrai Léon Daudet, étincelant, truculent, méchant, définitif et savoureux en diable dans *Souvenirs et Polémiques* (Bouquins/Laffont, 1992) qui réunit onze des meilleurs livres de Daudet intelligemment présentés par Bernard Oudin. 1 400 pages, 180 F. Un régal.

LUCIEN REBATET ET « L'INACTION FRANÇAISE »

Lucien Rebatet (1903-1972), écrivain talentueux et journaliste corrosif, ne céda que tardivement à l'engagement. La littérature, la musique et la peinture furent ses premières ivresses bien avant la politique. Séduit par le ton rebelle de *L'Action française*, il commença d'y écrire en 1929. Cette collaboration dura dix ans, jusqu'en 1940. Il s'en sépara alors pour se vouer à son idée du fascisme. En 1942, Rebatet publiait *Les Décombres*, énorme et fulgurant pamphlet, qui s'en prenait avec fureur à la droite plus encore qu'à la gauche. Ce livre volcanique, où éclate encore l'ancienne admiration pour Charles Maurras, contient les pages les plus violentes écrites contre l'Action française, sur laquelle Rebatet déverse avec une verve drôle et cruelle la hargne du militant floué et de l'amant blessé. Un document incontournable.


Roger-Viollet

« J'avais souvent passé de longues heures plongé dans les collections de *L'AF* d'avant 1914. C'était un incomparable journal, le plus beau sans doute qui se fût jamais imprimé à Paris. Tout y était neuf : la doctrine de la corporation, la revue de la presse imaginée par Maurras, la fermeté du style dans un quotidien, son extraordinaire variété de registre, les chahuts inventifs de ses étudiants. La violence de la langue y faisait un merveilleux ménage avec la violence de la pensée. Un air irrésistible de jeunesse et de joyeuse audace traversait chaque numéro, animait la théorie aussi bien que les blagues des Camelots du roi. L'Action française avait rendu aux idées nationales le charme de la verdeur et de la subversion. [...]

J'avais aimé et admiré l'Action française réprouvée, excommuniée, engueulant les légats, les cardinaux, le pape, renouant après tant d'autres traditions salubres celle de l'éternel anti-cléricalisme gaulois, l'AF des inénarrables et délicieuses campagnes du *« nonce-espion »*, ou des *« partouzes de Monseigneur Ceretti »*, objet d'abomination pour les pères de familles pieuses et les conférenciers de Saint-Vincent-de-Paul. Pour tout dire, mon adhésion définitive à sa politique datait d'un soir lyonnais de 1927, après la Rhénanie, où l'un de mes plus chers compagnons de jeunesse entrant quelques semaines plus tard au noviciat des Jésuites, et qui m'avait durant des années ennuyé par son maurrassisme littéraire et fédéraliste, m'annonça sa rupture avec cette maison que Rome venait de condamner. Nous fûmes ainsi toute une troupe de parpaillots, qui compensions assez bien la dissidence des porteurs de chapelets.

Ces temps de subversion s'achevaient. [...]

Maurras se sentait-il obligé par les origines cléricales de l'Action française, par un système appuyé sur tout l'ordre établi et qui le fit louvoyer si curieusement et habilement entre le refus d'un rôle politique à l'Église et l'affirmation qu'il était vain de construire un édifice politique hors du catholicisme universel ? Sans doute ces scrupules sont-ils entrés pour une forte part dans son cas. Mais Maurras y était porté par sa nature autant que par ses calculs. Je l'ai vu dix ans durant, chaque semaine, exercer sur les rubriques littéraires de son journal une censure aussi comique et vétilleuse que celle de l'abbé Bethléem. Il avait devant Baudelaire, Rimbaud, André Gide ou Proust des répulsions non point seulement esthétiques, mais de vieille demoiselle qu'effarouche une peinture un peu crue du vrai.

Cette disposition n'a pas peu contribué à faire de l'Action française un rassemblement d'abbesses, d'antiques vierges, de dames et de puceaux d'œuvres, de gentilshommes bretons à bottines et sacrés-cœurs, de vieillards qui ont perpétué jusqu'à notre âge la race des ultras et des zouaves pontificaux. Il resterait à savoir de quelle utilité pouvaient bien être ces curieux fossiles de notre paléontologie sociale dans un parti qui se réclamait si volontiers de la subversion.

L'Action française nous avait offert la critique la mieux construite, la plus pertinente, la plus habilement articulée de la démocratie tout entière, hommes, lois, société, éducation, justice. Elle avait surtout, par la pensée de Maurras, relié cette critique à des constantes éternelles de l'humanité et de l'histoire, de la condition véritable des mortels si l'on préfère, dissimulées longtemps sous le fatras du XVIIIe siècle et des romantiques. Ainsi, la tâche antirépublicaine était terminée, les principes égalitaires et libertaires brisés en menus morceaux, leurs racines les plus profondes déterrées jusque dans la pensée de cent illustres bonzes.

C'était un imposant travail. Mais quoi ! Tous les matériaux en existaient épars, bien avant l'Action française. Nous étions des milliers de garçons, antidémocrates de naissance. Sans l'Action française, n'aurions-nous pas fait cette critique nous-mêmes, plus sommairement, mais beaucoup plus pratiquement ?

Cette élite d'une révolution nationale que l'Action française avait indiscutablement groupée, n'était venue à elle que grâce à un quiproquo complet, mais exploité avec virtuosité. Les bacheliers turbulents de 1924 devenus les « fascistes » de 1934, les paysans vendéens, bretons, tourangeaux, alsaciens, provençaux qui vénéraient si naïvement Maurras, les jeunes artisans, les petits ouvriers de Paris qui vendaient gourdin au poing son journal, et montaient la garde de ses maisons, avaient mis à son service une somme admirable de fidélité, de sang. Entre les plus résolus de ses adeptes, il n'en était pas un sur mille qui ne fût convaincu qu'avant l'idéal si lointain de la monarchie, l'Action française ne visât d'abord à la pendaison de la Gueuse, la substitution de l'autoritaire au parlementaire ; que si elle ne pouvait point réaliser ce programme par ses seules forces, elle serait une des pièces maîtresses de cette révolution.

L'Action française avait gaspillé frivolement, laissé tomber ce magnifique levain. Les adolescents de deux générations étaient accourus à elle, débordants de la confiance la plus ingénue, ne demandant qu'à être commandés. A la place de la décision, ils avaient trouvé bientôt l'inertie bavarde et brouillonne, à la place de la discipline, les catégories entre bons et mauvais esprits qui régnaient dans les collèges des Pères dont ils venaient de sortir, – les mauvaises notes désignant immanquablement le talent et la hardiesse – avec toutes les mœurs mouchardes que cela comportait.

LUCIEN REBATET

Les Décombres, Denoël, 1942.

L'ouvrage a fait l'objet d'une réédition qui en préserve l'essentiel, Jean-Jacques Pauvert, Paris, 1976.

Inventeur de la revue de presse, titulaire en une de la rubrique généraliste « la Politique », Maurras adopte pour conduite de tirer un enseignement de chaque événement. Georges Sorel, Édouard Berth suivent le journal de près.

JACQUES BAINVILLE (1879-1936)



Roger-Viollet

Historien par tempérament et non par formation universitaire, il considérait le passé comme une expérience où les hommes pouvaient entrevoir leur avenir. Volontiers voltairien, adepte dès sa jeunesse d'un royalisme raisonneur, il se garda des emportements de son ami Maurras, qu'il admirait sans réserve. Ses vues sociales s'accordaient avec le libéralisme que combattaient ses amis.De 1908 à 1935, il donna presque quotidiennement un article à *L'Action française*, y gagnant une influence considérable qui fut néanmoins sans grand effet sur les décisions des hommes de gouvernement. Dans son livre célèbre, *Les conséquences politiques de la paix* (1919), Bainville désigna vingt ans à l'avance, mais en vain, les fautes diplomatiques majeures qui devaient conduire à la Seconde Guerre mondiale. Il était mort depuis trois ans quand celle-ci éclata. Jean Mondator lui a consacré une biographie, *Jacques Bainville, historien de l'avenir*, publiée en 1984 par France-Empire.

Répondant à la nécessité militante, des organisations d'AF prennent forme : cercles d'études (Cercle Fustel de Coulanges), associations professionnelles et, fer de lance, les Camelots du roi, troupe régie par Pujo aux fins des manifestations, ventes à la criée, distributions de tracts, collages et bagarres en tout genre. S'y coudoient employés, petits bourgeois, agriculteurs, cheminots, fils de famille. De quoi susciter une facon d'être où se mêlent *« la moquerie jubilante, le dévouement et l'amitié »* (5) et (6).

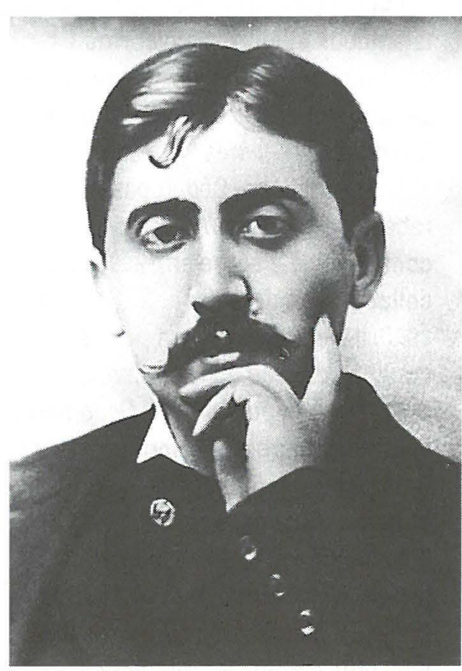
Jusqu'à la Grande Guerre (et bien au-delà), la ligue et le journal combattent l'inertie gouvernementale face au réarmement allemand. Campagnes de presse, publications de *L'Avant-guerre* par Daudet, et de *Kiel et Tanger* par Maurras qui prédit *« 500 000 jeunes Francais couchés, froids, et sanglants sur leur terre mal défendue »*. Sedan et le spectre de la Revanche hanteront durablement l'imaginaire maurrassien. L'Allemagne ? *« Le chien enragé de l'Europe ! »*. Répudiant toute opposition dès 1914, l'AF défend l'union sacrée, traque ceux qui recherchent la paix séparée, notamment Caillaux et Malvy, se range derrière Clemenceau.

Malgré des pertes cruelles (Augustin Cochin, Léon de Montesquiou), l'AF triomphe après la guerre, sinon sur le terrain politique – la République sort renforcée de cette guerre victorieuse –, du moins dans sa capacité d'influence. En atteste l'occupation de la Ruhr (1923) à laquelle Maurras applaudit. Pourtant, dès 1920, Bainville dénonce dans *Les Conséquences politiques de la paix*, les lacunes du traité de Versailles.

Tensions, ruptures, meurtres jalonnent l'entre-deux guerres : une anarchiste, Germaine Berton, tue en 1923 Marius Plateau, président des anciens combattants d'Action francaise. Elle est acquittée en assises. La même année, Philippe Daudet, fils de Léon, meurt dans de mystérieuses conditions. Le pamphlétaire accuse la police et se voit condamné à la prison ferme. Son évasion de la Santé ridiculisera le régime.

Coup de tonnerre en 1926 avec la condamnation par Pie XI du journal et de certaines œuvres littéraires de Maurras. Pendant treize ans, les catholiques d'AF seront réputés pécheurs publics jusqu'à la levée de l'excommunication en 1939 par Pie XII.

Le 6 février 1934, l'insurrection soulève la capitale, les droites sont dans la rue mais Maurras ne délivre aucune consigne précise ; *Les Décombres* de Rebatet rapporteront verte-



Roger-Viollet

En 1921, Marcel Proust dédie *Le côté de Guermantes* à Léon Daudet. La même année, dans sa préface à *Tendres stocks* de Paul Morand, il invoque : *« Mes maîtres, MM. Léon Daudet et Charles Maurras… »*

UN HOMMAGE UNITAIRE

Si beaucoup de ses disciples reprochèrent à Maurras de ne pas avoir l'âme d'un chef, du moins faut-il lui reconnaître des capacités de rassembleur. À son insu, sans doute. Car le 8 juillet 1937, lorsque le maître de Martigues est libéré de prison, la droite unie se rassemble au Vélodrome d'Hiver, sous la présidence d'honneur de la maréchale Joffre, pour lui rendre hommage. Se côtoient ainsi à la tribune : Charles Trochu, patron du Front national, Léon Bailby, directeur du quotidien *Le Jour*, Lucien Romier, rédacteur en chef du *Figaro*, Louis Marin, président de la Fédération républicaine, les académiciens André Bellessort et Abel Bonnard, le physicien Georges Claude, les députés Pierre Taittinger, Xavier Vallat, Frédéric-Dupont, Tixier-Vignancour, et bien d'autres encore. Une exception notable : le colonel de La Rocque, farouchement hostile aux manifestations unitaires des mouvements nationaux ou nationalistes.



Collection Philippe Vilgier

Collègue de Léon Daudet, et membre du même groupe que lui dans la Chambre « bleu horizon » (1919-1924), Xavier Vallat, en sa qualité d'avocat, assista le dirigeant royaliste au cours du long et douloureux procès qui suivit la mort étrange de son fils Philippe. Héroïque combattant de la Grande Guerre, député de l'Ardèche de 1919 à 1940 (sauf une interruption entre 1924 et 1928), Vallat sera, au Parlement, l'un des plus éloquents porte-parole de la droite traditionaliste. Il allait être également, avec Philippe Henriot, député de la Gironde, et Jean Le Cour Grandmaison, député de la Loire-Inférieure, l'animateur inlassable de la Fédération nationale catholique du général de Castelnau.

ment la désillusion de nombreux Camelots. Deux ans plus tard, lors des obsèques de Jacques Bainville, différentes maladresses (ou provocations policières) amènent la dissolution de la ligue et des Camelots du roi. Brochant sur le tout, le comte de Paris signifie publiquement son désaveu.

Imperturbable et jamais désespéré

En contrepoint, la trame du mouvement maurrassien souffre d'une longue dissidence où se succèdent les noms de Georges Valois, Louis Dimier, Jacques Maritain, Bernanos et, ultérieurement, Brasillach, Maulnier, Rebatet, Claude Roy. Liste non exhaustive, cohorte symbolique des courants centrifuges propres à toute centrale idéologique.

Imperturbable, Maurras poursuit son labeur rédactionnel, insoucieux des menaces, agressions, procès, emprisonnements. De proche en proche, la crise de Munich se lève à l'horizon de la politique européenne. Partisan de la paix parce que convaincu de l'infériorité de notre armement et de la nécessité de temporiser, Maurras, la guerre déclarée, ralliera sans hésitation le maréchal Pétain : *« Je soutiens Pétain comme j'ai soutenu tous les gouvernements pendant la guerre de 1914-1918 ».*

À ceux qui l'inciteront à suspendre la publication du journal lors de l'invasion de la zone sud, il objectera *« l'acte de foi dans* [les] *réserves morales qui peuvent rassembler les ressources de l'avenir ».*

Absurdement condamné pour « intelligence avec l'ennemi », Maurras accomplira sept ans et sept mois de réclusion entre la prison de Riom, la centrale de Clairvaux et la clinique Saint-Symphorien-lès-Tours. Il écrit alors le plus saisissant de ses poèmes, *La Prière de la fin*, et s'endort réconcilié dans le Christ le 16 novembre 1952 *« entre les bras de l'Espérance et de l'Amour ».*

ÉRIC VATRÉ

Éric Vatré a publié un essai, *Charles Maurras, un itinéraire spirituel* (Nouvelles Éditions Latines, 1978) et une biographie *Léon Daudet ou le libre réactionnaire* (France Empire, 1987). En préparation, *Enquête sur la Tradition catholique.

---

(1) Jacques Laurent : *Histoire égoïste,* La Table ronde. 1976. p. 126.

(2) Ses doubles littéraires, Octave de Fontclare, héros du conte *La Bonne Mort,* et Denys Talon dans *Le Mont de Saturne,* opteront pour le même choix.

(3) Pierre Boutang : *Maurras, la destinée et l'œuvre,* Plon, 1984, p. 17.

(4) « *l'Action francaise,* même au moment de son apogée, vers la fin de l'été 1926, n'atteignit jamais les 100 000 exemplaires ». Eugen Weber : *L'Action francaise,* Stock, 1962, p. 211.

(5) Pierre Monnier : *À l'ombre des grandes têtes molles,* La Table Ronde, 1987, p. 17.

(6) « En 1925, les étudiants d'Action francaise animaient 26 groupes d'étudiants, 28 groupes dans les lycées, avec deux mille deux cents membres, rien qu'à Paris ». Eugen Weber : *op. cit,* p. 209.

LES LIMITES DE LA FRANCE SEULE

De la guerre de 14-18, j'avais rapporté le sentiment d'avoir participé à une énorme stupidité, dont les facteurs les plus redoutables se nommaient la haine et le mensonge. Derrière les soldats qui se battaient loyalement, il y avait des gens qui trichaient, en se servant d'institutions funestes. Le monstrueux acharnement des hommes de partis, en Europe occidentale, avait à la fin provoqué l'effondrement des empires, armature de l'équilibre continental, et suscité en Europe orientale une puissance de subversion universelle contre laquelle il serait bien malaisé de se prémunir. Je cherchais dans la tradition modernisée – en fonction de la médiocre civilisation bourgeoise – les sources d'une énergie nouvelle, orientée vers la restauration de l'esprit européen et la défense de la paix.

Les principes auxquels j'aspirais, n'étaient-ce pas ceux qui se déduisaient de *Mes idées politiques*, que prolongeait le *Dictionnaire politique* et que confirmaient bien d'autres ouvrages ?

Leurs seuls défauts, à mes yeux : négliger le problème social, auquel suppléait une doctrine corporative peu convaincante ; céder au nationalisme (d'origine jacobine) un espace qui fut promptement occupé par ce que Maurras appelait la *« reine de France »* à savoir, le rêve militaire de la Revanche.

Le système maurrassien tendait à stabiliser nos vieilles nations, que n'avaient cessé d'ébranler les répercussions de la Révolution française, mais ce dessein se heurtait chez Maurras à la plus absurde germanophobie. L'esprit jacobin lui avait été transmis, malgré qu'il en eût, par ce qu'on taxa, vers 1890, de nationalisme, dont le nom même, qualifié d'« intégral », avait servi de passeport à l'école monarchiste.

Pourtant rien de solide ni de raisonnable ne saurait remplacer la magnifique construction intellectuelle qu'avait édifiée l'Action française et vers laquelle se dirigeait silencieusement, au début du siècle, une foule d'esprits libres.

ROBERT POULET

Des femmes d'influence

PAR ALAIN SANDERS

Elles font et défont les réputations. On se presse dans leurs salons. On quête leurs faveurs et parfois leur argent. On répète leurs bons mots. On écoute leurs conseils. On se fie à leur intuition. On subit leur séduction. Ce sont les femmes d'influence, belles égéries de la droite du temps jadis.

Sans elle, peut-être, n'y aurait-il pas eu d'affaire Boulanger. La duchesse d'Uzès en fut l'un des inspiratrices et surtout le grand mécène nullement désintéressé. Elle finança de bout en bout l'aventure dans l'espoir que le beau général restaurerait la monarchie.

Par son père, Louis de Rochechouart, comte de Mortemart, la duchesse d'Uzès descendait d'une des plus nobles et des plus anciennes familles de France. Par sa mère, Marie-Caroline de Chevigné, elle héritait tout à la fois d'une pure tradition vendéenne et d'une des plus grosses fortunes du temps, léguée par sa grand-mère, la célèbre veuve Cliquot, dont le champagne avait conquis le monde entier.

À 19 ans, la toute jolie Anne de Mortemart, chevelure brune et regard bleu, était l'un des plus beaux partis de France. Parmi un escadron de prétendants, elle choisit par inclination Jacques de Crussol, duc d'Uzès, lieutenant au 3e hussards, futur député du Gard à l'Assemblée de 1871. Par chance, lui aussi un beau parti. Il était riche et de grande noblesse. Le mariage fut célébré en 1867. Il fut heureux, donna le jour à trois garçons, mais finit tragiquement, en 1878, par la mort brutale de l'époux, des suites d'un accident de chasse.

À 31 ans, Anne se retrouvait veuve. Elle ne devait plus jamais quitter ses vêtements de



Collection Patrick de Gmeline

Anne de Mortemart, duchesse d'Uzès (1847-1933). Monarchistede tradition, elle sacrifia son immense fortune à sa passion de la chasse et plus encore au service de ses idées.



Roger-Viollet

Louise Michel (1830-1905), anarchiste et communarde au grand cœur, amie de la duchesse d'Uzès.

deuil, même pour chasser à courre, sa grande passion. À 86 ans, en 1933, année de sa mort, elle courait encore le cerf chaque semaine en forêt de Rambouillet !

Tous ceux qui l'ont connue ont été séduits et impressionnés par la personnalité fière et indépendante de la duchesse d'Uzès. Elle détestait les conventions et les vanités de son milieu, se moquant ouvertement des mondanités dorées du Faubourg Saint-Germain, qui fascinait tant Marcel Proust avant 1914. Libre de ses jugements et de ses amitiés, profondément artiste, elle resta fidèle à ses idées alors que l'époque incitait à en changer.

Cette grande dame, monarchiste de tradition, entretiendra plusieurs années des relations amicales avec la révolutionnaire Louise Michel, l'indomptable « Vierge rouge » de la Commune, déportée en Nouvelle-Calédonie, anarchiste de grande race, poursuivie jusqu'à sa mort par la vindicte de la république bourgeoise. Les deux femmes se verront, s'écriront, échangeront des poèmes. Anne d'Uzès sera souvent secourable à son amie, aidant aussi nombre de malheureux qu'elle lui recommandait. Ainsi apportera-t-elle son soutien à l'enfant de l'anarchiste Auguste Vaillant après que celui-ci eut été guillotiné en février 1894 pour avoir lancé deux mois plus tôt une bombe à la Chambre des députés, qui avait fait plus de bruit que de mal.

Elle mourra ruinée pour avoir tout donné à la chasse mais plus encore à la charité et à ses idées. Après son veuvage, Anne d'Uzès ne cessa de lutter de ses deniers et de sa personne contre la misère, les taudis, mais aussi contre le sort cruel ou injuste fait à beaucoup de femmes. La duchesse d'extrême droite ne se contentait pas de sympathiser avec les anarchistes, elle était féministe décidée.

Ce fut un beau scandale quand on découvrit, le 18 janvier 1894, sur tous les murs de Paris, la revendication des droits de la femme qu'elle venait de signer avec Jeanne Schmahl et Juliette Adam ! Ce n'était pas caprice fugace. Au cours des années suivantes, Anne appuiera constamment le mouvement féministe, et créera en 1909 l'Union française pour le suffrage de femmes, dont elle deviendra plus tard la présidente. En 1928, alors que le Sénat se prononce une fois de plus contre le droit de vote des femmes, la suffragette de 80 ans publie ce communiqué vengeur : *« Ont-ils pensé, ces sénateurs, qu'ils voulaient nous rendre inférieures aux Négresses elles-mêmes, puisque dans les colonies anglaises, les Négresses votent ! »*

Le trésor de guerre du général Boulanger

Mais la duchesse d'Uzès était encore dans tout l'éclat de sa jeunesse quand, en 1888 et 1889, elle apporta son soutien décisif au séduisant général Boulanger, républicain bon teint, coqueluche du petit peuple de Paris, qui faisait tourner tous cœurs tricolores et donnait à rêver aux royalistes eux-mêmes.

Depuis la fameuse revue du 14 juillet 1886 et surtout après les sanctions dont le fringant général-ministre avait été victime de la part d'un gouvernement de plus en plus inquiet, un groupe hétéroclite s'était constitué autour de son nom, une sorte de syndicat de mécontents qui allait de l'extrême gauche (Rochefort ou Naquet) à la droite nationaliste (Déroulède et Barrès), et auquel viendront se joindre des bonapartistes comme Thiébaud et des monarchistes comme le banquier Dillon et le baron de Mackau, président du groupe parlementaire des droites.

Pour financer les cavalcades électorales de Boulanger, Arthur Meyer, directeur du *Gaulois,* sut convaincre le marquis de Beauvoir, chef du cabinet du comte de Paris, de s'adresser à la duchesse d'Uzès, connue pour sa fidélité aux Orléans et pour sa prompte générosité. On lui demanda 25 000 francs-or (environ 380 000 F actuels). *« Acheter un général-ministre pour 25 000 francs me semblait étrange*, dira la duchesse dans ses souvenirs, *mais j'acceptais le risque... Ce même hiver, le général vint me voir plusieurs fois par politesse. Il était gêné et moi aussi. »*



Roger-Viollet

Marie-Antoinette de Martel (1850-1932), célèbre en littérature sous le nom de Gyp. Romancière et pamphlétaire redoutable.

Trois mois après le premier versement, la jolie conspiratrice fit un nouveau don beaucoup plus conséquent : 3 millions or (plus de 40 millions actuels). Puis elle se rendit clandestinement à Coblentz, y déjeuna avec le comte de Paris, et l'assura que Boulanger, comme promis, lui ouvrirait les portes du pouvoir. Marché de dupes. Au même moment, l'excellent général faisait des promesses identiques au prince Napoléon. Boulanger promettait tout ce que l'on voulait dès lors qu'on lui apportait soutien, suffrages et trésor de guerre. Il se grisait des ovations qui montaient vers lui et n'en demandait pas plus, imaginant, le fol, que cette comédie pourrait durer éternellement.

L'alliance de l'aristocratie et du prolétariat

Pour la campagne électorale de janvier 1889, la duchesse d'Uzès versa encore 450 000 francs-or. Le soir du 27 janvier, on sut que Paris avait voté massivement pour Boulanger. À l'annonce des résultats, une immense clameur jaillit : *« À l'Elysée ! À l'Elysée !»* Mais le général se souciait peu de coup d'État.

Il coucha ce soir-là dans le lit de sa maîtresse, Mme de Bonnemain, qui était hostile à l'aventure.

La suite est connue. La fuite et l'exil de Boulanger, terrorisé par les bruits d'arrestation que fit courir le rusé ministre de l'Intérieur, Constans. Son refus de se présenter à son procès. La débandade du « général La Frousse », enfin le suicide sur la tombe de Mme de Bonnemain, à Bruxelles, et le mot de Clemenceau : *« Boulanger est mort comme il a vécu, en sous-lieutenant... »*

Quelques années plus tard, le marquis de Beauvoir fera son autocritique : *« Oui, nous nous sommes trompés. Nous avions été convaincus par cet Arthur Meyer, devenu royaliste par snobisme et par intérêt* [qui] *s'est moqué de nous. »* Quant à la duchesse d'Uzès, elle ne devait pas pardonner à Boulanger de l'avoir déçue.

Cela ne devait pourtant la détourner en rien du sens de son devoir. Quelques années plus tard, elle se laissera séduire par l'idée d'une alliance de l'aristocratie et du prolétariat contre la ploutocratie, idée que le marquis de Morès et la ligue antisémite avaient déjà tenté de faire aboutir. En 1903, la duchesse d'Uzès apportera le financement initial nécessaire au lancement des syndicats jaunes de Biétry, avec un versement de 200 000 francs-or (1).

Gyp, romancière de choc

Dans la même période, se cachait, sous le pseudonyme bref et pétillant de Gyp, Sybille Gabrielle Marie-Antoinette de Riquetti de Mirabeau, comtesse de Martel de Janville (1850-1932). Connue surtout pour *Le Mariage de Chiffon*, publié en 1894, Gyp était un redoutable pamphlétaire, qui glissa, dans une centaine de romans et de nouvelles, des brocards plus ou moins appuyés à l'encontre des nouveaux riches républicains.

Dans des livres comme *Le Baron Sinaï* (1897) ou *Israël*, elle dénonce « le Juif », confondu d'ailleurs avec « l'Allemand », qui n'a pas droit à un meilleur traitement.

Militante nationaliste, antidreyfusarde de choc, Gyp stigmatise les aristocrates qui s'acoquinent avec les rois de la finance, et n'épargne guère les militaires qui vont plus aisément à la soupe qu'à l'honneur, comme son personnage du général Labaderne dans le roman *Les Chasseurs* (1888).

La vérité commande de dire que Léon Daudet – *« La polémique n'est décidément pas un ouvrage de dame »*, écrit-il dans *Au temps de Judas* – et Drumont n'appréciaient guère les romans de la comtesse. *« Malheureusement,* note Daudet, *le peu de consistance de ces petites machines, renouvelées de la comtesse de Ségur (moins le charme et la simplicité qu'y mettait celle-ci), l'imitation, arbitraire et fatigante, du jargon Yiddisch, la faiblesse des héros salonnards et héroïnes pseudo-mondaines proposés à notre sympathie admirative, allèrent plutôt contre le but poursuivi. »*



Roger-Viollet

Juliette Adam (1836-1936). Tout d'abord égérie républicaine, elle évolua jusqu'à faire de son salon le rendez-vous des nationalistes.

Le salon de Madame Adam

Glorieuse exception au postulat de Daudet selon lequel la polémique n'est pas un ouvrage de dame : Juliette Adam.

Juliette Lamber (1836-1936), épouse de l'homme politique Edmond Adam, auteur d'ouvrages à succès, dont le fameux *Païenne* (1883), tint au lendemain de la guerre de 1870 un salon très fréquenté.

Elle fut d'abord l'ami de Gambetta et l'égérie des républicains. Mais elle évolua comme beaucoup d'autres, œuvra pour faire évader Rochefort de Nouvelle-Calédonie, fonda la *Nouvelle Revue*, concurrente directe de la *Revue des Deux Mondes*, pour en faire le rendez-vous de tous les patriotes et le « foyer de l'idée de Revanche ».

« *Sa maison*, écrit Léon Daudet dans *L'Entre-deux-guerres, devint* [...] *le centre de la résistance aux menées allemandes de toutes sortes qui allaient fondre sur la France. »*

Républicaine de gauche, à l'origine, Juliette Adam se rapprocha de plus en plus des nationalistes dans le même temps, d'ailleurs, qu'elle connaissait une évolution religieuse traduite, en 1913, par la publication de *Chrétienne*, contrepoint de *Païenne*.

Dès le début de l'affaire, Juliette Adam se rangea dans le camp des antidreyfusards, propageant dans la société parisienne, mais aussi dans les milieux politiques et diplomatiques, sa *Parole française* à l'étranger, à l'aide de laquelle, dit Daudet, elle fit des *« merveilles »*.

Les dîners de Pampille

Tous les auteurs qui se sont attachés à Léon Daudet et à l'AF, ont dit le rôle éminent joué par l'épouse de Daudet, Marthe Allard, qui savait divinement cuisiner pour ses amis. Elle tenait dans *L'Action française*, sous le pseudonyme de Pampille, une chronique féminine, et assurait, à bien des égards, l'intendance du mouvement royaliste.

À plusieurs reprises, Marthe Daudet organisa des kermesses royalistes à Magic-City (parc d'attractions alors situé rue Cognacq Jay) qui attirèrent des foules allant bien au-delà du gros des adhérents et des sympathisants.

Femme d'action – elle n'hésitera pas, malgré les interdictions formelles de Daudet, à assister aux meetings les plus dangereux – Pampille imposera le respect à tous, même à ses plus farouches ennemis, après l'assassinat de son fils Philippe. Une tragédie politique, bien sûr, mais aussi le drame d'une mère, superbement raconté par Marthe Daudet dans *La vie et la mort de Philippe*.

Elle sera, bien évidemment, du complot pour faire évader Daudet de la Santé et jusqu'au bout de l'exil bruxellois (du 1er août 1927 au 30 décembre 1929). Dans son *Léon Daudet ou le libre réactionnaire* (France-Empire), Éric Vatré note à juste titre : *«* [Pampille] *témoigne d'une personnalité forte et mieux encore d'un rare discernement lorsque périt son fils et que prenait forme l'odieuse affaire Philippe. Privé de son soutien, Léon aurait-il pu faire face ? »*

Gyp et la duchesse d'Uzès étaient deux authentiques aristocrates. La comtesse Jeanne de Loynes (1835-1908), elle, était née d'une pauvre ouvrière et d'un père inconnu. Jeanne Detourbay avait su, grâce à l'amitié de Dumas



Roger-Viollet

Jeanne Detourbay, comtesse de Loynes (1835-1908).

fils et de Sainte-Beuve, grâce aussi à une pratique distinguée de la galanterie, s'élever dans la bonne société. Devenue riche, un M. de Loynes, avec qui elle avait contracté un mariage blanc lui permit de porter son titre.

Mme de Loynes, qui avait pour amant Jules Lemaître, fut l'une des plus fines militantes de ce qu'on appellerait aujourd'hui « l'extrême droite ». Dans *Salons et Journaux*, Léon Daudet lui rend ainsi hommage : *« De tous les milieux parisiens où fut organisée la résistance nationale, pendant les années troubles qui précédèrent la Grande Guerre, le plus important et le plus actif fut celui de Mme de Loynes, 152, avenue des Champs-Elysées. »*

Mme de Loynes recevait chaque soir de cinq à sept, à dîner le vendredi et le dimanche. Là fréquentaient Léon Daudet, François Coppée, mais aussi Joseph Reinach, ancien chef de cabinet de Gambetta, Rochefort, Arthur Mayer, le marquis de Ségur…

D'après Léon Daudet, le salon de Mme de Loynes était une fabrique d'académiciens. C'était surtout le camp retranché où les sympathisants de la Ligue de la Patrie française, dirigée par Jules Lemaître, venaient se ressourcer et dresser des plans de campagne.

Toujours dans *Salons et Journaux*, Daudet raconte, pour illustrer la générosité de Mme de Loynes : *« Quand il fut question, en 1907, de mettre* La Libre Parole *à six pages et d'en faire un organe royaliste, Mme de Loynes voulut s'inscrire immédiatement pour 20 000 francs, que je refusai. Elle se vengea en léguant à ma femme, l'année suivante, par testament, 100 000 francs qui contribuèrent aussitôt à la fondation de* L'Action française *quotidienne ».*

Décédée en 1908, Jeanne de Loynes sera évoquée – dans un livre que Daudet jugea *« misérable »* – par Arthur Meyer, le directeur du *Gaulois,* dont elle avait été l'hôtesse et la bienfaitrice. C'est pour *« remettre les choses au point et l'annaliste impudent à la niche »* que Léon Daudet décida de consacrer plusieurs pages de *Salons et Journaux* – dédié *« À la chère mémoire de nos deux amis Mme de Loynes et Jules Lemaître qui ont tout fait l'un et l'autre, pour la France ».*

« Mme de Loynes avait autant d'esprit naturel, de tigrerie, qu'une Sévigné, une Lespinasse, une Geoffrin », écrit Daudet. Elle avait, de surcroît, le cœur et la tête politique. À un moment où beaucoup d'hommes manquaient de l'un et de l'autre…

ALAIN SANDERS

***Alain Sanders vient de publier *Le marquis de Morès, un aventurier tricolore*, aux éditions du Camelot.**

---

(1) Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire, 1885-1914*, Le Seuil, 1978, pp. 257-258.

POUR EN SAVOIR PLUS :

– Patrick de Gméline, *La Duchesse d'Uzès*, Perrin, Paris, 1986.

– Simone Lheureux, *Vie et passion d'Anne de Crussol, duchesse d'Uzès*, Lacour, Nîmes, 1989.

– Lucienne Mazenod et Ghislaine Schoeller, *Dictionnaire des femmes célèbres*, Bouquins/Laffont, Paris 1992.

– Léon Daudet, *Souvenirs et polémiques*, Bouquins/Laffont, Paris 1992.

Entretien avec Alain de Benoist

PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLES BERRIAS

Qu'on soit ou non d'accord avec lui, Alain de Benoist est l'un de ceux qui ont le plus contribué, depuis vingt ans, au renouvellement de la pensée de droite. Fondateur de plusieurs revues, auteur de nombreux livres, il vient de lancer la collection des « Grands classiques de l'homme de droite ». Pourquoi ?

– Enquête sur l'histoire : ***Vous venez de lancer une collection des « Grands classiques de l'homme de droite ». De quoi s'agit-il ?***

– Alain de Benoist : Tout simplement d'un projet, qui n'avait encore jamais été réalisé, permettant à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire des idées politiques, et en particulier aux jeunes, d'avoir dans leur bibliothèque une collection homogène de tous les grands textes fondateurs de la pensée de droite, chaque volume étant assorti d'une préface inédite, d'un appareil critique et d'une bibliographie. Nombre de ces textes n'étaient plus disponibles, certains étaient même introuvables. Ils seront, dans cette collection, à la fois mis en perspective et regroupés.

– La droite, mais quelle droite ?

– Il n'y a pas de réponse satisfaisante à cette question. D'une époque à l'autre, d'un pays à l'autre, la droite est avant tout riche de sa diversité. La collection des « Grands classiques » en sera le reflet. On y trouvera aussi bien des monarchistes que des républicains, des contre-révolutionnaires, des libéraux, des fascistes et même quelques socialistes que les hommes de droite ont su lire avec profit. Le même « œcuménisme » se retrouvera dans les préfaces, dont les auteurs, tout en conservant un regard critique, se sentiront en sympathie avec les écrivains dont ils auront à s'occuper.

– Quelle est la formule que vous proposez ?

– La plus simple. Celle de l'« abonnement conditionnel ». Les souscripteurs reçoivent les deux premiers ouvrages parus. Les titres suivants leur sont envoyés au rythme d'un tous les deux mois. Ils en règlent le prix s'ils veulent les conserver. Dans le cas contraire, ils les renvoient. Chacun peut ainsi interrompre sa souscription quand il le veut.

– Le programme est déjà fixé ?

– Disons qu'il est bien entamé. Les deux premiers volumes sont les célèbres *Considérations sur la France* de Joseph de Maistre, préfacées par Jean Tulard, et l'introuvable essai de Thierry Maulnier, *Au-delà du nationalisme*, préfacé par Paul Sérant. Viendront tout de suite après des écrits de Bonald, présentés par Michel Toda, ainsi que *Les Modérés* d'Abel Bonnard, avec une introduction de Philippe Baillet. Je prévois ensuite des ouvrages de Georges Sorel, Gustave Le Bon, Robert Brasillach, Georges Bernanos, Édouard Drumont, Tocqueville, Rivarol, La Tour du Pin, Georges Valois, Péguy, Gobineau, Renan et bien d'autres.

– Combien de volumes au total ?

– Le nombre n'est pas définitivement fixé. Il dépendra bien sûr du succès de la collection. J'aimerais pour ma part pouvoir y faire figurer des auteurs moins connus, mais dont l'intérêt n'en est pas moins certain. Je pense à des hommes aussi différents que Jules Soury, Pierre Lasserre, Mallet du Pan ou Arnaud Dandieu.

– Un vrai rayon de bibliothèque !

– Bien sûr. Et d'autant plus que chaque volume, composé sur papier de luxe dans une typographie élégante, sera pourvu d'une reliure pleine toile illustrée d'une vignette de Redon.

– Seuls des auteurs français figureront dans cette collection ?

– Dans un premier temps, oui. Mais rien n'interdit par la suite de l'étendre aux auteurs étrangers.

– Vous croyez la conjoncture favorable à votre projet ?

– Bonald disait : *« La tempête révolutionnaire a plus renversé d'arbres de notre antique forêt qu'elle n'en a déraciné. »* On le constate tous les jours. Dans l'atmosphère de fin de règne que nous vivons et au moment où le monde est gros de bouleversements futurs, la faillite des idéologies dominantes depuis deux siècles, à commencer par l'idéologie du progrès, offre à ces « arbres » une occasion nouvelle de faire s'épanouir les idées dont ils sont porteurs. Oubliée parfois, censurée souvent, diffamée presque toujours, la pensée de droite retrouve aujourd'hui une actualité et une pertinence que les modes éphémères du prêt-à-penser ne parviendront pas à dissimuler bien longtemps. Les idées mènent le monde, et les idées fortes font leurs preuves dans la durée.

UN BRÉVIAIRE NIETZSCHÉEN

Le credo du capitaine de Gaulle

PAR JEAN-JACQUES MOURREAU

Maurrassien dans sa jeunesse, de Gaulle s'arrangeait de la République au nom de la permanence de l'État et du respect des formes établies. L'essai qu'il publia en 1932 révèle mieux qu'aucun autre livre les pensées secrètes d'un homme qui fut le plus grand politique de son temps et le plus contesté aussi. Le paradoxe voulu que, parvenu au pouvoir, le plus doué des hommes de droite fut conduit par deux fois à s'opposer aux siens avec la dernière férocité. Étude de texte.


Keystone/Sygma

Les années trente sont celles de toutes les crises, y compris celle de l'autorité. Le 22 juillet 1932, chez l'éditeur nancéen Berger-Levrault, parait un petit livre de 160 pages au titre cinglant : *Le Fil de l'épée*. De Gaulle est alors âgé de quarante-deux ans, trois de plus que Drieu La Rochelle, trente de moins que Maurras (1). L'homme est austère. La vie lui a déjà infligé de sérieuses blessures. La naissance de sa fille Anne a été une épreuve. La mort de son père – lequel lui avait donné le goût de l'histoire et la passion de la France – en est une toute récente.

De Gaulle n'est plus tout à fait un officier anonyme. Depuis neuf mois il appartient au secrétariat général du Conseil supérieur de la Défense nationale, un poste qu'il doit au maréchal Pétain, son protecteur (2). Sa mission en Pologne auprès de Weygand, son commandement à Trèves, son séjour au Levant, ont effacé l'humiliation de sa longue captivité. Ses conférences, ses articles et la parution de *La Discorde chez l'ennemi* (1924), son premier livre, comme son passage à l'École de guerre et son détachement à l'état-major du Maréchal, alors vice-président du Conseil supérieur de la Guerre, ont fait connaître ses dispositions pour l'histoire et la théorie militaire, et renforcé en lui la certitude d'avoir à jouer un rôle de premier plan.

Hautes sont ses ambitions. Elles se conjuguent avec une boulimie de lecture et une grande curiosité, mais aussi avec l'ascèse apprise sous la férule des jésuites. De Gaulle s'efforce d'entretenir ses liens filiaux avec le Maréchal, auquel il dédie *Le Fil de l'épée*, en même temps qu'il développe une relation privilégiée avec le colonel Mayer (3), lequel va

LES HOMMES ONT BESOIN D'ORDRE ET DE CHEFS

Notre temps est dur pour l'autorité. Les mœurs la battent en brèche, les lois tendent à l'affaiblir. Au foyer comme à l'atelier, dans l'État ou dans la rue, c'est l'impatience et la critique qu'elle suscite plutôt que la confiance et la subordination.

Cette décadence suit le déclin de l'ordre moral, social, politique qui, depuis des siècles, est en usage dans nos vieilles nations. Dans leurs croyances vacillantes, leurs traditions exsangues, leur loyalisme épuisé, les contemporains ne trouvent plus le goût de l'antique déférence, ni le respect des règles d'autrefois.

Une pareille crise, pour générale qu'elle paraisse, ne saurait durer qu'un temps. Les hommes ne se passent point, au fond, d'être dirigés, non plus que de manger, boire et dormir. Ces animaux politiques ont besoin d'organisation, c'est-à-dire d'ordre et de chefs. Si l'autorité chancelle sur des fondements ébranlés, l'équilibre naturel des choses lui en procurera d'autres, plus tôt ou plus tard, meilleurs ou moins bons, propres dans tous les cas à l'établissement d'une nouvelle discipline. Bien mieux, ces bases, voici qu'on les discerne : c'est la valeur individuelle et l'ascendant de quelques-uns. Tout ce que les masses, naguère, accordaient de crédit à la fonction ou à la naissance, elles le reportent à présent sur ceux-là seulement qui ont su s'imposer. Quel prince légitime fut jamais obéi comme tel dictateur sorti de rien, sinon de son audace ?

CHARLES DE GAULLE
***Le Fil de l'épée*, Berger-Levrault, 1932.**

lui servir de mentor dans des cercles chrétiens, assez étrangers aux discours tenus par Maurras et ses fidèles.

Abonné à l'*Action française*, de Gaulle a partagé, un temps, les sentiments de Maurras sur le danger allemand. Il lui avait envoyé un exemplaire dédicacé de *La Discorde chez l'ennemi*. Il a donné des conférences au Cercle Fustel de Coulanges. Monarchiste ? Pas vraiment, même s'il est né dans une famille royaliste. Il appartient plutôt à ces catholiques de droite qui tiennent la République comme un fait accompli.

De Gaulle appartient d'abord à l'ordre militaire. À l'instar du colonel Ardant de Picq dont *Le Fil de l'épée* porte la marque, il estime alors que le corps des officiers constitue une

La Discorde
chez l'Ennemi

Dédicace de Charles de Gaulle à Maurras sur la page de garde de son livre* La Discorde chez l'ennemi *(Berger-Levrault, 1924) : « À Charles Maurras. Respectueux hommage, 24 mars 1924. C. de Gaulle.* "Les lois désarmées tombent dans le mépris, les armes insoumises aux lois tombent dans l'anarchie." *(Cardinal de Retz). »

aristocratie spirituelle, un des ordres fondamentaux de la nation. Sa longue silhouette n'a pas encore la plénitude souveraine. Son visage porte encore l'ombre d'une secrète inquiétude. Mais sa plume affiche déjà une orgueilleuse volonté de hauteur. Révélatrice est l'épigraphe du *Fil de l'épée*, une citation du *Hamlet* de Shakespeare : *« Être grand, c'est soutenir une grande querelle. »*

L'éloge du chef et de l'autorité

Le livre a un ton nietzschéen et possède les accents d'un hymne à la force. Il est appel à l'action et fait sien le postulat du *Faust* de Goethe. Il est une sublimation de l'énergie, un écho à Bergson, dont de Gaulle dira qu'il lui a *« fait comprendre la philosophie de l'action. L'action vient de la combinaison de l'intelligence et de l'instinct. Toute ma vie s'en est inspirée. La pure intelligence ne peut pas par elle-même produire l'action, et l'instinct peut produire la folie s'il sert de guide »* (4). Pourquoi a-t-il pris la plume ? Ce n'est pas tant pour faire l'éloge du métier des armes que pour rappeler l'impossibilité où est le politique de faire l'économie de la puissance. Certes, il ne traite pas directement de la crise de confiance qui mine le régime parlementaire, mais il dit explicitement : *« Notre temps est dur pour l'autorité, les mœurs la battent en brèche, les lois tendent à l'affaiblir. »* République, monarchie ou dictature ? De Gaulle ne se prononce pas, mais il s'attache à dire l'importance de l'autorité, de la souveraineté : *« Les hommes ne se passent pas au fond d'être dirigés, non plus que de manger, boire ou dormir. »*

Il chante *« l'âpre joie d'être responsable »* et célèbre le *« caractère »*, en des termes assez proches de ceux qu'utilise Drieu. De Gaulle, qui entend rendre hommage à Pétain, affirme : *« Aux armées comme aux peuples pourvus de chefs exceptionnels, tout le reste sera donné par surcroît. »*

Un disciple de Machiavel

L'éloge du chef, alors dans l'air du temps, ne va pas sans appel à cette vertu singulière que Max Weber appellera le *« charisme »* : *« Au cours d'une époque déréglée, au sein d'une société bouleversée dans ses cadres et dans ses traditions, les conventions de l'obéissance vont s'affaiblissant et le prestige personnel du chef devient le ressort du commandement. »*

À l'évidence, *Le Fil de l'épée* dépasse le simple genre militaire. Son auteur pense déjà en politique. Certes, prudence ou distance volontaire, il se garde de prendre parti dans les querelles qui agitent les factions. Mais il livre bien les linéaments de sa philosophie politique. On peut y décerner déjà le décisionnisme cher à Carl Schmitt et y deviner des comportements à venir, comme dans ce passage qui dit la part que la ruse peut prendre dans l'action : *« Ce n'est point affaire de vertu et la perfection évangélique ne conduit pas à l'empire. L'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, de dureté, de ruse. »*

L'homme qui écrit a mille fois ciselé ses phrases. Parce qu'il est aussi orateur, il se montre attentif à la sonorité des mots. Il laisse couler sa pensée chargée de Péguy, de Barrès, de Chateaubriand, de La Tour du Pin, de Machiavel et de tant d'autres dont il s'est nourri. Et dans le souffle, se devine l'attente d'un destin.

JEAN-JACQUES MOURREAU

---

(1) *Le Fil de l'épée* reprend, pour l'essentiel, le texte de quatre conférences présentées à l'École de Guerre en 1927, alors que Charles de Gaulle n'est encore que capitaine. Il sera promu chef de bataillon le 25 septembre 1927.

(2) Voir mon article *« Pétain contre de Gaulle »* in *Enquête sur l'Histoire* n° 4 (automne 1992).

(3) Le lieutenant-colonel Émile Mayer, vieux républicain et dreyfusard, fut mis en non-activité en raison de ses articles de journaliste militaire. Réintégré en 1912 et mobilisé en 1914, il finit par renoncer à la carrière militaire. Voir Pierre Messmer et Alain Larcan : *Les Écrits militaires de Charles de Gaulle* (PUF, 1985).

(4) Cité par Régis Debray in *À demain de Gaulle* (Le Débat, Gallimard, 1990), reprise d'une citation du *Fil de l'épée*.

LA DROITE INTELLECTUELLE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

Un pont sur le Rhin

PAR THIERRY BURON

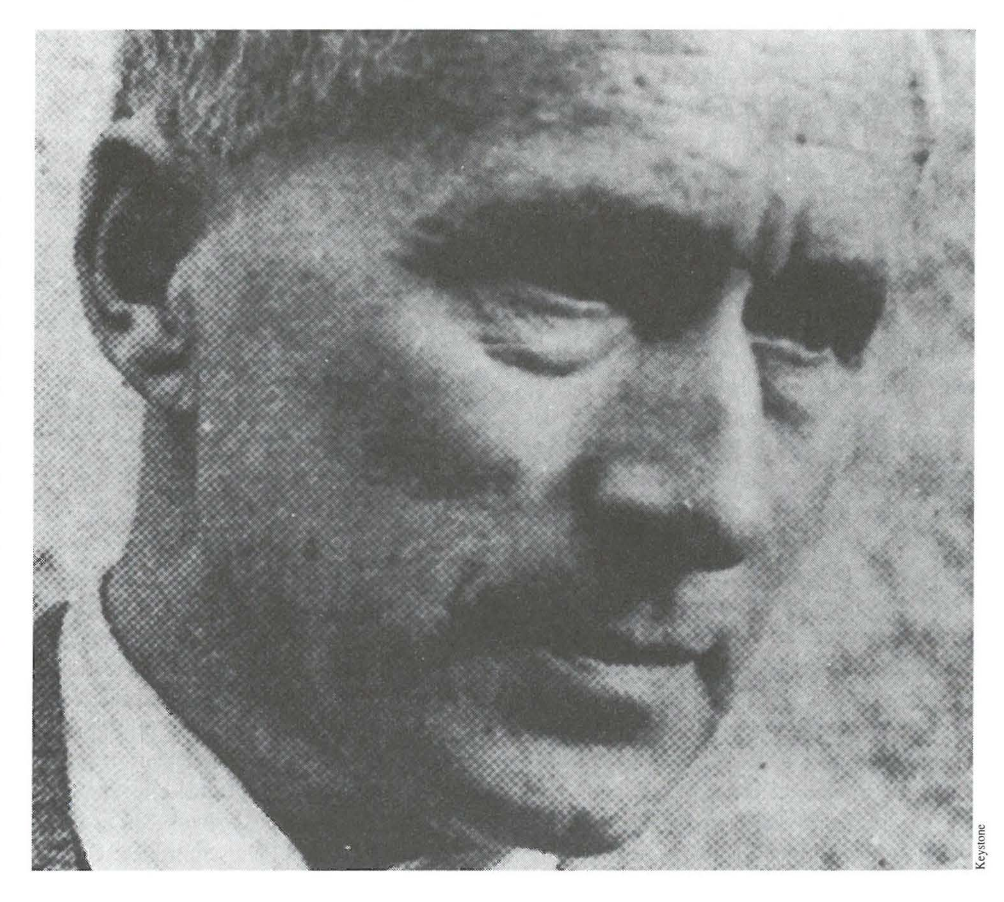
Malgré la « France seule », la droite française n'est pas le centre du monde. Au XIXe comme au XXe siècle, de fortes influences intellectuelles se sont exercées entre la France et l'Allemagne. Mêmes crises de la modernité, mêmes influences de la philosophie et des sciences, mêmes attentes et mêmes passions. Après 1870, on passe brusquement de l'admiration mutuelle à la haine. Un défi que, pour son malheur, la droite intellectuelle ne pourra surmonter. Approche passionnante d'un sujet peu exploré.

« *Un hennissement* » : la langue allemande, selon Maurras ; « *bientôt une annexe de l'Afrique dirigée par les Juifs* » : la France selon Rosenberg.

Le moins que l'on puisse dire est que le courant passe mal par dessus « la ligne bleue des Vosges », au tournant du siècle, entre intellectuels français et allemands de droite. Mais il n'en a pas toujours été ainsi, ni de 1860 à 1895, ni de 1925 à 1940, avant et après la grande confrontation nationaliste du début du siècle.

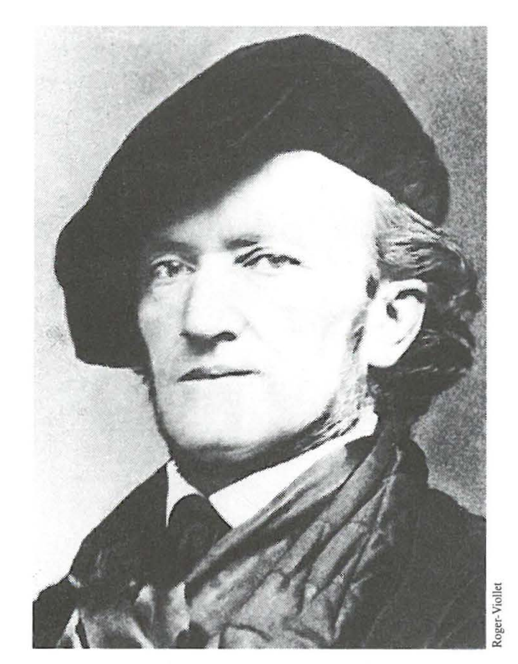
À la fin du XIXe siècle, en effet, les idées des Lumières et de la Révolution française sont remises en question par des conceptions nouvelles qui, loin de prôner le retour à la société naturelle et à la monarchie chrétienne, puisent dans les sciences et la philosophie de l'époque. À l'individualisme, à la raison et au progrès, valeurs dominantes du « stupide XIXe siècle », s'opposent la nation, la race, l'élan vital. Un climat intellectuel nouveau apparaît.

Le phénomène est général en Europe, du Portugal à la Russie. C'est en France et en Allemagne que les débats sont les plus passionnés, parce qu'ils prennent la forme d'une confrontation entre les deux nations et touchent à la nature et à l'avenir des deux peuples. En France, le passage d'une monar-



Keystone

Ernst Jünger, combattant sans haine de la Première guerre mondiale, théoricien de la « révolution conservatrice » dans les années vingt, a fortement subi l'influence de Barrès.



Roger-Viollet

Richard Wagner (1813-1883). Son œuvre est tour à tour admirée puis vilipendée.

chie stable, chrétienne et nationale, à une République à vocation universelle en crise permanente, entraîne une grave crise de conscience sur fond de déclin et de perte d'identité face à la puissance allemande. Mais en Allemagne, où l'idée d'Empire européen a cédé la place à la petite Allemagne bismarckienne, l'industrialisation, l'urbanisation, l'embourgeoisement et l'essor du marxisme font craindre une subversion de l'esprit germanique par les idées occidentales et surtout françaises.

Convergences et antagonisme. Les premières tiennent aux similitudes du contexte, au contenu du « Zeitgeist » par-delà les frontières, aux influences réciproques enfin.

Constituée de grands États nationaux plus ou moins anciens, développée politiquement, industrialisée et urbanisée, l'Europe occidentale a connu, du fait de la Révolution française et des guerres impériales, une diffusion des « idées françaises », du Portugal à la Russie et de l'Allemagne à l'Italie, qui a accéléré partout la déstabilisation des monarchies chrétiennes et des sociétés d'ordres. Siècle de la raison et de la liberté, le XIX[e] paraît une suite de progrès irréversibles vers le libéralisme, le parlementarisme, la démocratie, et bientôt le socialisme, rendus possibles par le recul de la religion et le triomphe de la science.

Dans la seconde moitié du siècle, l'esprit change. Les effets néfastes de la liberté dans la société (l'individualisme et l'atomisation sociale, les échecs de la raison dans la politique, le vide spirituel laissé par le scientisme et le positivisme), donnent le sentiment à une partie des élites que l'époque a épuisé les potentialités des Lumières, et qu'un âge nouveau doit nécessairement venir. Innovation, non retour au passé, car les sciences nouvelles (histoire, anthropologie, sociologie, psychologie) sont à l'origine de ce *tournant* intellectuel. En France et en Allemagne, les bases idéologiques de la société sont attaquées, avec une pointe plus politique en France en raison du clivage de la Révolution.

Similitude d'idées aussi. *« L'Europe, c'est le christianisme »*, disait Nietzsche. Or *« Dieu est mort »*, ajoutait-il. À la religion établie en Europe, l'universalisme laïque de 1789 avait prétendu substituer des croyances nouvelles : Dieu remplacé par l'Humanité, la foi par la raison, le salut éternel par les « Droits de l'Homme », le corps mystique de la société par la liberté individuelle, etc. Or au moment où cette idéologie niveleuse semble triompher, les États affirment en Europe leur spécificité nationale ; les sciences et les voyages révèlent de manière éclatante les différences entre les peuples. En France, Renan l'anticlérical devient le chantre de la nation blessée (« *une nation est une âme* » équivalent de la « Volksseele » allemande). Outre-Rhin, nombre d'intellectuels libéraux passent au nationalisme.

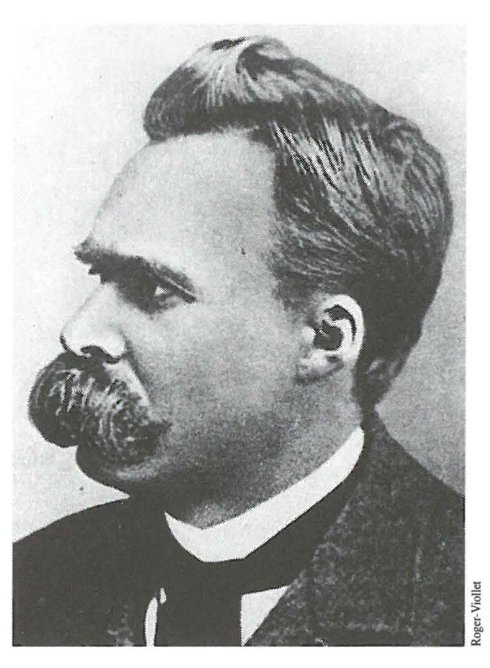
Désormais, la *nation* ou la *race* (les deux termes sont longtemps équivalents, et confondus dans le mot allemand de « Volk ») s'émancipe de la raison ; le génie et le destin des peuples ne suivent plus la voix de la Providence (*« gesta Dei per Francos »*), ni celle du progrès, mais les appels venus du fond de leur histoire, du sol (le *« pays »*, *« la terre et les morts »*) et du sang ; la société, non plus corps mystique mais organique, prime sur l'individu ; l'évolution est le produit de la lutte entre les espèces et sélectionne les meilleures ; l'État n'est plus de droit divin, ni le fruit de la raison, mais l'émanation et le représentant de la race.

L'homme est responsable de son destin

Pour affronter le libéralisme et le parlementarisme, le capitalisme et le marxisme, le nationalisme est conjugué avec le socialisme, dans l'espoir de recoudre le tissu social déchiré par l'individualisme. Face au « Juif », symbole et facteur des vices du capitalisme et de l'urbanisation, de l'intellectualisme et de la démoralisation, du parasitisme social et de la subversion politique, l'antisémitisme est conçu comme une réponse globale à la crise de la fin du siècle.

De nouveaux sentiments apparaissent : l'attachement aux valeurs permanentes (foi, honneur, courage, sacrifice) menacées par le matérialisme (bonheur individuel, égalité sociale), la crainte de la déchéance nationale (dépopulation de la France, encerclement et étouffement de l'Allemagne), l'inquiétude nourrie par le métissage incontrôlé (1), ou le croisement entre des peuples trop différents (Chamberlain) ou encore l'« enjuivement » (Drumont) et la « négrification » (Vacher de Lapouge, Rosenberg), qui manifeste non pas un culte de la « race pure » (concept vide selon Chamberlain) mais le refus de la dénaturation des peuples, enfin la résistance à la démocratie naissante et triomphante (Nietzsche, Sorel, Spengler, Maulnier, Drieu). Toutes ces attitudes révèlent une conception de l'homme naturel (force, héroïsme) responsable de sa puissance ou de sa décadence, et la hantise de la fin de l'Histoire par uniformisation du genre humain : le monstrueux avènement de l'Humanité, *« la vieille femme odieuse »* (Nietzsche), qui, ni dans la nature ni dans l'histoire, n'existe (2). Bref, une conception évolutive mais organique, à l'opposé du progrès mécanique, appuyée sur la nature humaine et l'existence des races, au lieu de la raison abstraite. Avec plus de succès toutefois dans une Allemagne en expansion que dans une France économiquement et démographiquement stagnante.

Le même réalisme explique l'acceptation de la *force* et de la *violence*, appelée parfois énergie, puissance (Gobineau, Nietzsche), ou lutte (Chamberlain) à la suite du darwinisme de Spencer. Néanmoins la violence est loin d'être un monopole de la droite intellectuelle. Depuis Engels jusqu'à l'anarchisme et au bol-



Roger-Viollet

Friedrich Nietzsche (1844-1900). Il admirait la France plus que l'Allemagne.

PARIS, CAPITALE SPIRITUELLE DE LA DROITE EUROPÉENNE

C'est ainsi qu'en ce tournant du siècle on assiste à la poussée d'un phénomène oublié. Pour la première fois dans l'histoire moderne, l'œuvre des plus grands esprits de leur temps est utilisée pour battre en brèche les principes sur lesquels reposent non seulement la société bourgeoise et la démocratie libérale, mais toute une civilisation fondée sur la foi dans le progrès, sur la rationalité de l'individu et sur le postulat selon lequel l'objet final de toute organisation sociale est le bien de l'individu. [...]

Ces années de bouillonnement intellectuel en Europe sont aussi celles de la suprématie intellectuelle de la France. Paris est encore le centre incontesté de la vie intellectuelle, l'école où viennent se perfectionner les artistes de tous les coins de l'Europe, où se font et se défont les systèmes. Le français est encore la langue véhiculaire par excellence : c'est vers Paris, où le rayonnement intellectuel de la droite est sans égal, que se tournent l'Europe latine, les élites de l'Europe centrale et orientale. Après la génération de Taine et de Renan, c'est auprès de Drumont et de Le Bon, de Barrès et de Déroulède, de Bourget et de Lemaître, de Biétry, de Maurras et de Sorel que nationalistes polonais, antisémites roumains ou syndicalistes révolutionnaires italiens viennent chercher leur inspiration.

Toute l'Europe nationaliste, antimarxiste et germanophobe se passionne pour les hommes qui, à travers le boulangisme, l'Affaire et dans leur engagement contre le Bloc, mènent en France un combat dont, très vaguement, on commence à discerner déjà les dimensions européennes. Paris est alors, sans aucun doute possible, la capitale spirituelle de la droite européenne. Paris et non pas Berlin où se forge, au contraire, l'orthodoxie marxiste, où domine une puissante social-démocratie et vers qui se tournent les marxistes du monde entier.

ZEEV STERNHELL
La Droite révolutionnaire, 1885-1914
Le Seuil, 1978.

chevisme, le mouvement révolutionnaire la revendique. Sorel, admirateur de Mussolini et de Lénine, la justifie *« pour établir une doctrine supérieure »* (*Réflexions sur la violence*). Mais alors qu'à gauche, elle est le moyen nécessaire pour accélérer la fin de l'histoire, à droite, la force et la guerre comptent parmi les valeurs humaines. Cependant le conflit de 1914-1918 mettra un terme à cette exaltation de l'héroïsme guerrier dont on ne percevra plus que quelques échos littéraires assourdis (3). En France, la droite intellectuelle se rallie à la paix franco-allemande. En Allemagne, elle ne prône plus la guerre que comme le dernier moyen de réparer l'injustice faite à la patrie. L'ennemi est désormais plus à l'intérieur qu'à l'etérieur des frontières, mais jusqu'à quel point ?

Les influences réciproques ont subi les aléas des rapports franco-allemands mais aussi la logique du « Zeitgeist ». Jusqu'à la fin du XIXe siècle, il n'y a pas de barrière culturelle entre la France et l'Allemagne. Influences, sympathies, admirations circulent dans les deux sens. Le romantisme allemand pénètre en France, de Mme de Staël à Augustin Thierry, Quinet et Wagner, tandis qu'elle reste le pays du goût et de l'esprit, jusqu'à Nietzsche, qui approuve même sa *« volonté de s'opposer à la germanisation de l'esprit »* (4).

Les passions chauvines stérilisent les droites

La guerre de 1870 rompit cette symbiose intellectuelle. Nietzsche, grand lecteur de Renan, déplore chez lui *« un esprit qui amollit »*, typique d'une *« pauvre France malade et sans volonté »*, au *« génie raréfié, rabaissé, travesti »*. Si Gobineau est bien accueilli en Allemagne, c'est qu'il glorifie « les races germaniques » (5). Mais Chamberlain, dans ses *Assises du XIXe siècle* (1899), ne cite pas de grands auteurs français de la fin du siècle, sauf Renan, Taine et Gobineau qu'il critique. La France n'est plus le centre intellectuel du monde ; l'Allemagne, foyer de doctrines et de sciences, cherche à se libérer de son influence en affirmant le caractère national des idées et des sciences et sa supériorité sur la France.

Traumatisé par la défaite, notre pays est d'abord partagé entre le désir d'imitation et la réaction de rejet. Cette dernière l'emporte au tournant du siècle. Le nationalisme anti-allemand triomphe, de Barrès à Andler, annonciateur de l' « union sacrée » de la gauche à la droite. L'œuvre de Wagner est maintenant



D.R.

Mœller van den Brück. Nationaliste désespéré, il se tue en 1925. La traduction française de son livre* Le Troisième Reich*, publiée en 1933, sera préfacée par le jeune Thierry Maulnier.

conspuée. Après Fustel de Coulanges, Maurras, homme du Midi, fanatique de l'antigermanisme, part en guerre contre « l'annexion intellectuelle de la France » (6). Nietzsche ? *« L'ours de Pologne »* ; l'Allemagne ? *« un chaos barbare »* (Maurras) ; le Germain ? Pas encore sorti de ses forêts (Valois) ; l'Orient ? Il commence sur le Rhin (Massis)... les deux pays se renvoient la responsabilité des idées révolutionnaires (révolution française, socialisme allemand, libéralisme francophile ici, germanophile là-bas). Le Juif ? Un véhicule des idées françaises et un agent allemand. Un rideau de fer intellectuel s'abat entre la France et l'Allemagne de 1905 à 1918.

Après la guerre, la droite allemande subit l'influence des auteurs français d'avant 1914. Barrès a fait Jünger nationaliste ; il est avec Sorel, lui-même issu de Proudhon et de Nietzsche, et avec Pareto, une source de la Révolution conservatrice allemande. L'élan vital de Bergson conforte l'antikantisme des nationalistes allemands (Jünger, Ludendorff), comme il a nourri le futurisme italien. Hommage aux vainqueurs temporaires ? Mais Sorel a marqué davantage Mussolini (7) que les Allemands – Spengler ne se réclame guère des Français. Rosenberg (8) cite à peine Gobineau et Vacher de Lapouge à qui il doit tant. Réaction de fierté nationale ?

À l'inverse, les idées de la Révolution conservatrice fascinent une certaine droite française. Nietzsche et Spengler inspirent Drieu, qui considère Ernst von Salomon

comme « un frère ». Benoist-Méchin traduit F. Sieburg (*Dieu est-il français ?*, 1931) et E. R. Curtius (*La culture française,* 1932), chez lesquels la France apparaît comme « un paradis démodé ». Maulnier écrit l'introduction au *III[e] Reich* de Moeller van den Bruck, mais il le considère encore comme un adversaire. Les idées de Spengler (9) ne sont pas nouvelles (indépendance des cultures nationales, rejet du progrès, critique de l'hédonisme) mais elles alimentent l'angoisse des « non-conformistes des années trente ». Le paradoxe de l'époque est que, dans l'Allemagne humiliée et la France décadente, les intellectuels de droite rapprochent leurs idées tout en se résignant à une nouvelle guerre comme si elle était une fatalité (Montherlant, Maulnier, Jünger).

Ainsi, de 1870 à 1940, les échanges intellectuels n'ont pas produit de réconciliation. Après la destruction de l'unité chrétienne de l'Europe, puis l'échec de l'universalisme des Lumières, les idées modernes (libéralisme, socialisme) et anciennes (religion, conservatisme) ont récupéré le cadre national. Il en va de même des nouveaux courants du tournant du siècle. Les nationalistes des deux pays *« se gardent de l'étranger »* (Barrès, Maurras, Bainville, et en face les pangermanistes). *« Aucune nation ne peut trouver sa force ailleurs que dans ses propres souvenirs et traditions »* (Maurras. *Enquête sur la monarchie,* 1909). Les pangermanistes clament la supériorité et la mission mondiale de l'Allemagne. Le repli chauvin prépare les compromissions d'idées et les conflits futurs.

En France, alors que Sorel, à la fin de sa vie, dénonce la Révolution française qui a substitué une France *« bourgeoise, démocratique et boursicotière »* à une France *« royale, aristocratique et populaire »*, Barrès fait, au nom du patriotisme, l'amalgame entre la monarchie et la Révolution. Maurras, par haine de l'Allemagne, encense les républicains « patriotes », et construit une France latine idéale, contre-pied artificiel de l'ennemi germanique. *« La haine du voisin »* (Barrès) est supposée assurer l'unité de la nation. La xénophobie est ainsi la marque de leur impuissance à changer le régime de la France. Cette capitulation en forme de ralliement les conduit de la « ligne bleue des Vosges » à la boucherie sacrée de 1914, au service de la République universelle des Droits de l'Homme qu'ils avaient prétendu combattre.

En Allemagne, la réaction antifrançaise des intellectuels nourrit le chauvinisme.



D.R.

Carl Schmitt (1888-1985). Philosophe allemand et historien du droit. Sa conception du politique influencera les rédacteurs de la Constitution de la V[e] République.

L'ennemi des pangermanistes est Rome (le protestantisme est la religion « nationale ») et la France. On veut regermaniser la langue, le droit, les idées. Dans chacun des deux pays, jusqu'à l'aube des années trente, l'ennemi, des monarchistes aux socialistes, est au-delà de la frontière. Faillite des seules droites intellectuelles ? Les catholiques ou les socialistes ont-ils mieux réussi ?

Il reste que de 1870 à 1940 la droite intellectuelle n'a pas été au bout de ses idées, ni en France, ni en Allemagne, où le national-socialisme est incapable de s'élever au-dessus du chauvinisme.

Résumons. De 1870 à 1918, le raidissement nationaliste de la droite française contre l'Allemagne la pousse au compromis et à la soumission sous prétexte de patriotisme et d'union sacrée. À cause de son antigermanisme, Maurras n'aura été pour le régime guère plus qu'un Déroulède : un « clairon » inoffensif. La victoire de 1918 consolide le régime abhorré et les velléités du 6 février 1934 s'effacent bientôt devant la « menace allemande » : responsabilité écrasante de la droite intellectuelle française.

De 1919 à 1940, l'esprit de revanche aveugle la droite intellectuelle allemande et interdit toute réconciliation avec « l'ennemi héréditaire ». La Révolution conservatrice et le nationalisme révolutionnaire sont un « mouvement allemand ». Les premiers efforts de rapprochement viennent davantage de la gauche « post-briandiste » (Brinon, Luchaire, Drieu, Abetz) et des catholiques, que de la droite, même « fascisante », plutôt pro-italienne que pro-nazie (Maulnier, Brasillach, Rebatet). L'écrivain Alphonse de Châteaubriant, parce qu'il a des faiblesses pour Hitler, se fait traiter par Brasillach de « Jocrisse au Walhalla ». Le Rhin reste un fossé, qu'on hésite à franchir.

La rupture de 1940 ne met pas fin à ces pesanteurs de l'histoire. Maurras écrit *La France seule* (1941) (10). Les nazis, plus maurrassiens que jamais, préparent pour la France vaincue une paix léonine, sous des dehors de collaboration. Une partie de la droite intellectuelle s'abstient (Maulnier) ou rallie la Résistance. Drieu, déplorant que les nazis soient incapables de « transformer leur nationalisme en européanisme » (12 juillet 1944) songe au suicide. D'où, après le désastre de 1939-40, la catastrophe de 1945 pour les droites intellectuelles des deux pays : le triomphe conjoint de la démocratie américaine et du communisme soviétique. Mais depuis la libération de l'Europe de l'Est et la réunification de l'Allemagne, des perspectives nouvelles à l'échelle européenne s'ouvrent pour les droites intellectuelles de l'Atlantique à l'Oural : une solidarité, par-delà les frontières, face à l'ennemi intérieur. Ce serait alors reprendre l'itinéraire jadis ébauché puis abandonné en France et en Allemagne.

THIERRY BURON

*** Thierry Buron est agrégé d'histoire.**

---

(1) « Quand les hommes seront semblables… les nations, non, les troupeaux humains accablés sous une morne somnolence, vivront dès lors engourdis dans leur nullité, comme les buffles ruminants dans les flaques stagnantes des marais Pontins » Gobineau. *Essai sur l'inégalité des races humaines.* t. II. p. 561).

(2) H. S. Chamberlain, *Die Grundlagen des XIX Jahrhunderts.* t. II, p. 780.

(3) E. Jünger, *La guerre expérience intérieure.* R. Quinton, *Maximes sur la Guerre.* Dans un discours de 1929 à des étudiants allemands (qu'il ne prononça pas), Montherlant estime que *« la sympathie d'aujourd'hui ne* [lui] *semble pas être gênée par la possibilité d'une hostilité de demain… il y a pis que mourir ».* (Essais Pléiade).

(4) *« Toute noblesse en Europe est l'œuvre de la France » ; « La supériorité française* [vient] *de la synthèse réussie entre le Nord et le Midi »* (*Par delà le bien et le mal*).

(5) Il se crée en Allemagne une Société Gobineau (1894), et un musée Gobineau, à Strasbourg (1906).

(6) *Quand les Français ne s'aimaient pas* (1895-1905).

(7) Cf l'article de Mussolini socialiste dans *La Voce* : « Nietzsche et la violence » (1911).

(8) *Der Mythus des XX[e] Jahrhunderts.* 1930.

(9) *Le Déclin de l'Occident* 1918-22, traduit en 1931.

(10) *« Je ne suis pas Européen, je suis français, français du seul clan de la France. L'Allemagne a vaincu, cela la regarde »* (p. 36).

ENTRETIEN AVEC MAURICE BARDÈCHE

Le cas Céline

PROPOS RECUEILLIS PAR RICHARD DELEPLANQUE

Écrivain engagé, par fidélité au souvenir de Robert Brasillach, dans le monde passionnel et dangereux de la politique, Maurice Bardèche est aussi l'un des plus talentueux historiens de la littérature. Après des ouvrages consacrés à Balzac, Stendhal, Flaubert et Proust, il a publié en 1987 un *Céline* (La Table Ronde) qui a fait quelque bruit. Regard inhabituel sur un cas énigmatique.

Enquête sur l'Histoire : *Trouvez-vous Céline plutôt de droite, ou plutôt de gauche dans son approche de l'humanité ?*

Maurice Bardèche : Je me suis refusé à le considérer comme un homme de droite. J'ai une idée des hommes de droite, d'un idéal de droite, qui est une attitude morale de courage, de discipline, de sacrifice, que je ne retrouve pas chez Céline. C'est un nerveux, un homme inconscient de ce qu'il fait ; il se conduit comme un irresponsable. Quand il est au Danemark, par exemple, il fait une comédie dans sa prison. En France, à cette époque, les prisons étaient pleines de gens qui ont eu des destins tragiques. Les moindres d'entre eux, quand on n'avait rien à leur reprocher, étaient condamnés à cinq ans de travaux forcés. C'était autre chose que la prison danoise de Céline !

Je ne dis pas non plus qu'il est un homme de gauche. Il ne croit pas en l'homme, en la bonté de sa nature, en son rachat ou en sa réconciliation avec lui-même, toutes choses que l'on trouve à gauche. Céline désespère de l'homme.

– Et les pamphlets ?

– Je les ai lus pour la première fois en écrivant ce livre. J'ai été consterné. C'est primaire, ennuyeux, sans nuances. Céline ne comprend rien aux Juifs, ne voit pas qu'il y a toutes sortes de catégories de Juifs, dont il ne donne qu'une image stéréotypée. Des remarques que je trouve justes sur l'empoisonnement de l'âme européenne sont exprimées dans des termes tels qu'on arrive pas à les prendre au sérieux. Ses imprécations contre les Juifs, ses demi-vérités, ses informations de troisième main, ses falsifications talmudiques, tout cela est grotesque. Même le style est flou. Je crois qu'il a voulu essayer de représenter le Français moyen, un peu ivrogne, racontant tout ce qui lui passe par la tête.



***Louis-Ferdinand Destouches, dit Céline* (1894-1961)**

– Croyez-vous vraiment que Céline se soit senti agressé dans son identité d'Européen, dans sa qualité de barde, de Celte, qu'il revendique souvent ?

– Il s'est cru attaqué dans quelque chose de plus profond que ce que recouvre le mot « celte ». Il s'agissait plutôt, pour lui, d'un génie naturel du terroir français qu'il retrouvait chez les lyriques du XVe siècle, chez Villon, ou Marie de France, que Mme Bonnard, la mère d'Abel Bonnard, connaissait si bien et qu'elle lui récitait avec plaisir, comme il le raconte dans *D'un château l'autre*. Ce lyrisme naturel et paysan, qui s'exprime dans les comptines, les chansons, cette gentillesse du terroir que la spontanéité de Villon lui paraissait représenter assez exactement. C'est cette tradition, encore vivace dans toute une partie du peuple qui n'avait pas encore été touchée par la civilisation de la radio, qu'il sentait menacée.

– Est-ce que cela n'est pas, au fond, une crainte très similaire à celle qu'éprouvait Maurras ?

– Maurras représentait pour Céline quelque chose dont il avait profondément horreur, la culture des mandarins. Les Grecs, le latin, la culture classique du lycée, c'est déjà pour Céline la première dégradation, le déracinement par l'éducation classique. Il voulait être l'homme qui n'a pas été au lycée. Il se réfère à la sensibilité du XVe siècle comme Nietzsche se réfère à la sensibilité grecque. Comme lui, il reproche aux gens de ne plus savoir danser à cause de tous les poisons intellectuels que l'on est en train d'instiller dans leurs cerveaux. L'évocation même de Maurras le mettait en fureur.

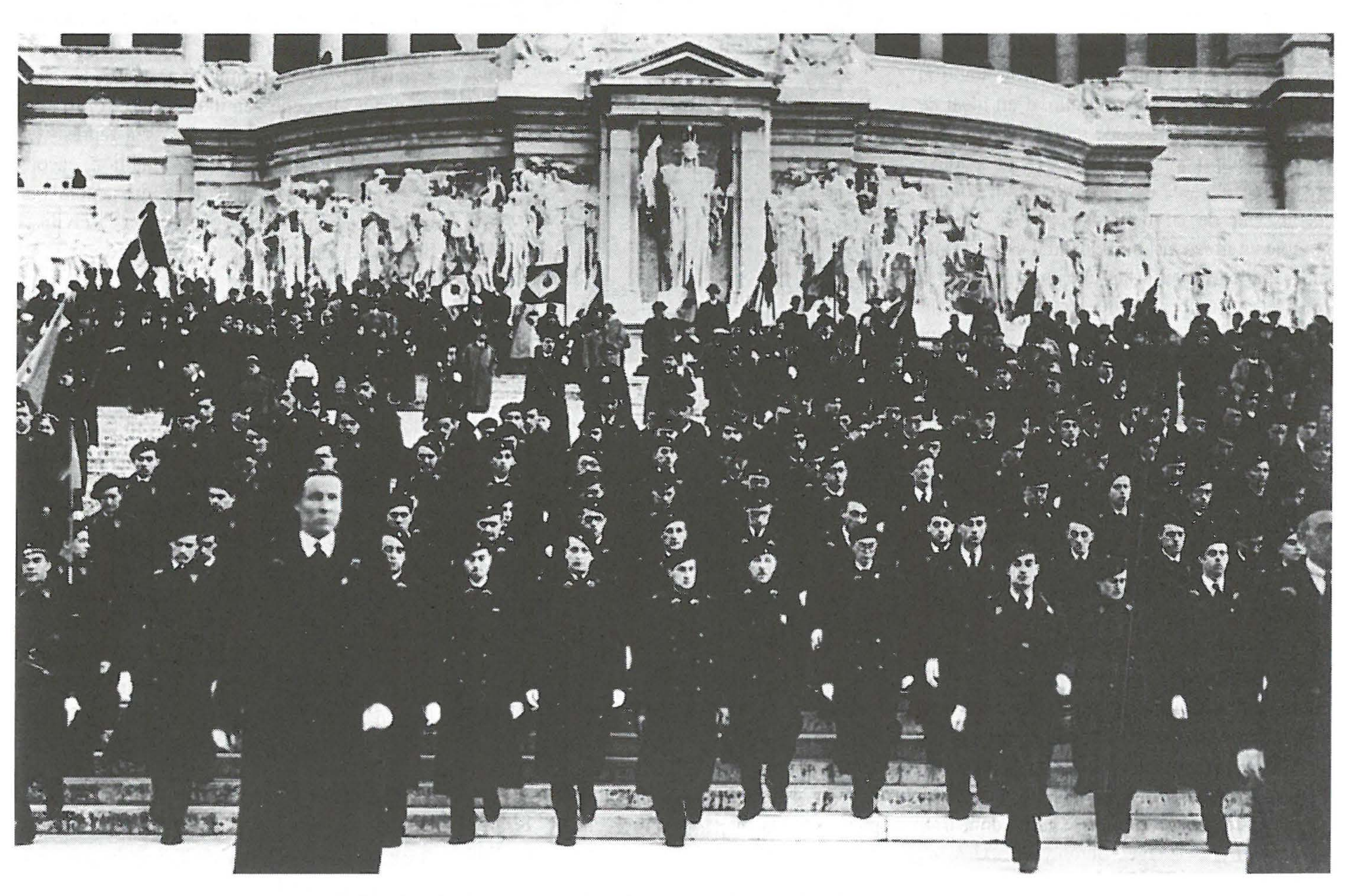
Maurice Bardèche vient de publier aux Éditions Buchet-Chastel des *Souvenirs* qui ne décevront pas ceux qui les attendaient. Nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

LES LIGUES DANS LA RUE

La grande colère des braves gens

PAR PHILIPPE VILGIER

Béret vissé, décorations pendantes, canne au poing, les ligues défilent dans la rue. Fascisme à la française ? C'est vite dit. Les ligues font plutôt figure de mol rassemblement des braves gens. Toujours cocus, rarement contents, sauf quand ils défilent pour montrer une force qui jamais ne servira.



Délégation des Jeunesses patriotes à Rome, sur les marches du Vittoriale, en 1928.

GEORGES VALOIS ET LE FAISCEAU

Le 11 octobre 1925, au lendemain du triomphe du Cartel des gauches, Georges Valois remet à Maurras et à Daudet sa démission de membre des Comités directeurs de l'Action française. Il reproche à la « vieille maison » son peu d'assise populaire et son abandon de l'action révolutionnaire. Un mois plus tard, le 11 novembre 1925, salle Wagram, devant 6 000 personnes, Georges Valois, Philippe Barrès et Jacques Arthuys fondent le « Faisceau des combattants et des producteurs », ce qui entraîne une réaction très hostile de l'Action française.

Georges Gressent, dit Valois (1878-1945), syndicaliste admirateur de Proudhon et Sorel, rejoint l'AF en 1909 et fonde le Cercle Proudhon, destiné à attirer des militants ouvriers.

Courageux combattant en 1914-1918, Valois admire Mussolini et ne s'en cache pas. Il estime qu'un effort de propagande amènera à ses thèses un nombre toujours plus grand de Français. Avec le soutien de ses amis, il fonde un quotidien à l'équipe rédactionnelle brillante, *Le Nouveau Siècle*, et met en place une série de rassemblements qu'il veut impressionnants. Il y a ainsi 4 000 chemises bleues à Verdun le 21 février 1926 pour la journée nationale du combattant ; pour celle des corporations, organisée à Reims le 27 juin suivant il y en a 10 000 – malgré la présence de contre-manifestants communistes. Le Faisceau, alors à son apogée, revendique 30 000 adhérents séduits par l'équation : « nationalisme + socialisme = fascisme ».

Toutefois le Faisceau ne réussit pas à rompre son isolement politique. Le conflit avec l'AF s'est envenimé : les hommes du Faisceau vont jusqu'à envahir les locaux du journal royaliste le 14 novembre 1926, et sont repoussés à coups de revolver... À gauche, les syndicalistes, socialistes ou communistes qui se rallient sont finalement peu nombreux. Le dernier congrès du Faisceau, qui s'ouvre en février 1928, est un échec et précède de peu l'éclatement. Le 10 juin 1928, Valois accentue son évolution vers la gauche en fondant le Parti républicain syndicaliste, tandis que la tendance orthodoxe lance le Parti fasciste révolutionnaire. L'aventure du Faisceau aura duré 30 mois. Pendant l'Occupation, Valois rejoindra la Résistance. Arrêté et déporté, il meurt à Bergen-Belsen en 1945.

P. V.

Bibliographie : Yves Guchet, *Georges Valois*, Éd. Érasme, Paris, 1990.

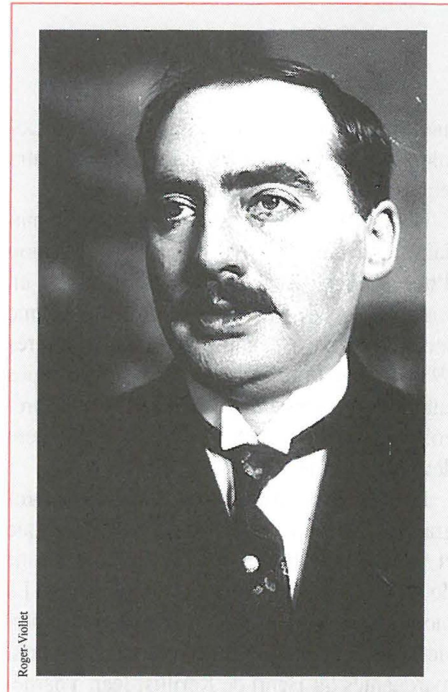
Les ligues ne sont pas une caractéristique de la droite nationaliste. Sous la IIIe République, la première d'entre elles, la Ligue des patriotes, fondée en 1882 par Déroulède, ami de Gambetta, groupait des républicains de gauche alors adeptes de la « Revanche ». Son évolution vers la droite ne se fera que beaucoup plus tard. La Ligue des droits de l'homme, créée pour soutenir le dreyfusisme, n'était pas non plus connue pour pencher à droite.

C'est surtout après 1919, avec l'apparition de vastes mouvements d'anciens combattants (jeunes en ce temps-là), que le terme de ligue désignera des groupements droitiers qui tentent de faire pression sur le pouvoir par la propagande et l'agitation dans la rue, même si cette forme d'action n'est certes pas nouvelle – que l'on songe à la période du boulangisme et de l'affaire Dreyfus. Mais, vers le milieu des années vingt et trente, jusqu'à leur dissolution par le Front populaire le 18 juin 1936, les ligues vont connaître un large développement. Elles se nourrissent des insuffisances institutionnelles du régime et des scandales qui l'éclaboussent, de la montée du péril bolchévique (à l'intérieur et à l'extérieur des frontières) et aussi d'une crainte de l'Allemagne. Ainsi, bien entendu, que « l'esprit anciens combattants » qu'un député de la droite nationale, Xavier Vallat, a pu ainsi définir : *« Nous voulions une France nouvelle où l'Union sacrée des tranchées se continuerait dans plus de fraternelle compréhension et d'esprit social. Nous pensions aussi que ceux qui avaient servi la patrie sous les armes avaient leur mot à dire – et un mot prépondérant – sur la direction des affaires publiques. »*

Par la suite, la politisation des hommes retour du front et d'une jeunesse qui veut les imiter vont amener à la formation des Jeunesses patriotes (JP), de la Solidarité française (SF) et des Croix-de-Feu.

Les Jeunesses patriotes

En 1924, les craintes d'une insurrection bolchévique ne relèvent pas du seul fantasme. Un peu partout en Europe, les émules de Lénine sont à l'œuvre. Les législatives du mois de mai ont vu la défaite du Bloc national et l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches ; le PC a obtenu 26 % des voix dans la région parisienne, et, lors du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, les communistes ont montré leur aptitude à mobiliser les masses. C'est dans ce contexte que la vieille Ligue des patriotes (dirigée par le général Castelnau) confie à Pierre Taittinger, député de Paris, ancien élu bonapartiste de 1919, la réorganisation de sa section de jeunes. Ainsi naissent les Jeunesses patriotes, les JP, *« pour chasser l'ennemi du dedans qui appelle l'ennemi du dehors »* et qui, dès 1926, forment un mouvement entièrement indépendant.



Roger-Viollet

Pierre Taittinger (1887-1965) milita tout jeune aux Comités plébiscitaires de la Seine, organisation bonapartiste. Après une guerre brillante en 1914-1918, il est élu député en 1919 sur une liste bonapartiste en Charente-Inférieure. Par la suite, il sera élu sans discontinuer à Paris. Après la victoire du Cartel des gauches, en 1924, il fonde les Jeunesse Patriotes (JP) et lance son propre journal, *Le National*. Menant sa carrière politique parallèlement à ses affaires, il suspend son journal en 1940, pour ne pas se soumettre aux pressions de l'occupant. Il vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain et devient président du Conseil municipal de Paris. En cette qualité, il intervient avec diplomatie et fermeté en août 1944 auprès du général von Choltitz qu'il parvient à fléchir (*Et Paris ne fut pas détruit*). Épuré à la libération, déclaré inéligible, il présidera quelques temps les Indépendants de Paris.

Les communistes tiennent les JP – gabardine et béret bleu – pour les plus résolus de leurs adversaires, d'où le refrain de la *Jeune garde* : *« Prenez garde, vous les sabreurs, les bourgeois, les gavés et les JP »*. Le 11 avril 1925,

rue Danrémont, au cours d'une réunion électorale, ils n'hésitent pas à ouvrir le feu : quatre jeunes nationalistes sont tués.

Dès 1926, les JP se dotent d'un hebdomadaire, *Le National*. On y défend l'instauration d'une « bonne République ». C'est-à-dire un renforcement de l'exécutif et un nationalisme social, propre à réunir les Français. Après 1933, Pierre Taittinger, relevant des analogies entre les régimes hitlérien et soviétique, prévoit que le III[e] Reich et l'URSS pourraient devenir des alliés objectifs.

Les Jeunesses patriotes, qui, dans leur programme, défendent l'émancipation juridique et politique de la femme, rassembleront sans doute quelque 100 000 adhérents en 1934. Le mouvement s'est acquis l'adhésion de plusieurs parlementaires et de personnalités aussi marquantes qu'Henri de Kérillis, Jean Ybarnégaray, Henry Bordeaux ou le jeune Raymond Cartier. Sa transformation le 11 novembre 1935 en Parti national populaire n'enraye pas un déclin dû en grande partie au changement de climat politique après le 6 février 1934.

François Coty et la solidarité française

La seconde ligue qui revêt une certaine importance est la Solidarité française. À l'origine de ce groupement, François Coty et son journal *L'Ami du peuple*, lancé le 2 mai 1928 – quotidien populaire qui connaît un énorme succès. Vendu 2 sous au lieu de 5, au grand dam de ses concurrents, il est, pour cette raison, sur la liste noire de Havas publicité. Le célèbre parfumeur, qui contrôle déjà le *Figaro*, entend sensibiliser un vaste public sur le thème de la malfaisance du régime parlementaire, à la pléthore de fonctionnaires et aux méfaits de la finance internationale. Il s'intéresse aux organisations d'anciens combattants, en particulier la Ligue de la génération du feu qui se transforme en 1933 en Solidarité française, dirigée par le commandant Jean-Renaud.

Le succès paraît immédiat et culmine au lendemain du 6 février 1934, avec plusieurs dizaines de milliers d'adhérents qui se recrutent en grande partie dans les milieux ouvriers (1). C'est ce qui motive l'adhésion d'un brillant intellectuel, auteur de *Histoire de dix ans 1927-1937* (Gallimard), Jean-Pierre Maxence : *« Le gros mérite de la SF à nos yeux était d'être composée, dans une proportion beaucoup plus considérable que les autres ligues, de militants ouvriers et paysans, vraiment ouvriers, vraiment paysans. Que le mouvement de la révolution nationale ne perdit pas le contact avec le peuple qu'il devait servir : tel était notre souci majeur et, selon nous, la condition première d'une victoire possible. Or, si ce contact pouvait alors être maintenu, élargi, approfondi, ce ne pouvait être qu'à travers, que par la SF. »*



Philippe Vilgier

Ni la chemise ni le brassard ni le défilé martial ne font le fascisme. Défilé des Jeunesses socialistes en juillet 1935. L'uniforme se portait à gauche autant qu'à droite.

Réunions et défilés de chemises bleues sans cravate, « façon prolétaire », se multiplient. La gauche crie au fascisme. En réalité la SF veut confier l'exécutif à un président de la République doté de réels pouvoirs, et ne remet pas même en cause l'existence des partis. Mais, en 1934, Coty, affaibli financièrement par un mauvais divorce (2) – (il est désormais surnommé *« l'odeur qui n'a plus d'argent »*) – vend l'*Ami du peuple* et meurt peu de temps après. D'autre part, le chef de la SF, le commandant Jean-Renaud, manque indéniablement d'envergure. Tirant le bilan au moment de la dissolution de 1936, J.-P. Maxence écrit : *« D'un grand mouvement l'insuffisance d'un vaniteux avait fait un groupe squelettique. »*

Le colonel de La Rocque et les Croix-de-Feu

À l'issue des manifestations parisiennes contre l'exécution, aux États-Unis, en août 1927, des anarchistes Sacco et Vanzetti, la tombe du Soldat inconnu, sous l'Arc de Triomphe de l'Étoile, à Paris, est profanée. Cet incident scandalise des anciens combattants qui vont constituer en novembre 1927 les Croix-de-Feu ou « Association des combattants de l'avant et des blessés de guerre cités pour action d'éclat ». Ceux-ci n'entendent pas se cantonner dans des fonctions commémoratives ; ils n'hésitent pas à descendre dans la rue pour faire interdire, par exemple, une pièce allemande adaptée par Richepin sur l'affaire Dreyfus comme *« attentatoire à l'honneur de l'armée »*.

Le mouvement connaît cependant un faible développement jusqu'à l'arrivée en 1929 du lieutenant-colonel de La Rocque, ancien membre de l'état-major du maréchal Foch. Sous son impulsion, le mouvement élargit son

MARCEL BUCARD ET LE FRANCISME


Roger-Viollet

Le 29 septembre 1933, à 11 heures du soir, sous l'Arc de triomphe, Marcel Bucard, héroïque combattant des tranchées, et une trentaine de ses camarades prêtent serment d'œuvrer à la renaissance de la patrie. Le Francisme est né. Son objectif : être à la France ce que le fascisme a été à l'Italie.

Marcel Bucard (1895-1946) se destinait à la prêtrise. La guerre en jugera autrement. Volontaire en 1914 à 19 ans, il est à 22 ans le plus jeune capitaine de France, décoré de la Légion d'honneur sur le champ de bataille par ses propres hommes. Désormais son destin est tracé. Il est et restera un combattant de l'avant. Prenant tous les risques jusqu'à ceux de la collaboration pendant la guerre suivante, par fidélité au fascisme, et cela jusqu'au poteau d'exécution.

P. V.

Bibliographie : Alain Deniel, *Bucard et le Francisme*, Éd. Jean Picollec, Paris, 1979.


Kharbine-Tapabor

Manifestation du 6 février 1934 contre la corruption des milieux politiques. La garde mobile n'hésite pas à tirer. Il y aura 16 morts et quelque 650 blessés.

recrutement. Il s'ouvre aux « brisards » c'est-à-dire aux anciens du front non décorés (1929), aux fils et filles de Croix-de-Feu (1930), aux Volontaires nationaux (1933), jeunes gens n'ayant pas fait la guerre en raison de leur âge. Il y a aussi les sections féminines, et le « regroupement national » ouvert à diverses catégories de Français. Sur le modèle communiste, se constituent une série d'œuvres sociales : foyers de jeunes, bibliothèques, dispensaires, soupes populaires. Les Croix-de-Feu apparaissent comme la plus importante et la mieux structurée des ligues. À cette organisation, le colonel de La Rocque, qui jouit d'un incontestable charisme, va donner plus une mystique qu'un programme. Il emploiera les mots de Travail, Famille, Patrie qui seront repris par d'autres après 1940.

Les Croix-de-Feu n'entretiennent pas de bons rapports avec les autres ligues, prenant même grand soin de s'en démarquer. Légaliste, La Rocque proclame son attachement à la République et son refus de la violence. *« Nos frontières sont à droite la monarchie, à gauche le drapeau rouge »*. Il lui sera beaucoup reproché lors du 6 février 1934 de ne pas avoir fait marcher ses troupes, sauvant ainsi le régime.

Le 6 février 1934

Ce mardi 6 février 1934, ils sont 40 000 à descendre sur le pavé parisien pour crier *« À bas les voleurs ! »*. La plupart des ligues nationales ont appelé à manifester : l'Action française, les JP, la SF, les Croix-de-Feu ; il y a aussi la Ligue des contribuables, les anciens combattants de l'UNC (ils seront 20 000) et de l'ARAC d'obédience communiste. Le bilan est lourd : 16 morts (dont 15 par balles) du côté des manifestants et quelque 650 blessés. La gauche tonne contre le « complot fasciste » destiné à renverser la République. Aujourd'hui la thèse du « coup d'État d'extrême droite » n'est guère retenue par les historiens ; Dieter Wolf, Philippe Machefer, René Rémond, considèrent plutôt – pour reprendre l'expression de ce dernier – que *« le 6 février n'est pas un putsch, pas même une émeute, seulement une manifestation de rues. »*

Ce qui caractérise cette journée tragique, c'est une absence complète de coordination entre les ligues. La Rocque a même refusé le contact avec les autres responsables. Ni programme ni chef susceptible de rassembler les opposants au régime, ni plan ni désir de prise du pouvoir.

L'appel à un vieux politicien modéré pour diriger le gouvernement, Gaston Doumergue, « le sage de Tournefeuille », suffira à calmer les esprits. Pourtant, les effets de cette journée d'émeute seront durables. La gauche y voit l'annonce d'un « fascisme » français, illusion que partage dans une certaine mesure Pierre Drieu La Rochelle. Finalement, cette agitation ligueuse se montre bien peu révolutionnaire. Déjà avant 1914 avec l'agitation boulangiste et le pseudo « coup de force » de Déroulède (1899), jusqu'au 6 février 1934, les ligues ont toujours répugné à faire couler le sang. Les fascismes étrangers n'ont pas servi de sources d'inspiration aux ligues nationalistes. Le béret basque et la chemise de couleur ne font pas le


Roger-Viollet

Jean Mermoz et le colonel de La Rocque. Aviateur célèbre, héros de la jeunesse, il rejoint les Volontaires nationaux en 1935 et devient vice-président du PSF en 1936. Il disparaît au cours d'un vol le 7 décembre de la même année.

fasciste. D'ailleurs les Jeunesses socialistes de l'époque emploient le même attirail vestimentaire.

Les ligues, qui ont vu passer dans leurs rangs des centaines de milliers de militants désintéressés, n'ont pas réussi à imposer la réforme de l'État qu'elles souhaitaient pour opérer un redressement national face aux périls extérieurs.

Le premier parti de France

Sans doute le temps leur a-t-il manqué. Après la crise de 1934 et l'expérience chaotique du Front populaire, on assiste à une sorte de réveil des énergies qu'Abel Bonnard observe dans les dernières pages des *Modérés* (Grasset, 1936).

L'évolution d'un André Tardieu est, de ce point de vue, révélatrice. Ce parlementaire de grande tradition bourgeoise, conservateur libéral, fait soudain campagne pour une réforme radicale des institutions qui semble calquée sur les positions de la droite la plus autoritaire.

Au même moment, les Croix-de-Feu, après leur dissolution (18 juin 1936) se sont transformées en Parti social français (PSF). Cette appellation n'est pas qu'un simple camouflage. Il annonce bel et bien la transformation de la ligue en parti, la volonté d'intervenir dans la vie politique institutionnelle, d'accéder au pouvoir. À la veille de la guerre, dans la perspective des élections législatives prévues pour 1940, le PSF se prépare intensément. Avec deux millions d'adhérents, il est devenu, de loin, le premier parti de France. Cette montée en puissance sera brisée par la guerre, la défaite et ce qui s'en suivra. Nul ne peut dire ce qu'eut été l'évolution de la France sans la catastrophe de 1940.

PHILIPPE VILGIER

*** Philippe Vilgier est docteur en sciences politiques.**

---

(1) Une partie du recrutement est d'origine nord-africaine, ce qui fait surnommer le mouvement : la *Sidi-larité française*.

(2) Dans son *Dictionnaire de la politique française* (1967), Henry Coston écrit : *« Coty s'était attaqué à plus fort que lui. La riposte des banquiers et des hommes d'affaires qu'il avait stigmatisés fut aussi habile qu'efficace. Un jeune israélite roumain fit la conquête de Mme Coty que son mari délaissait. Le divorce qui s'en suivit mit le parfumeur dans la gêne... ».*

LE COLONEL DE LA ROCQUE (1886-1946)

Entré à Saint-Cyr en 1905, François de La Rocque est admis à faire valoir ses droits à la retraite en 1928 avec le grade de lieutenant-colonel. Les graves blessures reçues en 1916 ne l'avaient pas empêché de faire campagne jusqu'en 1918.

Il adhère aux Croix-de-Feu en mai 1929 et en devient le président en 1932. L'année suivante, il les dote d'une doctrine avec *Service public*, un livre qui dès janvier 1935 en est à soixante-huitième édition. Le mouvement est dissous en 1936, par le gouvernement du Front populaire. La Rocque fonde alors avec Jean Mermoz le Parti social français (PSF), qui en 1938, aura près d'un million d'adhérents. Le 14 juillet 1937, il prend la direction du *Petit Journal*, étendant ainsi l'audience du PSF.

Après la défaite de 1940, La Rocque transforme le PSF en Progrès social français et refuse toute participation à la Révolution nationale de Vichy, tout en marquant sa méfiance pour le gaullisme. L'action politique provisoirement suspendue a fait place à l'entraide sociale qui camoufle des activités de résistance. Incarcéré par la Gestapo avec 152 cadres du PSF en mars 1943, La Rocque est déporté à Eisenberg (Tchécoslovaquie) et Itter (Autriche). Libéré le 8 mai 1945, il est interné dès son retour en France sur pression des communistes, alors tout-puissants. Trois mois auparavant, à la tribune de l'Assemblée consultative, Jacques Duclos, au nom du PC, avait demandé l'arrestation des chefs du PSF qualifié de *« parti hitlérien »*. Le 28 avril 1946, le colonel de La Rocque meurt en détention des suites de la déportation. Quinze ans plus tard, il recevra à titre posthume la médaille des déportés-résistants, et le général de Gaulle présentera à sa veuve *« les excuses du gouvernement pour une injustice dont il mesure la profondeur »*.

P. V.

Bibliographie : Philippe Rudaux, *Les Croix de Feu et le PSF*, Éd. France-Empire, Paris 1967.

RÉVÉLATIONS D'UN TÉMOIN

Les secrets de la Cagoule

PAR HENRY CHARBONNEAU

Seule vraie conspiration de l'extrême droite, la Cagoule n'a pas livré tous ses secrets. À la veille de la guerre, Édouard Daladier, ministre de la Guerre, décida de couvrir les officiers d'active compromis avec l'organisation secrète, parfois sur ordre. Souvent pillé, rarement cité, voici le récit complet d'Henry Charbonneau, qui fut le secrétaire d'Eugène Deloncle et à ce titre le meilleur témoin du complot.

La guerre d'Éthiopie (1935) avait comme conséquence de partager nettement la droite. La coupure se faisait entre les libéraux, toujours défiants à l'égard des États totalitaires, et nous, les « fascistes » attirés chaque jour davantage par le régime de Mussolini, qui nous apparaissait comme une monarchie musclée, appliquant avec succès les principes qui nous étaient chers.

Vis-à-vis de l'Allemagne, la position de la nouvelle droite fasciste qui se cherchait était plus prudente. Mais beaucoup admettaient déjà qu'il était stupide de faire une guerre préventive à l'Allemagne parce que l'on n'était pas d'accord avec certains aspects de sa politique.

Ainsi, peu à peu, se dessinaient de nouvelles lignes de partage. L'esprit des guerres de religion faisait à nouveau surface. Nous allions être prêts un jour prochain à considérer – *et d'un côté comme de l'autre* – qu'il pouvait y avoir un patriotisme « idéologique » jouxtant et tiraillant même dans de pénibles cas de conscience le patriotisme traditionnel.

L'Action française freinait cependant de toutes ses forces la tendance à « l'Internationale blanche ». Son pacifisme nouveau, son hostilité à en découdre immédiatement avec l'Allemagne n'était basé – et ce sera son attitude jusqu'à la guerre – que sur l'insuffisance de nos moyens militaires.


Roger-Viollet

Ancien responsable de la célèbre 17ᵉ équipe parisienne des Camelots du roi, Jean Filliol fut à l'origine de la création de la Cagoule. « Je n'avais pas encore approché d'hommes de cette sorte, écrira Raymond Abellio, fasciné, à la fois intelligents et durs, mais n'exprimant aucun sentiment. Au contraire des caractériels qui étouffent de haine et de colère dans leur fanatisme, les membres de la "bande à Deloncle" y respiraient à l'aise dans un parfait équilibre des sens et de l'esprit. » (Sol Invictus, *Ramsay, 1980*).

Or, le « nationalisme intégral » m'apparaissait désormais comme un impératif bien court !

Je n'étais plus d'accord avec cette vision et cette conception que je trouvais bien étroites. J'évoluais avec difficulté dans le cadre le l'Action française. Je ne trouvais plus les réponses aux questions que le temps nous posait et nous imposait. J'étais comme le croyant qui a perdu la foi, mais qui par habitude ou pour ne pas tomber dans un vide redoutable, continue à aller à la messe, et à fréquenter les sacrements.

Des contacts se nouaient entre les « dissidents » des divers ligues et mouvements, tous mécontents de l'étroitesse d'esprit, du manque de sens « révolutionnaire » de leurs cadres et de leurs chefs. Bien entendu, ce fut avec les dissidents de l'AF elle-même que j'entrai en relations.

J'avais de fréquents contacts avec un chef de Camelots du roi, Jean Filliol, qui s'apprêtait lui aussi à partir en dissidence. Après quelques temps, il quitta l'AF, entraînant dans sa dissidence l'effectif total de la 17ᵉ équipe (XVIᵉ arrondissement de Paris).

Si L'Action française se contentait d'une

agressivité de plume (chaque jour Maurras traitait Léon Blum de *« chacal, chameau, chien »*), Filliol avait réagi dans la rue. Mais il comprit rapidement que les actes isolés ne servaient à rien, qu'il fallait au contraire monter une véritable société secrète formée de tous les anciens membres des ligues, dégoûtés et décidés à mener un combat sérieux *avec des armes*.

Eugène Deloncle polytechnicien et comploteur

Filliol eut l'intelligence de voir que, s'il avait pu commander parfaitement à cent cinquante camelots, l'effectif d'une compagnie d'infanterie, s'il était susceptible d'entraîner encore beaucoup plus d'hommes, il n'avait pas assez d'étoffe pour devenir le chef d'une grande organisation. Il chercha autour de lui quelqu'un de sûr, capable de diriger l'entreprise. Et son choix se porta sur Eugène Deloncle, cet ingénieur polytechnicien, si discipliné, si assidu à la vente dominicale à la criée de *L'Action française*. Lui avait un nom, des relations dans tous les milieux, un brillant passé militaire, il était fidèle à la cause, courageux, dynamique. Filliol avait trouvé son homme et Eugène Deloncle allait fonder l'*Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale*, l'*OSARN* (1), plus communément appelée la Cagoule.

Le personnage était attachant. À l'approche de la cinquantaine c'était un petit homme, costaud, mais avec une tendance à épaissir, contre laquelle il luttait. Il avait une belle tête de Romain, au front dégarni, un nez fin, des yeux intelligents, un sourire agréable. D'aspect ouvert, avenant, parlant toujours avec beaucoup de persuasion, il éveillait tout de suite la sympathie.

Sa mère, véritable Laetizia Ramolino, sœur du général Grossetti, qui en 1914 commandait une armée, avait élevé sévèrement ses quatre enfants. Reçu à Polytechnique, sorti dans la botte, puis major de sa promotion au génie maritime, Deloncle, lors de la guerre, servit d'abord dans la marine. Trouvant que les croisières de blocus manquaient de risques (!) il obtint, par l'entremise de son oncle Grossetti, d'être versé dans l'artillerie de campagne. Il y fut très grièvement blessé.

Après la guerre, Eugène Deloncle avait poursuivi une carrière professionnelle extrêmement brillante.

Très longtemps, Deloncle n'avait suivi que



Roger-Viollet

Eugène Deloncle (1890-1944). Ascendance celte et corse. Polytechnicien. Courageux combattant de 14-18. Il quitte l'AF en 1934 pour constituer la Cagoule dont il sera le seul véritable chef. Désormais sa vie se confond avec la violence et le secret. Il est tué en 1944 par des agents des services secrets allemands.

d'assez loin la politique. De tradition et de réflexes, il était foncièrement patriote. Il fut acquis à la monarchie, sincèrement et profondément.

Deloncle était plus intéressé par l'action que par la théorie. Il adorait les agents secrets, les mystères, les intrigues compliquées, et en même temps les copains, les coups hardis, les armes à feu, la bagarre et les bagarreurs. Il savait être chaleureux, aimait à persuader, à prouver, à attirer et, avec son esprit mathématique, son ton convaincant et un peu de faconde méridionale aussi, il dominait fréquemment son interlocuteur.

Ami dévoué, homme de clan, il était intraitable en cas de trahison, et il l'a montré !

Il se consacre immédiatement à la besogne avec un acharnement qui va durer un an et demi. En quelques jours, il a établi un plan avec la même rigueur d'esprit qu'il met dans ses constructions et ses affaires :

– Recruter un nombre sélectionné d'hommes de qualité et prêts à tous, lesquels vont « noyauter » – le mot est alors à la mode – les partis et mouvements existants.

– Trouver de l'argent, et non pas par souscriptions de militants, aumônes, etc., mais de telle façon que le problème financier ne se pose plus.

– Acheter des armes et les stocker, afin qu'au premier choc avec les forces régulières, qui n'auraient pas été neutralisées par d'autres moyens, les *Groupes d'action révolutionnaire* ajoutent à l'effet de surprise l'avantage d'un armement souple et efficace.

Un état-major restreint est constitué, qui groupe des amis particulièrement sûrs : Filliol, bien entendu, Gabriel Jeantet, Jacques Corrèze, le docteur Henry Martin, un éminent praticien, qui a été longtemps à l'Action française. Tous sont monarchistes, et quand moi-même j'entrerai dans le saint des saints de l'Organisation, Deloncle me dira toute sa confiance parce que j'ai appartenu à l'Action Française.

Aux membres de l'Organisation on n'en dit pas tant ! Et c'est là une des habiletés de Deloncle. Une formule assez vague a été adoptée. Le nouveau membre de l'Organisation, « l'impétrant », prête serment sur les trois couleurs, de fidélité et d'obéissance au « mouvement ».

Rapidement, Filliol et Jeantet ont touché les dissidents d'AF des provinces, ceux qui depuis des années attendent avec impatience que l'on passe sérieusement à l'action ; en particulier dans le Sud-Est, où Darnand, de Nice, et ses amis adhèrent tout de suite au Mouvement. Mais beaucoup de chefs en exercice de l'AF participent au nouveau mouvement. Deloncle ne cherche d'ailleurs nullement à sortir les militants de leur propre organisation. Au contraire ! Chaque nouveau « cagoulard » doit demeurer dans son parti ou mouvement, s'y créer une position privilégiée, et pouvoir entraîner, le jour J, des militants de bonne volonté, qui seront cagoulards sans le savoir !

Contacts avec le patronat et l'armée

Des cagoulards sans le savoir ? Il en est beaucoup ! Deloncle, utilisant au maximum l'état de panique qui est celui des « honnêtes gens » de la bourgeoisie française depuis le début du Front populaire, a réussi à coiffer divers mouvements « d'autodéfense » qui se sont formés en province face au péril communiste. À la tête de l'UCAD – Union des Comités d'autodéfense, (sorte de couverture légale de la Cagoule) – il a placé un général d'aviation, qui fut le plus jeune général de l'armée française, grand cœur et tête un peu légère, le général Duseigneur, que seconde l'un des plus charmants et des plus distingués des membres de l'aristocratie française, le duc Pozzo di Borgo, ancien chef Croix-de-Feu.

Deloncle, qui se fait appeler Monsieur

Marie, s'est introduit en bon apôtre dans les milieux du haut patronat, qu'il connaît déjà bien professionnellement : *« Pourquoi les industriels distribuent-ils de grosses sommes, totalement inutiles, aux partis somnolents de la droite et du centre, alors que lui et son organisation d'autodéfense constituent le rempart le plus sérieux et le plus efficace contre le communisme ? À lui, Deloncle, polytechnicien et homme rompu aux affaires, on peut faire confiance ! »*

On a grand peur alors, dans les milieux financiers et industriels, et ce Deloncle semble un sacré bonhomme ! On lui donne volontiers de l'argent...

L'étonnant M. Marie obtient un égal succès auprès des grands chefs de l'armée. Oh, il ne parle pas de conspiration contre la République ! Il est tout simplement un patriote, le neveu du général Grossetti, l'officier de marine passé dans l'artillerie de campagne, cité et blessé grièvement, l'ami du général Duseigneur, qui veut à tout prix sauver l'armée française de la subversion menaçante des communistes. Pourquoi les cadres supérieurs de l'armée ne collaboreraient-ils pas avec lui dans une tâche de protection patriotique ? D'aucuns le pensent en effet dans les milieux militaires. Le commandant Loustaunau-Lacau, diablement intelligent et ambitieux, de l'état-major du maréchal Pétain (2), et le colonel Groussard, dont le visage à la Eric von Stroheim ne prédispose pas à l'action clandestine, prennent des contacts avec Deloncle – pour des mesures défensives, cela s'entend ! Le général Giraud, gouverneur de Metz, va plus loin : il rencontre Deloncle et le duc Pozzo di Borgo à l'hôtel Thiers, à Nancy, et l'on décide de *« travailler de concert »*. M. Marie poursuit ses entrevues militaires : le général Dufieux, du Conseil supérieur de la guerre, l'état-major de la marine, avec lequel il demeura en liaison par le commandant Labat. L'armée ne s'engage pas, assurément, mais elle accepte des « contacts », et pour Deloncle c'est capital.



Keystone

Tout jeune sympathisant d'Action française, François Mitterrand manifeste en février 1935, avec les étudiants parisiens aux cris de « La France aux Français ! »

Un avant-goût de Résistance

En quelque mois, l'organisation groupe tout ce qu'il y a de dynamique dans les Croix-de-Feu, aux Jeunesses patriotes, dans les associations d'anciens combattants, dans les ligues. Ce monde est ravi ! Enfin des chefs qui en veulent. Enfin des armes ! Finis les parlotes, les défilés, les cérémonies mortuaires, les cercles d'études, les ventes de charité et les recouvrements de cotisations ! Permanences et réunions de sections sont remplacées par des exercices de tir clandestins, par des manœuvres de cadres, avec mots de passe, signes de reconnaissance. Bien sûr, il y a un côté un peu risible dans tout cela, que quelques années plus tard la Résistance accentuera à l'extrême.

Tout cela est parfait ! Mais il aurait fallu près de Deloncle un état-major technique d'une classe exceptionnelle, dont la qualité essentielle eût été de tout retenir sans établir de fichier écrit. Or les colonels en retraite et l'universitaire Corre (3), qui servent au « Premier bureau » de l'organisation, ne peuvent s'empêcher de remplir des casiers de paperasses. Le « Deuxième bureau » n'est pas plus sérieux. Le docteur Martin, le *« Bib »*, comme on le surnommera plus tard, a toutes sortes de qualités, morales, intellectuelles, professionnelles ; il lui en manque une, capitale pour le travail qu'il assume : l'esprit critique. Le Bib était un incorrigible mythomane – alors qu'il était un praticien des plus sérieux ! – et ses informations étaient de cet ordre : l'archevêque de Paris, le cardinal Verdier, est franc-maçon... Mgr Bertin a oublié sa serviette dans un bordel... Le parti communiste tente samedi prochain un putsch décisif... Malheureusement, Deloncle croit, et croira toujours, aux « renseignements », et plus tard quand, sous l'Occupation, il sera fâché avec le Bib, il ne pourra s'empêcher de passer un bon moment chaque matin à écouter les calembredaines de farceurs plus ou moins inconscients. Le renseignement ? Une des plaies des mouvements de droite.

Les véritables « opérations » d'alors, passages d'armes, coups de main, punition des traîtres, attentats, sont du ressort exclusif de Deloncle et de son comité très restreint. Lui seul, avec sa prodigieuse mémoire et sa riche mécanique intellectuelle, sait tout, s'occupe de tout et donne son impulsion à tout ! On lui reprochera, par la suite, de ne pas avoir eu plus d'ordre, de méthode, d'avoir travaillé dans la pagaille, d'avoir mal choisi les hommes. Mais tout est à improviser, et en quelques mois. Il n'existe en France aucune tradition, aucun esprit même de clandestinité ; à droite surtout.

Gabriel Jeantet, « Gabès », s'occupe tout spécialement de l'armement. Il a acheté en Suisse, en Belgique et en Italie, des stocks importants de mitraillettes Schmeisser et Beretta, ce qu'il faut pour le déclenchement d'une opération. Car tout le système imaginé – et fort habilement – par Deloncle, repose en effet sur l'intervention de groupes restreints, décidés, bien armés, et que viendront soutenir aussitôt l'armée et les militants politiques. Filliol s'occupe de constituer des dépôts.

Un autre passeur d'armes : Joseph Darnand, à Nice, dont les camions aident ensuite à la répartition dans toute la France.

D'impardonnables bavures

Si les communistes avaient dominé totalement le Front populaire, et s'ils avaient déclenché une véritable action révolutionnaire fin 36 ou début 37, il n'est pas insensé de penser que le dispositif mis au point par Deloncle aurait pu jouer, et même réussir.



L'un des arsenaux secrets de la Cagoule découvert à Paris. Un armement composite, d'origine française et étrangère.

Keystone

Mais il en fut autrement : dès le début 1937, une fêlure, qui ne cessera de s'agrandir, morcelle la coalition victorieuse aux élections. Les socialistes reprochent aux communistes de ne pas comprendre la nécessité de la « pause ». Les radicaux, comme souvent au milieu d'une législature, s'apprêtent à changer de partenaires. La grande peur commence à décroître. Les occupations d'usines cessent, le ministre de la Guerre, Edouard Daladier, fait des déclarations patriotiques très fermes. Les éléments militaires, qui n'ont jamais été très catégoriques, « décrochent » insensiblement. Loustaunau-Lacau et le colonel Groussard ne voient plus Deloncle. L'accueil n'est plus le même pour M. Marie dans les bureaux du haut patronat. Après tout, les sommes importantes qu'on lui versait étaient destinées à une œuvre de défense. Le péril n'existant plus, pourquoi continuer à donner de l'argent ?

En même temps que le climat de frousse aiguë disparaît, les nouveaux activistes de l'organisation s'impatientent. Et les sottises s'amoncellent. Deloncle doit accepter de rendre « certains services » à l'Italie, qui a laissé partir les armes, comme l'exécution des frères Rosselli, deux antifascistes italiens, qui seront abattus dans la forêt de Bagnoles-de-l'Orne (4). Lui-même fait procéder à la punition de ceux qui ont volé l'organisation. (5)

Attentat contre le patronat

Voyant que les milieux industriels n'avaient plus peur, Deloncle décida de leur rappeler qu'il y avait toujours pour eux un certain danger. Le 11 septembre 1937, l'immeuble de la Confédération du patronat français, sis rue de Presbourg, fut détruit par l'explosion d'une bombe (6).

Depuis un an que l'on « conspirait » sans avoir d'histoire avec la police, on s'habituait à l'idée que celle-ci ne connaissait rien ou pas grand-chose de l'organisation. On prenait moins de précautions, souvent pas du tout même.

L'attentat de l'Étoile était-il, vraiment, bien utile ? Et était-il utile que Méténier invite l'ingénieur Locuty, pour lui donner la bombe, à un déjeuner fin au restaurant Lucas-Carton, en compagnie d'une gente demoiselle de rencontre ? Etait-ce nécessaire, sinon noble, d'accepter la mission de vengeance contre les frères Rosselli et, pour les exécuteurs, de s'y rendre en deux voitures avec de petites amies, comme à une joyeuse partie de campagne ? Et les passages d'armes à la frontières suisse, pourquoi les dames y sont-elles mêlées ? Parce que le Français est galant et ne peut se passer de la compagnie des femmes ? Bien sûr ! Et Deloncle est indulgent à la vie privée de ses amis…

Le faux putsch du 15 octobre

En septembre, une voiture qui revient d'une cluse jurassienne a son coffre percé par un choc, et sème sur son chemin des cartouches de mitraillettes, comme le Petit Poucet jalonnait sa route de cailloux blancs. Alertée, une brigade de gendarmerie intercepte la voiture, dont le conducteur, Jakubiez, un homme de Filliol, est arrêtée. On le passe à tabac. Et sous les coups il lâche quelques renseignements. Les flics de la rue des Saussaies et du quai des Orfèvres vont remonter des filières… Plusieurs arrestations sont opérées.

M. Marie sait désormais que les jours de l'organisation sont comptés. Abandonné par ses bailleurs de fonds, isolé des militaires, qui lui tournent résolument le dos, surveillé par toutes les polices, il est acculé à tenter rapidement un grand coup et dans des circonstances qui ne sont guère favorables. Voilà que le Bib apporte une information sensationnelle, et comme toujours incontrôlée : les communistes préparent un putsch pour le 15 octobre… C'est magnifique ! Quelle belle occasion !

L'information paraît dans la presse. Les communistes démentent, mais l'organisation est mobilisée.

Il n'y a plus qu'à attendre. Attendre ! On attend comme tous les soldats, en fumant, bavardant, saucissonnant. Et, peu à peu, une inquiétude nous envahit : et s'il ne se passe rien ? Remettre la chose à plus tard… encore ! Après une mobilisation de ce genre, tout ne risque-t-il pas d'être éventé ? A cinq heures du matin, un dernier agent de liaison nous a donné l'ultime consigne : *« Rentrez chez vous ! »*

Trois jours après, Deloncle, le général

QUAND LA CAGOULE REFAIT SURFACE

L'AFFAIRE DE L'ORÉAL

À la fin de son livre sur *la Cagoule* (Albin Michel, 1992), Philippe Bourdrel évoque la résurgence médiatique de la société secrète quand éclata l'affaire de la Panavision, filiale audiovisuelle de la société L'Oréal, fondée par Eugène Schueller, homme d'affaires sympathisant de l'organisation secrète. Ancien vice-président de la Panavision, Jean Frydman estimait en avoir été écarté en tant que juif, sur pression arabe, et aussi par l'intermédiaire de Jacques Corrèze, ex-cagoulard célèbre, bras droit d'Eugène Deloncle, condamné en 1948, puis amnistié, avant de faire une brillante carrière à L'Oréal où il avait été embauché par François Dalle, successeur d'Eugène Schueller. Jean Frydman découvrait, paraît-il, le passé sulfureux de Jacques Corrèze, président de la société Cosmair, représentant L'Oréal aux États-Unis. S'ensuivirent de violentes polémiques. François Dalle déclarant à l'*Express* : *« Frydman utilise la Shoah, pour se faire du pognon, c'est tout ! »*

Cible infortunée de cet étrange conflit, Jacques Corrèze donnait le 26 juin 1991 sa démission de président de la Cosmair, remettait à l'Agence France Presse un communiqué très digne sur ses activités des années quarante... et mourait le soir même à l'âge de 79 ans, d'un cancer au pancréas que n'avait pas arrangé les effets du procès médiatique dont il venait d'être la victime. Son décès, manifestement, soulageait bien du monde, puisque l'on apprenait en janvier 1992 que MM. Frydman et Dalle concluaient un accord à l'amiable. Il n'y avait plus aucune raison que l'affaire aille en justice. Ce qui a été confirmé le 5 décembre par un non-lieu rendu par le juge Getti, qui instruisait le dossier et avait même fait perquisitionner au siège de L'Oréal. Dans le meilleur d'un certain monde, tout est bien qui finit bien.

JEAN-PAUL ANGELELLI

Duseigneur et plusieurs dizaines de conjurés étaient arrêtés. La grande presse annonçait en première page le *« dangereux complot de la Cagoule »*.

Une fois Deloncle arrêté, ce fut la débâcle. La police, qui avait patiemment attendu, resserrait rapidement ses filets. Elle découvrit presque tout de suite le fichier de Corre. C'était le Bottin de la Conjuration. L'organisation cessait d'être une société secrète ! Il ne restait plus à ces messieurs de la rue des Saussaies et de la Préfecture qu'à se rendre au domicile des conspirateurs.

Quant aux dépôts d'armes, ils étaient détectés l'un après l'autre, à la suite des interrogatoires et des perquisitions.

La presse consacrait chaque jour une grande place au « complot » : celle de gauche pour en demander une énergique et prompte répression, celle de droite pour le présenter comme une réaction naturelle d'autodéfense au cours de la période *« prérévolutionnaire du Front populaire de sinistre mémoire »*.

Deloncle, lui, n'avait pas voulu s'enfuir. Eternel optimiste, il espérait au début que ce ne serait qu'un coup de bourrasque et que l'organisation ne serait pas détruite. Il s'était assimilé la « vie pénitentiaire » en quelques jours et lui, l'ancien constructeur naval, courait les coursives de son nouveau bateau où il se faufilait, utilisant toutes les astuces d'un cheval de retour des prisons. A l'infirmerie, au parloir des avocats, dans un escalier, il donnait des rendez-vous pour mettre au point des alibis, harmoniser la défense...

La vérité éclate

Le gouvernement, lui, de son côté, nous préparait une jolie surprise ! Le 14 janvier 1938, le ministre de l'Intérieur, Marx Dormoy, convoque une conférence de presse, et dévoile les premiers résultats de la longue enquête de la police : ce sont les « cagoulards » qui ont assassiné les frères Rosselli, l'économiste russe Navachine, les trafiquants d'armes Jean Baptiste et Maurice Juif ; qui ont mis des bombes explosives dans deux immeubles du patronat français, à la cathédrale de Montpellier et ailleurs. Ces gens-là sont des assassins, des terroristes et des provocateurs.

Stupeur à droite et chez tous les « honnêtes gens ». À quel hommes avions-nous donné nos sympathies ! Désormais, Deloncle, Méténier et quelques autres constituent à la Santé un petit groupe de pestiférés, dont tous les autres conjurés, qui prétendent avoir été trompés, entendent se désolidariser, tout au moins devant la justice. Les compagnons, les confidents de Deloncle ont pour la plupart réussi à quitter la France. Jeantet et le Bib sont en Italie, Filliol est parvenu à gagner Saint-Sébastien. La presse de droite, atterrée, regrette de s'être engagée à la légère.

[Dix-huit mois passent. Les passions s'apaisent. D'autres périls beaucoup plus urgents mobilisent l'opinion et les milieux politiques. Durant l'été 1939, après la signature du pacte germano-soviétique, la guerre avec l'Allemagne semble certaine.]

Rentré à Paris le jour de la mobilisation j'endossais moi aussi mon uniforme et c'est en sergent d'infanterie que l'après-midi je me rendis à la Santé prendre congé d'Eugène Deloncle et des camarades.

Le quartier politique de la prison était sans doute l'un des seuls endroits dans Paris où la déclaration de guerre était attendue avec une sorte d'impatience. Pour la plupart l'ouverture des hostilités entraînait automatiquement l'ouverture des portes de la prison !

Deloncle semblait repris par un vieux réflexe d'Action française : il n'aimait pas les Boches ! Sans doute cette guerre était celle de la démocratie abhorrée, mais Hitler avait vraiment trop tiré sur la corde.

« Ce n'est pas contre le régime national socialiste que nous nous battrons, mais contre "l'Allemagne éternelle" dénoncée par Bainville », expliquait-il...

HENRY CHARBONNEAU

*** Les souvenirs d'Henry Charbonneau ont été publiés sous le titre *Les Mémoires de Porthos*, Éditions du Clan, Paris 1967 et Éditions du Trident, 1981.**

---

(1) Également appelé *Comité Secret d'Action Révolutionnaire* (*CSAR*)

(2) Le maréchal Pétain, tardivement informé de ces contacts, ordonnera d'y mettre fin. En revanche, le maréchal Franchet d'Esperey apportera son soutien. Il interviendra même auprès de Loustaunau-Lacau pour que celui-ci rejoigne la Cagoule avec ses réseaux de renseignement « corvignole », initialement destinés à dépister et à détruire les cellules communistes clandestines dans l'armée.

(3) Fusillé par les Allemands comme agent anglais en 1942.

(4) L'exécution, réalisée par Filliol, s'est déroulée le 9 juin 1937. Elle a été précédée, le 24 janvier 1937, par celle de Dimitri Navachine, directeur de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord et cadre important du Komintern.

(5) Maurice Juif, qui avait puisé dans la caisse, est exécuté le 8 février 1937 à Césio, en Italie.

(6) Cet attentat fut tout d'abord mis sur le compte de l'extrême gauche.

ANNÉES TRENTE

La tentation fasciste chez les écrivains

PAR PAUL SÉRANT

Les années 1930, moment capital dans l'histoire des idées. Une nouvelle génération surgit dans la vie publique. Des hommes jeunes, venus de tous les horizons, sont en révolte contre la platitude du monde bourgeois et le matérialisme issu des Lumières. Ils sont les témoins d'une crise de civilisation sans égal, tandis qu'autour d'eux le monde bascule, et qu'en Europe se lève, « immense et rouge », l'espérance équivoque du fascisme.

« *Nous ne sommes ni à droite ni à gauche. Nous ne sommes pas pour l'autorité contre la liberté. Nous sommes pour une autorité souveraine forte et pour une liberté non moins forte. Pour un État fortement constitué et pour une représentation nouvelle, régionale, syndicale, corporative...* »

Ainsi s'exprime, en novembre 1928, dans son journal *Le Nouveau Siècle,* Georges Valois, dissident de l'Action française, fondateur du Faisceau, le premier parti fasciste français.

Le Faisceau aura la vie brève. Valois regrettera assez vite d'avoir cru en Mussolini, qui lui paraîtra s'orienter finalement dans un sens réactionnaire. En 1928, il remplacera le Faisceau par un *Parti républicain syndicaliste.* Mais il se brouillera avec beaucoup d'amis, et à l'heure où les ligues nationales vont développer leur action, Valois n'est plus connu que d'un milieu restreint.

Les intellectuels nationalistes des années trente vont pourtant s'efforcer, eux aussi, de trouver une « troisième voie » entre la droite et la gauche, le capitalisme et le socialisme révolutionnaire.


Roger-Viollet

Georges Bernanos. Roger Nimier a dit de lui : c'était **« un Grand d'Espagne. Tout en lui disait ce destin : la noblesse du regard, ses yeux cernés de bistre et jusqu'à cette voix étonnante, jacassière, enrouée, où l'on retrouve le ton des vieilles cours d'Europe ».**

Parmi eux, Pierre Drieu La Rochelle retient particulièrement l'attention. Dans son livre *Socialisme fasciste* (1), il constate en 1934 les faiblesses respectives et de la droite, et de la gauche françaises. Le monde de droite, le monde « national », lui semble ignorer les problèmes sociaux et organiques du pays. Le monde de gauche, le monde social, comprend, lui, ces problèmes, mais il les délaisse volontiers pour d'autres : anticléricalisme, pacifisme, etc.

À droite, la volonté d'agir est forte à l'Action française, et à gauche, au parti communiste. Mais l'AF est incapable d'entraîner l'ensemble du monde de droite, et le communisme, l'ensemble du monde de gauche. *« Le monde d'extrême gauche est incapable de renverser le capitalisme, comme le monde d'extrême droite est incapable de renverser la démocratie – parce que les deux mondes moyens de gauche et de droite se tiennent. »*

Autrement dit : les Français dans leur majorité sont attachés à un ensemble d'habitudes qui leur fait écarter les changements en profondeur. Cela étant, Drieu n'en pense pas moins que *« les journées de février (1934) ont sonné le glas de la vieille division du*

LE MYSTÈRE DE GEORGES BERNANOS

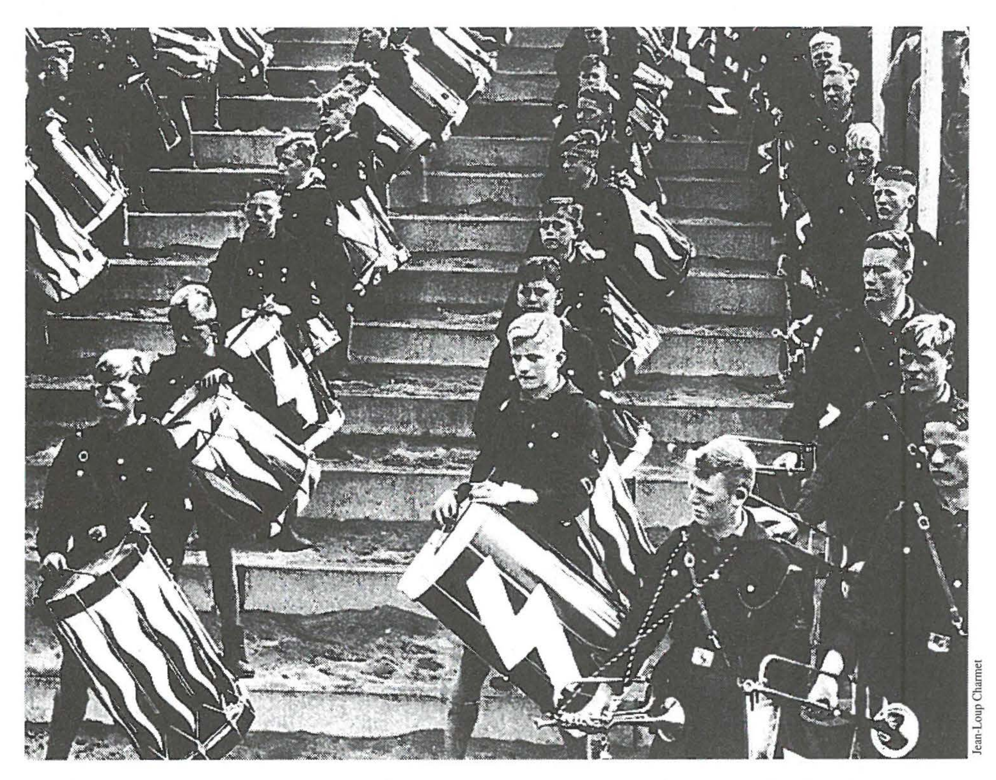
Au départ, nous trouvons un solide camelot du roi, dont le père lisait Drumont et qui, lui-même, s'enchante de Léon Daudet. Or, les Camelots du roi, en 1910, étaient la première bande révolutionnaire d'Europe. C'étaient des garçons *« de tous les milieux »*, comme on dit, qui s'étaient habitués à la prison et considéraient la république comme un grand désordre général ; ils voulaient l'accentuer, pour en guérir la France, par mille désordres particuliers. Donc voilà un factieux, qui fera la guerre dans la cavalerie, une tête chaude, mais un ligueur d'Action française très respectueux de ses chefs. Puis il les quittera car il sentira qu'ils ne *« descendront pas dans la rue »*, comme ils le promettaient, et, après tout, les théories du nationalisme, il s'en moque passablement, elles ne lui servent à rien. En plus, c'est un vrai catholique, de vieille race chrétienne, habitué à parler du Bon Dieu plutôt que du Seigneur. Quant à sa rupture éclatante avec Maurras (1), il a fallu la guerre d'Espagne pour provoquer ce choc. Bernanos était aux Baléares. Ce n'était pas un grand champ de bataille. Mais il va assister à une des premières épurations de l'époque : le règne de la peur, les exécutions sommaires, hasardeuses, les délations et jusqu'à un petit curé qui distribue les absolutions, les pieds noyés dans le sang. Or, il avait appris, en catholique et en monarchiste, à détester M. Thiers, le fusilleur de la Commune, à mépriser Clemenceau qui avait donné l'ordre de tirer sur les grévistes. Donc, il ne pouvait pas marcher dans cette affaire…

Voilà pourquoi *La Grande Peur des bien-pensants* et *Les Grands Cimetières sous la Lune* sont deux livres qui ont le même enracinement. L'un décrivait un homme de vieille race française, tout à fait oublié, tout à fait démodé, sous une doctrine un peu simpliste, mais qu'animait un véritable sentiment de liberté : l'horreur des tyrans étrangers et du règne de l'argent. Drumont, dénonçant la lâcheté des aristocrates qui s'alliaient aux filles de banquiers, c'était un peu la voix de tous les Chouans, les pauvres types du royalisme, ballottés d'ingratitude en ingratitude. À Majorque, devant les sanglantes épurations du fascisme, Bernanos n'y tient plus. Il trouve l'occasion de réconcilier Drumont et Péguy en disant : ceux-là auraient parlé. Il se rappelle que tous les deux avaient haï Galliffet, M. Thiers. Ils auraient haï Franco.

ROGER NIMIER

***Le Grand d'Espagne*, La Table Ronde, 1950.**

(1) Il avait démissionné de L'Action française en 1919.



Jean-Loup Charmet

Pourquoi pas nous ? « Lorsque nous voyons s'épanouir sur les écrans la dure floraison des jeunesses nationalistes, il faut bien en prendre son parti : ce ne sont pas seulement les hommes enfermés dans les frontières dictatoriales qui ressentent un coup au cœur, mais partout, à travers le vaste univers ceux qui croient encore aux vertus de la nation, de la race, de l'histoire et qui parfois émus, parfois rageurs, songent au passé et au présent de leur pays, et se disent : "Pourquoi pas nous ?" » (Robert Brasillach,* Je suis partout, *24 juin 1938).

XIXe siècle entre la droite et la gauche ».

C'est aussi ce que commencent à penser certains jeunes écrivains d'Action française, tels Jacques Talagrand, dit Thierry Maulnier, et Robert Brasillach.

Thierry Maulnier, l'insurgé

Sans rien renier du maurrassisme, Thierry Maulnier va ressentir le besoin de s'exprimer en dehors de l'Action française. Il fonde en 1936 dans cet esprit, avec son camarade Jean-Pierre Maxence, un nouvel hebdomadaire, *L'Insurgé*.

Le choix, par de jeunes écrivains nationalistes, d'un titre emprunté à l'œuvre de Jules Vallès est significatif. Hostiles à la coalition socialo-communiste victorieuse aux élections législatives, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence n'en veulent pas moins manifester leur accord avec ce qui leur paraît légitime dans les revendications du monde ouvrier. Ils espèrent réunir autour de leur organe les militants déçus des ligues nationales et des partis ouvriers, pour la recherche en commun d'une action nouvelle.

À l'heure où paraît le premier numéro de *L'Insurgé*, Charles Maurras se trouve à la prison de la Santé, à la suite d'une condamnation à huit mois de prison : il avait menacé de mort les parlementaires qui voteraient l'application de sanctions internationales contre l'Italie fasciste à cause de son expédition en Éthiopie. L'« aventure » dans laquelle s'engage Maulnier l'indigne. Dans une lettre à son jeune disciple, Maurras lui reproche de prôner un « anticapitalisme » qui, selon lui, risque de détruire, non pas le capitalisme, mais le capital libre, au profit d'un étatisme démocratique universel. Il réprouve avec la même vigueur « l'antipatriotisme » qu'inspire aux fondateurs de *L'Insurgé* leur désespoir devant l'état du pays :

« *Vous vous mettez,* écrit-il à Maulnier, *à taper sur la patrie, sur les Français, comme pour enlever aux braves gens leur dernière espérance et les déshonorer d'un coup sournois devant l'étranger. Les communistes se font "patriotes" – et cela cause déjà du trouble. Vlan ! Vous avez l'air de vous faire antipatriote comme pour y ajouter ! Non, vraiment, ce langage (qui n'est qu'un langage, je le sais bien) est aussi déraisonnable qu'il paraît impie. On ne manœuvrerait pas plus mal si l'on voulait détruire toutes les chances de salut, et, de façon presque extensible, faire les affaires de l'ennemi !* »

Cette lettre, transmise par Henri Massis à son destinataire, n'était pas une « lettre ouver-


Roger-Viollet

DRIEU LA ROCHELLE

Il vit sombrer les deux espoirs qu'il nourrissait obstinément depuis dix ans : voir naître une Europe fasciste, et voir le fascisme devenir intelligent. Il vit arriver le moment où il cesserait d'être « couvert de femmes ». Du moins le crut-il, de part et d'autre. Il en résulta que cet homme qui ne mettait rien au-dessus de l'énergie perdit le peu qu'il en avait. À partir de 1938, il fut triste. Triste et actif, triste et agité, jusqu'au jour où l'abandonna, à l'intérieur et à l'extérieur, la force qui l'avait poussé vers la vérité, et, d'un même mouvement, vers le plaisir. Je n'ai vraiment connu Pierre Drieu qu'au cours de cette crise ; mais je me demande si auparavant je l'aurais supporté. Ce fut longtemps, si j'en crois les témoins, un dandy à la fois timide et insolent, ballotté entre le fulgurant et l'infantile, sûr de sa pensée et tout à fait incertain de l'effet produit, ce dont il s'accommodait en abrégeant à l'extrême tous les rites sociaux.

Le destin lui avait confié la mission de rappeler aux Occidentaux quelques vérités qu'ils avaient perdues de vue et qui pouvaient leur épargner d'assez meurtrières sottises. Mais le sage venu d'une Thulé ethnographique ou idéologique se trouvait inséparable d'un adolescent d'abord avide, ensuite blasé, toujours dans une note sobrement passionnée qui fit qu'on ne savait jamais s'il comptait aller causer de choses et d'autres ou se faire sauter le caisson.

Extraordinairement sensible aux images et surtout aux pensées nationales. L'homme le plus foncièrement patriote que j'aie connu. Seulement réfractaire aux poncifs, aux formules, écœuré par les cocoricos. Très sensible à l'honneur, notion qui lui paraissait dénuée de sens en politique.

ROBERT POULET
***Le Caléidoscope*, l'Age d'Homme, Lausanne, 1982.**

te ». Thierry Maulnier adoucira sans doute certaines de ses polémiques, évitant de rompre avec l'Action française (contrairement à Georges Valois, auquel Maurras avait adressé des remontrances analogues, à l'heure de la fondation du Faisceau). Cela étant, Maulnier ne renonce pas à poursuivre son effort de rénovation politique. Tout en continuant à diriger *L'Insurgé* avec J.-P. Maxence, il fonde avec un autre ami, Jean de Fabrègues, une revue mensuelle de libre discussion et de réflexion : *Combat*. (*L'Insurgé* cessera de paraître en 1937, mais *Combat* durera jusqu'à la veille de la guerre).

Une équipe brillante

Entouré d'une brillante équipe (Robert Brasillach, Georges Blond, René Vincent, Pierre Andreu, Jean de Fabrègues, Louis Salleron, Jean-Pierre Maxence, Robert Francis, François Sentein, Kléber Haedens, Jacques Laurent-Cély – le futur Jacques Laurent –, Maurice Blanchot et Claude Roy), Thierry Maulnier soutient une position qui obtient, à des degrés divers, l'accord de ses collaborateurs, et qui rejoint celle que Drieu exprimait déjà en 1934 : il faut dépasser la droite et la gauche, la capitalisme et le socialisme.

« Nous ne croyons ni au capitalisme qui crée la lutte des classes ni au socialisme qui l'exploite ; ni aux présidents de conseil d'administration qui s'enrichissent du travail du peuple ni aux politiciens qui se font une carrière de son ressentiment ; ni à ceux qui paient les commissions ni à ceux qui les touchent ; ni à l'égoïsme ni à l'humanitarisme ; ni à la lâcheté ni à l'arrivisme ; ni à la droite ni à la gauche. »

« Nous ne disons pas que les mots de droite et de gauche n'ont plus de sens. Nous disons qu'ils en ont un encore, et qu'il faut le leur ôter. Car ils signifient la routine et l'utopie, la mort par la paralysie et la mort dans la décomposition, l'Argent et le Nombre… »

D'un tempérament plus poétique que doctrinaire, Robert Brasillach a raconté comment, après avoir eu *« quelque penchant pour l'anarchie »*, et avoir ensuite été conquis par Maurras, le moment vint où il estima lui aussi que l'alliance du social et du national était « essentielle ». Cette alliance, il eut le sentiment que les régimes fascistes européens travaillaient à l'établir : ses reportages en Italie et en Espagne le confirmèrent dans cette impression.

Oser rompre avec le communisme

S'ils approuvaient les ligues nationales dans leur action à la fois antiparlementaire et anticommuniste, les jeunes intellectuels nationalistes pouvaient difficilement se sentir satisfaits par l'activisme un peu simpliste des ligues en question. À cet égard, l'Action française constituait une exception, car elle avait toujours cru à la primauté de la doctrine. Mais ceux-là mêmes qui lui restaient fidèles n'y trouvaient plus le dynamisme qu'elle avait possédé à ses origines.

Ce qu'ils cherchaient, certains des « nationalistes révolutionnaires » crurent le trouver quand Jacques Doriot créa en 1936 le Parti

LES ANTIFASCISTES CRÉATEURS DU FASCISME

Avec eux entraient en France, en Belgique, en Autriche, non seulement la Révolution éternelle, les commentaires de Marx, mais aussi la première idée nette de l'ennemi qui les avait vaincus. C'étaient les Juifs et les marxistes chassés d'Allemagne par le nouveau régime. Ce régime ne s'appelait point fascisme mais national-socialisme. Ce sont pourtant les Juifs et les marxistes allemands qui, sitôt à Paris, sitôt rencontrés les révolutionnaires italiens exilés, les révolutionnaires de l'Europe centrale exilés, les agitateurs d'Irlande, de Grèce ou de Roumanie exilés, ont proclamé plus haut que les autres qu'ils étaient victimes d'un monstre universel, d'un monstre à mille têtes, qui venait de s'emparer de l'Allemagne, après avoir écrasé l'Italie, et qu'ils appelaient de son vrai nom : le fascisme international. Ce sont eux qui organisaient contre l'adversaire, avec leurs habitudes, leurs cris de guerre, leurs talismans, leurs insignes, leurs saluts, toute la bimbeloterie, toute la ferblanterie de ce qu'ils nommaient, dès à présent, l'antifascisme. Et ils créaient ainsi, pour tous les esprits et tous les cœurs, ce fascisme universel qu'on avait jusqu'alors refusé de reconnaître.

ROBERT BRASILLACH
***Je suis partout*, 24 juin 1938.**

populaire français (PPF). Doriot était l'une des personnalités les plus marquantes du Parti communiste : le fait qu'il ose rompre avec son parti pour créer le sien était un événement capital dans la vie politique française – d'autant plus que Doriot affirmait précisément vouloir accomplir cette alliance du social et du national dont rêvaient depuis des années déjà les partisans de la « troisième voie ».

Le succès de Doriot est double : il voit venir à lui des milliers d'ouvriers qui, comme lui, rompent avec le PC – et aussi, des intellectuels en renom, parmi lesquels d'ex-communistes tels que Jean Fontenoy et Ramon Fernandez, mais aussi Alfred Fabre-Luce, Bertrand de Jouvenel, Drieu La Rochelle, Pierre Andreu et d'autres, sans compter d'anciens militants des ligues nationales.

Fort de ce succès, Doriot va-t-il être le chef d'un fascisme français ? On commence à le croire. Notamment à *Je suis partout*, qui, abandonné par son administration, est devenu la propriété de ses rédacteurs. L'hebdomadaire (qui, sous la rédaction en chef de Pierre Gaxotte, réunit notamment Robert Brasillach, Lucien Rebatet, Georges Blond, Alain Laubreaux, Pierre-Antoine Cousteau, Henri Lèbre) prend, dès l'année 36, une allure de plus en plus fasciste, et montre beaucoup de sympathie pour le PPF.

Mais Doriot ne va pas tarder à décevoir ceux qui ont mis leur confiance en lui. Son parti finit par ressembler aux ligues nationales créées antérieurement.

PIERRE GAXOTTE (1895-1982)

Historien élu à l'Académie française en 1953 au fauteuil de René Grousset. Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé d'histoire (1920). Lié à l'Action française, il fut pendant quelque temps secrétaire particulier de Charles Maurras. Son ami l'éditeur Arthème Fayard le chargera de créer l'hebdomadaire *Candide*, dont il devint rédacteur en chef (1924). Il fut ensuite directeur de *Je suis partour* mais abandonna ce poste en 1937 tout en maintenant sa collaboration jusqu'en janvier 1940. La jeune et brillante équipe de « JSP » trouvera en lui un maître à penser qui renouvelait ce que Maurras avait été pour la génération précédente. En termes mesurés, Gaxotte imaginait un fascisme à visage humain et promettait, contrairement à la vieille Action française, une entente sincère avec l'Allemagne. À la veille de la guerre, il comprit que la folie des hommes et des événements allait l'emporter sur la raison. Il choisit alors de se tenir à l'écart, ce que ses cadets lui ont parfois amèrement reproché. Parallèlement à ses activités de journaliste, poursuivies après 1945 notamment au *Figaro* et au *Bulletin de Paris*, Gaxotte a mené une œuvre d'historien d'abord consacrée à la réhabilitation des deux derniers siècles de la monarchie (*Le Siècle de Louis XV*, 1933 : *La France de Louis XIV*, 1946) et au réexamen critique de la Révolution française (1928). Auteur d'une étude sur Frédéric II (1938), il a abordé de plus vastes périodes en donnant une *Histoire des Français* (1951) et une *Histoire de l'Allemagne* (1963) où perce l'héritage de Bainville.

Des jeunes gens trop sérieux

Mais c'est surtout en fonction de la politique extérieure que les « nationalistes révolutionnaires » vont se diviser.

Pour certains – tel Drieu et Brasillach – c'est par un régime fasciste que la France pourra résister efficacement aux menaces que représentent pour elle, et l'Allemagne hitlérienne, et, dans une moindre mesure, l'Italie fasciste. Pour d'autres – tel Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence – l'idée de fascisme français risque, dans la conjoncture internationale du moment, de devenir un piège, la France risque de se couper de ses alliés naturels. Thierry Maulnier analyse ce danger dans *Combat*.

« Un patriotisme aveugle finit par se mettre au service de la politique antifasciste. Un antidémocratisme ou un antimarxisme aveugle finiraient par se mettre au service de la politique antifrançaise... Nous ne pouvons pas faire qu'amis et ennemis de la démocratie ne confondent naturellement la démocratie et la France. Nous ne pouvons pas faire que le drapeau de la lutte contre la démocratie ne soit un excellent prétexte pour les nations qui sont en train d'étendre leur influence en Europe aux dépens de l'influence française. La démocratie affaiblit la France ; mais les défaites de la démocratie l'affaiblissent aussi... »

C'est finalement cette politique de réserve et de prudence qui l'emportera chez la majorité des intellectuels nationalistes. Il est d'ailleurs significatif que Doriot lui-même n'emploie pas le terme *fasciste* pour désigner son parti. Seul le Francisme de Marcel Bucard se déclare fasciste, mais ce mouvement n'a qu'une audience très limitée.

Les tentations d'Emmanuel Mounier

Ce que l'on doit toutefois constater, c'est que la recherche d'une « troisième voie » dépassant les concepts de droite et de gauche ne s'est pas limitée aux nationalistes.

Emmanuel Mounier, fondateur en 1932 de la revue *Esprit,* se veut aux antipodes de tout fascisme. Mais, comme le remarque fort justement Zeev Sternhell, il fait de la France *« une même critique qu'un Maulnier ou un Brasillach ; il attaque de la même façon son régime politique, ses structures sociales, sa vie intellectuelle et morale ; il ressent le même sentiment de décadence, de décrépitude, la même conviction qu'une révolution intellectuelle et morale, politique et sociale, est nécessaire au salut de l'âme française »* (2)

Tout comme *Esprit,* d'autres revues prônent une « troisième voie » qui, plutôt que le fascisme, serait la voie d'une démocratie rénovée. Parmi elles, l'Ordre nouveau, où Arnaud Dandieu, Alexandre Marc et Robert Aron préconisent le remplacement de la démocratie parlementaire par une démocratie organique, s'inspirant des principes fédéralistes : les réalités essentielles de la vie sociale – famille, profession, région – tiendraient dans ce nouveau système la place usurpée par les partis politiques et les idéologies abstraites.

Même recherches d'une nouvelle synthèse politique dans les revues *Réaction,* de Jean de Fabrègues, *La Lutte des jeunes*, de Bertrand de Jouvenel, *L'Homme réel,* d'Achille Dauphin-Meunier. Perspectives analogues dans ce *Plan du Neuf Juillet* que rédige Jules Romains, dans le *Mouvement Frontiste* de Gaston Bergery et Jean Maze, et aussi dans les articles qu'Armand Petitjean donne à la *Nouvelle Revue Française.*

Après la défaite de juin 1940, certains croiront que l'heure de la « troisième voie » a sonné. Mais la conjoncture de l'occupation rendra impossible toute rénovation en profondeur. Bien des Français penseront ensuite que la Libération va donner à cette rénovation de nouvelles chances. Renonçant au pouvoir un an après l'avoir assumé, le général de Gaulle va en effet s'efforcer de « rassembler les Français » au-delà des anciens clivages politiques ;

mais malgré son « retour aux affaires » douze ans plus tard, et malgré la nouvelle Constitution qu'il fait adopter, le « régime des partis » subsiste, le rassemblement qu'il a préconisé n'est finalement qu'un parti de plus – et un parti classé à droite.

Les efforts qu'ils entreprirent dans l'entre-deux guerre, les défenseurs de la « troisième voie » ont dû reconnaître mélancoliquement qu'ils n'avaient pu aboutir. Est-ce à dire que cette « abolition des partis politiques » ardemment souhaitée par Simone Weil dans son livre posthume *L'Enracinement* (3), appartienne définitivement au domaine de l'utopie ? Les événements du demi-siècle nous ont appris qu'il était présomptueux de prédire l'avenir.

PAUL SÉRANT

*** Paul Sérant est écrivain. Son essai consacré au *Romantisme fasciste* (Fasquelle 1959) a fait date. Il a récemment publié *Les Enfants de Jacques Cartier* (Robert Laffont 1991) consacré à l'Amérique de langue française.**

---

(1) Gallimard.

(2) Zeev Sternhell : *Ni droite, ni gauche* (Le Seuil, 1983) p. 239.

(3) collection « Idées » (Gallimard, 1949), pp. 41-43. Simone Weil est morte en Angleterre le 24 août 1943.

L'AVENTURE DE « JE SUIS PARTOUT »

Je suis partout **avait été créé par Arthème Fayard, qui fut un marchand de papier très ingénieux et très habile. Dans son esprit, ce devait être le pendant de droite du journal bolchévisant *Lu* qui faisait chaque semaine une abondante revue de la presse étrangère.**

À l'avènement de Léon Blum (1936), *Je suis partout* avait déjà cessé depuis de longs mois d'être une sorte de *Temps* hebdomadaire, érudit et rassis, s'adressant aux messieurs d'âge, gros actionnaires, honorables industriels, qui avaient pu d'abord trouver dans ce journal un respectueux défenseur de leurs portefeuilles. Les études sur la production du nickel ou les dernières doctrines financières des États-Unis y avaient fait place peu à peu à des rubriques de politique intérieure dont le ton ne cessait de monter. Au 6 Février déjà, le fascisme de *Je suis partout* sentait le roussi pour la droite comme pour la gauche et manquait de lui attirer l'excommunication majeure de l'Action française.

Quelques jeunes diables se faisaient les griffes dans les coins, tous introduits par Pierre Gaxotte que l'académisme ennuyait.

Au printemps de 1936, nous possédions entre les mains, avec *Je suis partout*, un instrument de polémique fort remarquable, qui nous rapportait environ cinq sous de la ligne, mais que nous venions d'employer avec une énergie croissante pour l'affaire des sanctions, pour toute la sale cuisine préalable au Front populaire. Tant et si bien que les riches mercantis de la maison Fayard, pris d'une intense venette en voyant au pouvoir les hommes qu'un de leurs journaux venait de couvrir d'opprobres pendant tout l'hiver, avait décidé de supprimer purement et simplement *Je suis partout*, et placardé dans ses colonnes l'annonce de sa disparition. Le même jour, *Je suis partout* renaissait de ses cendres, autour d'un guéridon de la place Denfert-Rochereau. Nous étions là, avec notre aîné Dorsay, quatre



D.R.

des plus jeunes de l'équipe, P.-A. Cousteau, Georges Blond, Max Favalelli et moi. Nous conjurions de ne point céder Gaxotte hésitant. Notre ténacité, qui était belle, l'emporta. Le vendredi suivant, nous imprimions un numéro délivré de toute contrainte, plus énergique que jamais.

Quelques mois après, *Je suis partout* marchait gaillardement d'un pied neuf, avec une petite troupe de nouveaux venus : Charles Lesca, notre administrateur, majestueux, souriant, d'un courage politique que rien ne devait ébranler, Alain Laubreaux, arrivant des journaux et des milieux du radicalisme toulousain, d'abord accueilli avec quelques réticences, mais qui allait compter bientôt parmi les plus convaincus et les plus entraînants de notre bord. Robert Brasillach, que je connaissait depuis longtemps, puisqu'il était déjà critique littéraire de *L'Action française* à vingt-trois ans, avait accepté d'être notre rédacteur en chef, mettant aussitôt à notre service cent idées par jour et toutes les formes d'un inépuisable talent. Brasillach était venu au fascisme par la poésie, ce qui n'était pas, il allait bientôt le prouver, la moins bonne façon de le comprendre.

L'équipe de « base » de *Je suis partout* a travaillé dans une atmosphère d'indépendance et d'amitié dont Robert Brasillach a parlé mieux que personne dans *Notre avant-guerre*. Toutes les décisions se prenaient au milieu de conciliabules joviaux et féroces que nous appelions le Soviet. Gaxotte intervenait quand il le fallait de sa voix tranquille, avec un léger défaut au bout de la langue, pour éclaircir une définition, redresser l'interprétation un peu aventurée d'un événement ou d'un propos. Il était plus âgé que nous de huit ou dix ans, mais la chance voulut qu'il parût presque aussi jeune. Nous entourions, nous aimions et nous écoutions comme un frère aîné plein de sagesse, investi de notre confiance aveugle, ce petit homme de santé fragile, mais à la pensée si ferme.

Je suis partout **devait sa seconde naissance à un sursaut vraiment fasciste : volonté de s'affranchir du capital peureux et dégoûtant, volonté d'une collaboration étroite dans des idées absolument communes et le même esprit d'enthousiasme et de jeunesse. C'était certainement le seul journal de France qui fût sans directeurs, sans fonds appréciables, sans la moindre servitude, conduit et possédé par la petite bande qui l'écrivait.**

Je n'ai pas besoin d'insister sur les ennemis mortels que nous nous étions faits à gauche. Il était naturel encore qu'une entreprise aussi révolutionnaire nous valût l'hostilité moins ouverte mais plus pernicieuse des bourgeois nantis, qui détestaient notre ordre à l'égal des pires subversions.

LUCIEN REBATET

***Les Décombres*, Denoël, 1942**

REBELLES PAR VOCATION

L'extrême droite dans la Résistance

PAR GUY CHAMBARLAC

Beaucoup plus qu'une défaite, l'atroce débâcle de 1940 marque la fin d'un monde. Ce ne sont pas seulement un pays qui agonise et un régime qui s'effondre. Les anciennes références sont pulvérisées. Toutes les familles spirituelles ou politiques sont atteintes et divisées par le cataclysme. La droite n'y échappe pas. Tandis que les modérés se réfugient souvent dans l'attentisme, les militants les plus durs sont les premiers à s'engager et à tout risquer dans un camp ou dans l'autre. Question d'habitude.



Keystone

Le général de Gaulle et le colonel Rémy, deux hommes de droite aux origines de la Résistance.

ÉDITION DE 5 HEURES DU MATIN

Le Petit Journal

En 2e page : Notre carte BALKANS - MÉDITERRANÉE

73e année N° 28.268 — 50 centimes — Siège provisoire : 16, RUE FONTGIEVE — Directeur : LA ROCQUE — CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme) — DIMANCHE 16 JUIN 1940 — 50 centimes

L'ennemi accentue sa pression sur Troyes et St-Dizier

ET POUSSE SES AVANT-GARDES EN DIRECTION DE CHAUMONT

Il attaque en Alsace dans la région de Neuf-Brisach

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

du G. Q. G. français

N° 571. — 15 JUIN (Matin)

En Normandie, la lutte continue dans la région à l'est de Louviers. Dans celle d'Evreux et sous Paris, nos armées ont achevé, dans le plus grand ordre, les mouvements prescrits par le Commandement.

En Champagne, l'ennemi a accentué encore sa pression en direction de Troyes et de Saint-Dizier. Des combats violents sont en cours. En Lorraine et en Alsace, de violents bombardements sur le front et sur nos lignes de communication.

N° 572. — 15 JUIN (Soir)

En Normandie ainsi qu'au Sud de Paris, la situation est sans changement. Plus à l'Est, des éléments ennemis ont franchi la Seine dans la région de Romilly. L'ennemi accentue sa pression dans la région de Troyes, à Saint-Dizier, et a poussé ses avant-gardes en direction de Chaumont. En Alsace, il a attaqué dans la région de Neuf-Brisach. Quelques détachements ont réussi à franchir le Rhin sans entamer notre position de résistance.

LES OPÉRATIONS

par le général GUESPEREAU

du cadre de réserve

RÉSISTANCE

par la ROCQUE

Voici notre premier P. J. édité en Province. Après avoir, jusqu'au dernier moment, adressé aux Parisiens nos exhortations de courage et de fermeté, nous voulons maintenant crier à tous les Français le mot d'ordre de résistance.

Le moment n'est pas encore venu d'établir un triste bilan des responsabilités.

En raison de la bataille et des nécessités militaires, nous ne possédons pas d'informations détaillées sur l'évolution précise de la lutte. Mais nous savons de quelle lutte il s'agit : la lutte pour l'honneur. Car sans honneur, la France ne saurait vivre ni survivre.

◆ ◆

mettre bas les armes par une simple décision. Sa décision ne saurait sortir de la ligne choisie, convenue, adoptée sans que le pays soit d'abord consulté, prévenu. Ou bien ce serait une escroquerie morale dont aucun Français n'a le droit d'accuser un autre Français, ce dernier fut-il son pire adversaire politique.

◆ ◆

Tous les citoyens doivent donc être prêts à la résistance totale et jusqu'au bout. La famille P. S. F., au seul service de la nation entière, doit donner l'exemple. Exemple de travail. Exemple de ténacité. Exemple d'héroïsme. Exemple de patriotisme, décidé au sacrifice de l'existence. Rien ne compte — nous ne le

Les ministres examinent à Bordeaux la situation militaire et diplomatique

LE CONSEIL TENU HIER SERA SUIVI, CE MATIN, D'UNE NOUVELLE REUNION

Les ministres du Cabinet Paul Reynaud, qui étaient pour la plupart à Bordeaux depuis vendredi, se sont réunis hier après-midi en Conseil sous la présidence de M. Albert Lebrun. Le généralissime Weygand qui y assistait, ainsi que l'amiral Darlan, et le général Vuillemin, avait auparavant conféré avec le président du Conseil.

Après avoir examiné, de 16 heures à 19 h. 15, la situation militaire et diplomatique, les ministres ont décidé de se réunir à nouveau ce matin.

LE DERNIER NUMÉRO du " Petit Journal " IMPRIMÉ A PARIS

Philippe Vilgier

Le premier appel de la Résistance. Éditorial du colonel de La Rocque dans Le Petit Journal *du 16 juin 1940.*

Dès la signature de l'armistice de juin 1940, le colonel Georges Groussard, replié à Vichy, songe à la revanche. Quoi de plus normal pour un officier ? Sans doute, mais tous ses camarades sont loin de réagir comme lui. Il faut dire que le colonel Groussard n'en est pas à son coup d'essai. Avant de préparer la résistance aux occupants, il a organisé dans l'armée, à partir de 1936, avec quelques autres, la résistance au sabotage et à la subversion communiste qui à l'époque ne relevait pas du fantasme. Lié à la « Cagoule militaire », il a noué de solides relations avec nombre de dirigeants et de militants des ligues nationalistes.

Durant l'été 1940, Groussard s'interroge : quelle catégorie d'hommes recruter pour la future résistance ? La réponse lui paraît évidente : *« Trois qualités essentielles devaient être recherchées : cran, aptitude physique et, bien entendu, patriotisme. Où pouvais-je le mieux trouver ces qualités réunies que chez les personnes qui avaient milité dans les partis nationaux d'avant-guerre ? »* (1) On aurait pu ajouter deux autres qualités : le goût de la contestation et une certaine habitude de la clandestinité. C'est en tout cas parmi les militants d'extrême droite que se recruteront les tout premiers résistants à l'époque où le parti communiste, aligné sur le pacte germano-soviétique, pratique encore la collaboration avec l'occupant.

L'un des premiers officiers à rallier la France libre est le lieutenant de réserve Maurice Duclos qui avait combattu en Norvège. Ancien membre de la Cagoule, il était chargé des armes. Il retrouve à Londres le capitaine Devawrin qui vient de créer sur ordre du général de Gaulle le SR de la France libre (future BCRA) et qui passe pour avoir été lui-même en bons termes avec la Cagoule. Sur proposition du lieutenant Duclos, Devawrin adopte le code cagoulard pour désigner ses premiers agents : des pseudonymes choisis dans le plan du métro parisien. Devawrin devient « Passy », Duclos sera « Saint-Jacques », Beresnikoff « Corvisart » et Lagier « Bienvenüe »…

Le 15 juillet, le capitaine Fourcaud rejoint à son tour à Londres le petit SR de la France libre. Il est membre du 2e Bureau depuis 1920 et de la Cagoule depuis 1936. Les mauvaises langues diront bientôt que le CSAR a entrepris de coloniser le mouvement gaulliste.

Sur les trois premiers agents de la France libre envoyés en mission, les deux premiers, Duclos et Fourcaud sont d'ex-cagoulards et le troisième, Gilbert Renault, alias « Rémy », vient de l'Action française. Pas vraiment des gens de gauche !

Leur succédera immédiatement après, le lieutenant de vaisseau d'Estienne d'Orves, héros pur et sans reproche, monarchiste de tradition et fidèle du maréchal Pétain tout en étant gaulliste… Les choses sont un peu moins simples qu'on ne le dit souvent. Très vite capturé, il sera le premier agent de la France libre à être fusillé (29 août 1941).

Arrivé à Paris le 18 août 1940, Maurice Duclos prend contact avec son ami Gabriel Jeantet, haut responsable lui aussi de l'ex-Cagoule, futur déporté en 1944, qui se trouve présentement attaché au cabinet du maréchal Pétain à Vichy. Il y conduit Duclos qui, grâce à lui, va y faire d'étonnantes rencontres.

Duclos est introduit auprès du SR de Vichy qui, sous des camouflages divers, poursuit la lutte contre l'Allemagne (2). Contact précieux qui permettra à Duclos de joindre Londres via les radios de l'Intelligence Service, moyen plus efficace que les antiques pigeons voyageurs du service secret gaulliste.

À Vichy, Jeantet fait encore rencontrer à Duclos le colonel Groussard qui a constitué une sorte de police auxiliaire officiellement chargée du maintien de l'ordre, en réalité organisation de renseignement (CIE) et de combat (GP) camouflée.

Des cagoulards aux origines de la résistance intérieure

Comme il l'a expliqué dans ses souvenirs, Groussard à recruté ses hommes au sein de l'ancienne Cagoule et dans les ligues nationa-

listes. Son second est François Méténier, encore un cagoulard, poursuivi par la Justice pour complicité dans l'attentat contre le siège du patronat en 1937. Un homme qui a l'habitude des coups durs et de la clandestinité. Plusieurs fois arrêté par les Allemands et par la police de Vichy, Méténier rejoindra le maquis après son évasion en 1944, comme son camarade le Dr Martin, autre cagoulard célèbre.

Après diverses tribulations, Groussard se réfugiera en Suisse d'où il dirigera jusqu'à la fin de la guerre plusieurs réseaux de renseignements en liaison avec les services britanniques.

À Vichy, Duclos voit encore le commandant Loustaunau-Lacau, Béarnais effervescent, héros de 14-18, ancien membre du cabinet du maréchal Pétain (1934-1938) et organisateur en 1936 d'une des branches de la Cagoule militaire, le réseau « Corvignolles » chargé entre autres d'éliminer dans l'armée les agents communistes. Il a retrouvé son ancienne secrétaire, Marie-Madeleine Méric (future Fourcade), ravissante blonde à la beauté scandinave qui cache sous une apparence frêle un tempérament d'acier. Ensemble, ils créent le réseau « Alliance », l'une des plus remarquable organisation de résistance qui travaillera pour le compte de l'Intelligence Service jusqu'à la Libération. Après l'arrestation de Loustaunau-Lacau puis sa déportation à Mauthausen, Marie-Madeleine Fourcade, qui avait été à bonne école au temps de « Corvignolles », lui succédera à la direction du réseau « Alliance » jusqu'à la fin de la guerre.

Avant son arrestation, l'une des meilleures recrues de Loustaunau-Lacau avait été le colonel d'aviation Heurteaux, lié à la Cagoule lui aussi, qui acceptera de monter à Paris sous prétexte d'y implanter le Légion des combattants, vaste organisation pétainiste. Il jettera les bases d'une des premières et plus importantes organisations de résistance de zone Nord, l'OCM (Organisation Civile et Militaire), dont l'un des principaux dirigeants sera Jacques Arthuys, ancien fondateur du « Faisceau » avec Georges Valois. Arrêté en mars 1941, Heurteaux sera déporté à Buchenwald, dont il reviendra par miracle en 1945.

Dès l'été 1940, un autre cagoulard, l'Alsacien Paul Dungler, recrute ses anciens camarades de l'Action française et de la Cagoule pour jeter les bases de la résistance en Alsace annexée. Ce sera la future « 7e colonne d'Alsace » qui servira de noyau à la brigade « Alsace-Lorraine » de 1944 dans laquelle s'illustrera André Malraux.

Lors du procès de la Cagoule, en 1948, plusieurs inculpés seront acquittés pour faits de résistance. N'avait pu se présenter, Aristide Corre, chef du SR de l'organisation subversive, fusillé par les Allemands le 31 mars 1942 à la prison du Cherche-Midi…

Des Camelots du roi

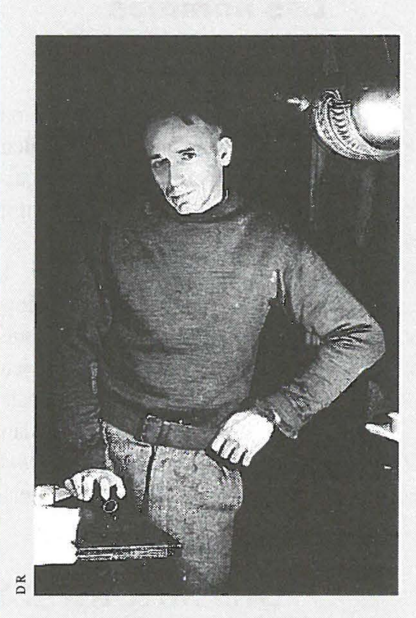
Dans son livre *1940, la droite était au rendez-vous* (3), Alain Griotteray, lui-même très jeune résistant, a évoqué plusieurs grandes figures de militants de droite devenus clandestins dès le début de l'Occupation. Il cite notamment plusieurs anciens maurrassiens, Henry d'Astier de la Vigerie, futur organisateur du débarquement allié en Afrique du Nord, ou Pierre de Bénouville, jeune Camelot du roi en rupture d'AF après la déception du 6 février 1934, futur dirigeant de « Combat » et général FFI.

Son camarade Jacques Renouvin, ancien d'AF également, rejoint la Résistance en 1941. Grâce à son expérience des coups de main nationalistes d'autrefois, il crée en 1942 les groupes francs de « Combat » chargés des attentats et du sabotage. Arrêté par la Gestapo en janvier 1943, il disparaîtra au camp de Mauthausen en 1944.

Tous seront faits Compagnons de la Libération par le général de Gaulle, de même que Michel de Camaret, vieux complice de Bénouville, ou encore l'extraordinaire colonel Rémy, déjà cité. Celui-ci dira sa dette envers Maurras : « *Le réflexe qui m'a fait partir pour l'Angleterre le 18 juin 1940 trouvait son origine dans l'enseignement que, depuis vingt ans, je recevais quotidiennement sous sa signature. Nourri de l'*Action française*, il ne m'était pas possible de reconnaître comme définitive la défaite de la France. J'allais tout naturellement là où il m'apparaissait qu'on allait continuer à se battre* » (4).

Beaucoup d'autres sont restés inconnus, dont l'action ne s'est révélée qu'au hasard de souvenirs et de témoignages personnels. Ainsi l'écrivain Jacques Perret, écrivain monarchiste, collaborateur de *Je Suis Partout*, fougueux combattant des corps-francs en 1939-40. Capturé en 1940. Évadé deux ans plus tard, il rejoint un maquis de l'ORA, dont il décrira les aventures picaresques dans son roman *Bande à part* (Gallimard et Folio) qui obtiendra le prix Interallié. Voici encore Raoul Girardet qui n'est pas encore un éminent historien. Jeune Camelot du roi, engagé dans la Résistance dès 1940 avec son ami Jacques Bruel, et arrêté en

JACQUES PERRET (1901-1992)


DR

C'était un écrivain à part, et un caractère trempé à l'eau de feu. Talent, orgueil discret, verve courtoise et honneur têtu, il était un concentré de ce que quarante siècles d'histoire française, gauloise et mérovingienne avaient produit de mieux. Aventurier et journaliste (entre autres à *Je suis partout*), il roula sa bosse de la Suède à la Guyane, fit ses classes durant la guerre du Rif et remit ça en 1940 dans les corps-francs. Il y récolta la médaille militaire qu'un certain général lui arrachera en 1965 pour se venger d'une dizaine d'« *offenses publiques au chef de l'État* ». Capturé en 1940, il s'évadait en 1942 après trois tentatives infructueuses (*Le Caporal épinglé*). Lui, qui chevaucha toujours à la droite de l'extrême droite, rejoignit illico un maquis dans l'Ain. Il y combattra sans haine Allemands et miliciens. Dans *Bande à part* (prix Interallié 1951), il le dira à sa façon : « *Tout compte fait, notre commune et tacite raison, c'était de retrouver les vieux sentiers de l'école buissonnière et de s'y payer une bonne partie entre copains. Pour le plaisir de jouer une partie de garçons. Et si quelques-uns devaient y laisser leur peau, les graveurs d'épitaphes ne se tromperaient pas beaucoup en inscrivant pour eux : "Mort au champ d'honneur et en partie de plaisir", coïncidence nullement désobligeante.*»

D. V.

1944. Ce qu'il a raconté sur le monde souriant dans *Singulièrement libre* (Perrin 1990).

Les hommes des ligues nationales

Toutes les ligues, à des degrés divers, ont fourni des cadres à la Résistance. Le fondateur du Faisceau, premier parti fasciste français, Georges Valois, mourra au camp de concentration de Bergen-Belsen. Plusieurs de ses proches compagnons rejoindront aussi la Résistance : Jacques Arthuys, Philippe Lamour ou Jacques Debû-Bridel, qui s'écarteront d'ailleurs ensuite des options de leurs jeunesses. Issu des Jeunesses francistes, le matelot François Sidos fera toute la guerre dans FNFL. Quand il rentrera en France, en 1944, avec sa croix de guerre et sa médaille de la Libération, ce sera pour apprendre que son père, ancien officier et haut fonctionnaire de Vichy, a été fusillé et que ses jeunes frères sont internés au camp de concentration du Struthof, avec des centaines d'autres jeunes, suspects de sympathies « fascistes »...

Les Croix-de-Feu (PSF) vont connaître plusieurs itinéraires dans la Résistance. Certains dirigeants choisiront une route solitaire, comme Charles Vallin qui rejoindra Londres avec Pierre Brossolette, ou André Mutter, futur membre du Conseil national de la Résistance, et encore Pierre Ruhlmann, un des fondateurs de « Ceux de la Libération ». Beaucoup d'autres, restés fidèles aux consignes de La Rocque, intègrent avec lui le réseau « Klan », dont les bases ont été jetées dès septembre 1940 et qui est en rapport avec l'Intelligence Service depuis février 1942. Sur 500 cadres du PSF arrêtés et déportés en Allemagne, la moitié seulement reverra la France en 1945.

DES MAURRASSIENS À L'ORIGINE DE LA RÉSISTANCE

Dans le courant du mois de juin 1940, sept hommes sont réunis dans une ferme isolée du Périgord, « Le Gabastou ». [...] Autour du propriétaire du lieu, Paul Armbruster, se tenait trois autres Alsaciens : l'Abbé de Dartein, Paul Dungler et Jean Eschbach, que la retraite progressive de leurs unités de combat respectives avait amenés dans la région. Mon père qui avait pu quitter dans les derniers la poche de Dunkerque et débarquer à Cherbourg avec les rescapés de sa division, s'était à nouveau battu en Normandie.

Deux amis locaux, le Comte Louis de La Bardonie et le Docteur Pailloux prévenus également s'étaient joints à la réunion. Tous les six, que je connaissait bien d'avant-guerre, avaient été nourris de la pensée maurrassienne et avaient œuvré ensemble pour une politique nationale. Ils étaient unis par de vieux liens d'amitié au service de la France. Le septième, Pierre Beausoleil, était un ami de La Bardonie.

À plus de cinquante ans de distance, ce qui frappe, c'est l'intime conviction des participants de l'inexorable défaite des Allemands à terme.

L'organisation mise en place par les sept devint le célèbre réseau « CND Castille » dont le chef fut le colonel Rémy, qui appartenait à la même famille d'esprit.

Tout est parti de cette réunion :

– le réseau CND Castille »,

– le réseau Martial, d'où devait sortir plus tard la brigade Alsace-Lorraine,

– dans une certaine mesure le réseau Ajax.

Le réseau CND Castille créé par les sept devint le premier réseau de la Résistance française de l'intérieur et eut le premier poste émetteur radio avec Londres.

L'influence de Maurras avait été profonde chez Paul Dungler comme chez la plupart de ses amis : il leur a apporté une pensée claire, un souci de cohérence intellectuelle, et une méthode expérimentale en matière politique (l'empirisme organisateur).

Mais le rayonnement de l'Action française en Alsace est surtout dû, pour ce pays frontalier, à la part prise par Charles Maurras avant la guerre, aux campagnes contre l'autonomisme, à la lutte contre la politique de désarmement en face de la remontée du militarisme allemand, à ses mises en garde contre la montée du nazisme et à sa défense des valeurs traditionnelles. Après la défaite de juin 1940, Charles Maurras opta pour le soutien au maréchal Pétain, tout en restant un adversaire farouche des Allemands.

L'appartenance des dirigeants de la Résistance alsacienne à l'école maurrassienne nécessitait cette mise au point.

JEAN ESCHBACH (fils)
Témoignages communiqués par M. Henri Eschbach.

Un rôle occulté

Ce rôle déterminant dans la Résistance des militants de la droite nationaliste, que ses adversaires appellent l'extrême droite, a été complètement occulté après 1945. La raison n'est pas historique mais politique.

À son début, la Résistance (ou plutôt *les* résistances) fut un jaillissement spontané de patriotisme blessé, sans vraie coloration politique. Tout changera après l'été 1941 quand le parti communiste, aligné sur les intérêts soviétiques, se lancera à fond dans la lutte, pratiquant délibérément le terrorisme aveugle dans l'espoir de provoquer des représailles et une situation de guerre au sein de la population. Avec le même cynisme, il fera tout pour développer entre Français une véritable guerre civile à la faveur de laquelle il lui sera possible d'éliminer physiquement et politiquement ses adversaires les plus dangereux au nom du patriotisme. Au fil de son renforcement, le PC bénéficiera de plus en plus de complicités intéressées. À l'époque de la Libération, un complet retournement s'est produit. Le parti communiste dissous en 1939 pour complicité avec l'ennemi, du fait de son alignement sur le pacte germano-soviétique, est devenu la première force politique en France. Drapé dans le tricolore, il monopolise à son profit l'épopée de la Résistance. L'ombre portée de l'Armée Rouge victorieuse qui campe à Berlin, à trois jours de Paris, pèse de façon substantielle en sa faveur. Dès lors l'histoire s'écrira pour longtemps sous l'emprise de cette puissance, de la fascination et de la peur qu'elle inspire. Il est évident que la droite, laminée par ce raz de marée, ne pouvait faire reconnaître la part importante qui avait été sienne dans la lutte.

GUY CHAMBARLAC

(1) Georges A. Groussard, *Service secret 1940-1945*, La Table Ronde, Paris, 1964, p. 76

(2) Voir dans *Enquête sur l'histoire* n°5 l'article de Jean-Claude Valla, « La Résistance à l'ombre de Vichy », p. 49 et s.

(3) Alain Griotteray, *1940, la droite était au rendez-vous*, Robert Laffont, Paris 1985. Voir aussi Alain Gandy, *La Jeunesse dans la Résistance, réseau Orion*, Presses de la Cité, Paris 1992.

(4) Témoignage du colonel Rémy dans le recueil collectif *Charles Maurras*. Cf. *Études maurrassiennes*, n°3, 1974, pp. 21-23.

Actualité de l'histoire

ÉVÉNEMENTS, MANIFESTATIONS, ANNIVERSAIRES

Saxo Grammaticus

La première traduction française des *Gesta Danorum*, rédigée vers 1200 par l'historien danois Saxo Grammaticus, paraîtra à l'automne chez Gallimard dans la collection « l'Aube des peuples ». Cette relation de l'épopée héroïque du Danemark constitue l'une des principales sources de notre connaissance de la mythologie nordique. Elle contient notamment de nombreuses légendes scandinaves, dont celle de Hamlet qui a inspiré Shakespeare. La traduction sera précédée d'une introduction de François-Xavier Dillmann, directeur d'études à l'École pratique des hautes études et traducteur de l'*Edda* de Snorri Sturluson, publiée voici peu dans la collection « l'Age des peuples ». Signalons que François-Xavier Dillmann prépare, pour la rentrée prochaine, la première livraison de *Proxima Thulé*, une revue de synthèse consacrée à la Scandinavie ancienne et médiévale qui, sous les auspices de l'École pratique des hautes études, sera publiée annuellement par la Société d'études nordiques, école pratique des hautes études, IVe section, à la Sorbonne : 45, rue des Écoles, 75005 Paris.

Frédéric II

Le 800e anniversaire de la naissance de l'empereur Frédéric II d'Hohenstaufen sera célébré l'an prochain dans toute l'Europe et, plus particulièrement en Allemagne et en Italie. En prélude à cette célébration, l'historien allemand Wolfgang Stürner a entamé la rédaction d'une nouvelle biographie de celui que le poète Stefan George appelait « Frédéric le Grand ». Le premier volume vient de paraître : *Friedrich II. Die Königsherrschaft in Sizilien und Deutschland. 1194-1220* (Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 1992, IX + 293 p.). Le second volume est annoncé pour 1994. Depuis la biographie publiée par Ernst Kantorowicz en 1927, qui avait inspiré *Frédéric de Hohenstaufen* de Benoist-Méchin (Perrin, 1980), la personnalité de celui que Jakob Burckhardt avait salué comme « le premier homme moderne à monter sur le trône », n'avait pas donné lieu à une entreprise de cette envergure.

Mayerling

À la faveur de l'examen des restes de Mary Vetsera, dont le cercueil a été exhumé et enlevé par un déséquilibré, la disparition tragique de l'archiduc héritier Rodolphe de Habsbourg et de sa jeune maîtresse pourrait recevoir une nouvelle explication. En effet et contrairement à la thèse du double suicide, le crâne supposé être celui de Mary Vetsera ne présente aucune trace de coups de feu.Voilà qui devrait inciter les historiens à réviser leurs conclusions et à réétudier les indices allant dans le sens d'un double assassinat perpétré dans le cadre d'un complot politique. Cette thèse avait été avancée au moment du drame par plusieurs chancelleries européennes et, voici dix ans, l'impératrice Zita la faisait sienne dans une déclaration à la presse viennoise.

Stalingrad

Le cinquantième anniversaire de la terrible bataille qui mit aux prises Allemands et Russes durant 180 jours, donne lieu à de nombreuses publications en Allemagne. La plus remarquée est celle de l'historien militaire Paul Carell, auteur de plusieurs ouvrages dont la version française a paru chez Robert Laffont (*Opération Barbarossa, Ils arrivent !* et *Afrika Korps*). Avec *Stalingrad. Sieg und Untergan der VI Armee* (Ullsteinverlag, Berlin-Frankfurt, 352 p., 1992), Carell renouvelle le sujet. Il éclaire notamment les objectifs stratégiques des états-majors, en particulier ceux de Hitler. En France, le *Stalingrad* de Jean Mabire, à paraître en mars, aux Presses de la cité, constituera la première relation complète accessible au public français.

Galilée

Le 22 juin 1633, l'Italien Galileo Galilei était sommé d'abjurer, devant l'Inquisition, son ralliement à la théorie de l'Allemand Copernic, selon laquelle les planètes, dont la terre, tournaient sur elles-mêmes et autour de l'astre solaire. Trois siècles et demi après, une commission, créée par Jean-Paul II et placée sous la présidence du cardinal Paul Poupard, a réhabilité le savant astronome. Le souverain pontife a reconnu lui-même les erreurs de jugement et les torts de l'Église romaine en reprenant une phrase de l'Évangile affirmant : *« La vérité vous rend libres. »*

Anvers

« Capitale culturelle de l'Europe » pour l'année, la métropole flamande qui fut ville impériale et l'une des principales places commerciales de l'Europe, fait revivre les grandes heures de son histoire prestigieuse. Dès le 27 mars, elle rend hommage à l'un de ses fils, le peintre Jacob Jordaens, élève et gendre de Rubens. Elle rappelle ainsi la part du génie flamand dans le patrimoine artistique des Européens.

Jacques Perret

La revue *Réaction* consacrera son n° 9 (parution avril 1993) à l'écrivain Jacques Perret décédé en décembre 1992. Parmi les nombreux témoignages, Jean Raspail et Pol Vandromme. À signaler également un entretien avec Éric Rohmer.

Réaction, 51, av. Gambetta, 75020 Paris.

Salm-Salm

À partir du 2 mars prochain, la petite ville de Senones (Vosges) célèbre le bicentenaire de son rattachement à la république française. Occasion pour elle de revenir sur son passé et de faire savoir qu'elle fut un autre Versailles et que dans les murs de son abbaye, réputée dans toute l'Europe pour sa riche bibliothèque, un certain Voltaire reçut l'hospitalité de Dom Calmet. Jusqu'en 1793, Senones avait été la capitale d'un État souverain, relevant de l'Empire : la principauté de Salm-Salm. Enclavée entre la Lorraine et l'Alsace, sa souveraineté était garantie par une convention avec la France. Le régiment de Salm, anciennement Anhalt, servait le roi. Il participa à la bataille de Valmy, rebaptisé 62e d'infanterie de ligne. La Révolution allait bientôt mettre fin à la singularité de la petite principauté des montagnes. Aux heures sombres de 1793, elle fut l'une des victimes du blocus décrété à Paris, interdisant le commerce des grains avec l'étranger. Pour échapper à une famine certaine, sa population ne put que solliciter l'annexion, ce que ses délégués firent à la séance du 2 mars 1793 de la Convention. De Senones, il ne fut plus guère question. En revanche, le nom de Salm resta célèbre. À Paris, l'hôtel qui abrite le musée de la Légion d'honneur, le perpétue.

Katyn

L'écrivain et peintre Jozef Czapski, décédé le 12 janvier dernier à Maisons-Laffitte, était une des figures majeures de la communauté polonaise exilée en France. Compagnon d'armes du général Anders, il avait, dans sa jeunesse, participé à la guerre russo-polonaise conduite par Pilsudski. Fait prisonnier et déporté dans un camp de concentration soviétique, lors de l'invasion de la Pologne par l'Armée Rouge, il avait échappé de justesse au massacre de Katyn. Dans *Terre inhumaine* (L'Age d'Homme, 1978), *Souvenirs de Starokielsk* (Noir sur Blanc, 1987) et *Tumulte et Spectres* (Noir sur Blanc, 1991), il relate son odyssée et témoigne sur l'horreur d'un crime que la propagande communiste voulut faire endosser à l'Allemagne.

Routes de la soie

Dans le cadre d'un projet lancé par l'UNESCO, un Festival des routes de la soie et une grande exposition regroupant les principales collections d'art de l'Asie centrale devraient se tenir prochainement à Paris. D'ores et déjà, le Musée de la marine (Palais de Chaillot, Paris) annonce qu'il organisera une grande exposition sur « les flottes de la soie » de juillet à septembre 1994.

EXPOSITIONS

Trésors du Musée historique de Gotland

Gotland est la plus grande des îles de la Baltique. Célèbre pour ses stèles historiées et ses pierres runiques, elle fut, dès l'ère viking, un important centre d'échanges avec Visby. Elle appartint ensuite à la Hanse et put conserver, jusqu'au XVIIe siècle, une relative indépendance à l'égard de la Suède. Dans le cadre de l'Hôtel de Marle, elle présente quelques-uns des trésors du riche Musée historique de Visby, dont de superbes sculptures en bois du XIIe siècle.

Centre culturel suédois (11, rue Payenne, 75003 Paris). Tél. (1) 44 78 80 18. Du mardi au dimanche, de 12 h à 18 h (entrée gratuite). Jusqu'au 7 mars.

L'Avant-garde russe (1905-1925) Chefs-d'œuvre des Musées de Russie.

L'Avant-garde russe fut écrasée par la victoire du bolchévisme. Mouvement éphémère, à peine deux décennies, elle échappa à tout monolithisme, inventa l'abstraction et se caractérisa, pour certains de ses courants, par un retour aux sources de l'art populaire russe. La présente exposition fait découvrir une centaine d'œuvres qui, pour la plupart, sortent pour la première fois des musées régionaux de Russie. Occasion de vérifier la diversité des mouvements picturaux et de découvrir les aspects méconus de Malevitch, Kandinsky, Larionov, Gontcharova, Rodtchenko ou Tatline. Une façon aussi de faire connaissance avec la Russie d'avant Lénine.

Musée des Beaux-Arts de Nantes (10, rue Georges-Clemenceau, 44000 Nantes). Tél. 40 41 65 65. Tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 12 h et de 13 h à 17 h 45. Le dimanche de 11 h à 17 h. Nocturne le vendredi jusqu'à 21 h. Jusqu'au 18 avril 1993.

Cités en fête

Géants ou dragons, ces figures humaines ou animales que les populations de plusieurs villes de France promènent annuellement en cortèges joyeux et tumultueux, entretiennent de subtils rapports avec l'identité urbaine. Elles perpétuent le grand moment des fondations et montrent que l'identité ne saurait être étrangère à la frontière.

Musée des Arts et Traditions populaires (6, avenue du Mahatma-Gandhi, 75116 Paris). Tél. (1) 44 17 70 00. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 19 avril.

François-Ruppert Carabin (1862-1932)

Ce Savernois de naissance occupe une place singulière dans l'Art Nouveau. Il voulut réaliser la synthèse entre la sculpture et l'art mobilier : ses créations qui intègrent des personnages en plastique complète dans des meubles, étonnent. Elles divisèrent la critique, d'autant que la veine symboliste fut souvent prise pour de la provocation. Cette exposition, la première depuis 1974, sera ensuite présentée au Musée d'Orsay à Paris.

Musée d'Art moderne (5, place du Château, 67000 Strasbourg). Tél. 88 52 50 00. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 mars.

Vendée et chouanneries

Pour la première fois à Paris, on verra une exposition sur le thème « Vendée et Chouanneries, l'Ouest dans la Révolution 1789-1832 ». Organisée sous l'égide de la Mairie de Paris et de l'Association « Histoire et Mémoire de l'Ouest ». Conseiller historique : Reynald Secher. Trois volets seront à la disposition du public. Un volet rédactionnel avec tableaux explicatifs, reconstitutions et cartes. Un volet de muséologie présentant plusieurs centaines d'objets et documents d'époque, depuis l'original des lois ordonnant l'extermination de la Vendée, jusqu'à l'écharpe du marquis de La Rouërie. Enfin, projection permanente d'un film réalisé par Reynald Secher, visites commentées et conférences. Une librairie spécialisée sera à la disposition du public.

Salle des Blancs Manteaux, 75004, Paris. Tous les jours, du 17 avril au 25 mai.

LIVRES ANNONCÉS

Antiquité et Moyen Age

L'Atlantide retrouvée. Une odyssée archéologique, par Charles Pelligrino. À paraître en mars (« Les énigmes de l'Univers », Robert Laffont).

Les pierres gravées de Gotland. Aux sources de la sacralité viking, par Jan Peter Lamm. À paraître début mars (Le Porte-Glaive).

Philippe Auguste, par Charles Sivery. À paraître en avril (Perrin).

Les Grands Mogols. Splendeur et chute, par André Clot. À paraître en avril (Plon).

Guerres et Batailles

Stalingrad 1942-1943, par Jean Mabire. À paraître en mars (Presses de la Cité).

Les Cadets de Saumur, par Patrick de Gmeline. À paraître en avril (Presses de la cité).

La Guerre du Golfe, par Jean-Jacques Langendorf. À paraître en avril (Georg Éditeur, Genève).

Histoire mondiale du Renseignement au XXe siècle (1870-1939) – Tome I, par Roger Faligot et Rémi Kauffer. À paraître en avril (Robert Laffont).

Histoire de la Guerre d'Indochine, par Jacques de Follin. À paraître en avril (Perrin).

Histoire militaire de la France de 1940 à nos jours – Tome IV, sous la direction d'André Martel. À paraître en mai (PUF).

Renaissance et temps modernes

Le Bailli de Suffren, par Philippe Masson. À paraître fin mars (Figures de l'Histoire).

Charette, par Françoise Kermina. À paraître en mars (Perrin).

Eugène de Beauharnais, par René Blemus. À paraître en avril (France Empire).

Monsieur Charcot de la Salpétrière, par Jean Thuilier. À paraître en avril (Robert Laffont).

Période contemporaine

Laval, par Jean-Paul Cointet. À paraître en avril (Fayard).

Vichy, capitale, par Michèle Cointet. À paraître en avril (Perrin).

Les Intellectuels. Vices privés et vertus publiques, Paul Johnson. À paraître en mars (Robert Laffont).

La France religieuse, par Pierre Vallaud et Antoine Sfeir. À paraître en avril (Robert Laffont).

Europe et Russie

L'Europe. Histoire de ses peuples, par Jean-Baptiste Duroselle. À paraître fin avril (Perrin).

Histoire des peuples de l'ex-URSS, par Henry Bogdan. À paraître en mars (Perrin).

Nicolas Ier, par Jocelyne Fenner. À paraître en mars (Figures de l'Histoire).

Mentalités et Cultures

Histoire générale du Diable, par Gérald Messadié. À paraître en avril (Robert Laffont).

Les Commerces Art Nouveau, par Frédéric Descouturelle. À paraître en mars (Presses Universitaires de Nancy).

La Cathédrale de Strasbourg, par Michel Zehnacker. À paraître en avril (Robert Laffont).

Rubrique dirigée par Jean-Jacques Mourreau

Agenda de l'histoire

Mars

1er mars
1804 – Naissance à Gênes de Denis Raffet, dessinateur et lithographe, célèbre pour avoir fait revivre l'épopée napoléonienne.

2 mars
1917 – Le tsar Nicolas II est contraint à l'abdication par ses propres généraux.
1930 – Mort à Vence de l'écrivain David Herbert Lawrence.

3 mars
1203 – Mort de Giocchino dia Fiore (Joachim de Flore), mystique italien condamné pour hérésie par le quatrième Concile de Latran.

4 mars
1152 – Frédéric, duc de Souabe, est élu roi de Germanie. Il va rester dans l'histoire sous le nom de Frédéric Barberousse.
1192 – Visite à la ville de Haguenau de l'empereur Henri IV.

5 mars
1953 – Mort de Joseph Vissarionovitch Djougatchvili dit Staline. Des millions de personnes viennent saluer sa dépouille exposée dans le mausolée de Lénine, sur la place Rouge. En 1961, ses restes recevront une sépulture plus discrète.

6 mars
1779 – Naissance à Payerne (Vaud) du baron Antoine Henri Jomini. Auteur d'un *Traité des grandes opérations militaires* (1805) et d'autres ouvrages militaires, il va définir la guerre non comme une science, mais comme un art. Ce grand stratège suisse servira d'abord Napoléon. Ensuite, il s'illustrera dans l'armée russe et commandera contre les Turcs (1828-1829). La Russie lui doit la fondation de l'Académie militaire de Saint-Pétersbourg.

8 mars
993 – Mort d'Egbert, archevêque de Trèves et chancelier d'Othon le Grand. Grand restaurateur des églises rhénanes dévastées par les incursions normandes, il a protégé les arts et fait établir le *Codex Egbert*, un manuscrit richement illustré, conservé à la Bibliothèque de Trèves.

9 mars
1839 – Naissance à Karevo, dans la province de Pskov, de Modeste Pétrovitch Moussorgski. Avant de se consacrer à la musique, il va appartenir, comme officier, au régiment d'infanterie de la Garde Préobragenski.

11 mars
1554 – Naissance à Sorrente, près de Naples, du poète épique Le Tasse.

13 mars
1901 – Mort à Sèvres de Fernand Pelloutier, figure de l'anarcho-syndicalisme français et défenseur de l'autonomie ouvrière.
1920 – Avec l'appui du général von Lüttwitz, commandant les troupes de Berlin, et du corps franc Ehrhardt, rentré des pays baltes, Wolfgang Kapp opère un putsch éphémère. Il doit renoncer devant la réaction des syndicats ouvriers qui déclenchent la grève générale.

14 mars
1590 – Henri IV remporte la bataille d'Ivry. À cette occasion, il prononce la formule restée célèbre : *« Ralliez-vous à mon panache blanc, vous le trouverez toujours sur le chemin de l'honneur et de la victoire. »*

15 mars
44 av. J.-C. – Au milieu du Sénat romain, Caius Julius Cæsar tombe sous les poignards de ses assassins, qui l'accusent d'aspirer à la royauté.
1848 – À l'appel du poète Sandor Petöfi, début de la révolution hongroise à Pest.
1945 – Suicide de Pierre Drieu La Rochelle.

16 mars
1244 – Reddition des Cathares de Montségur. Deux cents Parfaits, hommes et femmes, sont livrés aux flammes des bûchers.

19 mars
1563 – Charles IX rend l'Édit d'Amboise, lequel permet aux calvinistes de s'assembler, pour l'exercice de leur culte, dans toutes les villes alors en leur possession.

20 mars
1828 – Naissance à Skien du dramaturge norvégien Henrik Ibsen.

21 mars
1685 – Naissance à Eisenach (Thuringe) de Johann Sebastian Bach.
1804 – Enlevé *manu militari* à Ettenheim (Bade) et ramené à Paris, le fils unique du dernier prince de Condé, Antoine Henri de Bourbon, est fusillé dans les fossés de Vincennes. L'assassinat du duc d'Enghien scandalise l'Europe entière et fait basculer Chateaubriand dans l'opposition à Napoléon Bonaparte.


Roger-Viollet

Le duc d'Enghien

22 mars
1919 – En Hongrie, Bela Kun renverse le gouvernement du comte Karolyi. Ce communiste parvient à rallier à lui une partie de la bourgeoisie et de l'armée, en affirmant vouloir reprendre les provinces enlevées par les Tchèques et les Roumains. Sa dictature rouge va lasser et son armée devra battre en retraite devant l'offensive des troupes roumaines qui prennent Budapest le 3 août de la même année.

23 mars
1819 – À Mannheim, August von Kotzebue est assassiné par l'étudiant Karl Sand. Après avoir été l'adversaire déclaré de Napoléon, Kotzebue était devenu celui des libéraux allemands.

24 mars
1948 – Mort à Clamart du philosophe russe Nicolas Berdiaev. Deux ans plus tôt, il écrivait : *« Il y a la Russie de Kiev, la Russie sous le joug tartare, la Russie moscovite, la Russie de Pierre le Grand et la Russie soviétique et il est possible qu'il y ait encore une Russie nouvelle. »* (*L'Idée russe*, 1946).

26 mars
1505 – L'empereur Maximilien Ier emprunte deux mille florins à la ville libre de Strasbourg.

27 mars
1854 – La France et l'Angleterre déclarent la guerre à la Russie, laquelle entend profiter du déclin de l'Empire ottoman et se pose en protectrice des lieux saints. Français et Anglais débarquent bientôt à Eupatoria : la Guerre de Crimée commence.

30 mars
1895 – Naissance à Manosque de Jean Giono.

31 mars
1814 – Les Alliés entrent dans Paris. Chateaubriand fait paraître sa brochure intitulée : *De Buonaparte, des Bourbons et de la nécessité de se rallier à nos princes légitimes pour le bonheur de la France et celui de l'Europe*.

Avril

1er avril

1794 – Euloge Schneider, ancien prédicateur à la Cour de Stuttgart, devenu accusateur public du tribunal révolutionnaire de Strasbourg, est guillotiné à Paris.
1815 – Naissance au château patrimonial de Schönhaen, du Prussien Otto Edouard Leopold von Bismarck, futur prince et chancelier de l'Empire allemand.
1922 – Charles de Habsbourg, dernier empereur d'Autriche et roi de Hongrie, meurt en exil à Funchal (Madère).

2 avril

742 – Naissance du fils aîné de Pépin le Bref et de Bertrade (Berthe au long pied), appelé à devenir Charlemagne.



Roger-Viollet

L'Empereur Charlemagne

1805 – Naissance à Odensee, en Fionie, de Hans Christian Andersen.

5 avril

1896 – Sous l'égide du baron Pierre de Coubertin, ouverture à Athènes des premiers Jeux Olympiques modernes.

6 avril

1919 – Mutinerie de la flotte française en Mer Noire.

7 avril

1541 – Issu d'une famille de vieille noblesse basque, Ignace de Loyola, fondateur de la Compagnie de Jésus, est élu à l'unanimité et malgré ses protestations, général de cet ordre.
1919 – Proclamation de la République des conseils de Bavière. L'agitateur Kurt Eisner en sera l'une des principales figures.

8 avril

1492 – Mort à Careggi de Laurent de Médicis dit le Magnifique.

9 avril

1553 – Mort à Paris de François Rabelais.

10 avril

1945 – Königsberg, la ville natale d'Emmanuel Kant, tombe aux mains des troupes soviétiques après une résistance de plus de deux mois et de redoutables bombardements anglo-américains.

13 avril

1598 – Henri IV annonce la pacification religieuse et fait publier l'Édit de Nantes. Il reconnaît le catholicisme comme religion d'État, tout en accordant des libertés aux protestants.

14 avril

1930 – Le poète russe Maïakowski se suicide d'un coup de révolver.

15 avril

1540 – Avec la bataille de Forminy, l'armée royale réorganisée mène à bien la conquête de la Normandie.

17 avril

1732 – Naissance à Grasse du peintre Jean Fragonard.
1832 – Naissance à Wiedensahl, dans le Hanovre, du dessinateur et humoriste Wilhelm Busch, le créateur de *Max und Moritz*.

18 avril

1521 – En présence de l'empereur, discours de Luther devant la Diète impériale réunie à Worms. Le réformateur est mis au ban de l'Empire et ses doctrines condamnées. L'électeur de Saxe, Frédéric le Sage, lui permet de trouver refuge à la Wartburg où, sous le nom de « chevalier Georges », il va séjourner dix mois


Roger-Viollet

Luther

et traduire le *Nouveau Testament* en langue allemande.
1904 – Parution du premier numéro du quotidien socialiste *l'Humanité*. Au sommaire : un feuilleton d'Anatole France.
1947 – Exécution de Mgr Tiso, dirigeant de la Slovaquie indépendante.

20 avril

1736 – Dans la nuit du 20 au 21, le Prince Eugène s'éteint dans sa soixante-treizième année. L'empereur ordonne des funérailles avec tous les honneurs *« afin que tout le monde voie que pour moi la grandeur du défunt ne se ternira jamais »*.

21 avril

1488 – Naissance au château de Steckelberg, en Franconie, de l'humaniste Ulrich von Hutten, ami du chevalier Franz von Sickingen.
1918 – Manfred von Richthofen, as des ailes allemandes, tombe dans le ciel de Picardie. Le « baron rouge » avait vingt-six ans et cette devise : *« L'audace fait tout. »*


Roger-Viollet

Mgr Tiso

23 avril

1916 – Pâques irlandaises : l'échec de la révolte n'entame en rien la détermination des nationalistes qui remporteront, deux ans plus tard, les élections.

25 avril

799 – Agressé lors de la procession des litanies majeures, entre le Latran et San Lorenzo in Divina, le pape Léon III est sauvé par les *missi* de Charlemagne qu'il va couronner empereur et dont il restera le docile protégé.
1928 – Mort à Bruxelles de Piotr Nikolaïevitch baron Wrangel. Successeur de Dénikine à la tête des armées blanches, il remporta d'abord une série de victoires dans le sud de la Russie. Puis, après la fin de la guerre russo-polonaise (septembre 1920), il ne put résister à l'offensive des bolcheviks qui forcèrent ses positions. Replié à Belgrade, Wrangel n'abandonna la lutte qu'en 1925.


Roger-Viollet

Manfred von Richthofen

26 avril

1926 – L'Allemagne et la Russie soviétique paraphent à Moscou un traité d'amitié qui prolonge le traité de Locarno (16 avril 1922). Le géographe Erich Obst approuve : *« Nous saluons le fait que le gouvernement du Reich ait retrouvé le chemin de l'Est. »*

30 avril

1632 – Le comte de Tilly, général en chef des armées de la Ligue catholique, s'éteint à Ingolstadt. En tentant de barrer le passage de la Lech au roi de Suède Gustave-Adolphe, il avait été mortellement blessé quelques jours avant. Il fut l'une des grandes figures de la terrible Guerre de Trente Ans.

Mai

1er mai

1633 – Naissance à Saint-Léger-de-Foucheret, dans l'Yonne, de Sébastien Le Preste, seigneur de Vauban, futur maréchal de France.

2 mai

1951 – Mort en exil à Kitzbühel, dans le Tyrol autrichien, de l'écrivain Alphonse de Chateaubriant, ancien animateur du groupe « Collaboration » et prix Goncourt 1911 pour *Monsieur des Lourdines*.

3 mai

1469 – Naissance à Florence de Nicolo Machiaveli (Nicolas Machiavel).

6 mai

1790 – Mort à quarante-sept ans du comte Jacques de Guibert. Auteur d'un *Essai général de tactique* et du *Traité de la force publique*, il avait prévu l'évolution des conflits armés, l'avènement des guerres idéologiques, le surgissement des haines nationales et préconisé une réforme radicale de l'institution militaire.

7 mai

1258 – Natif de Saint-Omer, le franciscain Guillaume de Rubroeck quitte Constantinople pour entrer en relation avec le petit-fils de Gengis Khan. Au terme d'un périple de plus de vingt-trois mille kilomètres qui aura duré deux ans, il rapporte, avant Marco Polo, la description la plus complète de son temps sur l'Asie et l'Empire mongol.
1523 – Naissance de Franz Sickingen, l'un des derniers représentants de la vieille chevalerie allemande. Compagnon d'Ulrich von Hutten, il se rallia à la Réforme et fut l'un des chefs du *Bauernkrieg*.
1892 – Naissance à Kumrovec, en Croatie, de Josip Broz. Sujet de l'Empire austro-hongrois, il prendra part aux combats contre les Serbes. Prisonnier des Russes, il se rallia aux Rouges et se fera connaître sous le nom de Tito dans les années trente.

8 mai

1265 – Naissance à Florence de Dante Alighieri. L'auteur du *De Monarchia* et de la *Divine Comédie* s'affirmera, comme sa famille, partisan convaincu de l'Empire contre les Guelfes.

9 mai

1805 – Mort à Weimar de Johann Christoph Friedrich von Schiller, l'un des plus grands poètes tragiques allemands.
1883 – Naissance à Madrid de l'écrivain José Ortega y Gasset.

10 mai

1871 – Par le Traité de Francfort, la France renonce à l'Alsace et à la Lorraine du Nord avec Metz. Elle obtient de garder une partie du bassin de minerai de fer de Lorraine (Nancy, Longwy et Briey), la place de Belfort et la reconnaissance d'un « droit d'option » pour les Alsaciens-Lorrains qui souhaiteraient rester citoyens français.

11 mai

330 – À la césure de l'Europe et de l'Asie, Constantinople devient une nouvelle Rome par la volonté de Constantin, seul empereur.
1745 – À Fontenoy, dans le Hainaut, le maréchal Maurice de Saxe conduit les Français à la victoire, contre les Anglais, les Autrichiens et les Hollandais commandés par le duc de Cumberland et Königsegg.

12 mai

1938 – Mort à Varsovie du maréchal Jozef Pilsudski.

13 mai

1858 – À Grabovo, la victoire des insurgés monténégrins met un terme à quatre siècles de domination ottomane.
1927 – Le « vendredi noir » marque le paroxysme de la crise économique en Allemagne.

15 mai

1525 – À Lupstein, près de Saverne, le duc Antoine de Lorraine conduit trente mille hommes de guerre, lesquels massacrent vingt-deux mille insurgés de la révolte du *Bundshuh* alsacien.

16 mai

1204 – En la basilique Sainte-Sophie de Constantinople, Baudoin IX, comte de Flandre et de Hainaut, natif de Valenciennes, est couronné empereur latin d'Orient. Vaincu un an plus tard à la bataille d'Andrinople, il sera fait prisonnier et connaîtra un sort incertain.
1909 – Béatification de Jeanne d'Arc.

17 mai

1887 – Chez Ollendorf, Guy de Maupassant publie sa nouvelle intitulée *Le Horla*.

18 mai

1643 – Sur le plateau de Rocroy, dans les Ardennes, le Grand Condé, âgé de vingt-trois ans, obtient une victoire triomphale sur les troupes coalisées du capitaine-général de Melo, gouverneur espagnol des Pays-Bas.


Roger-Viollet

Tito

19 mai

1635 – Après s'être assuré l'alliance du prince protestant Bernard de Saxe-Weimar, Louis XIII déclare la guerre à la Maison d'Autriche. La Guerre de Trente Ans prend une nouvelle tournure.
1898 – Naissance à Rome de Julius Evola.

20 mai

1799 – Naissance à Tours de Honoré de Balzac.

21 mai

1927 – Parti de New York, Charles Lindberg atteint Paris avec le *Spirit of St Louis*. Il a traversé l'Atlantique Nord en trente trois heures et trente trois minutes.

22 mai

1808 – Naissance à Paris de Gérard Labrunie, fils d'Étienne Labrunie, médecin militaire, et de Marie-Antoinette-Marguerite Laurent. Il se fera connaître sous le nom de Gérard de Nerval.
1872 – Sur le *Grüne Hügel* de Bayreuth, Richard Wagner pose la première pierre de son *Festspielhaus*, le jour de ses cinquante-neuf ans.
1948 – Le gouvernement roumain prononce la déchéance du roi Michel.
1949 – Mort de Hans Pfitzner, le compositeur de *Palestrina*. De 1908 à 1918, il avait présidé aux destinées musicales de Strasbourg, comme directeur du Conservatoire, des concerts symphoniques et de l'Opéra. Au lendemain de l'Armistice, il fut expulsé par les autorités françaises. Il repose au cimetière central de Vienne, non loin de Ludwig van Beethoven.

23 mai

1618 – La défenestration de Prague déclenche la Guerre de Trente Ans.

25 mai

1926 – Dans une rue de Paris, l'énigmatique Schwartzbard assassine Simon Vassiliévitch Petlura, figure du mouvement national ukrainien.

26 mai

1976 – Mort à Messkirch du philosophe Martin Heidegger.

27 mai

1894 – Naissance à Courbevoie (Seine) de Louis-Ferdinand Destouches, dit Céline, fils de Ferdinand Destouches, licencié ès lettres, employé d'assurances originaire du Havre, et de Louise-Céline Guillou, parisienne et dentelière.

29 mai

1453 – Mehmed le Conquérant s'empare de Constantinople. Quarante mille habitants de la « Reine des villes » sont massacrés et cinquante mille réduits en esclavage.
1880 – Naissance à Blankenburg am Harz d'Oswald Spengler, l'auteur du *Déclin de l'Occident*.

30 mai

1416 – Jérôme de Prague, disciple de Jean Huss, est brûlé publiquement à Constance pour avoir « professé l'hérésie ». Ses cendres sont jetées dans le Rhin.

Pages réalisées par Éric Coutances

Livres

L'Invention de la mythologie
par Marcel Detienne

Pourquoi s'intéresse-t-on à la mythologie ? Comment l'Antiquité a-t-elle été appréhendée par les écoles successives des historiens des religions, depuis Tylor et Müller jusqu'à Lévi-Strauss en passant par Mauss et Benveniste ? Qu'est-ce qui a pu amener les Anciens à créer ou collationner les mythes ? Depuis Platon et sa « République », le mythe n'est-il pas un évident moyen de contrôle politique de la cité ? Même si certaines interprétations sont discutables, les axes de réflexion que propose Detienne incitent à réfléchir à l'utilité du mythe dans notre monde moderne.
Gallimard, coll. Tél, 253 pages, 54 F.

B.C.

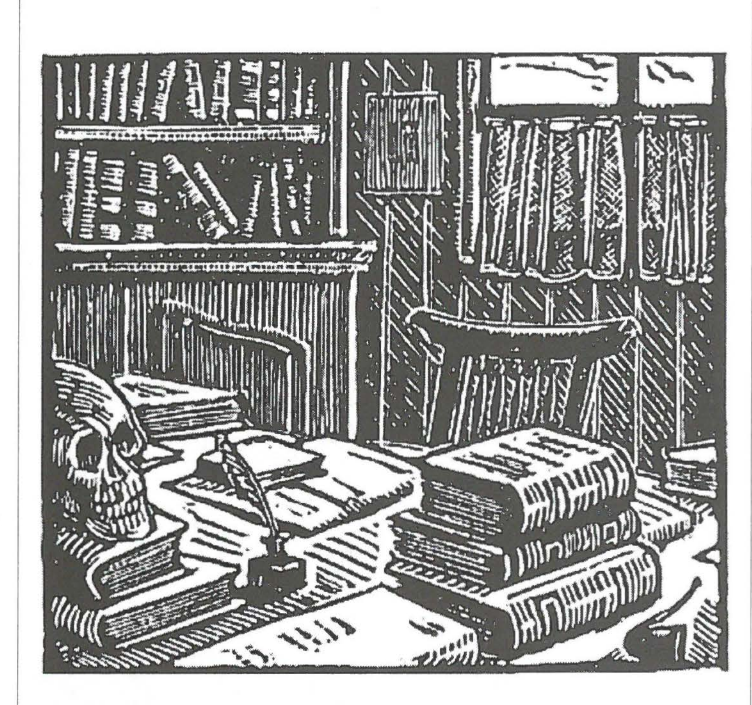
La triple vie de la reine Margot
par Jean Castarède

Troisième fille d'Henri II et de Catherine de Médicis, Marguerite de Valois est devenue, sous le nom de reine Margot, héroïne de roman grâce à Alexandre Dumas. Mais sa vie fut un roman et Jean Castarède nous démontre, dans son livre, que, selon la formule consacrée, la réalité dépasse la fiction.

Experte en galanterie, Margot a connu déjà une vie amoureuse tumultueuse quand sa mère et son frère, le roi Charles IX, décident de la marier à Henri de Navarre. Cette alliance matrimoniale se veut, comme bien souvent chez les princes de ce monde, union politique, puisqu'il s'agit de réconcilier catholiques et huguenots, dont Henri est l'espoir. Illusion puisque, huit jours après le mariage, c'est la Saint-Barthélémy...

Intelligente, séduisante, intrigante, cultivée (elle écrit des poèmes), Margot est une femme de la renaissance, qui encourage la pénétration en France des modes italiennes. Mais elle se pique aussi de politique, en prétendant être au cœur des grandes affaires du temps. Un drame, cependant, domine sa vie : stérile, elle ne peut donner d'héritier à celui qui devait devenir l'un de nos rois les plus populaires, en incarnant l'espoir de réconciliation des Français (il en est mort, car il gênait). Margot accepte l'annulation de son mariage...et se console vite. En exploitant des manuscrits inédits de la bibliothèque de Saint-Pétersbourg, Jean Castarède renouvelle un sujet où l'histoire, tout autant que l'imagination trouve son compte.
France-Empire, 283 p., 110 F.

P.V.



Le Mur païen Histoire et mystères autour du mont Sainte-Odile
par Francis Mantz

Dominant la plaine rhénane, en surplomb des localités d'Ottrott et de Saint-Nabor (Bas-Rhin), l'Odilenberg ou Mont Sainte-Odile se dresse à plus de 760 mètres d'altitude. Voué au culte d'Odile, la sainte protectrice des Alsaciens, ce site a séduit Goethe, Barrès et Malraux. Son intérêt archéologique réside dans la présence d'une enceinte cyclopéenne – l'une des plus importantes d'Europe – longue de plus de dix mille mètres. Mentionné dès le XI[e] siècle, sous le vocable de murus gentilis, ce « mur païen » (Heindenmauer) fait le tour du plateau en conglomérat de grès dont il épouse les sinuosités. Édifié à une cinquantaine de mètres en contrebas, il enserre une surface de plus de cent hectares. Au centre du plateau, la table rocheuse qui supporte actuellement le couvent de Sainte-Odile, forme un éperon rocheux tendu vers le nord-est.

La destination de cet impressionnant ensemble a fait l'objet de nombreuses interprétations. Dans l'état actuel des recherches qui doivent beaucoup à la patience de Hans Zumsteim, l'édification d'une partie importante de l'enceinte peut être datée entre le XI[e] et le X[e] siècle avant notre ère.

Président de l'Association pour la conservation du Mur Païen, l'auteur livre le point le plus complet et le plus récent sur l'enceinte. En même temps, il dit l'histoire mouvementée et la légende de ce site qui, sous l'égide de Herrade de Landsberg, fut un des foyers culturels du XIII[e] siècle. Destinée au grand public, son superbe album offre une iconographie remarquable par sa beauté et sa rareté.
La Nuée Bleue, Strasbourg, 146 p., 290 F.

J.-J. M.

La Religion de ma mère
sous la direction de Jean Delumeau

Plusieurs contributions d'universitaires, consacrées au rôle joué par les femmes dans la transmission de la foi. De l'Église des martyrs et des catacombes jusqu'à l'influence du courant féministe au cœur de l'Église moderne, en passant par les femmes missionnaires dans les colonies françaises, la Réforme vue par les femmes, ou l'attitude des femmes russes dans leur résistance au matérialisme communiste, nombre de ces interventions font songer au mot de Michelet : *« Toute femme est une école, et c'est d'elle que les générations reçoivent vraiment leur croyance. Longtemps avant que le père songe à l'éducation, la mère donne la sienne qui ne s'effacera plus. »*
Cerf, 387 p., 200 F.

B.C.

Les chemins de l'exil Bouleversements de l'est européen et migrations vers l'ouest à la fin du Moyen Age.
par Alain Ducellier, Bernard Doumerc, Brünehilde Imhaus et Jean de Miceli

Des Croisades, notre mémoire n'a souvent retenu que le conflit entre la Chrétienté et l'Islam, oubliant un peu vite Byzance qui étendait son influence aux Syriens, aux Arméniens, aux Slaves et aux populations latines de l'Italie méridionale. Il est vrai que, dès les premières années du XII[e] siècle, toute une propagande antibyzantine s'était répandue en Occident. Lorsque l'ancien Empire byzantin, héritier de la Rome impériale, lui-même clef de voûte d'une infinité de peuples, disparaît corps et biens, l'équilibre européen en est gravement ébranlé. Avant même la chute de Constantinople, des populations entières se sont mises en mouvement. Elles franchiront

De Verdun à Vauquois...



La guerre de 1914/1918 a beau s'éloigner des mémoires et des anniversaires, elle reste le creuset essentiel de la France du XXème siècle. Les Presses Universitaires de Nancy publient une collection « Témoins et Témoignages » patronnée par la Mission de l'information historique du secrétariat d'État aux anciens combattants. C'est la réédition de livres écrits à chaud (à partir de notes personnelles) par des combattants de la Grande Guerre, ensuite publiés et tirés à quelques milliers d'exemplaires, puis oubliés sauf par les spécialistes. Parmi ceux-ci Gérard Canini, agrégé d'histoire, mort en décembre 91, qui a cédé la place à un autre historien militaire, Jean Charles Jauffret.

Gérard Canini était l'un des meilleurs connaisseurs de la bataille de Verdun qui symbolise encore de nos jours le lieu sacré et sanglant du 1er conflit mondial. Il a préfacé dans l'ordre *Verdun (Mars-Mai 1916)* de Raymond Jubert (1), *Tranchées de Verdun* de Daniel Mornet (l'universitaire spécialiste du XVIII[e] siècle) (2), *Trois ans de front* par Gaston Pastre, qui était officier d'artillerie (3), et deux autres récits d'un conducteur d'ambulance *L'angoisse de Verdun* par Pierre Alexis Meunier (4) et *À Verdun avec la 67ème D.R.* du docteur Paul Voivenel (5).

Chacun à sa place raconte ce qu'il a vu, vécu et souffert. Ou ce dont il est mort comme l'avocat Joubert, disparu à Douaumont en Août 1917. L'origine sociale des auteurs indique la formidable consommation d'élites que fut la Grande Guerre. Le ton reste mesuré, l'émotion contenue, le patriotisme ferme, sans emphase. On comprend pourquoi tant de combattants revinrent écœurés à jamais du bourrage de crâne et autres manipulations des journalistes et politiciens de l'arrière.

On retrouve ces mêmes qualités dans *Nous autres à Vauquois* (6) d'André Pezard. Encore un normalien devenu par la suite spécialiste de Dante. L'enfer de la guerre, il l'avait vécu à la tête d'une compagnie qui perdit les deux tiers de son effectif, en 1915 et 1916, sur cette butte de Vauquois où il connut les lance-flammes, les gaz et les mines, la guerre des taupes avec, en mai 1916, une explosion provoquée par les Allemands qui creusa un gigantesque entonnoir de trente mètres de profondeur. Vauquois ne tomba pas. Un récit implacable, au jour le jour. L'équivalent en français d'*Orages d'acier* de Jünger mais qui n'eut pas le même succès. La postérité est aussi injuste que la guerre. Les survivants n'eurent pas assez d'une vie pour comprendre ce qu'ils avaient enduré, et qui les conduisit soit au pacifisme intégral soit à l'ultra-nationalisme.

JEAN PAUL ANGELELLI

(1) 125 p., 80 F, 1990. (2) 62 p., 80 F, 1990. (3) 180 p., 80 F, 1990. (4) 181 p., 80 F, 1991. (5) 186 p., 80 F, 1991. (6) 440 p., 110 F, 1992. Presses Universitaires de Nancy, 25, rue Baron Louis – 54000 Nancy.

l'Adriatique et donneront naissance à une émigration slave, albanaise et grecque vers l'Italie. Le présent ouvrage lève le voile sur cet épisode oublié de l'histoire européenne. Il en analyse les causes. Il rappelle le rôle de Raguse (l'actuelle Dubrovnik) et dit l'importance de Venise, les difficultés des Albanais à s'y installer. Il éclaire le destin des Greco-Albanais des Pouilles, de Calabre et de Sicile. Il montre l'incidence des « affinités culturelles » et l'attitude de l'Église romaine à l'égard des Orthodoxes. Démarche utile, car elle peut faciliter la lecture des événements actuels qui agitent l'Est européen, notamment dans les Balkans. Dommage que les auteurs, prisonniers d'un conformisme idéologique, s'ingénient, dans leurs conclusions, à forcer le parallèle avec la question de l'immigration extra-européenne qui se pose aujourd'hui.

Armand Colin, 456 pages, 195 F.

J.-J. M.

Johann Gottfried Herder
par Pierre Pénisson

Né le 25 août 1744 en Prusse orientale, mort en 1803, Herder est un auteur embarrassant. Introduit en France notamment par Edgar Quinet, il a servi de référence aux tenants de l'idéalisme laïque. En Allemagne, son langage, qui fait expressément référence à l'attachement au sol et à l'enracinement, a favorisé son exploitation à outrance par les nationaux-socialistes. Autant dire que Herder est invoqué par bien des chapelles. Chercheur au CNRS, Pierre Pénisson cherche aujourd'hui avec subtilité à faire de Herder un précurseur de l'universalisme. Loin d'être une biographie élémentaire, l'ouvrage se présente comme une analyse sémantique pointue. Une lecture savante parfois discutable.

Cerf, 350 p., 180 F.

B.C.

Critique de la raison historique
par Wilhelm Dilthey

Ce premier volume de la traduction des œuvres de Dilthey entreprise par les éditions du Cerf, permet au public français de se familiariser avec l'un des éveilleurs de la conscience allemande moderne. Né en 1834, mort en 1911, Dilthey sut rompre avec le positivisme, en expliquant que les méthodes des sciences de la nature ne sont pas transposables dans le domaine des sciences de l'homme. Refusant de considérer l'histoire comme une simple juxtaposition de faits et de dates, Dilthey sera l'inventeur du concept de *Weltanschnung*. Comprendre un artiste, un écrivain ou un penseur exige que l'on saisisse son intuition globale, la vision qu'il porte sur le monde. L'historien doit aller au-delà de l'événementiel pour saisir la réalité profonde de la vie. Ce vitalisme de Dilthey aura d'ailleurs d'importantes répercussions dans la pensée d'Outre-Rhin, puisqu'il devait éveiller dans la nation allemande la conscience actualisée de sa valeur propre.

Cerf, 373 p., 199 F.

B.C.

La mythologie grecque
par Pierre Chuvin

De l'apparition du premier homme aux exploits d'Héraclès, ce professeur de grec ancien à l'université de Clermont-Ferrand a réussi une mise en perspective intelligente de la mythologie grecque, en racontant simplement ces histoires venues de la nuit des temps, qui firent le bonheur des Grecs sur les agoras et les théâtres. La mythologie, ce fut certes « un plaisir gourmand de l'auditoire », mais aussi « dans sa formation, ce fut le déchiffrement, par un peuple, de ce qu'il croyait être son destin et celui de l'humanité, dans ses plus anciens souvenirs, sollicités, reconstitués, fabriqués à partir d'un conglomérat d'images locales ».

Fayard, 405 pages, 170 F.

B.C.

Les origines symboliques du blason
par Robert Viel

Les armes parlantes, le symbolisme des couleurs sur l'écu, le coupé et la fasce, l'écartelé en sautoir, le chappé, la pile, le chaussé

et le chevron… Réunis en un livre, deux essais traitent magistralement de l'art et de la science héraldiques. Cette somme souligne que l'héraldique est née de la furie des champs de bataille du Haut Moyen Age. Et que son usage participe pleinement de la vision traditionnelle en union toujours plus intime avec les manifestations cosmiques : Être éternel, force inconnue ou cycle sans fin d'intermédiaires. Du symbolisme de la croix portée sur l'écu des chevaliers à la complexité des armes acquises par le mérite ou l'habileté sous la monarchie des Bourbons, l'héraldique, principe vivant, n'eut de cesse d'évoluer.
Berg International Éditeurs, 340 pages, 140 F.

E. V.

Les quatre sens de la vie
par Alain Daniélou

Peut-on justifier le système des castes ? Pourquoi les textes de loi les plus anciens que nous connaissions interdisent-ils le mélange des races ? Comment comprendre les structures sociales de l'Inde traditionnelle, sans s'engoncer dans le point de vue strictement moderniste ? L'édition originale de ce texte d'Alain Daniélou, l'un des meilleurs spécialistes contemporains de la société indienne, était devenu introuvable. Le redécouvrir permet de saisir pourquoi l'immense sous-continent indien a pu rester en paix pendant des millénaires jusqu'à ce que les règles démocratiques apportées dans les malles du colonialisme anglais détruisent cet équilibre. Une analyse terriblement lucide d'où l'on peut tirer bien des leçons sur le dépérissement du monde moderne…
Éditions du Rocher, 215 pages, 130 F.

B.C.

Ce que j'ai cru comprendre
Par Annie Kriegel

Professeur, historienne et éditorialiste du *Figaro,* Annie Kriegel a été membre du parti communiste pendant de longues années. Elle était encore adolescente quand elle est entrée au M.O.I. (Mouvement de la Main d'Œuvre Immigrée) où le parti communiste avait regroupé sous l'occupation de jeunes étrangers et aussi de jeunes juifs français dont elle était. Elle a ainsi vécu l'action clandestine à l'époque la plus dangereuse. Elle devait ensuite demeurer stalinienne avant d'opter dans les années cinquante pour le libéralisme.

Il est arrivé que les communistes déçus ne rompent avec leur parti que pour épouser un autre conformisme. Rien de tel dans l'attitude d'Annie Kriegel, qui n'a cessé depuis de faire preuve d'une constante lucidité. Non sans courage : l'équité de son jugement sur le régime de Vichy, par exemple, tranche singulièrement avec les schémas partisans dont nous sommes abreuvés – depuis quelques années surtout.

Très attachée au judaïsme, tardivement redécouvert (elle est originaire d'une famille juive d'Alsace), elle fait preuve dans le domaine spirituel de la même indépendance d'esprit que dans le domaine politique. Sa liberté intellectuelle se situe au même niveau que celle de Raymond Aron, qui devint l'un de ses amis.
Robert Laffont. 842 p. 190 F.

P.S.

Dépêches secrètes d'Arabie et autres textes
par T. E. Lawrence.

Il y a deux Lawrence. L'un archéologue, médiéviste, agent de renseignement, chef de guerre, auteur des *Sept piliers de la sagesse* – tel est Lawrence d'Arabie. Et puis se dessine en surimpression un double guetté par la dépréciation de soi, la fêlure psychique, le renoncement. Faute d'une grande biographie, cet ensemble de textes oriente notre compréhension : particulièrement une série de lettres écrites sur le tard, alors que « le rois sans couronne de l'Arabie » s'enfouit comme en un suicide moral dans l'état de soldat de deuxième classe de la RAF. Fêlure donc où se distinguent deux classes objectives : la révélation de son illégitimité et corollairement la certitude acquise de son existence coupable ; et , d'autre part, le choc de la capture par les Turcs, à Deraa, en Syrie, suivi de sévices et viol. Celui qui aurait pu obtenir sur un mot le gouvernement de l'Égypte, meurt à quarante-sept ans, avouant : *« J'aspire à ce que les gens me regardent de haut et me méprisent… »*
Bouquins, 1040 pages, 160 F.

E. V.

Olivares
par John Elliott

Que cette biographie n'appartienne pas à celles qui, écrites à la commande et fabriquées à la va-vite, remplissent d'allégresse des amateurs peu critiques d'un genre historique à la mode, est déjà à signaler. Et que cette œuvre, résultat d'une vie consacrée au comte-duc d'Olivares (1587-1645), trace les grandes lignes de la pensée et de l'action du personnage en son temps – le seul vrai rival de Richelieu – sans négliger la poussière des anecdotes, mérite qu'on s'y arrête. D'autant que cette étude, complète, due à un historien britannique, John H. Elliott, passionnante à lire, fait mieux que renouveler notre vision du personnage : elle oblige le lecteur français à considérer plus d'un demi-siècle d'histoire du côté de l'Espagne. Ce salubre exercice d'hygiène intellectuelle permet de découvrir un Grand d'Espagne dont l'énergie entière est mise au service de son roi, Philippe IV, pour qu'il devienne, à l'instar des autres grands souverains européens, roi d'un seul royaume, l'Espagne. La réussite de l'historien est complète, impérieuse et insolente comme un tableau de Velasquez, lequel a peint le comte-duc à plusieurs reprises.
L'objectif d'Olivares n'était rien moins que d'enrayer le déclin de son pays, dont il tente, par tous les moyens, d'inverser le cours. Pour ce faire, en visionnaire, il conçut un ambitieux plan de réformes, centré autour de la création d'un royaume unique, une grande Espagne, qui aurait aboli les frontières internes (Castille, Aragon, Navarre, Catalogne, Portugal). Echec : « l'homme dévoilait le pays ». Mais toutes les réformes de l'Espagne de l'ancien régime seront à jamais marquées par la puissante silhouette du comte-duc qui meurt seul, dans la fièvre et le délire, en exil à Toro.
Bouquins/Laffont, 940 pages, 150 F.

F.V.

La Construction de l'Histoire Juive
par Heinrich Grätz

Il y a un siècle, le 7 septembre 1891, s'éteignait Heinrich Grätz, père fondateur de l'historiographie juive moderne. Cette réédition d'une œuvre publiée pour la première fois en 1846 permet de suivre l'évolution de l'histoire d'Israël, et de s'interroger sur la continuité de l'unité de pensée talmudique. À l'inverse des positions d'un certain judaïsme émancipé, refusant le message des rabbins réformateurs du siècle dernier autant que les interprétations des historiens chrétiens, Grätz estimait que le peuple d'Israël était aussi bien un corps politique qu'une communauté religieuse, et que seul le Talmud avait assuré la survie du peuple juif.
Cerf, 174 p., 125 F.

B.C.

Une inconnue des sciences sociales – la Fondation Alexis Carrel, 1941-1945
par Alain Drouard

Etayée par de solides documents, l'enquête d'Alain Drouard, chercheur au CNRS, permet de découvrir le travail monumental qui fut réalisé sous l'occupation par la Fondation Alexis Carrel, qui en 1912 avait été prix Nobel de médecine, et auteur d'un best-seller mondialement célèbre *L'Homme cet inconnu.* Cette Fondation ambitionnait de réaliser une synthèse entre les différents champs d'investigation scientifique : médecine, économie, sociologie, anthropologie, démographie... Son rôle ne s'arrêta pas en 1945. Ses objectifs furent poursuivis dans le cadre d'un organisme qui existe toujours : l'INED, l'Institut National d'études démographiques.
Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 560 p., 210 F.

B.C.

Lettres de prison
par Lucien Rebatet

Si l'histoire est écrite par les vainqueurs, il reste aux vaincus à mettre en forme littéraire leur temps de chaînes. À quoi s'employa

La Varende, pour Dieu et pour le Roi
par Anne Brassié

Un livre sur un grand écrivain qui se voulut avec passion « classique » se doit de respecter la première exigence de ce difficile exercice littéraire et répondre à la vieille définition : Un homme, une œuvre.

Anne Brassié, déjà connue pour son chaleureux ouvrage sur Robert Brasillach, (Robert Laffont), est restée, instinctivement et intelligemment, fidèle aux lois d'un genre plus difficile qu'il n'y paraît. Après plusieurs années d'enquête et de familiarité avec un auteur jamais rencontré, comment choisir parmi tant de matériaux rassemblés ? Aller à l'essentiel. Certes. Mais tout l'art du biographe consiste justement en cette ultime sélection.

Même en quelques quatre cents pages, il n'est pas facile de résumer plus de soixante-dix ans d'une vie fervente et plus de cent livres d'une considérable production. Car La Varende donnait des livres, depuis qu'il a commencé à être publié à l'approche de la cinquantaine, comme les pommiers de son pays donnent des pommes. A pleins paniers.

Romans, nouvelles, récits historiques, biographies, promenades, critiques, préfaces : il laisse le souvenir d'un prodigieux touche-à-tout, capable de s'enflammer pour des histoires qui, toutes, appartiennent à l'Histoire, qu'elles soient strictement véridiques ou hardiment romanesques.

Anne Brassié a été servie par une parfaite adéquation entre le personnage qu'elle a choisi comme héros — on ne saurait dire sujet — et une production littéraire dont l'abondance a de quoi surprendre et même effrayer. On peut presque dire que la biographie de La Varende se confond avec sa bibliographie.

Né d'un officier de marine normand mort quasiment à sa naissance et de la fille d'un amiral breton, il appartient par toutes ses fibres à la noblesse rurale et maritime d'un Ouest encore très étranger au monde moderne. Il passera sa vie dans le château familial de Bonneville-Chamblac, dans ce pays d'Ouche où se situent la plupart des nouvelles et des romans de cet inlassable conteur.


Louis Monier

Anne Brassié.

Dans un style luxuriant, tout à la fois enraciné et travaillé, il se révèle comme un fantastique artisan des lettres, à nul autre semblable.

Il se veut le témoin d'une race qu'il sait menacée, celle des gentilshommes campagnards. Comme le moindre de leurs voisins ruraux, ils sont des « manants » (c'est-à-dire « ceux qui demeurent »), alors que tout s'effrite et se délite. Cette condition implique une haute conception de leur rôle social, tout entier dominé par le service de la religion et de la monarchie, indissolublement liées.

Cet homme qui a peu voyagé dans l'espace et dont la silhouette hautaine ne saurait être séparée de son domaine et de tout un paysage de bois et de prairies, écrasé par la course de lourds nuages sombres, est par contre un fantastique vagabond dans le temps. Il vit dans la familiarité des siècles révolus, profondément attaché à un Ancien Régime qui garde dans ses usages les vertus de la jeunesse. Cela ne va pas sans héroïsme ni sans gaillardise.

Si La Varende est au fond pessimiste, comme tous ses compatriotes normands, il ne manque pas d'une « fureur de vivre » qui remonte sans doute aux Vikings et qui s'épanouit au cours des âges dans des créations littéraires et artistiques inconcevables hors de cette terre de bravoure et de sapience.

Plutôt que de se perdre dans les détails d'une vie somme toute sans aventure, Anne Brassié analyse, livre après livre, avec de belles citations, cette singulière architecture d'ouvrages, se répondant l'un à l'autre, et dont l'ensemble place La Varende très haut, dans le rêve et dans le temps.

Perrin 536 pages, 175 F.

JEAN MABIRE

*** Deux romans de La Varende viennent d'être repris au Livre de Poche : *Nez de cuir* et *Les Manants du roi.***

Lucien Rebatet, polémiste fameux des *Décombres*, et qui, de 1945 à 1952, où il fut détenu à Fresnes pour apologie de la Collaboration dans les colonnes de *Je suis partout*, écrivit son œuvre majeure *Les Deux Étendards*, et tint avec Roland Cailleux, auteur Gallimard apolitique, une correspondance suivie. Embastillé, Rebatet manifeste la plus grande curiosité pour Faulkner, Camus, Simone de Beauvoir, l'existentialisme, Peter Cheney, Dutourd, les premiers romans de Peyrefitte. De la pesanteur carcérale, de la promiscuité, de sa condamnation à mort, de sa grâce, il entretient incidemment. L'essentiel n'est pas là. Très vite, l'achèvement des *Deux Étendards* le requiert absolument. Au point qu'il redoute que la mort n'interfère. Mais le matricule 1724 connaîtra la félicité d'une parution chez Gallimard. Laquelle précéda de trois mois son élargissement.

Le Dilettante, 279 pages, 135 F.

E. V.

Europe-Islam, action et réaction
par Bernard Lewis

L'Europe est un lieu, l'Islam est une religion. Mais pour les musulmans, le mot religion n'a pas la même connotation que pour les chrétiens. « Dans l'esprit des musulmans, l'islam n'est pas seulement un système de croyance et d'adoration, qui formerait pour ainsi dire un compartiment distinct de la vie, à côté d'autres relevant d'autorités non religieuses chargées d'appliquer des lois non religieuses ; l'Islam est la totalité de la vie, ses règles embrassent le droit civil, le droit pénal et même ce que nous dénommons droit constitutionnel. »

Gallimard, le Débat, 171 p., 85 F.

B.C.

Rééditions :

Robert Brasillach, *Notre avant-guerre* (Le Livre de Poche).

René Grousset, *Figures de proue* (Le Nadir/Balland).

Serge Tchakotine, *Le Viol des foules par la propagande politique*(Gallimard/Tel).

SÉLECTION

Olivier Guyotjeannin
Archives de l'Occident Tome I, Le Moyen Age

Archiviste-paléographe, ancien de l'École française de Rome, professeur à l'École des chartes, l'auteur a choisi, transcrit, traduit parfois présenté et annoté les textes d'archives les plus significatifs du long Moyen Age (V[e]-XV[e]). Textes inconnus ou peu connus côtoient les pièces illustres, actes solennels ou récits intimes, classés par thème. Un ensemble unique, premier tome de cette collection dirigée par Jean Favier.
Fayard, 800 pages, 250 F.

Jeanne de La Hogue et Suzanne Nerbonne
Mémoire écrite de l'Algérie depuis 1950

Biographies de 300 auteurs de toutes opinions et répertoire des œuvres consacrées à l'Algérie depuis 1950 : histoire, essais, romans, mémoires, etc. Index des noms cités. Un ensemble documentaire sans équivalent.
Maisonneuve-Larose, 232 p. 152 F.

Cartes anciennes des grandes villes d'Europe

Superbe sélection de 67 plans illustrés du XVI[e] siècle, tirés du *Civitates orbis terrarum* réalisé par le moine allemand Georg Braun, et le graveur Frans Hogenberg, de 1572 à 1617. Un aperçu fascinant des principales villes d'Europe telles qu'elles étaient il y a quatre siècles. Un monde à la fois présent et enfui.
Solar, 142 pages couleurs grand format, 220 F.

Abel Bonnard
L'argent

Par l'esprit le plus aiguisé des années 1930, futur ministre non-conformiste de l'Éducation nationale de Vichy, un réquisitoire ironique contre le monde moderne. De leur côté les Éditions Dismas (rue de Bayère, 3 - B - 5537 Haut-le-Wastia) ont publié avec soin, dans une belle typographie, *Ce monde et moi* d'Abel Bonnard, sélection inédite de réflexions historiques, politiques et littéraires sous le couperet d'une pensée impeccable. (220 p.)
Le Trident, 66 pages, 49 F.

Pierre Sipriot
Les cent vingt jours de Louis XVI dit Capet

Grâce au dépouillement des archives de la ville de Paris, jour après jour, du 21 septembre 1792 au 21 janvier 1793, la description clinique du calvaire imposé à la famille royale pour l'abaisser. Problématique de la Convention affrontée à une irrationalité qu'elle crut vaincre, mais à laquelle elle était enchaînée.
Plon, 237 pages, 125 F.

Michel Cazenave
Les Guerriers de Finn

L'un des grands cycles légendaires irlandais, restitué par une plume élégante et initiée. Batailles, coutumes, cultes et croyances des Fenians, guerriers porteurs du pur esprit celte. Refondation d'un récit légendaire.
Artus (BP 26, 56200 La Gacilly), 320 pages, 150 F.

Christophe Levalois
Symbolisme de la décapitation du roi

Tentative d'interprétation « traditionnelle » de l'exécution de Louis XVI, moment central de la Révolution. Passage de la dimension cosmique et transcendentale au système d'un univers exclusivement rationnel. Christophe Levalois avait déjà publié une intéressante monographie sur *Le symbolisme du loup* (Arché, 1986).
Maisnie-Trédaniel, 63 pages, 65 F.

P. Gauchon, D. Hamon, A. Mauras
La Triade dans la nouvelle économie mondiale

Normalien, agrégé d'histoire, directeur pédagogique à Ipésup-Prépasup, Pascal Gauchon, initiateur de la collection Major (PUF) a l'ambition de couvrir avec celle-ci toutes les matières des « prépas ». Le livre sur la Triade prouve brillamment l'intérêt de la formule. Il est le premier ouvrage à étudier ensemble Etats-Unis, Japon et Europe (CEE) pour comparer et analyser leurs relations, sans rien négliger du fond culturel, historique, spacial et humain de la question.
PUF-Major, 576 pages, 248 F.

Jean Schmidt
Fin de la France Histoire d'une perte d'identité

La France n'est pas l'œuvre des rois capétiens ni celle des droits de l'homme. Elle est née d'elle même. Une approche de l'histoire de l'identité qui renouvelle le sujet en profondeur. Redécouverte des continuités indigènes de la France.
Nouvelles Éditions Debresse, 304 pages, 98 F.

John Keagan
Anatomie de la bataille

La nouveauté de John Keagan, longtemps professeur à Sandhurst, consiste à décrire trois batailles (Azincourt, Waterloo, la Somme), non pas de haut et de loin, comme cela est fait habituellement, mais au niveau des combattants, dans la réalité triviale de leur existence quotidienne, des souffrances bien entendu, mais aussi des « joies sataniques » décrites par Jünger.
Robert Laffont, 324 pages, 129 F.

Sous la direction de Guy Pedroncini
Histoire militaire de la France – Tome III – De 1871 à 1940

Troisième tome de l'entreprise unique dirigée par André Corvisier, voici l'étude universitaire la plus complète sur l'époque cruciale où le relèvement puis l'effondrement français furent sanctionnés par les armes. La guerre, suivant le mot de Clausewitz, est le choc des réalités. Ces dernières sont étudiées ici, avec rigueur et sans complaisance.
PUF, 520 pages photos, 550 F.

André Souyris-Rolland
Histoire des Chantiers de la Jeunesse

Actes du colloque tenu sur le sujet au Service Historique de l'Armée en février 1992 avec la participation d'anciens responsables ou jeunes des Chantiers. Signification et histoire de cette institution de l'État français. Un appareil documentaire bien conçu vient compléter ce dossier impartial.
SAM/CIF (8, rue Roy, 75008), 304 pages photos, 200 F.

Jean Philippon
La nuit des longs couteaux

Interprétation nouvelle et nullement gratuite de la fameuse purge du 30 juin 1934 au cours de laquelle la direction de la SA, mais aussi celle du clan politique le plus réactionnaire, furent décapitées. S'appuyant sur le dépouillement d'archives allemandes, Jean Philippon démontre de façon convaincante que cette purge fut le résultat d'une intoxication d'Hitler par les chefs militaires du Reich, inquiets de la concurrence de la SA.
Armand Colin, 432 pages, 175 F.

Marie-Jeanne Rey.
Mémoires d'une écorchée vive

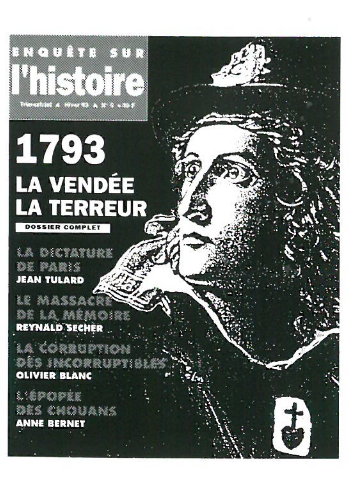
L'auteur avait 16 ans en 1954 au début de la rébellion algérienne. Lycéenne, puis institutrice dans la Casbah, elle vit jusqu'en 1962 l'insouciance, puis l'angoisse, les espoirs et enfin le calvaire des Pieds-Noirs. Son récit, très personnel et d'une sincérité absolue, est un poignant témoignage pour l'histoire. (Editions de l'Atlanthrope, BP 69, 78001 Versailles Cedex).
L'Atlanthrope, 460 p. 110 F

Arthur Conte
L'épopée coloniale de la France

À travers les personnages marquants et les situations saillantes, l'histoire sereine d'une longue aventure française racontée avec talent, de Jacques Cartier jusqu'aux derniers feux de l'Empire, recours suprême de la France déchue des années 1940.
Plon. 550 pages, 130 F

D.V.

Pages réalisées par Jean-Paul Angelelli, Bruno Chossat, Jean Mabire, Jean-Jacques Mourreau, Paul Sérant, Frédéric Valloire, Éric Vatré, Dominique Venner, Pierre Vial.



Vos réactions au n°5 sur « la Vendée et la Terreur »

Résistance à la révolution dans le pays Niçois

« En septembre 1792, le jour de la Saint-Michel, le général d'Anselme envahit le Comté de Nice. Les exactions des soldats de la République et la rapacité d'Anselme vont radicaliser la résistance Niçoise. Le front s'établit au nord du pays.

Les armées autrichiennes et celles du Piémont-Sardaigne sont soutenues par les milices locales appelées « Chasseurs de Nice ». En 1796, le roi de Sardaigne abandonne le Comté et les milices continuent seules une guérilla de résistance. Les montagnards intrépides, connaissent parfaitement le terrain et soutenus par la population infligent de sévères corrections aux armées françaises.

Cependant la république et sa propagande les assimilent aux chouans ou à de vulgaires malfaiteurs. Après sept années d'un combat disproportionné, les milices surnommées « Barbets » (du nom des pasteurs Vaudois) vont peu à peu être anéanties. Les exécutions sommaires succèdent aux chasses à l'homme et aux dénonciations. Les tribunaux d'exceptions œuvrent sans relâche (un charnier découvert à l'Escarène en témoigne). La disparition des grands capitaines de compagnies achève de disperser les derniers Barbets vers 1799. En 1804, Napoléon Bonaparte se sacre empereur. Malgré la sagesse du préfet Dubouchage qui améliore l'agriculture et fait achever la route de Gênes, l'œuvre de l'Empire dans le Comté est surtout administrative, rien en architecture et peu en urbanisation.

La bourgeoisie marchande sort renforcée après vingt-deux ans d'occupation, alors que la paysannerie, elle, a été décimée. »

Alfred Cremisi (Nice).

Le massacre de Bédoin

À la suite de ce que révèle votre n° 5 sur le massacre de Bédoin en Vaucluse, je vous envoie mon abonnement ainsi que deux cartes postales montrant la pyramide expiatrice élevée à l'emplacement de la guillotine. Je suis moi-même un descendant des victimes de ce massacre.

Bernard Delor (84, Bédoin).

Le prince de Talmont

Je me permets de vous faire savoir que votre n° 5 d'*Enquête sur l'Histoire* consacré à la Vendée m'a profondément déçu. Les erreurs historiques qui ont été commises, me semblent très incorrectes à l'égard de la Vendée militaire.

Quelques exemples :

Pages 4 et 5 : dans le descriptif du tableau de J. Le Blant : Mort de Charette le 29 février 1796. Charette a été exécuté le 29 mars 1796 à Nantes.

Page 45 : le tableau de Jules Benoît-Levy représente le Jugement du Prince de Talmont (ce tableau se trouve à l'Écomusée du Puy du Fou).

Page 56 : vous parlez de la « Hussarde » son véritable nom de famille n'est pas Regreuil mais Louise de Regrenil (de la Tanchère de Sainte Florence de l'Oie – Canton des Essarts –).

Et j'en passe…

Sylvie Pauleau (79 Cérizay).

Je comprends votre irritation et je la partage. Je ne cherche nulle excuse. Toutes les erreurs sont intolérables. Et pourtant elles surviennent quel que soit le soin apporté à la réalisation d'une revue. Pour la date d'exécution de Charette (pp. 4-5), quand nous l'avons découverte, il était trop tard, la revue était sous presse. Le rédacteur de la légende s'était fié à la date (erronée) figurant au verso de la photo d'agence. Ensuite, ce type d'erreur échappe à l'œil du meilleur correcteur. Même commentaire pour Regreuil au lieu de Regrenil, coquille d'impression qui a changé le n en u.

Concernant Talmont (p. 45), il ne s'agit pas d'une erreur, mais d'une interprétation volontaire. Sans doute est-ce Philippe de la Trémoïlle qu'a voulu représenter Jules Benoît-Levy sous l'apparence d'un paysan. Nous pensions qu'il nous serait pardonné d'avoir privilégié cette apparence à laquelle, par choix d'honneur (et pas seulement par ruse) le prince de Talmont s'identifia dans les derniers instants d'une vie associée jusqu'alors au faste.

La sévérité de votre lettre nous invite à être plus exigeants encore. Soyez-en donc remerciée. Il nous eut cependant intéressé de connaître votre opinion sur ce numéro, au-delà des erreurs de détail que votre vigilance à relevées.

D.V.

Laval est mort debout

Dans votre N° 4 (Pétain devant l'histoire), page 65, dans l'encadré « Procès et mort de Laval » il est écrit à la fin de l'article : « le condamné (Pierre Laval) à demi-mort, fut ensuite fusillé sur une chaise ».

Je ne pense pas que ce soit ainsi que ces tragiques événements se sont passés. Le procureur général Mornet tenait à cette chaise et la faisait suivre depuis la cellule du condamné à mort. Quand Pierre Laval voit la chaise à côté du poteau, il demande qu'elle soit enlevée : « Un président du Conseil de France meurt debout, dit-il fermement, je rassemblerai ce qui me reste de force pour tenir la seconde qu'il faudra ».

C'est ce que rapporte un témoin direct, Maître Albert Naud, Les défendre tous, *page 258, Collection « vécu », chez Robert Laffont.*

Albert Limoges (09).